



**Economic and Social
Council**

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2003/104/Add.1
20 February 2003

ENGLISH/FRENCH/SPANISH
ONLY

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-ninth session
Item 17 (b) of the provisional agenda

PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS

HUMAN RIGHTS DEFENDERS

**Report submitted by Ms. Hina Jilani, Special Representative of the Secretary-
General on human rights defenders, in accordance with Commission on Human
Rights resolution 2000/61**

Addendum*

Communications to and from Governments

* The present report is being circulated in several languages of submission, and will not be formally translated or edited, as it greatly exceeds the page limitations imposed by the relevant General Assembly resolutions.

CONTENTS

	<u>Paragraphs</u>	<u>Page</u>
Introduction	1-2	4
Algérie	3-9	4
Argentina	10-37	6
Azerbaijan	38-39	14
Bangladesh	40-42	14
Belarus	43-52	15
Bolivia	53-57	18
Brazil	58-68	19
Cambodia	69-70	22
Cameroon	71-73	22
Chad	74-76	23
Chile	77-79	24
China	80-93	25
Colombia	94-159	28
Costa Rica	160-162	48
Cuba	163-167	49
République Democratique du Congo	168-186	51
Ecuador	187-192	57
Egypt	193-196	58
El Salvador	197	60
Ethiopia	198-200	60
Georgia	201-205	61
Guatemala	206-280	62
Haiti	281-283	85
Holy See	284-285	86
Honduras	286-290	86
India	291-299	87
Indonesia	300-315	90
Iran (Islamic Republic of)	316-317	95
Iraq	318-320	95
Israel	321-338	96
Kazakhstan	339-341	103
Kenya	342-344	104
Kyrgyzstan	345-353	105
Liberia	354-356	108
Maroc	357-359	109
Mexico	360-396	110
Namibia	397-398	158
Nepal	399-401	124
Nicaragua	402-403	125
Nigeria	404-405	125
Pakistan	406-416	126
Panamá	417-418	128
Paraguay	419-422	128
Perú	423-428	129
Philippines	429-430	131

	<u>Paragraphs</u>	<u>Page</u>
Republic of Korea	431-433	131
Russian Federation	434-453	132
Saudi Arabia	454-455	137
Slovakia	456-460	137
Sri Lanka	461-463	140
Sudan	464-467	140
Syrian Arab Republic	468-471	142
Tanzania	472-473	143
Tunisie	474-487	143
Turkey	488-497	148
Uzbekistan	498-504	150
Venezuela	505-509	152
Viet Nam	510-512	153
Zimbabwe	513-519	154
Palestinian Authority	520-523	157
Guidelines for the submission of allegations		159

Introduction

1. The present document is submitted by the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders, Ms. Hina Jilani, to the Commission on Human Rights, pursuant to Commission resolution 2000/61. The document provides information on specific cases addressed by the Special Representative through communications. In the past, such information has been included in an annex to the Special Representative's annual report to the Commission. This year, for technical reasons, the information on specific cases addressed is reproduced as an addendum to the main report (E/CN.4/2003/104). For the same reasons, this addendum has not been formally edited by the United Nations editors or translated by the United Nations translation services, and provides information in several languages.

2. The addendum contains brief summaries of communications to and from relevant authorities, along with the observations of the Special Representative. With very few exceptions, communications raised here relate to alleged circumstances that are reported to have occurred prior to 1st December 2002 and which were sent to authorities by the Special Representative before that date. The section includes summaries of all replies received by the Special Representative, and (where needed) translated, before 15th January 2003. All information included under the sub-title "Communications received" reflects a summary of information provided by the relevant Government or other authority. Finally, an appendix contains a copy of guidelines for the submission of allegations to the Special Representative. These guidelines are not final and will be developed further over the coming year.

Algérie

Communications envoyées

3. Le 27 mai 2002, la Représentante spéciale a envoyé un appel urgent concernant **Abderahmane Khelil**, responsable du Comité S.O.S. Disparus et membre de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme. Selon les informations reçues, Abderahmane Khelil aurait été placé sous mandat de dépôt par le procureur de Bir Mourad Raïs à Alger le 20 mai 2002 pour «incitation à attroupement non armé» en vertu de l'article 100 du Code pénal algérien. Abderahmane Khelil aurait été arrêté par la police le 19 mai près de l'université de Bouzaréah alors qu'il menait une enquête sur les arrestations d'étudiants par les forces de police le samedi 18 mai 2002 à la suite de manifestations contre la visite du chef de l'État, M. Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de la journée nationale des étudiants. Abderahmane Khelil aurait été nominativement appelé par les policiers qui l'auraient interrogé. Ils lui auraient alors signifié qu'il était en infraction du dispositif concernant les attroupements adopté en vertu de la loi sur l'état d'urgence. Il aurait ensuite été transféré au commissariat de Cavegnac, puis au commissariat central d'Alger. Il aurait été relâché en milieu d'après-midi, à l'instar de toutes les personnes arrêtées. Selon les informations reçues, le procès de Abderahmane Khelil aurait eu lieu le dimanche 26 mai 2002.

4. Le 11 septembre 2002, la Représentante spéciale a envoyé un appel urgent concernant **Ahmed Ali Khelili**, fils de M^r **Mahmoud Khelili**, défenseur des droits de l'homme et président du Syndicat national des avocats algériens. Selon les

informations reçues, le 2 septembre 2002, vers 8 h 30, Ahmed Ali Khelili aurait été menacé de mort au téléphone par un interlocuteur anonyme. Selon les informations reçues, cette menace pourrait s'inscrire dans le cadre des actes de harcèlement et de la surveillance systématique par les autorités locales dont ferait l'objet depuis plus de dix ans M^e Mahmoud Khelili. Elle pourrait également être mise en parallèle avec un procès qui s'est tenu le 2 septembre 2002 à Oran et dans lequel l'accusé, Kada Hezil, ex-recteur des affaires sociales de la wilaya d'Oran défendu par M^e Mahmoud Khelili, aurait dénoncé un important réseau de trafic de cocaïne mettant en cause des hauts gradés de l'armée.

5. Le 11 novembre 2002, la Représentante spéciale a envoyé une allégation selon laquelle le 5 novembre 2002, vers 9 heures du matin, les forces de l'ordre auraient violemment dispersé des membres de familles de disparus rassemblés à Alger à l'appel de S.O.S. Disparus et du Collectif des familles de personnes disparues. Selon les informations reçues, une trentaine de membres se seraient réunis devant la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPH) pour manifester contre les déclarations de M. Ksentini, président de la CNCPPH, au journal «Echourouk El Yaoumi» du 3 novembre 2002. Selon les informations reçues, M. Ksentini aurait alors déclaré vouloir clore les dossiers des disparus en remettant aux familles une somme de 100 millions de centimes ainsi qu'un acte de décès. D'après les informations reçues, les forces de l'ordre seraient intervenues alors que le groupe se dirigeait vers la présidence de la République. Certains manifestants auraient été battus. Tout le quartier aurait été quadrillé par les services de sécurité après l'intervention.

Communications reçues

6. Par lettre datée du 11 février 2002, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent envoyé le 16 mars 2001 (E/CN.4/2002/106, annexe, par. 2) concernant M^e Sofiane Choutier. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que M^e Sofiane Choutier, bien placé de par ses fonctions pour connaître les recours internes qui s'offrent à lui, n'avait pas porté à la connaissance de la justice les actes de harcèlement dont il affirme être victime. Le Gouvernement a ajouté que les allégations contenues dans l'appel urgent n'étaient soutenues par aucun élément probant.

7. Par lettre datée du 11 février 2002, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent envoyé le 16 mars 2001 (ibid.) concernant Mohamed Smain. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que, suite au dépôt d'une plainte, une information judiciaire a été ouverte devant le juge d'instruction du tribunal de Relizane des chefs d'outrage, diffamation et dénonciation calomnieuse. Sur la base d'un mandat décerné contre lui, Mohamed Smain a été arrêté le 25 février 2001 et conduit devant le juge mandant qui l'a placé sous contrôle judiciaire avec obligation de ne pas sortir de la circonscription territoriale de Relizane et de remettre entre les mains de la justice tout document permettant sa sortie du territoire national. Cette mesure de contrôle judiciaire a été annulée sur requête puis rétablie sur appel du ministère public. Après clôture de l'information judiciaire, l'affaire a été portée devant le tribunal de Relizane, qui, le 5 janvier 2002, a condamné Mohamed Smain à deux mois de prison et 2000 dinars d'amende pour diffamation. Mohamed Smain et le ministère public ont

interjeté appel du jugement. En vertu de la loi, la mesure de contrôle judiciaire demeure effective jusqu'à ce que la décision sur le fond devienne définitive.

8. Par lettre datée du 30 décembre 2002, le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que la manifestation des familles de disparus devant le siège de la CNCPPH avait occasionné un attroupement bloquant toutes les voies de circulation dans un des carrefours les plus importants de la capitale. Le Gouvernement a précisé que c'est pour cette unique raison et pour éviter des troubles à l'ordre public que les forces de sécurité ont invité les manifestants à se disperser et que, face à leur refus d'obtempérer, ils ont procédé à leur dispersion forcée.

Observations

9. La Représentante spéciale remercie le Gouvernement pour les réponses envoyées. Elle regrette, toutefois, l'absence de réponse à certaines des ses communications.

Argentina

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

10. El 4 de julio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la independencia los magistrados y abogados en relación con **Claudio Pandolfi**, abogado que trabaja para la organización de derechos humanos Coordinadora contra la Represión Policial e Institucional (CORREPI), y cuya seguridad estaría amenazada. De acuerdo con las informaciones recibidas, durante el fin de semana del 29 y 30 de junio, un individuo no identificado habría llamado a la oficina del abogado y habría dejado un mensaje grabado que decía: "ya sabemos en qué cuevita te escondes, te vamos a matar como a un perro". Estas amenazas estarían relacionadas con las investigaciones llevadas a cabo por el Sr. Pandolfi sobre los disturbios que tuvieron lugar en Avellaneda, provincia de Buenos Aires, el 26 de junio, tras las protestas por la prolongada crisis económica que está paralizando la Argentina. En esos disturbios, se informa de que habrían sido ejecutados dos manifestantes, **Darío Santillan** y **Maximiliano Costequi**, y que muchas otras personas habrían resultado heridas durante los enfrentamientos entre la policía y los manifestantes, en los que la policía habría disparado ráfagas tanto de balas de plástico como de munición real. Según la información recibida, aunque fuentes policiales habrían afirmado inicialmente que los dos hombres habían muerto a manos de "infiltrados" entre los manifestantes, las fotografías distribuidas más tarde a los medios de comunicación mostrarían claramente la implicación de la policía en los hechos que condujeron a las muertes. Se informa de que tras la publicación de esas fotografías, dos policías habrían sido detenidos y más de 100 habrían sido suspendidos del servicio.

11. El 24 de septiembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de peligro en la cual se encuentra **Estela Carlotta**, presidenta de la organización no gubernamental de derechos humanos Abuelas de Plaza de Mayo, y presidenta también, por la provincia de Buenos Aires, de la Comisión

Provincial por la Memoria. De acuerdo con las informaciones recibidas, en la madrugada del 20 de septiembre, un grupo de hombres no identificados habría disparado una lluvia de balas contra la casa de la Sra. Carlotto en la ciudad de La Plata, provincia de Buenos Aires, mientras ella estaba dentro. Al parecer, los atacantes habrían utilizado munición de un tipo de rifle conocido como Itaka, utilizado de vez en cuando por las fuerzas de seguridad. El ataque contra la casa de la Sra. Carlotto podría estar relacionado con la presentación por la Sra. Carlotto a la Corte Suprema de Justicia de la provincia de Buenos Aires, el 18 de septiembre, de un informe relativo a las prácticas de la policía provincial que, presuntamente, violan derechos humanos fundamentales. Entre esas prácticas se encontrarían la tortura y los homicidios conocidos como de “gatillo fácil”. Aunque no resultó herida, la Sra. Carlotto podría correr peligro de sufrir nuevos ataques. Mientras acogemos favorablemente la investigación que se habría abierto, rogamos a su Excelencia que tomara todas las medidas necesarias para proteger a la Sra. Carlotto.

12. El 7 noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados en relación con **Laura Figueroa**, abogada de derechos humanos, **Emilio Ferrer**, fiscal federal, y **Fernanda Sanssone**, estudiante de arqueología que trabaja en una zona que estaría siendo registrada en busca de restos de “desaparecidos”. El 28 de octubre, unos individuos no identificados habrían entrado en la casa de la Sra. Figueroa en San Miguel de Tucumán, provincia de Tucumán, mientras ella estaba fuera. Habrían robado varios objetos y habrían registrado de arriba a abajo la casa aunque la casa había sido protegida por dos policías por orden de un juez federal. Los policías habrían estado a 30 metros de la casa pero, aparentemente, no se habrían dado cuenta del asalto. La presencia policial en la casa de la Sra. Figueroa se habría asignado tras un asalto anterior de cuatro individuos armados, ocurrido el pasado 20 de octubre. Los individuos habrían amenazado a la Sra. Figueroa y habrían reproducido parte de una conversación telefónica que habría mantenido ese mismo día, para demostrarle que tenía la línea telefónica intervenida. La Sra. Figueroa habría sufrido repetidas intimidaciones durante varios meses: habría recibido llamadas telefónicas amenazadoras y habría visto a personas no identificadas vigilando su casa. Según la información recibida, en la noche del 28 de octubre, alguien habría asaltado la casa de Emilio Ferrer, fiscal federal, y las oficinas de la Iglesia metodista. Esta iglesia albergaría al Movimiento Ecuménico por los Derechos Humanos (MEDH). La Sra. Figueroa, el Sr. Ferrer y el MEDH participan en la búsqueda de restos de “desaparecidos” en la zona conocida como “Pozo de Vargas”, en la provincia de Tucumán. Fernanda Sanssone también habría sido amenazada el pasado 30 de octubre en la calle cuando un hombre no identificado le habría dicho: “ten cuidado, las cosas se están poniendo feas”. Según la información recibida, se habrían presentado denuncias oficiales sobre todas estas amenazas ante las autoridades pertinentes y se habrían iniciado investigaciones.

Cartas de alegación

13. El 11 de septiembre de 2002 la Representante Especial y el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura enviaron una alegación en relación con la situación de **María Dolores Gómez**, defensora oficial de la provincia de Buenos Aires, quien habría sido amenazada y atacada debido a las denuncias que había efectuado sobre las condiciones en que viven los presos de las cárceles de la provincia de Buenos Aires y los tratos que supuestamente reciben por parte del personal penitenciario. De acuerdo con la

información recibida, el 14 de mayo de 2001, la Sra. Gómez habría recibido en su oficina, a las 10.00 horas, una llamada de una persona que encuentra detenida en la cárcel de Rawson (Unidad 6), quien le habría advertido de que el jefe de la Unidad 29 y el de Sierra Chica tendrían intenciones de hacerle daño y estaban planeado un supuesto asalto durante el cual la dejarían muerta en la carretera Panamericana. A continuación, la Sra. Gómez habría puesto estos hechos en conocimiento de la Fiscalía y la causa habría sido remitida a la Unidad Funcional número 2 y al Juzgado de Garantías, sin que ninguna medida relevante que permita aclarar estos hechos hubiera sido adoptada. Según la información recibida, el sábado 2 de junio de 2002 los diarios de mayor circulación en la Argentina habrían difundido información relativa a la denuncia efectuada por una persona que se encontraba detenida en la cárcel Melchor Romero en la cual se habría señalado que un jefe del Servicio Penitenciario Bonaerense le habría propuesto organizar un atentado contra la vida de un familiar de la Sra. Gómez, a cambio de lo cual, saldría antes de la cárcel. Se indica que el fiscal a cargo de la investigación de dicha denuncia se habría supuestamente declarado incompetente, cuestión que habría paralizado la investigación. La información que habría recibido la Sra. Gómez sobre la existencia de un plan para asesinarla, junto con la ausencia de una investigación diligente y eficaz, indicarían que la defensora y su familia se encontrarían en una situación vulnerable expuestas a un peligro grave. De acuerdo con la información recibida, el 27 de agosto de 2001 la Comisión Interamericana de Derechos Humanos habría solicitado al Estado argentino la adopción de medidas cautelares para proteger la vida y la integridad personal de la Sra. Gómez, entre las que se encontrarían: extremar de manera urgente las medidas adoptadas para proteger la vida y la integridad personal de la defensora, de su familia y de los testigos que informaron sobre las amenazas, investigar los orígenes de las amenazas y juzgar a los responsables “de modo de poner fin a la situación de riesgo padecida contra la persona protegida y su familia”. De acuerdo con la información recibida, no obstante la recomendación de la Comisión, la investigación se encontraría inmovilizada. El Relator Especial y la Representante Especial agradecerían recibir información sobre las medidas tomadas por el Gobierno para garantizar la seguridad de la Sra. Gómez, teniendo especialmente en cuenta la solicitud de la Comisión.

14. El 2 de octubre de 2002 la Representante Especial envió una comunicación reiterando su preocupación en relación con el atentado sufrido por **Estela Carlotto**.

15. El 3 de octubre de 2002 la Representante Especial y la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias solicitaron información detallada al Gobierno sobre la presunta ejecución de **Darío Santillán y Maximiliano Kosteki**. En dicha comunicación se reitera la preocupación ante las amenazas sufridas por Claudio Pandolfi y uno de los fotógrafos independientes que habría logrado obtener las imágenes del asesinato de Darío Santillán (véase el llamamiento urgente de 4 de julio de 2002). En dicha comunicación se presenta información en la que se alega que las llamadas anónimas realizadas para amenazarles habrían emanado de la Dirección de Seguridad de la provincia de Buenos Aires.

16. El 4 de noviembre de 2002 la Representante Especial notificó al Gobierno que recibió información con relación a los siguientes casos.

17. La Representante Especial recibió informes que indican que **Adriana Calvo y Carlos Lordkipanidse**, ambos miembros de la Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, habrían sido objeto de amenazas e intimidaciones anónimas. Según los

informes recibidos, las amenazas se habrían producido tras las declaraciones de ambos en la causa que se sigue por la tortura y desaparición de 22 integrantes del movimiento de los montoneros en 1980. Se informó de que 40 personas, entre ellas varios militares y policías así como el ex gobernante de la Argentina, Leopoldo Fortunato Galtieri, estarían detenidas en el marco de dicho proceso. Se alega que las amenazas contra la Sra. Calvo y el Sr. Lordkipanidse se habrían intensificado después de los días 12 y 22 de julio, cuando éstos habrían denunciado en la prensa a varios agentes de las fuerzas policiales que aún se encontrarían en actividad en relación con el caso de tortura y desaparición de los montoneros.

18. La Representante Especial también recibió informes que indican que el 21 de agosto de 2002 un hombre y una mujer armados con un revólver y un arma blanca habrían ingresado en el domicilio de **Susana Abalo**, militante de movimientos por la defensa de derechos sociales en la ciudad de Rosario. Los agresores habrían encontrado a la Sra. Abalo en su cama, la habrían desnudado, vejado, golpeado e intimidado con frases amenazadoras, sin que ésta hubiera podido oponerse a raíz de la esclerosis múltiple que padece. Se informó de que durante el ataque la Sra. Abalo habría perdido el conocimiento varias veces y que posteriormente habría tenido que ser atendida en el hospital de emergencias de la ciudad. Se alega que el 17 de julio de 2002 la Sra. Abalo y otros defensores como Rubén Ríos y Omar Isem habrían sido objeto de amenazas de muerte. Poco después se alega que el abogado Enrique Font, coordinador del Centro de Estudios de Derechos Humanos de la Facultad de Abogacía y de uno de los Foros de Convivencia que funcionan en la ciudad de Rosario y del cual forma parte la Sra. Abalo también habría recibido amenazas telefónicas. La Representante Especial fue informada de que tras los incidentes denunciados el Ministro de Gobierno de la provincia de Santa Fe habría dispuesto custodia para todas las personas que habían sido amenazadas.

19. De acuerdo con la información recibida también habrían sido víctimas de agresiones graves y amenazas algunos **estudiantes** movilizados para reclamar sus derechos, entre ellos, el establecimiento de un boleto estudiantil diferencial. Se reportó que en el mes de junio, un alumno del colegio Mariano Moreno habría sido interceptado por desconocidos, golpeado y en su pecho habrían grabado con una navaja las siglas AAA, por Alianza Anticomunista Argentina. Se reportó que después de haberle inscrito las siglas, lo habrían dejado tirado en el suelo y amenazado advirtiéndole que había sido el primero y que debían terminar su campaña por el boleto estudiantil. El 5 de julio de 2002, se alega que otros tres alumnos, esta vez de la escuela María Claudia Falcone, habrían sido amenazados a través de un mensaje anónimo por reclamar el boleto estudiantil. Así mismo se denunció que el 8 de julio faltaba una placa recordatoria a María Claudia Falcone, desaparecida el 16 de septiembre de 1976 en la noche conocida como la “noche de los lápices”, y que los integrantes del Centro de Estudiantes del Colegio Nacional de Buenos Aires habrían recibido un sobre que contenía un collage de recortes con frases como “no olvidar la noche de los lápices” y debajo el título “Extraña agresión a un alumno porteño. Reclamaba boleto estudiantil”.

Comunicaciones Recibidas

20. El 18 de abril de 2002 el Gobierno de la Argentina envió información adicional en el caso de Vanesa Piedrabuena (E/CN.4/106 párrs. 7 y 15) indicando que la Dirección de Asuntos Internos de la Policía de la provincia de Córdoba investiga a cuatro policías en relación con los hechos denunciados por la misma. Administrativamente el expediente

todavía no fue resuelto. La investigación que se remitió a la Unidad Judicial Protección de las Personas fue elevada ante el Fiscal de Instrucción interviniente sin que se haya ordenado imputación respecto al personal policial, permaneciendo aún en sede de dicho organismo.

21. El 1 de agosto de 2002 el Gobierno de la Argentina transmitió un informe sobre los hechos de violencia que tuvieron lugar en la provincia de Buenos Aires el 26 de junio de 2002, a partir información proporcionada por la Dirección Provincial de Promoción y Protección de los Derechos Humanos, la Secretaría de Derechos Humanos y del Ministerio de Justicia y Seguridad del Gobierno de la provincia de Buenos Aires. En la comunicación se informa de que el mismo día en que ocurrieron los hechos, dos funcionarios de la Dirección y de la Secretaría mencionadas se hicieron presentes a la comisaría n.º 1 de Avellaneda, donde solicitaron al titular de la misma una lista de los demorados. También se requirió información a Juan J. González, Fiscal a cargo de la investigación de la situación en relación con la autoridad que había ordenado la represión; la situación de los demorados; y si se estaban produciendo otros hechos similares en ese momento. Se realizaron además gestiones para identificar y poner en libertad a los 160 demorados.

22. También se dirigieron al Hospital Fiorito para conocer la situación de los heridos. Asimismo se tomó contacto telefónico con el Hospital de Wilde para conocer la nómina de personas heridas. Posteriormente se siguió el estado de salud de los heridos, informando lo siguiente: “Se recibieron detalles aportados por el abogado inspector Oscar García y la secretaria de actuación Evelyn Sampayo, de la Auditoría de Asuntos Internos, quienes informaron acerca del sumario, aportando copia de las actuaciones y dos videocassetes con las imágenes de los hechos.

23. Ese Ministerio mantiene contacto permanente con la Auditoría para continuar investigando el sumario y ordenando nuevas directivas en relación con la identificación del personal policial no individualizado aún, como también requiriendo libros de guardias, partes urgentes y listados de personal de dependencias actuantes.

24. Se procedió al estudio de los videos que forman parte del expediente y a la elaboración y elevación a la Auditoría de los decretos de disponibilidad de los agentes, respecto de los cuales vaya surgiendo la responsabilidad y abuso funcional en el curso de la investigación.

25. Hasta el momento se decretó la disponibilidad preventiva de Fanchiotti, Quevedo, Acosta, Colman, Vega, Mijin, de la Fuente, Leiva y Benedettis, todos ellos policías que intervinieron en los hechos. Los cuatro primeros se encuentran detenidos, de la Fuente y Leiva se encuentran prófugos, y recae sobre ellos orden de detención emanada de la autoridad judicial correspondiente. Con respecto a los prófugos, se impartió orden a las 18 departamentales de arbitrar todos los medios para proceder a la detención de los mismos. El Ministerio de Justicia y Seguridad de la provincia de Buenos Aires efectuó una presentación ante la Unidad Funcional de Instrucción n.º 11 de Lomas de Zamora, donde se mantuvo entrevista con su titular. Se tomó vista de la investigación penal preparatoria n.º 332.676. Se extrajeron copias de las principales piezas procesales de dicha causa. Se remitieron al agente fiscal varios elementos de probanza que reunió el Ministerio y aquellos requeridos por el Ministerio Público para la prosecución de la investigación. Se procedió en ese Ministerio a la escucha de

modulaciones de radio realizadas por el personal policial a raíz de los sucesos del 26 de junio desde las 10.00 a las 20.00 horas de ese día, por pedido del agente fiscal, lo que se realizó en presencia de instructores judiciales y funcionarios, efectuándose la grabación de dichas modulaciones y agregándose a la investigación. Asimismo, se efectuó lectura y cotejo de legajos del personal policial actuante. Por último, debido a la cantidad de efectivos actuantes y la cantidad de testimonios recibidos en sede judicial, los elementos aportados por los instructores del sumario y otras fuentes que se están analizando, no se descartan nuevas imputaciones, a la luz de las medidas procesales y administrativas que se sigan implementando para el total esclarecimiento de los hechos.

26. En lo referente a las directivas que se deberán impartir para la prosecución de la investigación en el orden interno, y ampliando las ya mencionadas, se deberán llevar adelante todas las necesarias, para la identificación del personal policial que actuó en el ocultamiento y destrucción de pruebas; indagar acerca de quiénes elaboraron el libro de novedades de guardia de ese día tanto del Comando de Patrullas de Avellaneda, como de todas las otras dependencias actuantes de los hechos, también de aquellos agentes que redactaron y transmitieron los partes urgentes.

27. De lo estudiado, los elementos de análisis y evaluación de las piezas procesales de la investigación penal preparatoria y otras pruebas colectadas en el Ministerio de Justicia y Seguridad y aportadas a la investigación, surge hasta el momento que:

28. En los sucesos del 26 de junio se habrían cometido ilícitos por parte de las fuerzas policiales actuantes que se han caratulado bajo las figuras penales de doble homicidio y encubrimiento agravado en concurso ideal con violación a los deberes de funcionario público, en los términos de los artículos 55, 79, 80, 248 y 277 del Código Penal, por cuerda corre agregada a la investigación penal preparatoria iniciada el mismo día de los hechos por violación de domicilio en los términos del artículo 151 del Código Penal.

29. En cuanto a otros hechos conexos en la investigación, se han impartido directivas precisas, en relación con la participación de agentes en ellos, entre los cuales es de destacar el ingreso al local de Izquierda Unida.

30. Por los hechos de doble homicidio de los que resultaron víctimas Maximiliano Kosteki y Darío Santillan, han sido detenidos el comisario Alfredo Fanchiotti, el oficial principal Carlos Quevedo, el cabo primero Alejandro Acosta y posteriormente lo fue Lorenzo Colman en orden a los delitos de encubrimiento en concurso ideal con incumplimiento de los deberes de funcionario público. Todos ellos pertenecen al Comando Patrulla Avellaneda.

31. El 5 de julio se dispuso la disponibilidad de Carlos Leiva, en virtud de la investigación llevada a cabo en ese Ministerio que determinó el accionar del nombrado en los hechos, con arma de fuego, informado al agente fiscal de tal novedad y remitiéndole la foto ampliada de su legajo, que fuera cotejada con las imágenes que lo captaron en su accionar, lo que motivó la orden de detención sobre el nombrado por parte del órgano jurisdiccional.

32. El 6 de agosto de 2002, el Gobierno de la Argentina envió información adicional basada en el informe del inspector Oscar A. García de la Auditoría de Asuntos Internos,

Oficina de Control de Corrupción y Abuso Funcional del Ministerio de Seguridad de la provincia de Buenos Aires. En este informe se señala el estado de la investigación sumarial administrativa para esclarecer los hechos de abuso funcional grave por parte del personal policial que interviniera en los incidentes de Avellaneda y alrededores. Entre otros se indica que: “al 11 de julio 2002 se mantenían prófugos el sargento primero Carlos Nestor Leiva y el oficial subinspector Mario Héctor de la Fuente, a los que se les denegara el beneficio de ser eximidos de prisión al imputárseles los delitos de homicidio en grado de tentativa y encubrimiento agravado en concurso ideal con violación de los deberes de funcionario público”.

33. De lo expuesto se desprende que, sin perjuicio de las vinculaciones de estricto papel administrativo, no se ha formulado imputación ni adoptado temperamento alguno en sede penal, con relación al comisario mayor Osvaldo Félix Vega, al comisario inspector Alberto Mitin y al comisario Nestor Osvaldo Bennedetti, respecto de los cuales se circunscribe la objetivación evaluativa de sus conductas al ámbito estrictamente funcional disciplinario.

34. El 27 de septiembre de 2002 el Gobierno de la Argentina transmitió el comunicado de prensa (con fecha 26 de septiembre) de la Cancillería argentina sobre el atentado sufrido por Estela Carlotto el 20 de septiembre. En él, la Cancillería afirma que “de inmediato dispuso la puesta en marcha de mecanismos de protección establecidos en el ámbito interno, de conformidad con los procedimientos establecidos en la normativa internacional relativa a la defensa y promoción de los derechos humanos”. En este sentido comunica que ha solicitado a las autoridades competentes información sobre los procedimientos adoptados y toda medida tomada para proteger la integridad de la Sra. Carlotto. En el comunicado la Cancillería también reconoce el prestigio y la trayectoria de la Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, “con cuyos principios la política exterior de la Argentina esta consustanciada, destacándose el respeto que la Sra. Carlotto inspira en las autoridades nacionales e internacionales y en la opinión pública mundial”. La Cancillería reafirma el compromiso del Gobierno de la Argentina respecto de la protección de los defensores de derechos humanos. El 17 de diciembre, el Gobierno de la Argentina envió información adicional sobre el atentado, indicando que al tomar conocimiento de las agresiones sufridas por la Sra. Carlotto, el propio Ministro de la Seguridad de la provincia de Buenos Aires, junto con personal de su Ministerio, y a poco de perpetrado el brutal ataque, se hizo presente en el domicilio de la Sra. Carlotto, por expreso pedido de la víctima. Constituidos en el lugar, dieron inmediato aviso a la Fiscal de turno, quien procedió a instruir la correspondiente investigación penal, con el auxilio de la policía científica y otros expertos en la materia. Al día de la fecha se prosigue con la instrucción de la causa, habiéndose tomado numerosos testimonios, analizando las pericias de rigor y toda otra medida tendiente al esclarecimiento del ilícito en cuestión.

35. El 4 de octubre de 2002 el Gobierno de la Argentina envió una comunicación en relación con el caso de María Dolores Gómez, indicando que la investigación de esta clase de denuncias importa una extraordinaria dificultad en cuanto a la obtención de pruebas, por no tratarse de hechos consumados materialmente sino de hipótesis de riesgo basadas en declaraciones que carecen de elementos suficientes para facilitar la pesquisa. Tan sólo se señala la presunta existencia de un plan, y se sindicó a determinados sujetos como responsables del mismo. Añade que “una presunta falta de resultados de las tareas investigativas no necesariamente implica que las mismas hayan sido ineficaces como pretenden los peticionarios”. El Gobierno continúa señalando que desde diciembre de

2000 se han conocido y mediatizado en la prensa nacional diversas denuncias de presuntas maniobras hostiles hacia la Sra. Gómez, entre las cuales subraya: presuntas llamadas telefónicas calificadas como “intimidantes” por los peticionarios; un ataque físico que habría sufrido la defensora por parte de dos hombres desconocidos el 30 de marzo de 2001, y sobre el cual la propia defensora habría declarado, ante el fiscal Lino Maribelli, que “no consideraba que tal accionar se relacionase con su vida personal o profesional, es decir que no se puede vincular lo ocurrido con algún hecho anterior o posterior en los que haya participado en su condición de defensora oficial”; diversas declaraciones de presos sobre presuntos planes de atacar contra la vida y/o integridad de la defensora o miembros de su familia por parte de elementos de las autoridades penitenciarias (entre las cuales una denuncia realizada por un preso de alta peligrosidad, conocido por la justicia por dar denuncias y pistas falsas); y un presunto atentado contra el vehículo de la defensora que no habría sido denunciado a las autoridades del Estado por la misma, imposibilitando establecer su veracidad y proveer su investigación. También se informa de que de los actuados judiciales surge que estando debidamente intervenidas las líneas telefónicas involucradas (en las presuntas llamadas intimidatorias), las escuchas practicadas no detectaron ninguna llamada de esa naturaleza. El Gobierno de la Argentina sostiene que “del análisis de la causa, surge que entre el denunciado inicio de las presuntas maniobras hostiles hacia la Sra. Gómez -diciembre de 2000- hasta la fecha, han transcurrido más de 20 meses. Durante ese lapso no se ha registrado ni un solo hecho materialmente probado que pudiera sustentar en el plano de la realidad el denunciado complot. Sin perjuicio de ello, los resortes judiciales del Estado han impulsado numerosos expedientes en cuyo marco se investigan las presuntas amenazas y en consecuencia su seguridad personal se encuentra cubierta por la guardia provista por la Gendarmería Nacional –a su plena satisfacción–, medidas que fueron adoptadas por el Estado con carácter previo a la intervención de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos y otras entidades internacionales que se han interesado por su situación”. El Gobierno concluye añadiendo que las denuncias formuladas por los presos sobre presuntos planes de atacar contra la vida de la defensora “podrían estar apoyándose en el público y notorio caso de la Sra. Gómez como medio de obtener una mejora de su situación carcelaria”.

36. El 17 de diciembre, el Gobierno de la Argentina también envió una comunicación en la que proporcionaba informaciones adicionales en relación con la ejecución de Darío Santillán y Maximiliano Kosteki. Igualmente el Gobierno sometió un informe sobre las amenazas contra el abogado Claudio Pandolfi en el que señala que dada la gravedad de las declaraciones del Sr. Pandolfi, en las que aseguró que las llamadas anónimas provenían de un conmutador del Ministerio de Seguridad, se dio intervención inmediata al fiscal de la causa que investiga estos hechos. Se solicitó un listado completo de las llamadas efectuadas desde el número perteneciente a la torre 2 de la ciudad de La Plata, en la cual funcionan varias dependencias, entre ellas la Secretaría de Derechos Humanos de la provincia y la Subsecretaría de Justicia, entre otras. Finalmente y analizadas las constancias por auxiliares de la Justicia y el mismo titular de la Unidad Funcional de Investigación se pudo establecer que la llamada aludida no había sido efectuada desde ninguna dependencia del Ministerio de Seguridad. En el mismo orden, en el mes de septiembre se toma conocimiento de intimidaciones y amenazas sufridas por un testigo de la causa, por lo que, y a fin de preservar su vida y su integridad psíquica y física, el Ministro de Seguridad, además de tomar las medidas del caso respecto a la investigación pertinente, solicitó al Fiscal interviniente la inclusión del joven y de toda su familia en el programa de protección de testigos de la Procuración de la Suprema Corte de Justicia de la provincia de Buenos Aires, lo que se hizo efectivo en un plazo de 24 horas tras los hechos.

Observaciones

37. La Representante Especial agradece las respuestas detalladas y exhaustivas enviadas por el Gobierno de Argentina. En relación con los hechos de violencia ocurridos el 26 de junio 2002 en Buenos Aires, durante los cuales fueron ejecutados Darío Santillán y Maximiliano Kosteki, la Representante Especial felicita las medidas iniciales adoptadas por las autoridades para investigar dichas ejecuciones y para sancionar a los culpables de estos hechos repudiables. La Representante Especial agradecería que el Gobierno la mantenga informada sobre la evolución de dichos procesos y sobre la situación de los defensores de derechos humanos vinculados a los mismos. De manera general la Representante Especial espera que los casos presentados al Gobierno de Argentina durante el período de este informe, tales como el atentado contra Estela Carlotto, el presunto ataque contra Susana Abalo y las presuntas amenazas sufridas por diversos activistas, no sean un indicio de una agravación de la situación de los defensores de derechos humanos en el país. La Representante Especial queda a la espera de otras respuestas del Gobierno de Argentina que la ayuden a esclarecer estas informaciones, para poder tener una mejor apreciación de la situación en el país.

Azerbaijan

Communication sent

38. On 30 October 2002, the Special Representative sent an urgent appeal regarding **Dr. Ilqar Altay (Mammedov)**, an independent medical expert and member of the Independent Commission of Inquiry (ICC) which has been investigating the death of one civilian and the wounding of many others during clashes with the police on 3 June 2002 in Nardaran settlement. According to the information received, on 22 October 2002, Dr. Altay was called to the Prosecutor's Office and threatened by the Director of the Department of Investigation of Grave Crimes, Tahir Kazymov. He was reportedly told that his work with the ICC was hindering the official investigation and, therefore, punishable by a sentence ranging from a fine to three years in prison according to article 310 of the Criminal Code. According to the information received, Dr. Altay's work for the ICC has been vital in ascertaining the medical condition of the victims of the 3 June events, as most of them, fearing reprisals, have reportedly refused to cooperate with the official investigators, or even to go to State hospitals. On 12 October 2002, members of the ICC, including Dr. Altay, reportedly participated in a broadcast round-table discussion during which he allegedly presented documents that contradicted the authorities' position on the Nardaran events. On 17 October 2002, Dr. Altay also participated in a press conference in Nardaran in which he allegedly contested the official position on these events.

Observations

39. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply had been received from the Government to her communication.

Bangladesh

Communications sent

40. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Rabindra Ghosh**, an advocate of the Supreme Court of Bangladesh and a leading member of the Hindu community, who was reportedly attacked on 1 July 2002 in Dhaka. According to the information received, Mr. Ghosh had just started to film the proceedings of a Bar Association meeting in the Supreme Court premises at around 5 p.m. when three members of the Bar Association began to manhandle him and shout abuse. One of them reportedly accused him of having links with the Indian Government, allegedly saying: "if you do not leave the country, we will show you the consequences." The three men reportedly confiscated the video camera. According to the information received, the police have started an investigation into the incident. However, although the identity of the attackers is allegedly known, only limited progress is reported to have been made in the investigation. It is believed that the incident may be connected to Mr. Ghosh's active role in advocating stronger governmental measures to protect members of the Hindu minority.

41. On 2 December 2002, the Special Representative, jointly with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, transmitted an urgent appeal regarding **Saleem Samad**, a correspondent for Reporters Without Borders. According to the information received, Mr. Samad was arrested on 29 November 2002 at 3 a.m. for having assisted two journalists working for the British television Channel 4, Zaiba Malik and Bruno Sorrentino, on behalf of whom an urgent appeal was sent on 27 November 2002 by the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention. There has reportedly been no news from Mr. Samad since his arrest by plainclothes police officers at the house of a friend in Dhaka, but he is believed to be detained in one of the buildings of the Detective Branch in Dhaka. It is also alleged that his family, whose home was searched, had to go into hiding after receiving many threats, including threats to arrest Mr. Samad's son. It is further reported that **Sumi Khan**, a correspondent for the weekly *Shaptahik 2000*, in the southeastern city of Chittagong, was detained by police on 28 November for having met with the Channel 4 journalists.

Observations

42. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply had been received from the Government to her communication.

Belarus**Communication sent**

43. On 6 November 2002, the Special Representative transmitted a communication regarding the following cases.

44. On 19 August 2001, **Paulina Panasuk**, an activist of the Brest branch of Viasna Human Rights Centre, was reportedly arrested for distributing *Nasha Svaboda*, an independent newspaper. On 1 October 2001, she was reportedly sentenced to five

days of imprisonment under article 167, paragraph 1, of the Code of Administrative Offences (participation in mass actions that violate public order).

45. On 12 March 2002, the Brest Regional Court reportedly sustained the petition of the Department of Justice of the Brest Regional Executive Committee to close down the Regional Centre for Supporting Civic Initiatives, Vyezha, on the grounds that the organization had received two warnings within one year under article 29 of the Law on Public Associations. On 13 September 2001, Vyezha was reportedly warned for “engaging in activities that were not listed in the organization's by-laws” for conducting an opinion poll ahead of the presidential elections and for allowing “Dzedzich”, an unregistered citizen's initiative group, to act on behalf of Vyezha. On 5 October 2001, the organization was reportedly warned for the second time for using its Belarusian name on a letterhead. One more ground for the dissolution of the organization was reportedly the fact that Vyezha had supported the initiative of law students and teachers to set up a law clinic. Fears have been expressed that the Department of Justice of Brest Oblast Executive Committee has used procedural grounds to interfere with the human rights activities of Vyezha.

46. On 19 April 2002, in Minsk, more than 3,000 demonstrators participating in a protest march against human rights violations called “You cannot live like this!”, were reportedly violently dispersed by special police forces. According to the information received, more than 100 participants were reportedly arrested and detained, including several organizers of the march: **Yury Khashchavatsky**, filmmaker and human rights activist, **Nikolai Kholesin** and **Valery Shchukin**, journalists, **Dmitry Bondarenka**, coordinator of Charter 97, and **Aleh Zhlutko**, observer of the Viasna Human Rights Centre. All the detainees were reportedly kept at the pre-trial detention centre on Akrestsin Street where some were allegedly subjected to ill-treatment. Those who reportedly asked to contact a lawyer were allegedly unable to do so, although the right to legal assistance is provided for by article 62 of the Constitution. On 22 April 2002, Mr. Khashchavatski and Mr. Shchukin were reportedly sentenced to 10 and 15 days in prison while Mr. Bondarenka was reportedly released. The following day, on 23 April 2002, Mr. Kholesin and Mr. Bondarenka were reportedly sentenced to 10 days in prison and Mr. Zhlutko to four days. These sentences were reportedly based on article 167 of the Code of Administrative Offences.

47. On 30 September 2002, about 30 opposition activists wearing T-shirts with portraits of disappeared politicians were reportedly dispersed by police forces while taking part in an unauthorized picket line, “We want to know the truth”, in Mogilev. According to the information received, the demonstrators were calling on the regime to release information about vanished opposition leaders and journalist **Dmitry Zavadsky**. **Anatoly Lebedko**, Chair of the United Civic Party (UCP), **Vladimir Gaidukov**, **Valery Sivukho** and **Alexander Girkin**, all members of the local UCP branch, were reportedly brought to a police station where police reports were reportedly filed on charges of violating article 167, paragraph 1, of the Code of Administrative Offences (participation in mass actions that violate public order). Mr. Lebedko was also reportedly accused of disobeying the police.

Communication received

48. By letter dated 8 January 2002, the Government confirmed that Ms. Panasuk was sentenced to five days of administrative detention on 28 September 2001 for engaging in unlawful picketing. The Government stated that the Leninsky District Court in Brest had established that Ms. Panasuk had campaigned against the election of one of the candidates for the Presidency of the Republic of Belarus by distributing leaflets and a special edition of the newspaper *Nasha Svaboda*. The Government added that the penalty was applied because Ms. Panasyuk could not pay a fine and had failed to appear in court.

49. By letter dated 8 January 2002, the Government confirmed that the Regional Centre for Supporting Civic Initiatives Vyezha was closed down on 12 March 2002 by a decision of the Brest Regional Court. The Government explained that article 28 of the "Voluntary Associations Act" of 4 October 1994 authorizes a court to close down an association if, within the space of one year, it was served with at least two written cautions for acts that contravene the said Act or other legislative acts including the statutes of the association. The Government confirmed that Vyezha was cautioned on 13 September 2001 and 5 October 2001 for the acts stated in the allegations. In light of these considerations, the Brest Regional Court declared the application to close down the association admissible. The decision was upheld by the Supreme Court on 29 April 2002.

50. By letter dated 8 January 2002, the Government informed the Special Representative that on 4 April 2002, the Minsk City Executive Committee had authorized Mr. Khashchavatsky, Mr. Khalesin, Mr. Shchukin, Mr. Bondarenka to hold a rally on 19 April 2002 in Druzhba Narodov Park. However, in defiance of the decision of the local authorities, the organizers of the event had assembled with the demonstrators in Yakub Kolas Square and led an unauthorized procession along the carriageway and the pavements towards Pobeda Square. The Government informed the Special Representative that the marchers interfered with the flow of traffic and pedestrians, breached public order, consumed alcoholic beverages, shouted obscenities, insulted passers-by and ignored the orders of the militia. To restore public order and road safety, officers of the internal affairs bodies halted the rally and detained seventy-eight demonstrators. Thirty-six of them were sentenced to periods of administrative detention varying from three to ten days for breaching the procedure governing the conduct of mass events. Fifteen others were fined and the remaining detainees, most of them under age, were released forthwith. The Government stated that the penalty of administrative detention was applied against the organizers of the event. The Government added that the Minsk City Court reviewed and upheld the cases.

51. By letter dated 8 January 2002, the Government informed the Special Representative that on 30 September 2001, a group of 20 citizens formed a line on Pervomaiskaya Street in Mogilev in violation of the procedure governing the organization and conduct of mass public events. As a result, Mr. Gaidukov and Mr. Girkin were charged with breaching article 167-1, paragraph 1, of the Code of Administrative Offences and issued with an administrative caution pursuant to a decision of the Central District Court (Mogilev). Mr. Lebedko was charged with breaching articles 166 and 167-1, paragraph 1, of the Code of Administrative Offences for failure to obey a legitimate order from a militia officer. The proceedings against him were however discontinued on 3 December 2001 on procedural grounds. No administrative proceedings were brought against Mr. Sivukho.

Observations

52. The Special Representative thanks the Government for its replies. She expresses her concern that some administrative rules and practices may be restricting human rights activities that are protected under the Declaration on human rights defenders and invites the Government to share additional information in this regard.

Bolivia

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

53. El 27 de septiembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de peligro en la cual se encontraría **Leonardo Tamburini**, quien trabaja como abogado defensor de los indígenas Chiquitanos y como asesor jurídico en el proceso de titulación del territorio de Monte Verde en el municipio de Concepción. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 23 de septiembre, mientras trabajaba en la sede de la Organización Indígena Chiquitana (OICH), el Sr. Tamburini habría recibido amenazas telefónicas de una persona que se habría identificado como presidente del Comité Cívico del municipio de Concepción. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades profesionales del Sr. Tamburini relativas a su defensa de los indígenas Chiquitanos en el proceso de titulación del territorio de Monte Verde en el municipio de Concepción. La Representante Especial y la Relatora Especial expresan su grave preocupación ante los riesgos que enfrenta el Sr. Tamburini, ya que el 15 de septiembre de 2001 habría sido víctima de un grave ataque, al parecer con intenciones homicidas, en el municipio de San Javier, por parte de ganaderos locales. Se informa de que, hasta la fecha, la investigación sobre estos hechos no habría dado ningún resultado.

Cartas de alegación

54. El 2 de octubre de 2002 la Representante Especial envió una comunicación en relación con los siguientes casos:

55. En enero de 2001 un agente de la Unidad Móvil de Patrullaje Rural (UMOPAR) habría disparado a **Godofredo Reinicke**, representante de la **Defensoría del Pueblo en El Chapare** y a su asistente, **Silvano Arancibia**, cuando ingresaban a la comunidad de Nuevo Tacaparí, en Cochabamba, para investigar presuntas violaciones de los derechos humanos. El mismo día del presunto incidente, el acceso de dichos representantes de la Defensoría del Pueblo a la base antidroga del UMOPAR en Chimoré les habría sido denegado durante una hora. La Defensoría del Pueblo habría denunciado estos hechos a la Fiscalía de Distrito, la cual habría abierto una investigación al respecto.

56. El 13 de noviembre de 2001, miembros de las fuerzas de seguridad y soldados habrían baleado y lanzado gases lacrimógenos a las instalaciones de la **Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia en Eterazama**. En distintos incidentes los días 8, 10 y 12 de noviembre, las fuerzas de seguridad habrían agredido a **Rolando Gutiérrez Aguilar**, presidente de la Asamblea Permanente de Derechos Humanos de

Eterazama. El 12 de noviembre habrían detenido al Sr. Gutiérrez Aguilar durante varias horas, confiscándole su cámara y amenazándole por sus actividades.

Observaciones

57. La Representante Especial lamenta no haber recibido respuesta a las comunicaciones que ha enviado al Gobierno de Bolivia.

Brazil

Communications sent

58. On 19 December 2001, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, sent an urgent appeal regarding **Roberto Monte**, a human rights activist working at the Centro de Direitos Humanos e Memoria Popular, based in Natal, Rio Grande do Norte, and **Plácido Medeiros de Souza**, a state civil police chief (*delegado*) in Rio Grande do Norte. Both reportedly received death threats alleged to be linked to their investigation into the murder of the lawyer Gilson Nogueira Carvalho in October 1996. The latter had been conducting an investigation for a special commission into the activities of a death squad when he was reportedly gunned down outside his home. It has been reported that, as part of their investigation, Mr. Monte and Mr. Medeiros de Souza have filed official complaints about the activities of a death squad known as the *Meninos de Ouro* (the Golden Boys), who are believed to have killed up to 80 people and tortured many others in Rio Grande do Norte since the 1990s. It is alleged that some members of the death squad are civil police officers who enjoy the protection of the Rio Grande do Norte state authorities. In October and November 2001, Mr. Medeiros de Souza and a person who wishes to remain anonymous reportedly received a number of anonymous phone calls warning that someone was planning to kill both Mr. Monte and Mr. Medeiros de Souza. It has been reported that one of the prime suspects in the murder of Mr. Nogueira Carvalho is a civil policeman, Jorge Luis Fernandes, who is also believed to have been involved in death squad activity in Rio Grande do Norte and who is serving a 47-year prison sentence. Although he should be held in a secure prison, he is reportedly detained in a civil police station where he is allegedly involved in organizing contract killings. He is reportedly even able to leave the police station twice a week for family visits. It has been reported that the Inter-American Commission on Human Rights of the Organization of American States has called on the Brazilian Government to provide federal police protection to Mr. Monte and Mr. Medeiros de Souza; however, the Government has reportedly not yet provided such protection to either man. The Commission has reportedly also called on the Government to transfer Mr. Fernandes to a maximum-security prison.

59. On 14 June 2002, the Special Representative transmitted a joint appeal with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions regarding **Dr. Agisandro da Costa Pereira**, President of the Brazilian Lawyers' Association (*Ordem dos Advogados Brasileiros*), **Maria Aparecida Denadai**, a lawyer and member of the same organization, and **Izaias Santana Rocha**, President of the State Council for Human Rights. The three reportedly received repeated death threats in April 2002 as a result of their campaign against corruption, killings and impunity in the State of Espírito Santo. In particular, in April 2002 Dr. Pereira reportedly called

upon the federal authorities to intervene and investigate the murder of Ms. Denadai's brother, **Marcelo Denadai**, and reportedly mentioned that he was about to reveal evidence on political corruption in Espírito Santo. It has been reported that both Ms. Denadai and Mr. Rocha have been sued for defamation by the head of the civil police after having criticized the police investigation.

60. On 18 July 2002, the Special Representative transmitted a joint appeal with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions regarding **Hipãridi Top'tiro**, an environmentalist and indigenous leader from the Sangradouro indigenous reserve in Primavera do Leste, Mato Grosso State, and **Dr. Mariana Ferreira**, an anthropologist from the University of Tennessee who has been working as a consultant to the Xavante Warã Association of which Mr. Top'tiro is president. According to the information received, Mr. Top'tiro has been the target of death threats for some time, allegedly as a result of his work on Salve o Cerrado and a legal action that he brought against local landowners for deforesting part of an indigenous area. According to reports, the regional administrator of the National Indigenous Foundation (*Fundação Nacional do Índio*, FUNAI) in Primavera do Leste, who has strong links to landowners in the region, has long been intimidating and threatening Mr. Top'tiro and his family. Although they have reportedly reported this behaviour to the national director of FUNAI on several occasions, no action has reportedly been taken. On numerous occasions during the same period, Dr. Ferreira and members of her team were reportedly told by the regional FUNAI administrator that Mr. Top'tiro and members of his family were in grave danger. Dr. Ferreira has also reportedly received death threats and been the subject of attempts on her life. In June, while driving in Sangradouro, a car reportedly tried to force her off the road. On another occasion, the car she was travelling in reportedly nearly crashed into a boulder that had deliberately been moved onto the road into her path.

61. On 29 July 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, transmitted an urgent appeal concerning threats to members of the Brazilian Lawyers' Association in Espírito Santo. According to the information received, on 23 July 2002, the day before some members of the Association were due to meet its President, Dr. Pereira, an anonymous caller threatened one of the directors of the Association, stating, "It's great because we'll machine-gun the lot of you there" (*"E bom mesmo que lá a gente metralha todo mundo"*). On 25 July 2002, it is reported that a bomb exploded in the offices of the Association in Vitória, whilst it was holding a ceremony for new members. After the explosion, another anonymous phone call was reportedly received, the caller allegedly stating "We're going to blow you all up in one go" (*"Vamos estourar todos vocês de uma vez só"*).

62. On 10 October 2002, the Special Representative transmitted a letter of allegation according to which several human rights defenders have received death threats or have been murdered in Brazil as a result of their activities in defence of human rights. According to the information received, state authorities have routinely failed to undertake serious investigations into these crimes or to locate those responsible. The Special Representative drew the attention of the Government to the following cases.

63. On 9 July 2001, **José Pinheiro Lima**, leader of the Landless Labourer's Movement, was reportedly shot dead, together with his wife and son, near the township of Marabá in Pará State. According to the information received, two unidentified gunmen entered Mr. Lima's residence at around 7 p.m. and opened fire on him and his wife. They then reportedly shot their son who arrived home shortly thereafter, before leaving the scene on a stolen motorcycle. According to sources, the murders are thought to have been ordered by large rural landowners in reprisal for Mr. Lima's involvement in the process of resettlement of landless labourers on the large rural estate of São Raimundo, designated for expropriation by the Government in January 2001. However, it has been reported that police authorities have failed to show the requisite diligence in investigating the triple homicide. By daybreak on the day following the murders, the police had reportedly taken no steps to investigate the killings, including visiting the scene of the crime. Moreover, in the week prior to the murders, police allegedly refused to investigate the killing of a landless labourer near the São Raimundo estate until civil society organizations provided them with enough gasoline to drive to the scene of the crime and take the corpse to the Legal Medical Institute in Marabá.

64. On 23 August 2001, **Francisco de Assis Santana**, a leader of the Xukuru indigenous people in Pesqueira, Pernambuco State, was reportedly murdered in Pernambuco. According to the information received, Mr. Santana was ambushed on his way to the village of San José where he was to meet with the administrator of FUNAI to discuss compensation for the repossession of farms by the indigenous community. The assailant reportedly shot him twice before running away towards Carrapota farm, the property of a large rural landowner. It has been reported that Mr. Santana had received death threats as a result of his activities in defence of traditional Xukuru territory.

65. On 22 September 2001, **Carlos Alberto Santos de Oliveira**, known as "Carlos Gato", President of the Union of Citrus Fruits Workers in Sergipe, was reportedly shot dead on his way back to Boquim. According to the information received, Mr. de Oliveira was an activist of the Autonomous Workers' Central trade union in Brazil as well as the national coordinator of the Global March against Child Labour. Prior to his death, Mr. de Oliveira had reportedly received death threats on several occasions as a result of his active condemnation of child labour on Brazilian plantations.

66. **Maria das Graças Nascimento Nacort**, founder and president of the Association of Mothers and Relatives of Victims of Violence in Espírito Santo State, has reportedly received constant threats since she began, in January 2000, to inquire into the murder of her son on 20 June 1999. According to the information received, she was reportedly threatened "to shut up or they would fill her face with lead." Some of her relatives were also reportedly accosted in the street and told to transmit to her threats to the same effect. According to sources, the threats intensified after Ms. Nacort set up her organization approximately two years after her son's death. On 8 March 2002, policemen reportedly threatened her as she was preparing with members of her organization for a demonstration in the Praça do Papa in Vitória on the occasion of International Women's Day. According to the information received, police officers in a squad car reportedly taunted her, saying, "We have to kill this disgrace of a woman because this she-devil won't shut up." On 30 April 2002, an officer allegedly suspected of her son's murder reportedly threatened her as she was

leaving the police station in downtown Vitória, where she had gone to report the theft of her cellular phone. As she was leaving the building, the officer reportedly stared at her for several minutes with his hand on his gun. According to sources, local authorities have not taken any steps to protect Ms. Nacort, although she reportedly denounced the threats publicly and alerted the police. Furthermore, the police investigators who worked on her son's case were reportedly removed from their posts just as they were completing a report that found four police officers accountable for the murder.

67. On 18 July 2002, **Raimundo Rosa Neres**, a leader of the indigenous group Pataxó Hã-Hã-Hãe, was reportedly shot dead on the rural estate of Braço da Dúvida, in the township of Pau Brasil in Bahia State. According to the information received, gunmen alleged to be under the orders of a large rural landowner killed Mr. Neres while they were attempting to retake the estate, which had been entered and reoccupied by the Pataxó Hã-Hã-Hã. According to sources, state and federal authorities have been unwilling to take action to protect the indigenous people in the area. The state military police reportedly said that they would not go to the area unless accompanied by federal police officers. However, the federal police have reportedly announced that they would not enter the area due to a reported lack of financial and human resources.

Observations

68. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply had been received from the Government to her communication.

Cambodia

Communication sent

69. On 14 May 2002, the Special Representative and the Special Representative of the Secretary-General for human rights in Cambodia sent an urgent appeal regarding **Eva Galabru** (f), a senior official with the independent forestry monitoring organization Global Witness in Phnom Penh. According to the information received, Ms. Galabru had stepped out of her car after pulling up to her office in Phnom Penh on 30 April 2002, when two or three masked men pushed her down, kicked her and hit her with a stick before running off. No efforts were reportedly made by the men to steal any valuables from her car or to take the car itself. On the day following the attack, the Global Witness Phnom Penh office reportedly received an anonymous e-mail containing only one word: "Quit." Fears have been expressed that the incident may be related to Ms. Galabru's work monitoring forest crime and, in particular, to recent investigations undertaken by Global Witness hinting at evidence that certain logging companies have continued their activities despite the 1 January 2002 logging ban.

Observations

70. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply had been received from the Government to her communication.

Cameroon

Communication sent

71. On 18 January 2002, the Special Representative transmitted an urgent appeal regarding **Abdoulaye Math**, President of the Movement for the Defence of Freedom and Human Rights. According to the information received, on 16 January 2002, Mr. Math was arrested in Yaoundé by officials of the National Centre for External Research, a body composed of members of the police, the gendarmerie and the army. It was reported that Mr. Math was travelling to Dublin where he was to speak on the human rights situation in Cameroon at the International Platform for Human Rights Defenders. After his arrest, Mr. Math was allegedly taken to a police station where he was detained for five hours before being released at around 1 a.m. It is alleged that his passport and all the documents he had on him were confiscated, preventing him from leaving the country.

Communication reçue

72. Par lettre datée du 5 avril 2002, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent envoyé le 4 mai 2001 concernant **Sindjoun Pokam, Djeukam Tchameni, Djino Léandre, Peter William Mandio et Olivier Sande** (E/CN.4/2002/106, annexe, par. 44). Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que les cinq personnes susnommées n'avaient pas été arrêtées en raison de leurs activités de défense des droits de l'homme mais pour tentative d'organisation de manifestations illégales. Selon les informations transmises, les cinq personnes ont été aperçues le 26 avril 2001 sur les lieux où devait se tenir la cérémonie marquant les funérailles des martyrs (les neuf disparus de Bépanda) contrairement à la décision n° 002/D/C/19/02/SP et à l'arrêté n° 438/AP/CM/SP du 25 avril 2002 du sous-préfet de Douala II et du préfet de Wouri interdisant toutes manifestations publiques sur l'ensemble de leur territoire de commandement pendant 15 jours. Le 3 mai 2001, à la suite d'une enquête préliminaire, ces cinq personnes ont été déférées au parquet d'instance de Douala puis traduites devant le tribunal de première instance de Douala pour répondre de l'accusation d'organisation d'une manifestation illégale en application de l'article 231 du Code pénal et de la loi n° 90/55 du 19 décembre 1990 portant sur le régime des réunions et manifestations publiques. Inscrite au rôle d'audience du 9 mai 2001, l'affaire a fait l'objet de quelques renvois. Une dernière comparution des prévenus a eu lieu le 27 février 2002. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que les cinq prévenus n'avaient jamais été placés dans un lieu de détention et qu'ils jouissaient de leur pleine liberté de mouvement. Le Gouvernement a ajouté qu'ils n'avaient jamais été harcelés ou menacés.

Observations

73. La Représentante spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse. Elle espère recevoir une réponse à ses autres communications prochainement.

Chad

Communications envoyées

74. Le 25 septembre 2002, la Représentante spéciale a envoyé une communication conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats relativement à M^e **Jacqueline Moudeïna**, responsable juridique de l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme. Selon les informations reçues, M^e Jacqueline Moudeïna et 13 autres personnes auraient été blessées le 11 juin 2001 à N'Djamena lors d'une manifestation pacifique d'une centaine de femmes devant l'ambassade de France. Les femmes auraient voulu ainsi exprimer leur mécontentement à l'égard du «rôle joué par la France dans le soutien au régime de Déby aux dernières élections présidentielles». Alors que les manifestantes auraient demandé à être reçues afin de remettre une motion à l'Ambassadeur, des agents antiémeutes auraient encerclé l'ambassade. La police civile aurait par la suite demandé qu'on leur remette cette motion. D'après les renseignements reçus, la police antiémeutes serait intervenue en faisant preuve d'un usage excessif de la force. M^e Jacqueline Moudeïna aurait été blessée à la jambe droite. Elle aurait ultérieurement été conduite à la clinique Providence pour y recevoir les soins nécessaires. M^e Jacqueline Moudeïna avait déjà fait l'objet d'un appel urgent de la Représentante spéciale le 5 juillet 2001 (E/CN.4/2002/106, annexe, par. 48) et d'une intervention du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats le 18 juin 2001 à propos du même incident (E/CN.4/2002/72, annexe, par. 23).

75. Le 29 octobre 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture et le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, a envoyé un appel urgent au sujet de **David Mamtadjinan**, président de la section de Maro de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, et **Sylahorbe Maningonal**, membre du bureau de la section. Selon les informations reçues, David Mamtadjinan aurait été arrêté le 3 octobre 2002 par le responsable de l'Agence nationale de sécurité (ANS) et aurait été détenu depuis. Sylahorbe Maningonal aurait également été arrêté et mis en détention après s'être enquis du motif de l'arrestation de son collègue. Il aurait été soumis à la technique dite de «l'arbatachar» et violemment battu. Selon les informations reçues, David Mamtadjinan et Sylahorbe Maningonal seraient accusés, apparemment sans preuve manifeste, de détention illégale d'armes et d'appartenance à un groupe armé. Ils auraient été transférés à la prison de Sido. Le sous-préfet de la région de Sido, par ailleurs juge de paix, aurait affirmé ne rien savoir du motif de leur arrestation. Au vu des allégations de mauvais traitements auxquels aurait été soumis Sylahorbe Maningonal en détention, des craintes ont été exprimées qu'ils soient soumis à des actes de torture et autres mauvais traitements. Ces craintes seraient d'autant plus sérieuses que le responsable de l'ANS qui aurait conduit ces arrestations ferait actuellement l'objet de poursuites judiciaires au Tchad pour actes de torture remontant à l'époque du Président Hissein Habré.

Observations

76. La Représentante spéciale regrette qu'aucune réponse du Gouvernement ne lui soit parvenue.

Chile

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

77. El 11 diciembre de 2001 la Representante Especial envió un llamamiento urgente en cuanto a la detención de los líderes indígenas de la Comunidad Mapuche Consejo de todas las tierras Aucán Huilcamán, Manuel Santander, Margot Collipal, Adán Ayenao, Adrián Ayenao y Sergio Marillán. Según las informaciones recibidas, el 20 de julio de 2001, los procuradores públicos Alberto Chiffelle y Francisco Rojas habrían ordenado a la policía que entrara en las oficinas del Consejo de todas las tierras de Temuco para confiscar unas computadoras. Los informes agregan que los policías habrían sido violentos de modo que el personal de la oficina se habría opuesto a los policías. Se informa de que, consecuentemente, el 29 de noviembre de 2001, el procurador militar habría ordenado la detención de estos líderes acusándoles de haber agredido a algunos policías en ejercicio aquel día. No habrían sido liberados bajo caución ya que se argumentaría que presentarían un peligro para la sociedad.

Comunicaciones recibidas

78. Con fecha 15 de marzo de 2002 el Gobierno de Chile informó de que el Ministerio Público, a través de la Fiscalía local de Temuco, está llevando a cabo una investigación por el presunto delito de exacción ilegal. En el marco de dicha investigación se solicitó por parte de la Fiscalía al Juez de garantía de victoria correspondiente, una orden de entrada y registro e incautación de unas computadoras desde la sede del llamado Consejo de todas las tierras (que no es una comunidad indígena, como lo manifiesta la comunicación dirigida a la Ministra de Relaciones Exteriores, sino una entidad particular), donde, avanzada ya la diligencia, llegaron al lugar varios sujetos que se opusieron por la fuerza a la acción de los policías que coadyuvaban en la misma. Esta agresión ocasionó lesiones al personal policial, motivando la instrucción de una causa criminal a través de la justicia militar y se procesó a Aucán Huilcamán Paillama, como autor de maltrato de obra a carabineros de servicio con resultado de lesiones leves; Manuel Santander Solís, como autor de maltrato de obra a carabineros de servicio con resultado de lesiones leves; Adrián Miguel Ayenao Contrena, como autor del delito de maltrato a carabineros de servicio sin causar lesiones y daños a equipos destinados a la defensa nacional, y a José Blas Naín Pérez, como autor del delito de maltrato de obra a carabineros de servicio con resultado de lesiones graves. La Fiscalía Militar informa además que tales delitos se encuentran suficientemente acreditados, en especial con base en las grabaciones efectuadas por la prensa, las que fueron transmitidas por la televisión abierta siendo de público conocimiento estos hechos. Con respecto a la denuncia de los procesados, en el sentido de ser víctimas de violencias innecesarias y agresiones por parte del personal policial, según establece la Fiscalía Militar de Temuco, éstos no comparecieron al servicio médico legal, conforme a la orden que se les entregó, lo que fue ratificado por dicho servicio. La causa se encuentra en estado de sumario y los miembros del Consejo de todas las tierras, arriba mencionados, se encuentran gozando de libertad provisional.

Observaciones

79. La Representante Especial agradece al Gobierno de Chile su respuesta.

China**Communications sent**

80. On 16 September 2002, the Special Representative transmitted an urgent appeal together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the question of torture regarding **Dr. Wan Yanhai**, the founder and coordinator of the AIZHI (AIDS) Action Project. Dr. Wan Yanhai was reportedly taken into detention to a secret place by State security authorities on 24 August 2002. According to the information received, Dr. Wan Yanhai's detention may be related to his activities in favour of human rights and to the alleged publication on the Internet of information on the spread of HIV/AIDS through unsanitary practices in the collection of blood in Henan province. Prior to his disappearance and reported detention by State authorities, Dr. Wan Yanhai was allegedly under surveillance by plainclothes police. The AIZHI Action Project was reportedly forced to move out of its offices when its partner institute was allegedly obliged by authorities to stop cooperating with the group. According to the information received, Dr. Wan Yanhai was not given the possibility of contacting his family and friends or to be represented by legal counsel of his choice.

81. On 9 October 2002, the Special Representative transmitted a communication regarding the following cases.

82. **Li Wangyang**, an advocate for many years of labour rights in China, has reportedly been arrested and imprisoned in the past because of his human rights work. During his imprisonment he is reported to have developed medical problems. Following his release Li Wangyang is reported to have petitioned the Government to cover his medical costs and to have publicized his predicament among human rights groups. It is allegedly for this reason that on 29 September 2001, he is reported to have been sentenced to a further 10 years of imprisonment by the People's Intermediate Court of Shaoyang. Officially, he was reportedly convicted of incitement to subvert State power.

83. **Zhang Shanguang**, an advocate of workers' rights, was reportedly arrested on 28 August 1998 and sentenced to 10 years' imprisonment on 27 December 1998, allegedly after having given interviews to foreign organizations in which he reportedly related information about a kidnapping case in Xupu County. This information was allegedly described by authorities as "intelligence" information, even though it was reportedly widely known among inhabitants of the area. Zhang Shanguang is reportedly continuing to serve his sentence in the Hunan No.1 prison. In March 2001, he is reported to have signed a petition, along with other inmates, alleging serious human rights violations inside the prison. He was allegedly beaten as a result.

84. On 30 November 1998, **Qin Yongmin**, an activist and author, was allegedly accused of "incitement to subvert State power" after founding the China Human Rights Observer and for his role in establishing the China Democracy Party. It is alleged that he was sentenced to 12 years of imprisonment after his trial on 17 December 1998.

85. On 24 May 2002, **Yoko Kaneko** was reportedly arrested after having distributed material allegedly disclosing human rights violations committed against

Falung Gong practitioners in Tiananmen Square. It is reported that Yoko Kaneko was taken to the Haidian District Public Security Branch and has been detained since then.

86. **Shan Lihua** was reportedly arrested and detained twice by the police during trips to Beijing to appeal to the Government to stop violating the human rights of Falung Gong practitioners. On 10 February 2000, she was reportedly arrested by police officers from the Weishui Town Police Station while she was doing Falung Gong exercises. In October 2002, she was reportedly sentenced to three years of imprisonment for having written letters about the human rights conditions of Falung Gong practitioners.

87. In September 1999, **Rebiya Kadeer**, a prominent advocate of women's rights and the rights of the Uighur ethnic group, was reportedly charged with "providing secret information to foreigners" after being arrested in August 1999 as she entered a hotel to discuss human rights with United States congressional staff visiting China. It is alleged that, in March 2000, Rebiya Kadeer was sentenced to eight years of imprisonment. In August 2002, grave concerns were expressed about her health.

88. In November 1999, **Jiang Qisheng**, an advocate of the rights of 4 June Tiananmen victims, was reportedly sentenced to four years' imprisonment and one year's deprivation of political rights for "incitement to subvert State power." On 15 April 1999, Jiang Qisheng reportedly circulated an open letter calling on the Chinese people to mark the tenth anniversary of the June massacre with peaceful acts, such as lighting candles inside houses. Further, on 17 May 1999, Jiang Qisheng reportedly issued a personal appeal on behalf of Cao Jiahe, the Dongfang magazine editor who was allegedly detained and tortured for collecting signatures to mark the 4 June anniversary.

89. **Li Hai**, a human rights activist, was reportedly jailed in 1995 for having made public a list of individuals sentenced to prison terms for their participation in the 1989 demonstrations in Beijing. Li Hai was allegedly convicted of "prying into and gathering the following information about people sentenced for criminal activities in 1989: name, age, family situation, crime, length of sentence, location of imprisonment, treatment while imprisoned." It is alleged that, according to the court's verdict, this information constituted "high-level State secrets". Li Hai's appeal was reportedly rejected by the Beijing No. 2 Intermediate Court on 13 March 1997. Li Hai's detention was judged to be arbitrary by the Working Group on Arbitrary Detention.

90. **Ding Zilin (f)**, an activist whose son was reportedly executed in Tiananmen Square on 4 June 1989, has reportedly been under strict surveillance and has been detained on several occasions. Since 1989, Ding Zilin has been documenting the list of those wounded and killed during the Tiananmen Square events and distributing financial aid to victims' families. It is reported that in 2000, the group of so called "Tiananmen Mothers" to which Ding Zilin belongs issued a petition demanding the right to mourn peacefully in public, the right to accept humanitarian aid, the end to the persecution of the victims of the events of 4 June 1989 and a full public accounting of the events which took place on that date. It is reported that Ding Zilin's bank account has been frozen to prevent her from receiving funds to assist families of victims.

91. On 10 October 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on the question of torture, transmitted a communication regarding **Li Qun**. On 13 March 2000, Li Qun is alleged to have written a letter to the Office of Appeal of Nanjing City government calling on the Government to respect the rights of Falun Gong practitioners allegedly being confined and forcibly given harmful drugs in the Nanjing Psychiatric Hospital. According to the information received, in reaction to her letter, Li Qun was herself taken to the psychiatric hospital, where she was allegedly force-fed psychotropic drugs, with apparent damage to her brain. It is alleged that Li Qun's relatives have been refused access to her.

Communication received

92. By letter dated 28 November 2002, the Government informed the Special Representative that Dr. Wan Yanhai was detained by members of the Beijing State Security Bureau on suspicion of unlawfully transmitting State secrets abroad. The Government clarified that the detainee had requested in writing that his family should not be notified of his detention and voluntarily renounced his rights to legal counsel. The Government further indicated that given the fact that he had acknowledged his guilt, he was granted a discharge on 20 September 2002. The Government assured the Special Representative that Dr. Wan Yanhai had not been subjected to ill-treatment while in detention and that he was currently in good health.

Observations

93. The Special Representative thanks the Government for its reply. However, she remains concerned that the actions for which Dr. Wan Yanhai was accused are among those protected by the Declaration on human rights defenders. She is concerned, further, at the Government's information indicating that he did not wish his family to be notified of his detention and that he renounced his right to legal counsel. The Special Representative regrets that, at the time of completion of the present report she had not yet received responses to her other communications. She notes, however, that an additional response was received from the Government prior to publication of this report but that insufficient time was available for the Chinese text original to be translated and for the response to be incorporated here.

Colombia

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

94. El 11 de diciembre de 2001, la Representante Especial envió un llamamiento urgente en relación con la situación de amenazas y la vigilancia que siguen sufriendo los miembros de la organización de derechos humanos Corporación Sembrar en Bogotá, situación ya llevada a la atención del Gobierno en un llamamiento urgente enviado el 6 de agosto de 2001. Según las informaciones recibidas, el 6 de diciembre de 2001, la Corporación Sembrar en Bogotá habría recibido una carta con una lista de personas amenazadas de muerte, entre las cuales figuraban sus activistas **Nelson Urrego**, **Blanca Valencia**, **Ludivia Giraldo**, **Sandra Herrera** y **Diana Herrera**, acusados de haber supuestamente colaborado con la guerrilla. Se informa de que la carta se referiría a la defensora de los derechos humanos Yolanda Cerón, ex directora de la organización

católica Pastoral Social, quien fue asesinada el 19 de septiembre de 2001 en Tumaco, en el departamento de Nariño. La carta se referiría también al Ejército de Liberación Nacional, un grupo de oposición armada. Se teme más particularmente por la vida de Diana Herrera, quien el 3 de diciembre de 2001 habría sido vigilada todo el día por un individuo desconocido.

95. El 6 de marzo de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con las desapariciones de **Leonardo Avendaño**, el 5 de enero de 2002, activista sindical de la Seccional Yondo en el departamento de Antioquia, del Sindicato de Trabajadores y Empleados de Servicios Públicos Autónomos e Institutos Descentralizados de Colombia (SIMTRAEMSDE) y de **Gilberto Torres**, el 25 de febrero de 2002, dirigente sindical de la Subdirectiva Única de Oleoducto (SUO) de la Unión Sindical Obrera (USO). Se informa de que, en diciembre de 2001, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos habría solicitado al Gobierno colombiano la aplicación de medidas cautelares para los miembros del sindicato. Según las informaciones recibidas, los siguientes dirigentes sindicales habrían sufrido atentados contra sus vidas y su seguridad: **Daniel Orlando Gutiérrez Ramos**, el 3 de enero de 2002, Coordinador del Departamento de Derechos Humanos del Sindicato Nacional de Chóferes de Colombia (SINDINALCH-CUT); **Sigilfredo Grueso**, el 10 de enero, activista del Sindicato de Empresas Municipales de Cali (SINTRAEMCALI-CUT) y **Albeiro Forero**, el 13 de febrero, dirigente sindical del Sindicato de Trabajadores del Municipio de Cartago (SINTRAMUNICIPIO). Los siguientes dirigentes sindicales habrían recibido amenazas de muerte: **Carlos Alberto Flores Loaiza**, el 5 de enero, Miembro de la Junta Directiva Nacional del Sindicato de Trabajadores y Empleados de Servicios Públicos e Institutos Descentralizados de Colombia –(SINTRAEMSDES-CUT); **José Homer Moreno Valencia**, el mismo 5 de enero, miembro de la Junta Directiva del SINTRAEMSDES-CUT, Seccional Palmira, y **Luis Hernández Monroy**, el 19 de febrero, presidente del SINTRAEMCALI-CUT.

96. En el mismo llamamiento urgente se informa de que la Organización Femenina Popular (OFP) en Barrancabermeja y sus integrantes habrían recibido múltiples amenazas. El 19 de enero de 2002, **Patricia Ramírez**, miembro del equipo coordinador de la OFP, habría sido detenida ilegalmente durante algunas horas. Según las informaciones recibidas, **Francisco Campos**, director de la Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos (CREDHOS), habría sido declarado como objetivo militar en una reunión pública efectuada en la cancha del Barrio Esperanza, Barrancabermeja, por parte del grupo paramilitar Autodefensas Unidas de Colombia (AUC). Por último, el 20 de febrero, **Luis Guillermo Casas**, abogado del Colectivo de Abogados Alvear Restrepo, habría depositado una demanda actuando como parte civil por el atentado en contra de **Wilson Borja**, presidente de la Federación Nacional de Trabajadores al Servicio del Estado (FENALTRASE) y miembro de la Comisión Facilitadora de Paz entre el Gobierno nacional y el Ejército de Liberación Nacional (ELN), solicitando que el Fiscal General de la Nación inicie una investigación penal contra los generales Jorge Enrique Mora Rangel y Reinaldo Castellanos Trujillo por su posible responsabilidad penal en dicho atentado.

97. El 18 de marzo de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con **Pedro Mehecha**, abogado de derechos humanos y miembro de la Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, quien habría sido intimidado

mientras presentaba casos de violaciones de derechos humanos ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. Los informes agregan que el 9 de marzo de 2002 un hombre armado lo habría estado esperando cerca de su casa durante varias horas. Se informa de que cuando el guardia del aparcamiento le habría preguntado lo que estaba esperando, el hombre armado le habría dicho que no se metiera en sus asuntos y habría sacado una metralleta como si fuera a disparar. Mientras tanto, el Sr. Mahecha se encontraba en Washington D.C., donde presentaba testimonio ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos sobre dos casos en los que el ejército podría ser implicado. En primer lugar, el abogado presentó sus alegatos sobre el caso de Pueblorrico, donde en agosto de 2000 cuatro niños habrían muerto y otros seis habrían resultado heridos en un incidente en el que habría sido implicado el ejército colombiano. El caso estaría en manos del sistema de justicia militar, y el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo pide que se transfiera a un tribunal civil. En el segundo caso, el Sr. Mahecha presentó alegatos en los que afirmaba que el Gobierno no ha tomado medidas suficientes para proteger la OFP, que habría recibido amenazas de muerte de paramilitares respaldados por el ejército en Barrancabermeja. Habría pedido a la Comisión que insistiera en que se tomen medidas más serias para garantizar la seguridad de los miembros de la OFP. En los últimos días se ha informado de que varios otros miembros del Colectivo habrían sido sometidos a vigilancia y habrían recibido llamadas telefónicas anónimas, corriendo también peligro.

98. El 8 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente respecto a los cooperantes **Gudrun Christa Kern**, de nacionalidad alemana y representante de la Red Europea de Hermandad y Solidaridad, y **Gearoid O. Loingsigh**, de nacionalidad irlandesa y miembro de la organización no gubernamental irlandesa Latin America Solidarity Center. De acuerdo con las informaciones recibidas el 13 de marzo de 2002, los dos cooperantes habrían viajado desde Bucaramanga hacia Santa Rosa del Sur en el departamento de Bolívar; habrían llegado al aeropuerto de Santa Rosa del Sur donde habrían sido abordados por miembros del Ejército Nacional comandados por un oficial que se habría identificado como el capitán Contreras, quien les habría preguntado hacia dónde se dirigían y a qué. Al responderle que iban hacia la zona minera del municipio y que su objetivo era contactar con las comunidades campesinas y mineras de esta región por medio de la Federación Agrominera del Sur de Bolívar, el capitán les habría notificado que, de conformidad con las órdenes del general Pineda de la V brigada del Ejército con sede en Bucaramanga, para poder proseguir su viaje debían tener una autorización escrita del Ministerio del Interior. De no tener la autorización ese mismo día, deberían volver a Bucaramanga al día siguiente. Se informa de que miembros de la organización Sembrar llamaron al Ministerio del Interior, que no confirmó dicha orden. Sin embargo, el capitán Contreras había hecho que los cooperantes firmaran un documento donde se les ponía de manifiesto que la zona hacia donde se dirigían era de alto riesgo y que las autoridades no podían garantizarles allí su seguridad. El mismo capitán les habría conducido en un vehículo hacia la cabecera municipal y les dijo que a esa hora ya no conseguirían transporte, que lo mejor era que se quedaran en un hotel y que al otro día siguieran su viaje. Les habría recomendado el hotel Las Villas. Simultáneamente a lo anterior, el campesino que había ido al aeropuerto de Santa Rosa a recibir a los cooperantes habría sido intimidado con un arma de fuego por parte del sargento Brizeño. De acuerdo con las informaciones recibidas, esa noche un grupo de hombres que se habría identificado como paramilitares habrían buscado en los hoteles de Santa Rosa del Sur al Sr. Gearoid O. Loingsigh. No obstante, los cooperantes viajaron a la zona rural de Santa Rosa del Sur para desarrollar su trabajo con la junta directiva de la

Federación Agrominera del Sur de Bolívar. De acuerdo con las informaciones recibidas, su seguridad fuera de esta región no estaría garantizada.

99. El 8 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de amenazas y la vigilancia que siguen sufriendo los miembros de la organización de derechos humanos Corporación Sembrar en Bogotá, situación llevada a la atención del Gobierno en dos llamamientos urgentes de la Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos y de la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias el 6 de agosto y el 11 de diciembre de 2001. Según las informaciones recibidas, las amenazas y el acoso de que son objeto Ludivía Giraldo, Diana Herrera y Alexander Herrera se habrían incrementado tanto en intensidad como en frecuencia. De acuerdo con la información recibida, el 27 de marzo, mientras caminaba hacia la parte occidental de Bogotá, Alexander Herrera habría notado que lo seguía un hombre no identificado que también le estaba fotografiando. Alexander habría alertado a unos agentes de policía quienes estaban allí cerca; habrían detenido al hombre inmediatamente y habrían retirado la película de su cámara para investigar el asunto. El 26 de marzo, a las 18.30 horas, cuando los miembros de Sembrar salían de su oficina, habrían observado un automóvil azul estacionado delante del edificio. En el interior del automóvil había un hombre y una mujer que, en cuanto vieron a los miembros de Sembrar en la calle, habrían encendido las luces y habrían puesto en marcha el motor del automóvil. Alertados por su presencia, los miembros de Sembrar habrían decidido regresar a su oficina y se habrían puesto en contacto con un sindicalista amigo suyo que tiene asignados guardaespaldas como parte del programa de protección del Ministerio del Interior. El sindicalista y sus guardaespaldas habrían respondido a su petición de ayuda y habrían acudido a la oficina de Sembrar. El automóvil se habría marchado rápidamente en cuanto llegaron. Ese mismo día, a Diana Herrera, miembro de Sembrar, la habrían seguido tres hombres no identificados por las calles del centro de Bogotá. Cuando ella habría intentado eludirlos, sus perseguidores se habrían retirado, pero unos minutos después un cuarto hombre habría empezado a seguirla. Los informes agregan que Blanca Lucía Valencia, representante legal de Sembrar, se vio obligada a abandonar el país para proteger su vida tras sufrir un intenso acoso y constantes amenazas durante los últimos seis meses del pasado año. El 26 de febrero, Ludivía Giraldo, que la ha sustituido, también habría sido seguida por dos hombres no identificados en una furgoneta después de salir de las oficinas de Sembrar. Por fin, se informa de que como parte de esta aparente campaña de acoso y amenazas, todos los miembros de Sembrar estarían recibiendo llamadas amenazadoras en sus teléfonos móviles.

100. El 11 de abril 2002, la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de algunos miembros de la organización no gubernamental de derechos humanos **Comisión Intercongregacional Justicia y Paz**, quienes habrían sido intimidados y amenazados de muerte. Se informa de que Justicia y Paz trabaja con comunidades civiles que sufren la amenaza de violaciones de derechos humanos y con comunidades que se han visto obligadas a abandonar sus hogares a consecuencia del largo conflicto civil de Colombia. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 5 de marzo, dos hombres habrían vigilando desde un automóvil las oficinas de Justicia y Paz en Bogotá, tomando nota de quién entraba y salía de ellas. Además, según los informes, grupos paramilitares respaldados por el Ejército con base en Cacarica,

departamento del Chocó, habrían amenazado con matar a los miembros de Justicia y Paz que trabajan con comunidades de desplazados de la zona. Durante una incursión paramilitar en Cacarica a principios de febrero, los paramilitares habrían dicho a los habitantes de las comunidades que tenían que fusilar a algunos miembros de Justicia y Paz. Se informa también de que varios miembros de Justicia y Paz habrían sido seguidos e intimidados, entre ellos **Danilo Rueda, Maritze Trigos y Clemencia Correa**.

101. El 16 de mayo de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la organización no gubernamental de derechos humanos Compromiso. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 30 de abril el Bloque Central Bolívar del grupo paramilitar AUC habría enviado una carta amenazadora a la sede de la organización no gubernamental de derechos humanos Compromiso. En ella acusaba a los miembros de la organización de ser colaboradores de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC). Los informes indican que la carta amenazaba también a los miembros de otras dos organizaciones del municipio de Piedecuesta: ASOJUNTAS, grupo de acción comunitaria con sede a 18 kilómetros de Bucaramanga, y PROMOPAZ, organización no gubernamental de derechos humanos con sede en Bucaramanga.

102. El 5 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura en cuanto a la detención y los malos tratamientos infligidos a **Rigoberto Medina Dagua**, profesor indígena de la Escuela n.º 44 Cristóbal Colón, y a su hermano, **Willinton Medina Dagua**, en la Vereda La Despensa, municipio de Jamundí, departamento del Valle del Cauca. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 28 de mayo del 2002, entre las 20.00 y las 21.00 horas, miembros del Ejército nacional pertenecientes a la III Brigada de Cali, habrían allanado la residencia de Rigoberto Medina Dagua. Habrían requisado, supuestamente sin orden judicial, la vivienda de manera violenta y habrían agredido físicamente al Sr. Medina Dagua y a su hermano Willinton Medina Dagua acusándoles de ser guerrilleros y de esconder armas. Ambos habrían sido detenidos y llevados a la III Brigada, donde habrían sido golpeados en el rostro mientras les habrían arrojado prendas del Ejército y les habrían ordenado que las cogieran para obligarlos a que se las colocaran, ante lo cual ellos habrían opuesto resistencia. Según las informaciones recibidas, al día siguiente habrían vuelto a allanar la residencia de Rigoberto Medina Dagua y habrían colocado entre sus pertenencias una granada de fragmentación, así como prendas de uso privativo del Ejército, con las cuales habrían hecho un montaje judicial para llevarlos a órdenes del fiscal Florentino Silva Londoño, en Cali, quien habría ordenado el traslado de los dos indígenas paeces, a la cárcel de Villa Nueva.

103. El 26 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión en relación con las serias amenazas contra la familia de **William Mendoza Gómez**, presidente del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria de Alimentos (SINALTRAINAL) en Barrancabermeja. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 18 de junio, tres hombres desconocidos habrían tratado de secuestrar la hija del Sr. Gómez, de cuatro años de edad, de los brazos de su madre, Luz Esther Díaz. Afortunadamente, los raptores habrían huido sin la niña ya que se acercaban dos policías. Se informa de que el Sr. Mendoza Gómez trabaja en la embotelladora de

Santander, en Barrancabermeja, y, junto con otros dirigentes de SINALTRAINAL, habría recibido amenazas de muerte. Por ello, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos pidió al Gobierno colombiano que garantice su seguridad. Según los informes, el Sr. Mendoza Gómez estaría recibiendo protección del Ministerio del Interior colombiano. El intento de secuestro de su hija se ha producido en un momento en el que SINALTRAINAL ha iniciado un proceso en los Estados Unidos por presuntas violaciones de derechos humanos cometidas por paramilitares contra sindicalistas que trabajan en las embotelladoras contratadas por la empresa Coca-Cola.

104. El 4 de julio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados en relación con las continuas amenazas contra la **Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo**. De acuerdo con las informaciones recibidas, un cartel acusando al Colectivo de ser el “brazo jurídico del Ejército de Liberación Nacional” habría sido distribuido en mayo de 2002 en varias universidades del país y en la oficina del Procurador General de Bogotá. El cartel llamaría a la solidaridad con oficiales del Ejército involucrados en casos de abusos de derechos humanos presentados por el Colectivo. Su Gobierno fue informado sobre este caso en un llamamiento urgente enviado el 12 de julio de 2001.

105. El 9 de julio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con las nuevas amenazas de muerte que habría recibido **Gloria Gaitán**, hija del desaparecido Jorge Eliécer Gaitán, y los demás miembros de su familia. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 26 de junio de 2002, la Sra. Gaitán habría recibido un mensaje anónimo que provenía de un grupo autodenominado Red de Defensa Ciudadana, en el cual exigían que renunciara a la dirección del Instituto Colombiano de la Participación Jorge Eliécer Gaitán (padre de la Sra. Gaitán y candidato presidencial del partido liberal colombiano asesinado el 9 de abril de 1948) antes del 26 de Julio de 2002, o, en caso contrario, procederían a asesinar a la familia Gaitán y a dinamitar la casa-museo, lugar en donde se encuentra enterrado su padre. Se informa de que esta no es la primera vez que la Sra. Gaitán recibe amenazas de muerte. En diciembre de 2000 habría tenido que salir del país debido a las amenazas que pesaban sobre ella. Según se denunció, en esa época las amenazas se debieron al parecer a sus investigaciones sobre la muerte de su padre, a través de una campaña desarrollada junto con el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo para presionar la apertura de los archivos y la desclasificación de documentos confidenciales de la Central de Inteligencia Americana y del Departamento de Estado de los Estados Unidos, sobre el aniquilamiento del Movimiento Gaitanista y el asesinato de Jorge Eliécer Gaitán.

106. El 17 de julio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la seguridad de **Rodrigo Acevedo**, encargado de derechos humanos dentro del Sindicato de la Electricidad de Colombia (SINTRAELECOL), y la de otros miembros del sindicato, a raíz de un presunto atentado contra la vida del Sr. Acevedo. De acuerdo con las informaciones recibidas, a las 11.45 horas del 8 de Julio, el Sr. Acevedo estaba en su despacho de la oficina central de SINTRAELECOL, en Bogotá, cuando alguien habría disparado una bala contra la ventana del despacho en su dirección. Se informa de que este es el segundo ataque que se habría producido contra el Sr.

Acevedo en los últimos meses. El 24 de junio, durante su pausa para el almuerzo, habría sido agredido e insultado por hombres armados en la calle. El Sr. Acevedo habría informado del incidente al Departamento Administrativo de Seguridad (DAS). También habría enviado una carta al programa de protección de sindicalistas del Ministerio del Interior, informando del caso y pidiendo medidas de protección más eficaces.

107. El de 19 agosto de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas en relación con Danilo Rueda y otros miembros de la organización no gubernamental de derechos humanos Comisión Intercongregacional Justicia y Paz. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 9 de agosto de 2002, a las 17.45 horas se habría recibido una tarjeta de pésame en las oficinas de Justicia y Paz en Bogotá, en el cual se acusaba al Sr. Rueda de ser un colaborador de la guerrilla. Se informa de que el 30 de julio el Sr. Rueda habría recibido otra carta firmada por las fuerzas AUC amenazándole de muerte. Asimismo, el 22 de julio, dos hombres en un automóvil habrían seguido al Sr. Rueda durante 10 minutos cuando se dirigía al aeropuerto de Bogotá; al parecer, uno de ellos llevaba una ametralladora. Según los informes, en dos ocasiones habrían dado un volantazo delante del automóvil del Sr. Rueda, tratando de cortarle el paso. Estas constantes amenazas de muerte suscitan la preocupación por la seguridad de todos los trabajadores de la organización Justicia y Paz.

108. El 29 de agosto de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de peligro en la que se encuentran los **miembros de sindicatos y organizaciones no gubernamentales de derechos humanos que actúan en el departamento de Risaralda**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 21 de agosto, se habría enviado por fax un folleto a las oficinas del Sindicato de Educadores de Risaralda (SER) firmado por el Bloque Cacique Calarcá de las AUC. El folleto instaba a una lista de personas miembros de la Central Unitaria de Trabajadores, del Sindicato de Educadores de Risaralda, del Sindicato de Trabajadores de las Empresas Públicas y del Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos, a abandonar la región en un plazo máximo de 15 días, de lo contrario, las unidades del Bloque Calarcá se verían obligadas a emprender acciones contra ellos.

109. El 12 de septiembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de peligro en la cual se encuentran **Pablo Javier Arenales** y **Miguel Cifuentes**, así como otros defensores de los derechos humanos y activistas políticos del departamento de Santander. Se informa de que unos miembros de la organización no gubernamental CREDHOS habría recibido información según la cual el grupo paramilitar AUC estaría planeando matar al Sr. Arenales, miembro de la junta de CREDHOS, y al Sr. Cifuentes, miembro de la junta de la Asociación Campesina del Valle del Río Cimitarra (ACVC) y miembro también de CREDHOS. Se supone que el objetivo de las AUC al llevar a cabo estos ataques sería desmantelar lo que consideran "organizaciones guerrilleras", tales como el CREDHOS. Desde finales de 2000, las AUC habrían mantenido una fuerte presencia en Barrancabermeja. La gravedad de estas amenazas y violaciones ha llevado a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a instar al Gobierno colombiano a que adopte medidas especiales de protección para todos los miembros de CREDHOS.

110. El 8 de octubre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con **Martha Lucía Rentería**. Según la información recibida, el 26 de septiembre de 2002, a las 13.00 horas, dos hombres no identificados habrían entrado en la oficina de la Defensoría del Pueblo Regional de Valle del Cauca y habrían insistido en conocer el paradero de la Sra. Rentería, defensora de los derechos humanos del municipio de Jamundí, departamento de Valle del Cauca. Como las personas de recepción no les habrían respondido, se habrían dirigido al escritorio de uno de los empleados y le habrían dicho en tono supuestamente amenazador: “no se preocupen que nosotros la encontraremos donde esté en el día de hoy”. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de la Sra. Rentería como defensora de los derechos humanos, puesto que habría denunciado que el 29 de septiembre de 2000 unas personas desconocidas ya habrían atentado contra su vida disparando contra ella después de que asistiera a una reunión.

111. El 21 de noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias en relación con **Jackeline Rojas**, coordinadora de la OFP para el municipio de Cantagallo, departamento de Bolívar, a favor de la cual fue enviado un llamamiento urgente con fecha 13 de febrero de 2001. Según la información recibida, el 15 de noviembre de 2002 un funcionario local de Cantagallo habría advertido a la Sra. Rojas de que se la había declarado “objetivo militar”. Al parecer, el funcionario le habría dicho que los paramilitares que controlan el municipio consideraban a la OFP una amenaza. Más tarde, ese mismo funcionario habría dicho a otros miembros de la OFP que había podido persuadir a los paramilitares de que no la atacaran por el momento, pero que no podía garantizar que estuviera segura durante mucho tiempo. La OFP no habría revelado la identidad del funcionario, ya que éste les habría dicho que si lo hacían, los matarían a él, a la Sra. Rojas y a las familias de ambos.

112. El 21 de noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con el Presidente Relator del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias en relación con **María del Socorro Mosquera** y **Mery del Socorro Naranjo**, integrantes de la Asociación de Mujeres de las Independencias (AMI), y **Teresa Yarce**, fiscal de la Junta de Acción Comunal del barrio Las Independencias III de la ciudad de Medellín (Antioquia). Las tres mujeres participarían también en las actividades en contra de la guerra organizadas por la Ruta Pacífica de las Mujeres. Según la información recibida, las tres personas mencionadas estarían detenidas arbitrariamente desde el 12 de noviembre de 2002 en la cárcel de mujeres a disposición de la Fiscalía Especializada de Medellín. El 8 de noviembre, la Sra. del Socorro Naranjo y la Sra. Yarce habrían denunciado ante el Secretario de Gobierno Municipal, Jorge León Sánchez, una serie de violaciones de los derechos humanos que se habrían cometido en la Comuna Trece, desde la ocupación militar y policial de la zona el 15 de octubre, tras la acción militar denominada “operación Orión”. Las mujeres habrían denunciado, entre otros hechos, homicidios presuntamente cometidos por grupos paramilitares en lugares de la comuna fuertemente controlados por el Ejército. Cuatro días después, el 12 de noviembre, miembros de la fuerza pública habrían arrestado a las tres mujeres sin orden de captura y como resultado del señalamiento por parte de personas encapuchadas que habrían

acompañado a la fuerza pública. Una de las personas encapuchadas que señaló a las tres mujeres habría sido un niño vestido con prendas de uso privativo del Ejército nacional. Las autoridades, supuestamente con base en los señalamientos hechos por personas encapuchadas, acusarían a las líderes de ser colaboradoras de los grupos guerrilleros. Durante las respectivas indagatorias, las mujeres habrían aclarado que tales acusaciones serían falsas y sin fundamento. Según la información recibida, los fiscales especializados de Medellín habrían recibido instrucciones, por parte de sus superiores, en el sentido de que no deberían resolver inmediatamente la situación jurídica de las personas que han sido puestas a su disposición en desarrollo de la operación Orión, sino que, éstas deberían ponerse a disposición de una comisión de fiscales especialmente designados para conocer y resolver estos casos. Dicho procedimiento retardaría el restablecimiento de la situación jurídica de las personas detenidas.

113. El 29 de noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente en relación con la ACVC. El 9 de octubre de 2002 habría sido allanada la sede de la ACVC en la ciudad de Barrancabermeja. Se alega que a las 03.00 horas, efectivos del Ejército nacional, del DAS y miembros de la Fiscalía, habrían registrado archivos, documentos, llevado varios videos institucionales, fotografiado un álbum que se alega contenía fotos de los miembros directivos y afiliados de la ACVC, al igual que el pasaporte perteneciente a **Miguel Cifuentes Ardila**, miembro directivo de esta organización, a favor del cual fue enviado un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias el 12 de septiembre de 2002. Según las informaciones recibidas, estos acontecimientos se habrían producido a un día de llevarse a cabo la Comisión de Verificación y Seguimiento a los hechos que habrían ocurrido en la vereda de Yanacué, (afiliada a la ACVC) jurisdicción del municipio de Cantagallo, -conformada por Organismos de Control del Estado, organizaciones no gubernamentales y organizaciones internacionales. Se reportó que en Yanacué, el 23 de septiembre a las 05.30 horas, miembros del Batallón Nueva Granada con sede en la ciudad de Barrancabermeja habrían rodeado y habrían disparado injustificadamente contra una vivienda campesina, siendo con esto asesinado un niño de 9 años, **Nelson Alirio Hernández, Florentino Castellanos Zetuain**, de 37 años, e hiriendo gravemente a **Mongui Hernández Jerez**, madre del niño, lo que obligó a la amputación de una de sus piernas. También se recibieron informaciones indicando que el 22 de octubre, en el barrio Policarpa, habría sido allanada la casa de **Pedro Salas Adulto**, miembro de Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos (ASFADDES). Por otra parte, el 25 de octubre entre las 04.45 y las 06.30 horas se habría allanado la sede de la Asamblea Permanente de la Sociedad Civil Por la Paz, en la ciudad de Bogotá. Se alega que aproximadamente 40 efectivos de la Policía Judicial de la Dirección Central de Policía Judicial (DIJN), del Departamento Administrativo de Seguridad y del Ejército, habrían roto una ventana para entrar, habrían encañonado al propietario de la casa, un señor de 70 años de edad, habrían forzado cerraduras y habrían revisado computadoras y archivos. Se alega que estos allanamientos se habrían producido en el marco de la aplicación de decretos adoptados en virtud del estado de conmoción interior.

114. El 4 de diciembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a la agresión cometida por el grupo AUC contra la familia de **Ana Rubiela Cárdenas**, en la cual murió su marido, Leonardo. Según las informaciones recibidas, el 24 de noviembre a las 04.00 horas, unos hombres armados vestidos de uniformes llevando las letras del grupo paramilitar AUC habrían entrado por fuerza en la

casa de la Sra. Cárdenas, en la municipalidad de Riosucio en la zona de Bonafort. Habrían forzado a la Sra. Cárdenas y a sus cuatro niños a salir de su casa, les habrían amenazado de muerte con pistolas y les habrían preguntado dónde guardaban sus armas y dónde estaban los guerrilleros con quienes la Sra. Cárdenas colaboraría. Al mismo tiempo se informa de que la Sra. Cárdenas habría oído los gritos de su marido, Leonardo; lo habría encontrado muerto en el suelo, las manos atadas detrás de la espalda, con una herida en el pecho. Según las informaciones recibidas, esta agresión estaría relacionada con el trabajo de la hermana de la Sra. Cárdenas, María Eugenia Cárdenas, quien es miembro de la ASFADDES en el departamento de Riosucio-Caldas y cuyas actividades consisten en buscar los responsables de las desapariciones de algunos miembros de su familia. Desde el ataque, la organización ASFADDES habría decidido cerrar sus oficinas en Riosucio frente a las amenazas pesando contra sus miembros.

115. El 5 de diciembre de 2002, la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a las amenazas en contra de las **comunidades indígenas de los resguardos de Riosucio y Caldas**, así como contra los miembros de la Organización Nacional Indígena de Colombia y de esta Organización en esta zona. En efecto, según las informaciones recibidas, el 24 de noviembre de 2001, en horas de la madrugada, varios hombres armados perteneciendo a las AUC, algunos de ellos encapuchados, habrían llegado a la zona rural del municipio de Riosucio, en el departamento de Caldas y habrían asesinado a **Luis Angel Chaurrua**, fundador de la Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC), junto con **Fernando Ladino** y **Victor Manuel Asprilla**, miembros del Cabildo (forma de gobierno) y del Consejo Regional Indígena de Caldas (CRIDEC) y a un joven indígena cuyo nombre es todavía desconocido. Los informes señalan que el Sr. **Chaurrua**, fundador en los años setenta de la ONIC, fue asesinado días antes de asistir al Congreso Nacional de Pueblos Indígenas que se inauguraba el domingo cerca de Bogotá. Según las informaciones recibidas, la ONIC y el CRIDEC habrían denunciando desde hace tiempo la presencia de estos grupos paramilitares en la zona de las reservas indígenas, los cuales habrían presionado a las comunidades para que permitan de nuevo la explotación maderera. Por este motivo, se informa de que desde hace casi un año cerca de 500 indígenas chamí se encontrarían desplazados en la cabecera municipal de Riosucio, sin que hasta el momento la gobernación del departamento ni el Gobierno central se hayan pronunciado debidamente para resolverles sus problemas. Se alega que desde 1991 unos 400 líderes o gobernadores indígenas habrían sido asesinados en Colombia.

Otras comunicaciones y cartas de alegación

116. El 12 de septiembre de 2002 la Representante Especial envió una comunicación al Presidente electo de Colombia, Álvaro Uribe Vélez, congratulándolo por su reciente toma de posesión. A su vez la Representante Especial informó sobre su misión realizada a Colombia del 23 al 31 de octubre de 2001 y las principales preocupaciones que fueron recopiladas en su informe sobre la misión presentado ante la Comisión de Derechos Humanos (E/CN.4/2002/106/Add.2).

117. El 7 de octubre de 2002 la Representante Especial notificó al Gobierno que recibió información en relación con los siguientes casos:

118. La Representante Especial recibió informaciones acerca de presuntas acciones de hostigamiento hacia los miembros de la **ASFADDES**. Según los detalles proporcionados, el 9 de junio de 2002 cuatro hombres vestidos de civil habrían querido allanar los locales donde funcionan las oficinas de ASFADDES y habrían intentado pagar al vigilante del piso para poder entrar en dichas oficinas, sin éxito. Así mismo, el 3 de julio, una funcionaria de la asociación que se encontraba en la Fiscalía General para hacer entrega de una prueba en un caso de desaparición habría sido amenazada cuando salía de dichas oficinas. Según la información proporcionada, un hombre que se encontraba en una camioneta verde de vidrios polarizados le habría amenazado haciendo un gesto en el que indicaba que le cortarían el cuello. El 8 de junio a las 09.30 horas un miembro de ASFADDES habría recibido una llamada telefónica en la que lo habrían amenazado indicándole que ya tenían ubicada a su esposa. Se informó de que en otras ocasiones integrantes de ASFADDES habrían sido seguidos por desconocidos en la calle o vigilados.

119. La Representante Especial recibió informaciones sobre las presuntas amenazas contra la vida de **Yolanda Becerra**, presidenta de la OFP en Barrancabermeja, departamento de Santander. Según las informaciones proporcionadas, el 17 de diciembre de 2001 una mujer habría llamado por teléfono a la oficina de CREDHOS, otra organización de derechos humanos con sede en Barrancabermeja, preguntando cuándo iba a celebrarse el funeral de la Sra. Becerra. Ese mismo día un hombre habría llamado anónimamente preguntando a las oficinas del OFP si ya sabían del asesinato de la misma. La información recibida indica que la OFP habría hecho un pedido público al Gobierno para se garantice la seguridad de la Sra. Becerra y otras activistas de la OFP en la región de Magdalena Medio.

120. También se recibió información relativa a presuntos actos de hostigamiento contra **Dora Guzmán González** y **Gloria Amparo Suárez**, miembros de la OFP en el departamento de Santander. El 19 de noviembre de 2001 dos hombres desconocidos habrían llegado a la casa de la primera, donde habrían dejado dicho que las autodefensas la buscaban y sabían dónde encontrarla. Momentos más tarde, cinco hombres armados se habrían presentado a la Casa de la Mujer del Nororiente donde se alega que preguntaron por la Sra. Guzmán González y la Sra. Suárez. Allí habrían advertido que ambas se verían en serios problemas si reconocían al comandante paramilitar presuntamente detenido en relación con la destrucción de un Centro Comunitario de la OFP el 10 de noviembre de 2001.

121. Se recibieron informaciones sobre presuntos actos de hostigamiento y amenazas contra miembros del Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos. Según las informaciones recibidas, **Ernesto Amezcua Camacho**, miembro de la Junta Directiva del Comité habría recibido llamadas amenazantes a su oficina, habría sido objeto de seguimientos y se habría conocido un siniestro plan para atentar contra su vida. Así mismo se reportó que Luis Jairo Ramírez, Secretario Ejecutivo del Comité habría sido obligado a salir del país debido a los presuntos seguimientos y amenazas de las que habría sido objeto. Los informes señalan que miembros de la disuelta XX Brigada de Inteligencia Militar habrían estado al origen de las presuntas amenazas contra el Sr. Ramírez. Carlos Lozano también habría salido ileso de un atentado de carro-bomba. Las amenazas en contra del mismo se habrían intensificado tras la publicación de un cuerpo de recomendaciones sobre cómo reducir la intensidad del conflicto interno y dismantelar el paramilitarismo, por la Comisión de Notables del Comité, de la cual sería parte.

122. El 7 de octubre de 2002 la Representante Especial envió una comunicación juntamente con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias sobre los siguientes casos.

123. El 11 de julio de 2002, **Ángela Yesenia Bríñez**, personera de Roncesvalles, departamento de Tolima, se habría encontrado viajando en un autobús cuando dos desconocidos habrían interceptado y abordado el vehículo y la habrían obligado a bajar junto con su acompañante. Los desconocidos habrían disparado reiteradas veces contra la Sra. Yesenia Bríñez. Esta habría muerto en un punto de la carretera entre los municipios de Rovira y San Antonio, departamento de Tolima.

124. El 26 de agosto de 2002 habría sido asesinado **José Joaquín Hernández García**, quien se desempeñaba como personero del municipio de Cabrera, departamento de Cundinamarca. Según la información proporcionada, el Sr. Hernández García habría acudido al Ministerio del Interior a solicitar protección por las amenazas que venía recibiendo en el contexto de sus actividades como personero. Sin embargo, según las mismas, no habrían sido tomadas las medidas necesarias para garantizar su vida.

125. El 3 de septiembre de 2002 habría sido asesinado **Oswaldo Moreno Ibague**, líder del Comité Cívico por los Derechos Humanos del Meta en la zona del Alto Ariari. Según la información recibida, el Sr. Moreno Ibague habría sido interceptado mientras salía de su domicilio por cuatro desconocidos que se movilizaban en motos y que le habrían propinado 15 impactos de bala.

126. Se recibió información relativa al presunto asesinato de **Diofanol Sierra Vargas**, miembro activo y profesor de danza en la OFP de Barrancabermeja, Magdalena Medio. Según las informaciones, el 8 de abril de 2002 un grupo de cuatro presuntos paramilitares lo habrían sacado de su casa y le habrían propinado dos balazos dejándolo muerto en el Barrio Nueva Esperanza. Así mismo se informó de que este presunto asesinato se produjo en el contexto del continuo hostigamiento del que serían víctimas los integrantes de la OFP.

127. El 5 de febrero de 2002, **Luis Castro**, miembro de ASPROVIVIR de la comunidad de desplazados internos de la Reliquia, Villavicencio, Departamento de Meta, habría sido asesinado por dos hombres armados. Según las informaciones recibidas, el Sr. Castro habría estado luchando por el esclarecimiento de la muerte de Evert Encizo Sandoval, miembro del Comité de Impulso de la Asamblea por la Paz de Meta, quien habría sido asesinado en agosto de 2001. Según las mismas, el 6 de febrero 2002 desconocidos habrían circulado una lista amenazando de muerte a varios miembros de ASPROVIVIR, donde habría figurado el nombre de Luis Castro.

128. De acuerdo con la información recibida, el 12 de abril de 2002 habría sido asesinado **Hernán Ortiz Parra**, vicepresidente de los Educadores Unidos de Caldas (EDUCAL) y miembro del Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos de Caldas junto con José Robeiro Pineda Galeano, colaborador con la mensajería de varios sindicatos de Caldas, que lo acompañaba. Según la información proporcionada ambos hombres se encontraban en un restaurante cuando dos sicarios entraron y les dispararon indiscriminadamente.

129. El 21 de marzo de 2002 **Rafael Jaimes**, dirigente de la Unión Sindical Obrera (USO), habría sido asesinado violentamente por desconocidos en Barrancabermeja.

130. También se recibieron informes relativos al presunto asesinato de **Aury Sara Marrugo**, presidente de la subdirectiva de USO seccional Cartagena, y su escolta Enrique Arellano Torres, el 5 de diciembre 2001. Aury Sara Marrugo se encontraba secuestrado desde el 30 de noviembre de 2001. Su secuestro habría sido reivindicado por las AUC.

131. Se recibieron informes sobre el presunto asesinato de **Jairo Balvuela**, fiscal del SINTRAEMSEDES de la subdirectiva de Buga, departamento del Valle del Cauca. Según los informes recibidos el Sr. Balvuela habría sido asesinado el 10 de octubre de 2001 junto con Ramón Antonio Jaramillo, quien, según las informaciones recibidas, habría sido ex directivo de la misma subdirectiva y se había jubilado hacía dos meses de las empresas municipales de Buga del Valle del Cauca.

132. El 3 de octubre de 2001 habría sido asesinada **Ana Ruby Orrego** en el municipio de Yotoco, departamento del valle de Cauca. La Sra. Orrego habría sido docente afiliada al Sindicato Único de Trabajadores de la Educación del Valle (SUTEV). También fueron reportados los presuntos asesinatos de Jorge Ivan Rivera Marique, activista de la USO el 10 de octubre de 2001 en el municipio de Pereira, departamento de Risaralda. En la misma fecha habría sido asesinado Cervando Lerma, otro activista de USO en la ciudad de Barrancabermeja.

133. El 29 de agosto de 2001 también habría sido asesinado el ex docente **Jorge Freite Romero** cerca de Barranquilla, departamento del Atlántico. Este habría participado en una protesta que duró 22 días. Según informes recibidos, éste estaba afiliado a la Asociación de Jubilados de la Universidad del Atlántico (ASOJUA) y se habría destacado por su labor sindical y la defensa de los derechos humanos. El 30 de agosto habría sido asesinado Miguel Chávez, en la vereda Playa Rica del municipio de Tambo, departamento de Cauca. Según la información recibida habría sido miembro de la Junta Directiva de la Seccional Tambo de la Asociación Nacional de Trabajadores y Empleados de Hospitales, Clínicas, Consultorios y Entidades dedicadas a procurar la Salud de la Comunidad (ANTHOC).

Comunicaciones recibidas:

134. El 23 de julio de 2002 el Gobierno de Colombia envió una comunicación indicando que en el caso de amenazas continuas contra el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos otorgó medidas cautelares a favor de los miembros de dicho colectivo, por lo que se está implementando el blindaje de las instalaciones y la revisión en el Comité de Reglamentación y Evaluación de Riesgos (CRER) del Ministerio del Interior del caso particular. Por su parte, la Vicepresidencia de la República informó que una vez tuvo conocimiento del afiche (ver llamamiento urgente del 4 de julio de 2002), ese despacho elaboró un comunicado público rechazando las amenazas, ataques y otras formas de intimidación contra las organizaciones no gubernamentales que trabajan en promoción y defensa de los derechos humanos (4 de junio de 2002). El Ministerio del Interior también emitió un comunicado el 7 de junio de 2002 condenando particularmente las acusaciones lanzadas contra el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo y reitera su interés en fortalecer los mecanismos que, de acuerdo con su competencia, permitan garantizar la vida, seguridad e integridad de los defensores de derechos humanos. En el DAS se ordenó archivar la indagación preliminar

por la presunta responsabilidad de miembros del DAS en las amenazas que ha recibido el Colectivo de Abogados, ante la ausencia de conducta reprochable disciplinariamente que pudiera involucrar a funcionarios de esa entidad. Esta decisión fue apelada por Alirio Uribe, miembro del Colectivo de Abogados.

135. El 19 de septiembre de 2002 el Gobierno de Colombia envió respuestas relativas a la situación de amenazas contra los **miembros de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz**, en respuesta a los llamamientos urgentes enviados el 11 de abril y el 19 de agosto de 2002. El Gobierno comunicó que la Procuraduría General de la Nación informó que dio traslado de las diligencias a la procuraduría delegada preventiva en materia de derechos humanos y asuntos étnicos. También se dio traslado al Director General para los Derechos Humanos del Ministerio del Interior para que se adopten las medidas que se estimen pertinentes por parte de los miembros del CRER. Así mismo, la Defensoría del Pueblo informó que ofició al Fiscal General de la Nación con el fin de que adelante las investigaciones.

136. El 16 de octubre de 2002 el Presidente de Colombia envió una comunicación a la Representante Especial señalando las líneas básicas de la política del Gobierno de Colombia en materia de derechos humanos. En dicha comunicación se expone que el Gobierno promueve una política de seguridad democrática “encaminada a proteger a todos los ciudadanos contra el asedio de la delincuencia, y a salvaguardar el ejercicio del derecho a disenter”. Añade que “el día en que la seguridad democrática se enseñoree de todo el territorio de la Patria, no se cometerá un atentado más contra los defensores de derechos y los líderes sociales”. En lo relativo a los defensores de derechos humanos, el Presidente afirma que “en relación con la actividad de las organizaciones no gubernamentales y los defensores de derechos humanos, el Estado les garantiza plena libertad para desarrollar su loable objetivo social. No serán molestados y se les protegerá cuando quiera que se les perturbe por parte de fuerzas oscuras. Bien lo ha expresado el Vicepresidente Francisco Santos: las organizaciones civiles de promoción y defensa de los derechos humanos son elementos necesarios en una democracia y como tales deben ser protegidas contra toda estigmatización. Pero eso no implica que el Estado colombiano no puede ejercer su soberanía en el territorio, exigiendo a todos los extranjeros el respeto de las normas de inmigración, controlando el activismo político irregular –de cualquier color-, e impidiendo su ingerencia en actividades de grupos irregulares. Esto último está prohibido en cualquier país del mundo. No así la participación en congresos y conferencias, la publicación de artículos y ensayos, la emisión de comentarios en radio y televisión, actos y conductas que el Estado colombiano respeta. En este sentido, este Gobierno ha pedido al Congreso archivar las iniciativas legislativas en curso encaminadas a controlar de manera puntual y detallada las actividades de las Organizaciones no gubernamentales. En esta materia debe regir el principio de libertad jurídica. Con toda, tal amplitud garante, sólo funciona sobre la base de una nítida frontera entre lo permitido y lo prohibido para ellas. La Constitución y la ley son el mejor punto de referencia para trazar esa frontera”.

137. El 18 de octubre de 2002 el Gobierno de Colombia envió respuestas relativas a las amenazas en contra de miembros de las organizaciones **Compromiso, ASOJUNTAS y Promopaz** por parte de las presuntas AUC. El Gobierno informó que el Comité Técnicos de la Oficina de Protección Especial del DAS sobre la situación de los miembros de la organización no gubernamental Promopaz determinó que los evaluados no ameritan la asignación de escoltas y deben incrementar sus conductas autoprotectivas, por lo que se

dispuso asesoramiento en este sentido. Por otra parte, el Ministerio del Interior gestionó ante la Policía Nacional, DAS, Fuerzas Militares, Procuraduría General de la Nación y Fiscalía General de la Nación a fin de que se adopten las medidas necesarias y se adelanten las investigaciones. Finalmente, la Gobernación de Santander informó que se coordinaron varios Consejos de Seguridad con miembros de las organizaciones en mención y las principales entidades estatales, con el fin de evaluar la situación de seguridad de estas organizaciones. De la misma manera, el 16 de mayo de 2002, el gobierno departamental hizo un pronunciamiento público de rechazo a las amenazas y de respaldo a las actividades adelantadas por estas organizaciones.

138. El 18 de octubre de 2002 el Gobierno de Colombia mandó información relativa a las medidas tomadas con relación a la situación de los integrantes de la **CREDHOS** (véase el llamamiento urgente de los días 6 de marzo y 12 de septiembre de 2002 y E/CN.4/2002/106). El Gobierno informa de que la Dirección Seccional de Fiscalías de Barranquillas se encuentra a cargo de la investigación por amenazas de las cuales aparecen como víctimas José Guillermo Larios y Janeth Rubio Rodríguez. Por otra parte, el CRER aprobó al Sr. Larios tres meses de ayuda humanitaria, ayuda de trasteo, un celular y tiquetes nacionales. En el caso de la Sra. Rubio Rodríguez, el CRER aprobó cinco meses de ayuda humanitaria, un radio celular mientras se encuentra en el país, apoyo de trasteo y tiquetes nacionales e internacionales. Respecto a Francisco Campo, el Programa le otorgó tres meses de ayuda humanitaria, un radio Avantel y un teléfono celular. La Dirección Seccional de Fiscalías de Bucaramanga adelanta la investigación por amenazas contra este último. La Comisión Interamericana decretó medidas cautelares a favor de varios miembros de CREDHOS el 5 de abril de 2002.

139. En la misma fecha el Gobierno informó sobre el llamamiento urgente enviado el 8 de abril de 2002 en el caso de **Gearoid O. Loingsigh** y **Gudrun Chista Kern** – cooperantes extranjeros de SEMBRAR, informando que la Procuraduría Regional de Santander inició indagación preliminar con el objeto de determinar si existen o no irregularidades de tipo disciplinario del capitán Contreras, del Ejército nacional en Santa Rosa del Sur (Bolívar), para la época de los hechos.

140. En relación con el caso de Kimy Pernia Domico (E/CN.4/2002/106, párr. 71 y comunicado de prensa de 10 julio de 2001), el 18 de octubre de 2002 el Gobierno colombiano informó que conocido el secuestro del Sr. Pernia Domico se iniciaron diversos operativos militares para dar respuesta a la situación. También se informa sobre las reuniones sostenidas entre las autoridades civiles y militares y la autoridad indígena Embera Katío con el fin de generar un ambiente de confianza entre autoridades y la comunidad indígena, a la vez que se discutió el problema del orden público en la región. El Ministerio del Interior encabezó una misión humanitaria de alto nivel en la cual el Gobierno nacional se comprometió con las comunidades indígenas a impulsar la implementación de una Comisión de acompañamiento a las comunidades del Alto Sinú. La Defensoría del Pueblo, una vez enterada de la retención del Sr. Pernia Domico presuntamente por miembros de las AUC solicitó al Programa de Defensa de la Libertad Perspmaé y al Comité Internacional de la Cruz Roja (CICR) la adopción de medidas urgentes para su liberación. Adicionalmente se solicitó a la Fiscalía General de la Nación la implementación del mecanismo de búsqueda urgente. El 11 de julio de 2001 se realizó la primera reunión de la Comisión de impulso a las investigaciones sobre el caso del Sr. Pernia Domico. En la segunda reunión, celebrada el 16 de agosto, se determinó aceptar declaraciones extraprocerales, a fin de preservar la identidad de las personas y generar un

clima de confianza por el avance de la investigación. El Gobierno informa adicionalmente sobre las reuniones sostenidas con los líderes indígenas en cuanto a hacer efectiva la ayuda aprobada por el CRER por un monto de cinco millones de pesos.

141. El 29 de noviembre 2002 el Gobierno de Colombia envió una comunicación relativa a la presunta situación de peligro de la **Corporación Sembrar**. En ésta se remite información señalando que la Procuraduría Delegada para la Prevención en materia de Derechos Humanos y Asuntos Étnicos ha hecho gestiones ante las diferentes entidades estatales competentes para la adopción de las medidas de seguridad necesarias que garanticen la vida e integridad de los miembros de la Corporación Sembrar. El 31 de enero de 2002, el Comité de Reglamentación y Evaluación de Riesgos del Ministerio del Interior aprobó un vehículo blindado, un escolta sin arma (conductor), estudio de seguridad para el blindaje de la sede, un radio Avantel y tiquetes aéreos nacionales e internacionales eventuales para cada caso particular. Adicionalmente se informa de que la corporación Sembrar tiene medidas cautelares solicitadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. Referente a las investigaciones, la Dirección General de Asuntos Internacionales de la Fiscalía General de la Nación informó que por el homicidio de la religiosa Yolanda Cerón Delgado en hechos ocurridos el 19 de septiembre de 2001, la Fiscalía Treinta Delegada ante los Juzgados Penales del Circuito de San Andrés Tumaco, departamento de Nariño, adelanta la investigación previa en averiguación de responsables.

142. El 29 de noviembre 2002 el Gobierno de Colombia envió una comunicación relativa a la presunta situación de peligro de los miembros de los sindicatos y organizaciones no gubernamentales del departamento de **Risaralda**. Se anota que la Comisión Interamericana de Derechos Humanos solicitó la adopción de medidas cautelares el 27 de agosto de 2002, para proteger la vida e integridad de los defensores de derechos humanos mencionados en la comunicación conjunta de la Representante Especial y la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias y arbitrarias de 29 de agosto de 2002. El Ministerio del Interior informó que se implementaron medidas de protección a favor de la Central Unitaria de Trabajadores (CUT), SER, SINTRAEMSDDES y del Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos, Seccional Risaralda. La Vicepresidencia informó que el Vicepresidente de la República, Francisco Santos, realizó una visita a la zona el 23 de septiembre a fin de conocer de cerca la situación (anexándose copia de la relatoria de la reunión con las organizaciones sociales). El DAS informó que delegó a la Seccional de Risaralda para que coordinara y gestionara las acciones pertinentes sobre los siguientes aspectos: actualizar la información que tiene sobre la zona y de esta manera hacer una revisión profunda de la situación de la región y buscar juntamente con las demás entidades resultados positivos; designar varios funcionarios para que en ejercicio de sus funciones de Policía Judicial, contribuyan a las investigaciones que se adelantan, bajo la coordinación de la Fiscalía General de la Nación; dar la prelación a los estudios de nivel de riesgo y grado de amenaza a los afectados y los cuales fueron adelantados por la Seccional Risaralda. El Ministerio de Defensa informó que a raíz de la situación presentada, se realizaron dos Consejos de Seguridad en los que participó el comandante del Batallón San Mateo, y en los que se coordinó con otras entidades y los mismos afectados las medidas que se pueden adoptar para su protección, entre ellas las de proveerlos con chalecos blindados, permiso de porte de armas y blindaje de instalaciones, por lo que el comandante del Batallón San Mateo se comprometió a tramitar estas solicitudes ante el Comando de la Octava Brigada. En el mismo sentido, la Seccional de Inteligencia de la Policía, en coordinación con el DAS, procedió a evaluar el documento de la amenaza y actualizar los estudios de seguridad y nivel de riesgo de los

amenazados. La Defensoría del Pueblo informó que solicitó a la Fiscalía General de la Nación, a la Policía Nacional, al Ministerio del Interior y al DAS adoptar medidas de protección y seguridad necesarias a fin de garantizar la vida e integridad de los amenazados.

143. El 5 de diciembre de 2002 el Gobierno de Colombia proporcionó la siguiente información:

144. En el caso de **Yolanda Becerra**, presidenta de la OFP, se informa de que el 21 diciembre de 2001 el Programa de Protección a Testigos y Personas Amenazadas aprobó como medidas de protección tiquetes aéreos nacionales para la Sra. Becerra y sus hijos, los cuales pueden ser utilizados en el momento que lo considere necesario. Así mismo, se aprobó un mes de ayuda humanitaria. La Vicepresidencia de la República se ha venido encargando de las gestiones necesarias para la implementación de las medidas políticas y la Fiscalía General de la Nación respecto a las investigaciones en curso. Según el informe de la Policía Nacional se designó un servicio uniformado de seguridad durante las 24 horas, distribuido en tres turnos, a la sede de la OFP. El servicio está formado por cuatro unidades al mando de un subteniente, quienes portan armamento de largo alcance y radio de comunicaciones portátil. Los policías visitan varias sedes de la OFP, reciben informaciones y en general brindan asesoría sobre la seguridad personal y de las instalaciones. Durante las 24 horas se realizan patrullajes y puestos de control en los sectores aledaños a las sedes de la OFP con el fin de identificar personas y registrar vehículos sospechosos. Cada vez que la OFP realiza algún evento de orden social o cultural en los sitios públicos de la ciudad, se nombra la seguridad con personal uniformado de la Policía Nacional, así no sea solicitado expresamente, con el fin de evitar cualquier tipo de atentado o sabotaje.

145. Por otra parte, en cuanto a los presuntos hostigamientos de que han sido objeto Dora Guzmán y Gloria Amparo Suárez, el comandante operativo especial del Magdalena Medio informó que una patrulla fue enviada al Barrio Primero de Mayo a las oficinas de la OFP en cuanto recibieron la información de que personas desconocidas se habían presentado en dicho local para preguntar por una de las señoras. El comandante de la patrulla manifestó que la información facilitada por la Sra. Guzmán González fue escasa y no se pudo aclarar los hechos. Hasta la fecha, el comandante operativo señaló no haber recibido ninguna denuncia. Sin embargo ha ordenado a las patrullas policiales pasar revistas constantes a las sedes y evitar con ello, cualquier clase de atentado o amenazas contra las personas que laboran en dicha organización. Por su parte, el jefe de la Unidad Nacional de Derechos Humanos de la Fiscalía General de la Nación informó el 26 de noviembre sobre el estado de la investigación en relación con la destrucción de una de las sedes de la OFP, incluyendo la detención preventiva de José David Lodoño Navarro. Señala que en respuesta a las amenazas sufridas por Dora Guzmán y Gloria Amparo Suárez en el contexto de esta investigación el fiscal solicitó al Comandante de la Policía de Barrancabermeja y al DAS que se hiciera el trámite necesario para proteger las vidas de las mismas así como la de los integrantes de la OFP.

146. En el caso de **ASFADDES**, el Gobierno solicitó recibir más información en particular sobre el lugar en el que habrían ocurrido los hechos alegados, para poder adelantar las investigaciones correspondientes.

147. El 10 de diciembre de 2002 se remitió información sobre denuncias relativas a las siguientes personas: **Angela Yesenia Briñez Ballesteros, José Joaquín Hernández García, Oswaldo Moreno Ibagué, Diofanol Sierra Vargas, Luis Castro, Hernán Ortiz Parra, Aury Sara Marrugo, Rafael Jaimes Parra, Jairo Valbuena, Ana Ruby Orrego y Jorge Freite Romero:**

148. En el caso de Angela Yesenia Briñez Ballesteros, el Gobierno informa de que el órgano encargado de llevar esta investigación es la Fiscalía cuarta Especializada – Unidad Estructura de Apoyo de Ibagué. La investigación se aprehendió de oficio por tanto no hubo denuncia. Existe orden de captura contra uno de los presuntos responsables, que pertenece a las FARC.

149. En el caso de José Joaquín Hernández García se informa de que el 5 de octubre 1999 la Dirección Seccional de Cundinamarca, del Departamento Administrativo de Seguridad, ordenó elaborar un estudio de nivel de riesgo y grado de amenaza al personero en mención. Una vez realizadas y analizadas las respectivas confrontaciones y verificaciones, se pudo concluir que a esa fecha no se evidenciaron amenazas inminentes en contra del Sr. Hernández García. Así mismo, manifestó el funcionario no estar de acuerdo en que le fuera colocado un esquema protectivo, lo que le traería más problemas según él, aduciendo que solo necesitaba que a través del DAS le facilitaran mecanismos para adquirir un arma para su defensa personal. Se instruyó al personero sobre técnicas de medidas autoprotectivas con el fin de disminuir el riesgo al que pudiera estar expuesto por razón de su cargo, haciéndole entrega personal de un manual sobre estas disciplinas protectivas. De igual manera, con base a la solicitud hecha al DAS procedente del Juzgado Penal del circuito de Fusagasuga del 17 enero de 2001 solicitando seguridad para el funcionario y siguiendo instrucciones de la Dirección de Protección Especial, se dio respuesta a Elsa M. Céspedes Hernández, asistente judicial, mediante oficio del 1.º de febrero de 2001, recomendando efectuar las coordinaciones respectivas con la Fuerza Pública del lugar, atendiendo el factor de la competencia y los medios disponibles. El 23 de agosto de 2002, cumpliendo con una de las citaciones hechas por la Dirección Seccional de Cundinamarca a todos los funcionarios públicos municipales para analizar el nivel de riesgo con motivo de las amenazas generalizadas hechas por los grupos al margen de la ley, se hizo presente el Sr. Hernández García y con base a lo manifestado por él, la Dirección Seccional ordenó efectuar una reevaluación a su nivel de riesgo. La seccional le señaló la conveniencia de alejarse del municipio de Cabrera hasta que las condiciones del orden público fueran favorables, situación que no aceptó, presentándose lamentablemente los hechos ya conocidos. La Defensoría del Pueblo, Regional Cundinamarca, con oficio de 25 de septiembre de 2002, informó que una vez conoció las amenazas que fueron objeto los funcionarios en el mes de julio, asistió a un Consejo de Seguridad liderado por el Gobernador del departamento, con el fin de tratar la problemática de dichos funcionarios. Esta Regional convocó una reunión urgente con la Asociación de Personeros de Cundinamarca de la cual se elaboró un documento que fue enviado al Ministerio del Interior para que se cobijara a los citados funcionarios con las medidas de protección plasmadas en las diferentes resoluciones de dicho Ministerio. Se acompañó a los delegados de los Personeros de Cundinamarca a las reuniones con la Procuraduría General de la Nación, el Defensor del Pueblo y la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas en Colombia.

150. En el caso de Oswaldo Moreno Ibagué, el Gobierno informó que el 5 de noviembre de 2002 la Fiscalía 18, Seccional Meta, remitió las diligencias a la Unidad de Derechos

Humanos de la Fiscalía Villavicencio. La Policía Regional del Meta informó que el 3 de septiembre de 2002 fue interceptado a las 07.00 horas saliendo de su residencia el Sr. Moreno Ibague por varios sujetos que portaban armamento tipo pistola 9 mm desplazándose en motocicletas, quienes dispararon contra el mencionado causándole la muerte. Se informa sobre las diligencias policiales iniciales realizadas, tales como identificación del tipo de motocicleta utilizada, la elaboración de retratos hablados y la inspección del lugar del crimen, entre otros.

151. El Gobierno informó igualmente que en el caso de Diofano1 Sierra Vargas la Defensoría del Pueblo con oficio de 7 de noviembre de 2002 solicitó al Director de Derechos Humanos del Ministerio del Interior la adopción de medidas destinadas a proteger la vida e integridad de los miembros de la organización no gubernamental de la región de Magdalena Medio. También se solicitó a la Fiscalía General de la Nación el inicio de la respectiva investigación. En ambos oficios se expresó a dichas entidades la preocupación que asiste a la Defensoría del Pueblo porque pese a que se expidió la resolución defensorial de 7 marzo de 2001, continúan las amenazas y hostigamientos contra los trabajadores de derechos humanos de esta región. El 8 de mayo de 2002 la Fiscalía General de la Nación informó que dio traslado a la Dirección Seccional de Fiscalías de Bucaramanga para el trámite correspondiente. Por su parte la Coordinadora del Grupo de Protección de la Dirección de Derechos Humanos del Ministerio del Interior, informó mediante oficio de 4 de junio de 2002, que solicitó al Director Nacional de Fiscalías el inicio de investigaciones pertinentes que permitan esclarecer los hechos denunciados, y a la Policía Nacional reiterando la necesidad de adoptar las medidas de seguridad pertinentes para salvaguardar la vida e integridad de los defensores de derechos humanos de la región del Magdalena Medio.

152. En el caso de Luis Antonio Castro Aguirre, el Departamento Administrativo de Seguridad, Seccional Meta, Coordinación de Inteligencia con oficio 6 de noviembre de 2002, informó que se adelantaron diligencias ante la Fiscalía 21 Seccional Villavicencio, donde se llevan a cabo las investigaciones por el homicidio del Sr. Castro Aguirre. No se ha identificado al presunto autor de la ejecución. La Defensoría del Pueblo, Regional Meta con oficio de 8 de noviembre de 2002 informó que solicitó de manera reiterada ante las autoridades competentes en la región, Fiscalía, Policía Nacional y DAS, la adopción de medidas de seguridad para algunos líderes o representantes de la comunidad ocupante del predio de la Reliquia, en orden a garantizar los derechos a la vida y la integridad personal de los mismos. En coordinación con otras entidades de carácter nacional e internacional que formaban parte de la mesa de concertación para la búsqueda de soluciones a la problemática planteada ante la invasión del predio de la Reliquia, solicitó a la Policía Nacional la ubicación de miembros de la institución en el sector, en particular, la localización de un CAI móvil. También se pidió la adopción de medidas particulares de protección para las personas que actuaban como representantes de la comunidad de propietarios y de ocupantes de hecho de dicho predio ante la mesa de concertación. La defensoría recibió por parte de varios líderes de ASPROVIVIR, peticiones para la expedición de certificados sobre la presentación de quejas para poder salir al parecer del país; dichos documentos fueron efectivamente entregados a los solicitantes. Igualmente se brindó asesoría jurídica y la orientación respectiva. La Defensoría Regional gestionó directamente con el CICR la salida de Villavicencio de William Enrique Camelo y Luis Castro, pues manifestaron temor por amenazas en contra de sus vidas e integridad personal. Dichas personas se entrevistaron directamente con el delegado. De la misma manera se brindó asesoría jurídica a los señores en mención para que en el sitio de

recepción pudieran acceder al Sistema Nacional de Atención a la Población Desplazada por la Violencia. Se aclara que el Sr. Castro acompañaba continuamente al Sr. Camelo. La Defensoría asignó el servicio de Defensoría Pública al Sr. Camelo para su representación judicial por el delito de promoción de invasión de tierras. La Defensoría tiene entendido que algunos miembros de ASPROVIVIR se encuentran en la ciudad de Bogotá efectuando los trámites que les permitirán, al parecer, salir del país.

153. El DAS, Sección Caldas, con oficio de 6 de noviembre de 2002 informó sobre el homicidio de Hernan Ortiz Parra y José Robeiro Pineda Galeano, ocurrido el 12 de abril de 2002. El Gobierno informa de que actualmente se cursa una investigación por este hecho y que hasta la fecha no se ha identificado a los presuntos autores del crimen. La investigación está a cargo de la Fiscalía 3 Delegada del Tribunal Superior de Manizales. De acuerdo a las informaciones de inteligencia que manejan los distintos organismos del Estado, los responsables de los homicidios serían grupos de extrema derecha que delinquen en la zona, y una de las razones por las cuales no se han podido obtener resultados positivos es por la carencia de testigos presenciales del hecho, pues de hacen muchas conjeturas de presuntos responsables pero sin aportar pruebas que permitan vincularlos formalmente al proceso. El Ministerio del Interior, la Coordinadora del Grupo de Protección, con oficio de 20 de mayo de 2002, informó que el Comité de Reglamentación y Evaluación de Riesgos, en su sesión de 7 de mayo de 2002 decidió aprobar un esquema de seguridad colectivo para la Junta Directiva de SINTRAELECOL Manizales y el respectivo Estudio Técnico de Nivel de Riesgo. La Procuraduría General de la Nación informó que la investigación se encuentra en etapa de indagación preliminar de fecha 5 de agosto de 2002.

154. En el caso de Aury Sara Marrugo, el jefe de la Oficina Asesora Jurídica del DAS de Bogotá, con oficio de 8 de noviembre de 2002 comunicó que la investigación la adelanta la Fiscalía 28 de la Unidad Nacional de Derechos Humanos.

155. En cuanto a los casos de Jairo Valbuena y Ana Ruby Orrego se informa de que el 25 de octubre de 2001 fueron alertados el Ministerio del Interior y la Fiscalía General de la Nación sobre el asesinato de ambos.

156. El expediente sobre el homicidio de Jorge Freite Romero se encuentra en la Fiscalía Seccional de la Ciénaga Magdalena, sin que se haya vinculado a ninguna persona como presunto responsable.

157. El 17 de diciembre de 2002 el Gobierno de Colombia envió información relacionada con el caso de Rafael Jaimes Parra. Informa de que la causa de la muerte establecida en el certificado de defunción de Rafael Jaimes Parra es muerte violenta con arma de fuego y que se realizó necropsia en conformidad con la ley. La investigación preliminar se inició de oficio a cargo de la UNDH-DIH, Unidad de Apoyo Bucaramanga. Se informa de que hasta la fecha se han identificado dos presuntos miembros del homicidio, contra quienes se profirió orden de captura y al parecer son integrantes de las AUC. El Gobierno agrega que no se vislumbra hasta el actual momento procesal participación de organismos estatales en la comisión de los hechos. La investigación se encuentra en etapa de instrucción.

158. El 7 de enero de 2003, el Gobierno de Colombia informó sobre el caso de Rigoberto Medina Dagua y Willington Medina Dagua. Al respecto se informa de que el

Ministerio del Interior requirió que la Oficina de Derechos Humanos del Ministerio de Defensa Nacional y la Fiscalía General de la Nación verifiquen la información. El Departamento Administrativo de Seguridad informó que dio traslado al coordinador de la Oficina de Derechos Humanos del Ministerio de Defensa Nacional, así como a la Personería Municipal de Jamundí y la Oficina de Derechos Humanos de la Tercera División del Ejército. La Personería Municipal de Jamundí recepcionó declaración juramentada de los arriba mencionados y de Janet Medina Dagua, dentro del procedimiento de investigación de carácter averiguatorio por presunta falta disciplinaria. La Tercera Brigada del Ejército con sede en Cali, a través del Batallón de Contraguerrillas No. 48 “Héroes de las Trincheras”, en desarrollo de la operación “Cali Libre”, capturaron en flagrancia, el 28 de mayo de 2002, a Rigoberto Medina Dagua y Willington Medina Dagua en posesión de armas de fuego (un revólver y una granada de mano), los cuales fueron dejados a disposición de la Fiscalía Seccional 132. Se informa de que la Procuraduría General de la Nación y la Defensoría del Pueblo iniciaron gestiones en relación con el caso, en particular requerimientos de información a otras entidades públicas.

Observaciones

159. La Representante Especial agradece al Gobierno de Colombia las respuestas enviadas y al Presidente Álvaro Uribe Veléz por su comunicación que expone la política del Gobierno en materia de derechos humanos. La Representante Especial reitera su profunda preocupación por el ambiente de intimidación e inseguridad en el que trabajan los defensores de los derechos humanos en Colombia y el patrón de abusos graves cometidos contra los mismos. En este contexto, la Representante Especial toma la oportunidad para enfatizar la importancia que revierte el seguimiento de las recomendaciones que formuló tras su visita a Colombia en el año 2001 (E/CN.4/2002/106/Add.2), con la convicción que éstas han sido recibidas con beneplácito por el nuevo Gobierno electo y que serán atendidas de manera prioritaria para fortalecer la promoción y la protección de los derechos fundamentales de los defensores de los derechos humanos en el país.

Costa Rica

Comunicación enviada

Llamamiento urgente

160. El 25 de noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía en relación con las amenazas de muerte y los actos de intimidación de los que serían víctimas miembros de la organización Casa Alianza. Se alega que desde la apertura del juicio contra cinco presuntos miembros de la primera red de pedófilos en Internet que se ha desarticulado en Costa Rica, varios funcionarios de Casa Alianza habrían sido amenazados de muerte. Las amenazas se producirían debido al trabajo de investigación que la organización realizó sobre esta red y que habría estado al origen de la detención de los acusados. En particular se recibieron informes indicando que un hombre desconocido habría llamado a la casa de Rocío Rodríguez, directora de la investigación realizada en la Oficina Regional de Casa Alianza para América Latina y le habría dicho: “si usted declara el jueves vamos a volarle la

cabeza". Otro hombre habría llamado por teléfono a las oficinas de Casa Alianza gritando: "muerte, muerte, muerte". Se reportó que el 22 de noviembre cuando salía de su casa, acompañada por dos guardias de seguridad privada, la Sra. Rodríguez habría observado un pick-up sin placas y con los vidrios polarizados estacionado en la acera frente a su casa. Al llegar a la oficina de Casa Alianza habría recibido una llamada anónima diciendo: "qué bonita blusa verde tiene puesta hoy", dejándole saber que quienes la habrían llamado la habían seguido. En este contexto, se recibió información que indica que la Sra. Rodríguez debía declarar ante el tribunal el mismo día en el que se habría producido este incidente. Se alega que la Corte negó la solicitud presentada para que el juicio sea realice de forma privada con el fin de proteger la identidad de la funcionaria de Casa Alianza. También se recibieron informaciones indicando que durante el fin de semana de los días 16 y 17 de noviembre, un vehículo Hyundai color café se habría detenido en la calle en donde vive Bruce Harris, Director Regional de Casa Alianza para América Latina. Dos hombres y una mujer habrían preguntado al guardia en dónde vivía Bruce Harris y su familia. Se alega que las personas llevaban un mapa de la casa de Bruce Harris. También se informó que el mismo vehículo habría estado estacionado fuera de la oficina de Casa Alianza el 12 de noviembre.

Comunicación recibida

161. El 6 de enero de 2002, el Gobierno de Costa Rica envió una comunicación en el que indica que el Ministerio de Seguridad Pública, en coordinación con el Ministerio Público y funcionarios de Casa Alianza, realizó un efectivo trabajo de investigación que permitió la detención de un grupo de pedófilos, el cual fue llevado ante los tribunales de justicia y posteriormente condenado a penas de cárcel que oscilan entre los 16 y los 30 años. En el marco del proceso penal, representantes de la organización Casa Alianza señalaron a través de un comunicado de prensa que estaban siendo objeto de amenazas, por lo que de inmediato el mismo Presidente de la República, Abel Pacheco, giró instrucciones al Ministerio de Seguridad Pública, para que un oficial de la Policía Especial de Apoyo acompañara a las personas amenazadas las 24 horas del día, incluidos los fines de semana, hasta fecha no definida. Es importante indicar que en este juicio no solamente fueron amenazados los personeros de Casa Alianza, sino además el Representante del Ministerio Público, algunas víctimas y otros testigos, algunos de los cuales se mostraron reticentes a presentarse a declarar ante el tribunal de juicio, por lo que hizo necesario la presencia policial para que comparecieran a declarar.

Observaciones

162. La Representante Especial agradece al Gobierno de Costa Rica su pronta respuesta a su llamamiento urgente.

Cuba

Cartas de alegación enviadas

163. El 10 de septiembre de 2002 la Representante Especial y el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura enviaron una carta de alegación en relación con **Francisco Chaviano González**, Presidente del Consejo Nacional por los Derechos Civiles en Cuba, grupo de derechos humanos cuyo trabajo incluye la documentación de casos de cubanos que han desaparecido en el mar intentando salir del país. El Sr. Chaviano González habría

sido condenado a 15 años de prisión tras haber sido acusado en 1994 de revelar secretos relativos a la seguridad del Estado y de falsificar un documento. De acuerdo con la información recibida, durante su detención habría estado recluido en una celda de castigo durante al menos tres meses en 1999, período durante el cual habría sufrido de úlcera duodenal, artritis y problemas respiratorios e hipertensión y no habría recibido tratamiento médico. Además, de acuerdo con la información recibida, habría sido golpeado durante su detención y el 17 de junio de 1999, los guardias de la cárcel le habrían fracturado la tibia y le habrían causado heridas en la cara. El Sr. Chaviano habría emprendido diferentes huelgas de hambre para llamar la atención sobre las condiciones de su encierro.

164. El 2 de octubre de 2002, la Representante Especial notificó al Gobierno que recibió información relacionada con presuntos actos de intimidación contra integrantes de la **Fundación Cubana de Derechos Humanos (FCDH)** el 8 de marzo de 2001 en Ciego de Avila. Según la información proporcionada, más de 30 integrantes de dicha organización habrían intentado asistir a la reunión ordinaria mensual de la Secretaría Nacional, pero habrían sido impedidos por las fuerzas combinadas de la Policía Nacional Revolucionaria y la Policía Política. Dichas fuerzas habrían procedido al arresto de varios integrantes de la FCDH, les habrían levantado actas de advertencia o acusado de asociación y reunión ilícitas. Otros habrían sido expulsados de Ciego de Avila o habrían tenido que pagar multas. El 5 de abril de 2001 en Placetas Villa Clara, la Policía Política habría acordonado la casa donde se habría organizado una reunión de la FCDH, para impedir que los integrantes de la organización participen en la misma. Los activistas habrían sido obligados a regresar a sus domicilios y algunos habrían sido arrestados posteriormente para expulsarlos hacia otros poblados.

Comunicaciones recibidas

165. El 3 de diciembre de 2002, el Gobierno de Cuba comunicó a la Representante Especial que Francisco Chaviano González se encuentra efectivamente cumpliendo una sanción de privación de libertad hasta el 2 de mayo de 2009. Se añade que “fue sancionado por haber cometido graves delitos, entre los que sobresale el de revelación de secretos concernientes a la seguridad del Estado”, en particular por haber entregado informaciones relativas a la seguridad del país a los Estados Unidos. El Gobierno de Cuba sostiene que las alegaciones sobre supuestos malos tratos y denegación de atención médica son falsas y que las autoridades cubanas o sus agentes no han causado daño ni lesión alguna al Sr. Chaviano González. Añade que el detenido ha estado recibiendo tratamiento médico adecuado de manera permanente, acorde a los padecimientos que presenta, que no son de gravedad y son atendidos por el servicio médico penal. Se comunica que “el Sr. Chiaviano no fue golpeado, no tiene fractura en la tibia, ni se le ha ocasionado herida alguna en la cara”.

166. El 16 de enero de 2002 el Gobierno de Cuba comunicó que el nombre de Fundación Cubana de Derechos Humanos no corresponde con el de ninguna organización no gubernamental en el país ni aparece en el Registro de Asociaciones al amparo de la Ley 54/81 (Ley de Asociaciones y su Registro). El Gobierno añade que el nombre mencionado ha sido utilizado por algunas personas con la intención de enmascarar acciones delictivas realizadas con el financiamiento y a partir de las instrucciones de la Sección de Intereses de los Estados Unidos en La Habana. Durante 2001 y los primeros meses de 2002, personas que se identifican como miembros de la supuesta organización de referencia se reunieron con la entonces jefa de la sección mencionada. Las personas autoidentificadas

como líderes de la supuesta organización son individuos con una clara conducta antisocial y que cuentan con amplios expedientes de delitos comunes. Las personas que se identifican como miembros de la supuesta organización han organizado reiteradamente acciones de alteración del orden público. Contrario a lo que se alega, en ningún caso las autoridades cubanas de orden interior han reprimido o intimidado a dichas personas, y mucho menos se ha procedido al arresto o procesamiento judicial de alguna de ellas, a pesar de que algunas de sus acciones podrían considerarse constitutivas de delito con arreglo a la ley. No obstante, debido a que como consecuencia de sus acciones este grupo ha provocado reacciones espontáneas de rechazo de la población, los funcionarios del orden interior han tenido que tomar medidas disuasivas, para evitar que las alteraciones del orden público perturben la tranquilidad ciudadana y generen situaciones de violencia. No se ha impedido ni obstaculizado actividad alguna de las personas identificadas como miembros de la supuesta organización mencionada en la comunicación. Sin embargo, personas asociadas a la supuesta organización, fueron responsables el 4 de marzo de 2002, en la provincia de Ciego de Ávila, de actos delictivos que concluyeron con gravísimos disturbios en el interior del Hospital Antonio Luaces Iraola, que provocaron, entre otros daños y perjuicios, la obstrucción de servicios médicos, incluidos los de urgencia, por espacio de dos horas, poniendo en peligro la vida de numerosas personas, entre ellas las de varios niños. Los responsables de estos hechos están siendo debidamente procesados.

Observaciones

167. La Representante Especial agradece al Gobierno de Cuba las respuestas enviadas a sus comunicaciones.

République Démocratique du Congo

Communications envoyées

168. Le 23 avril 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, a transmis un appel urgent concernant N'sii Luanda Shandwe, président du Comité des observateurs des droits de l'homme (CODHO). Selon les informations reçues, le 19 avril 2002, N'sii Luanda Shandwe aurait été arrêté à son domicile par deux inspecteurs de la Cour d'ordre militaire (COM) sans être informé des raisons de son arrestation. Les inspecteurs auraient procédé à la fouille de la maison de N'sii Luanda Shandwe et auraient saisi certains documents. Ils auraient emmené N'sii Luanda Shandwe à la COM où il aurait été interrogé sur ses activités au sein du CODHO de même que sur sa visite à la Commission des droits de l'homme à Genève. Il aurait de plus été questionné sur ses relations avec Bisimwa, étudiant détenu au Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa pour «atteinte à la sûreté de l'État» et en faveur duquel N'sii Luanda Shandwe aurait plaidé. Le 20 avril 2002, N'sii Luanda Shandwe aurait subi un second interrogatoire par des magistrats qui attendraient un mot d'ordre de la part de Charles Alamba Mongako, procureur général près la COM, pour décider de son sort. Par ailleurs, le 8 juin 2001, la Représentante spéciale avait déjà envoyé un appel urgent concernant l'arrestation de N'sii Luanda Shandwe le 5 juin 2001 sans qu'aucune charge formelle n'ait été portée contre lui (E/CN.4/2002/106, annexe, par. 139). Il aurait été libéré le 7 septembre 2001 par ordonnance de mainlevée du procureur général de la République.

169. Le 24 mai 2002, la Représentante spéciale a envoyé un appel urgent concernant M^e **Willy Wenga Ilombe**, avocat auprès de la cour d'appel de Kinshasa et membre du Centre africain pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme (ACPD). Selon les informations reçues, M^e Willy Wenga Ilombe aurait été arrêté à Kinshasa le 20 février 2002 sur la base d'un mandat d'amener signé par le magistrat Likulia, membre du parquet près la COM. Après avoir été détenu au cachot de la COM, M^e Willy Wenga Ilombe aurait été interrogé le 22 février 2002 par quatre magistrats de la COM sur les relations qu'il aurait entretenues avec le major Kamwanya Bora Uzima, l'un des présumés assassins du Président Laurent-Désiré Kabila. M^e Willy Wenga Ilombe aurait ensuite été placé en détention pour atteinte à la sécurité de l'État, puis transféré à la prison centrale de Makala à Kinshasa. Il aurait été battu et enfermé dans une cellule infestée de punaises en vue de l'amener à avouer ses liens avec le major Kamwanya Bora Uzima. D'après les informations reçues, l'arrestation et la mise en détention de M^e Willy Wenga Ilombe précéderaient la publication d'un rapport de l'ACPD dans lequel ce dernier aurait dénoncé le manque d'indépendance judiciaire dans le pays. Les démarches entreprises par la famille de M^e Willy Wenga Ilombe et par le barreau de Kinshasa/Gombe en vue de connaître le motif de son arrestation auprès du magistrat Likulia se seraient révélées sans suite.

170. Le 18 juillet 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, a envoyé un appel urgent concernant M^e **Mpinga Tshibusu**, bâtonnier du Kasai-Oriental. Selon les informations reçues, M^e Mpinga Tshibusu aurait été arrêté le 3 juillet 2002 dans sa résidence par l'Agence nationale de renseignement (ANR/Mbuji-Mayi) alors qu'il devait tenir un point de presse sur «l'utilisation abusive de l'appareil et des biens de l'État: cas du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD)». Au cours de ce point de presse, il semblerait que M^e Mpinga Tshibusu devait annoncer la création officielle de son alliance politique. Selon les informations reçues, M^e Tshibusu aurait été transféré dès son arrestation à Kinshasa. Le lieu de sa détention et le motif de son arrestation n'auraient pas été communiqués.

171. Le 22 juillet 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a envoyé un appel urgent concernant **Kihega Sadoge**, pasteur de l'Église de la Révélation de Bukavu, qui aurait été arrêté puis déporté le 6 juillet 2002 vers la ville de Cyangugu au Rwanda par les soldats de l'Armée patriotique rwandaise (APR). Selon les informations reçues, le pasteur Kihega aurait participé le dimanche 30 juin 2002 à Nguba à une réunion organisée par des cadres politico-militaires du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma) pendant laquelle ces derniers auraient demandé à la communauté banyamulenge de se désolidariser avec le commandant Masunzu, qui combat l'APR sur les hauts plateaux d'Uvira. À cette occasion, le pasteur Kihega, qui est aussi tutsi, aurait fait savoir aux représentants du RCD-Goma que la guerre du RCD-Goma servait davantage les intérêts de certains individus que ceux de la communauté tutsie banyamulenge et aurait proposé aux participants réunis d'adopter les Accords de Sun City du 29 avril 2002. D'après les informations reçues,

les représentants des cadres du RCD-Goma n'auraient pas apprécié ce commentaire et auraient fait un rapport à l'APR.

172. Le 2 septembre 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture, a envoyé un appel urgent concernant l'état de santé du détenu **N'sii Luanda Shandwe**, président du CODHO. D'après les renseignements reçus, N'sii Luanda Shandwe serait tombé gravement malade au Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa. Il serait atteint de la fièvre typhoïde et de la malaria. Il serait actuellement sous perfusion et recevrait de puissants médicaments contre la douleur pour calmer de violents maux de ventre dont il souffrirait depuis le début de sa détention il y a plus de quatre mois. Le docteur du Centre aurait recommandé que N'sii Luanda Shandwe subisse une opération chirurgicale suivie d'un traitement plus approprié dans un autre centre médical mieux équipé que l'infirmerie du Centre où il serait actuellement soigné. Il semble cependant que les autorités pénitentiaires s'opposent à son transfert.

173. Le 24 octobre 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, a envoyé un appel urgent concernant **Sébastien Kayembe Nkokesha**, président du conseil d'administration de l'Observatoire congolais des droits de l'homme et avocat au barreau de Kinshasa. Selon les informations reçues, Sébastien Kayembe Nkokesha aurait été enlevé le 15 octobre 2002 vers 15 heures au centre ville de Kinshasa par des hommes armés en tenue militaire. Il aurait été conduit de force à Maluku, à plus de 50 km de Kinshasa, où il aurait reçu un liquide inconnu dans les yeux et été battu à coups de barre de fer. Il aurait été ensuite conduit et laissé pour mort à Kimbondo sur la route du Bas-Congo. Son véhicule aurait été retrouvé incendié 24 heures plus tard à Maluku. Les hommes en tenue militaire, parmi lesquels un colonel non identifié, lui auraient reproché d'être «l'avocat du diable» et «de défendre des gens qui ont tué Mzee (Laurent-Désiré Kabila)». Selon les informations reçues, Sébastien Kayembe Nkokesha défendrait les journalistes Delly Bonsange et Raymond Kabala, condamnés à de lourdes peines de prison et à des amendes pour «imputations dommageables» à l'endroit du Ministre de la sécurité et de l'ordre public, Mwenze Kongolo, et pour «faux en écriture» pour une erreur dans l'adresse indiquée sur le journal *Alerte Plus*. Au cours du procès des journalistes, Sébastien Kayembe Nkokesha aurait demandé en vain à la cour de poursuivre des membres du cabinet du Ministre de la sécurité et de l'ordre public, accusés de torture par le journaliste Kabala. Sébastien Kayembe Nkokesha serait aussi l'un des avocats des présumés assassins du président Laurent-Désiré Kabila.

174. Le 26 novembre 2002, la Représentante spéciale et le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression ont envoyé un appel urgent concernant **Lucien Kahozi**, correspondant de Voice of America (VOA) à Lubumbashi. Selon les informations reçues, Lucien Kahozi aurait été menacé par les autorités militaires locales le 20 novembre 2002 et vivrait depuis dans la clandestinité. Lucien Kahozi aurait mis en contact la rédaction centrale de VOA à Washington avec une personne qui aurait témoigné des exactions des forces armées congolaises sur les populations du village d'Ankoro, dans le Nord-Katanga, après que des organisations non gouvernementales eurent rapporté que des troupes gouvernementales avaient attaqué

et incendié 1200 maisons à Ankoro le 10 novembre 2002, causant ainsi la mort d'une centaine de civils. Il semblerait que l'abbé Muyila soit également recherché.

175. Le 5 novembre 2002, la Représentante spéciale a informé le Gouvernement qu'elle avait reçu des renseignements concernant **Golden Misabiko** et **Hubert Tshiswaka**, respectivement président et directeur administratif et financier de l'Association africaine des droits de l'homme (ASADHO). Dans la matinée du 26 février 2002, trois militaires armés de la COM de Lubumbashi se seraient présentés à deux reprises au bureau de l'ASADHO dans le but allégué d'arrêter sans mandat Golden Misabiko et Hubert Tshiswaka. Constatant leur absence, les militaires seraient repartis et auraient rejoint plus tard par téléphone Golden Misabiko qu'ils auraient alors sommé de se rendre à la COM pour être interrogé sur des faits devant lui être communiqués sur place. Golden Misabiko aurait alors demandé une convocation en règle, laquelle aurait été déposée au bureau de l'ASADHO vers 16 h 30. Quoique la raison de cette convocation ne fût pas indiquée, des sources affirment qu'elle pourrait être liée à des propos tenus par Golden Misabiko lors d'une entrevue à la station de radio Voice of America le 21 février 2001. Lors de cette entrevue, Golden Misabiko aurait invité les partis en guerre à entrer en pourparlers. Selon les informations reçues, Golden Misabiko et Hubert Tshiswaka ne se seraient pas rendus à la COM et vivraient dans la clandestinité depuis leur convocation. Cette dernière ferait par ailleurs suite à une série d'actes de représailles à leur endroit. Ainsi, Golden Misabiko aurait été détenu arbitrairement du 5 février au 13 septembre 2001 pour avoir dénoncé l'exécution d'un certain nombre de putschistes présumés (voir l'appel urgent envoyé le 22 février 2001 par la Représentante spéciale conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture). Il aurait de plus été la cible de menaces de la part de la Détection militaire des activités anti-patrie en novembre 2001. Hubert Tshiswaka aurait quant à lui été arrêté le 14 mai 2001 au siège de l'ASADHO après avoir rencontré le Consul général de Belgique puis emmené au siège de l'Agence nationale de renseignement. Il aurait été libéré le lendemain (voir l'appel urgent envoyé le 16 mai 2001 par la Représentante spéciale conjointement avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire). De plus, le 22 janvier 2002, Hubert Tshiswaka aurait reçu une convocation de service du parquet de la COM, cour d'exception compétente en matière d'infractions commises par des militaires. Le lendemain, il aurait été interrogé par le magistrat militaire M^{me} Mwasengi qui aurait alors déclaré agir sur instruction du Ministre Mwenze Kongolo, chargé de l'ordre public et de la sécurité nationale à Kinshasa. Au cours de l'interrogatoire, il aurait été sommé de fournir une liste des personnes qu'il aurait fait fuir du pays en mai 2001.

176. Le 7 novembre 2002, la Représentante spéciale et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo ont informé les autorités du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) qu'ils avaient reçu des renseignements selon lesquels les acteurs de la société civile, en particulier les militants pour la démilitarisation de la ville de Kisangani, seraient la cible d'une violente politique de répression de la part du RCD. Les cas suivants, en particulier, ont été portés à leur attention.

177. **Dismas Kitenge Senga**, président du Groupe Lotus, organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme basée à Kisangani, aurait été la

cible de menaces des services de sécurité et renseignement militaires (DSR) du RCD à la suite de la rencontre du Premier Ministre belge avec la société civile le 1^{er} juillet 2001 à Kisangani. Lors de cette rencontre, Dismas Kitenge Senga aurait demandé publiquement la démilitarisation de la ville de Kisangani par les troupes du RCD et de l'APR. À la suite de cette déclaration, les autorités du RCD auraient accusé le Groupe Lotus et son président de trahison, d'incitation à la guerre et d'espionnage pour le compte de puissances étrangères et du gouvernement de Kinshasa. Ces accusations auraient été relayées par la Radio-Télévision Congolaise. De plus, dans les nuits du 4 au 5 juillet et du 7 au 8 juillet 2001, une patrouille du DSR aurait effectué une descente dans le quartier de Dismas Kitenge Senga dans le but allégué de localiser son domicile et le siège du Groupe Lotus.

178. **Majaliwa Kanazi**, coordonnateur du Comité d'action pour le développement intégral, aurait été détenu du 6 au 8 août 2001 pour avoir transmis à la Ligue des droits de la personne dans la région des Grand-Lacs des documents faisant état des violations des droits de l'homme perpétrées par les membres du RCD dans la région d'Uvira.

179. Le 9 août 2001 vers midi, le pasteur **Claude Olenga Sumaili**, président de la Commission justice et paix de l'archevêché de Kisangani, aurait été appréhendé à son bureau par des agents du DSR puis emmené sous escorte à leurs bureaux. Ils auraient ensuite forcé le pasteur Claude Olenga Sumaili à se dévêtir et lui aurait infligé plusieurs coups de fouets, lui causant de sévères blessures aux cuisses, aux fesses et au dos. Le pasteur Claude Olenga Sumaili aurait ensuite été mis au cachot puis interrogé sur le contenu de ses émissions de radio diffusées sur Amani, une station de radio appartenant à l'Église catholique. Il aurait de plus été interrogé sur la position de la société civile sur la démilitarisation de Kisangani et sur ses contacts personnels avec des membres de la société civile. Il aurait été relâché à 21 heures avec l'ordre formel de ne pas témoigner sur le traitement qu'il aurait subi sous peine d'être de nouveau arrêté.

180. **Jules Nteba**, président de l'association Elimu, une organisation non gouvernementale qui combat l'analphabétisme, aurait été arrêté le 31 octobre 2001 au Burundi, où il se serait réfugié en août 2001 à la suite de graves menaces pesant sur lui. Selon les informations reçues, Jules Nteba aurait immédiatement été transféré par la police de Gatumba aux bureaux de la Direction générale des migrations à Uvira. Le 8 novembre 2001, il aurait été transféré à la Brigade spéciale de recherche à Bukavu puis, le lendemain, à Goma où il aurait été détenu dans le cachot du «chien méchant». Selon les informations reçues, Jules Nteba aurait été battu en détention. Il aurait été libéré le 21 novembre 2001 sans qu'aucune charge n'ait été déposée contre lui. Selon les informations reçues, le RCD reprocherait à Jules Nteba d'avoir imprimé des tracts invitant la population à boycotter le troisième anniversaire du RCD le 3 août 2001.

181. Le 29 novembre 2001 à 1 heure du matin, **Juma Pili Rumanya**, membre actif des Héritiers de la justice, aurait été abattu par des personnes armées en uniformes militaires dans sa résidence située dans le quartier Mulongwe à Uvira. D'après les informations reçues, l'assassinat de Juma Pili Rumanya serait lié à la campagne de sensibilisation que les Héritiers de la justice aurait menée dans la région pour obtenir la libération de Jules Nteba.

182. Le 4 janvier 2002, de 9 heures à midi, des forces policières auraient bloqué l'accès à la salle de la cathédrale de Kisangani où devait se tenir la journée de réflexion sur l'évaluation du processus de paix et sur l'organisation de la police et de l'administration de Kisangani après la démilitarisation. Selon les informations reçues, le maire de la ville de Kisangani aurait interdit la tenue de cet événement organisé par le Groupe des chrétiens pour la paix. La veille, la radio officielle aurait diffusé un communiqué des services du RCD qui déclarait que cette réunion ne pouvait avoir lieu le jour férié consacré à la commémoration des martyrs de l'indépendance et qu'elle serait autorisée à une date ultérieure, fixée par les autorités. Par ailleurs, lors d'émissions de radio diffusées les 3, 4 et 5 janvier 2002, un représentant du RCD, Fundi Malanda Wa Batiaferi, aurait présenté **Blaise Bolomba**, président du Groupe des chrétiens pour la paix, **Dismas Kitenge Senga**, président du Groupe Lotus, **Gilbert Kalinde Abeli** et **François Zoka**, membres du Groupe Lotus, et **Gilbert Loya Losana**, membre de l'organisation «Les amis de Nelson Mandela pour la défense des droits humains», comme des agitateurs de la population et des opposants au processus de paix.

183. Dans la matinée du 14 mai 2002, en réaction à une tentative de rébellion orchestrée par des membres prétendument mutins du RCD, le Gouverneur de Kisangani aurait tenté de faire endosser la responsabilité des massacres perpétrés durant les représailles aux acteurs de la société civile, notamment aux défenseurs des droits humains. Selon les informations reçues, il aurait interdit toute réunion ou activité de toute organisation civile. De plus, une liste comportant une dizaine de noms de représentants de la société civile aurait été mise en circulation. Par ailleurs, le 16 mai 2002, le commandant Gabriel Amisi, chef d'état-major adjoint de l'armée du RCD, aurait annoncé à la radio officielle qu'il punirait sévèrement les acteurs de la société civile qu'il aurait alors qualifiés d'agitateurs, de manipulateurs, de mutins et d'espions du gouvernement de Kinshasa et agents des puissances occidentales. Selon les informations reçues, **Dismas Kitenge Senga**, président du Groupe Lotus, serait particulièrement ciblé par ces menaces en raison d'une entrevue accordée à la radio britannique le 14 mai 2002 au cours de laquelle il aurait dénoncé les attaques contre la société civile et l'occasion créée par le pouvoir en place pour bloquer le processus de démilitarisation de la ville et instaurer un régime d'exception. D'autres membres du Groupe Lotus, nommément **Abisa Bokaga**, **Simon Ikenge**, **François Zoka**, **Gilbert Kalinde Abeli** et **Bibiche Bambale**, seraient aussi visés par les menaces. Tous vivraient dans la clandestinité depuis les événements.

184. Dans la nuit du 25 juillet 2002, cinq militaires armés de l'APR se seraient introduits par effraction dans la maison de **Majaliwa Kanazi**, coordonnateur du Comité d'action pour le développement intégral, une organisation non gouvernementale œuvrant pour la paix et le respect des droits de la population rurale d'Uvira et Fizi. Ayant été alerté par ses enfants de l'intrusion, Majaliwa Kanazi aurait eu le temps de s'échapper et vivrait dans la clandestinité depuis. Avant de repartir, les militaires auraient fouillé la maison et volé l'équivalent de 150 dollars.

Communication reçue

185. Par lettre datée du 8 novembre 2002, la Mission permanente de la République démocratique du Congo a accusé réception de la lettre datée du 5 novembre 2002 et

assuré la Représentante spéciale qu'elle recevrait les informations souhaitées en temps utile.

Observations

186. La Représentante spéciale remercie la Mission permanente pour sa lettre, mais regrette qu'aucune réponse à la substance de ses communications ne lui soit parvenue de la part du Gouvernement.

Ecuador

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

187. El 7 de enero de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente sobre la intensificación del clima de inseguridad para los defensores, dirigentes sindicales y organizaciones de derechos humanos. Según la información recibida, miembros de la Red Ecuatoriana de Derechos Humanos y Sindicales (REDHS) adjunta a la Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres (CEOSL) seguirían siendo objeto de amenazas por parte del grupo paraestatal denominado Legión Blanca que apareció en julio de 2001. Se informa de que el grupo Legión Blanca, mediante el uso del correo electrónico y de comunicaciones públicas, trataría de deslegitimar a los sindicalistas y defensores de los derechos humanos. Asimismo, se informó que el 29 de octubre de 2001 la REDHS habría recibido amenazas por correo electrónico que dicen lo siguiente: "ahora les toca el turno a ustedes, parias, extremistas, comunistas, pacifistas y falsos defensores de los derechos humanos". Estos hechos estarían relacionados con la importante labor de defensa de los derechos humanos realizada por diversas asociaciones reconocidas internacionalmente, entre las cuales se encuentra la REDHS. En este sentido cabe recordar el llamamiento urgente enviado el 6 de agosto de 2001 por la Representante Especial y la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias. Según la información recibida, el 30 de julio de 2001, varias organizaciones de derechos humanos, entre las cuales están el Centro de Documentación en Derechos Humanos Segundo Montes Mozo S. J., la Comisión Ecuménica de Derechos Humanos (CEDHU), la Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos (INREDH), el Frente Ecuatoriano de Derechos Humanos (FEDHU), el Comité Andino de Servicio (CAS/AFDSC) y el Servicio, Paz y Justicia (SERPAJ del Ecuador), habrían recibido, a través de correo electrónico, amenazas de muerte dirigidas a sus integrantes por parte de la Legión Blanca. Además, se informó que tras las primeras amenazas se habría instruido a la Policía Nacional para que investigase el caso y se habría constatado la existencia del grupo paraestatal.

188. El 10 de septiembre de 2002, la Representante Especial y el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura enviaron una comunicación en relación con la situación de varios travestís que habrían sido arbitrariamente detenidos y maltratados el 15 de junio de 2001 cuando la policía habría efectuado una redada en el centro de Guayaquil. De acuerdo con la información recibida, los detenidos habrían sido golpeados por agentes de la policía en presencia del ex intendente de la Policía Nacional de Guayas. **Henry Rodríguez Lozano**, coordinador del Departamento de Transgénero de la Fundación Amigos por la Vida, habría presenciado la actuación policial y habría intentado tomar fotografías de la redada pero unos agentes de la policía se habrían apoderado de la cámara y habrían destruido los

negativos de las fotos. La cámara no habría sido devuelta a su propietario hasta tres días más tarde. Henry Rodríguez habría sido detenido durante la redada. El Relator Especial y la Representante Especial han sido informados de que mientras estaba en el furgón policial camino de la jefatura de la Policía Nacional, conocida como Cuartel Modelo, unos agentes de policía le habrían dicho que su detención era una represalia por sus constantes denuncias sobre violaciones de derechos humanos perpetradas por agentes de policía, y que deberían dispararle y arrojar su cuerpo a la Perimetral 4. Habría sido puesto en libertad el 18 de junio de 2001. Henry Rodríguez habría informado de su caso al Defensor del Pueblo de Guayas y Galápagos en una carta fechada el 19 de junio de 2001. Cinco meses después, el 11 de noviembre, el Sr. Rodríguez Lozano habría sido nuevamente detenido cuando estaba con unos amigos en la plaza del Mercado de las Almas. Habría permanecido privado de libertad hasta la tarde del 14 de noviembre. Habría sido acusado de cometer atentado contra la moral pública, de agresión verbal y de consumir alcohol en la calle. Sin embargo, se teme que haya podido ser detenido a causa de su defensa pública de los derechos de lesbianas, gays, bisexuales y transexuales.

Carta de alegación

189. El 2 de octubre de 2002 la Representante Especial notificó al Gobierno que recibió información sobre los siguientes casos.

190. La noche del 23 de agosto de 2002 desconocidos habrían allanado las oficinas de la **INREDH**, en Quito. Según la información proporcionada, quienes entraron en las oficinas de la Fundación, habrían revisado los archivos informáticos y escritos en tres oficinas de la Fundación. Además habrían robado 2.500 dólares del escritorio del contador. Una denuncia formal habría sido presentada ante la policía judicial y el ministerio público por parte de la INREDH.

191. De acuerdo con la información recibida, el 7 de julio de 2002, sujetos no identificados habrían entrado en las oficinas de la **Auditoría Democrática Andina** en Quito, donde habrían accedido a los archivos y robado los documentos del caso Vicente Grijalva Bueno. Este caso fue presentado ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en septiembre de 2001. Adolfo Pérez Esquivel, Premio Nobel de la Paz habría solicitado que las autoridades realicen una investigación prolija sobre el presunto robo.

Observaciones

192. La Representante Especial lamenta no haber recibido respuestas a las comunicaciones enviadas al Gobierno del Ecuador.

Egypt

Communications sent

193. In a letter dated 26 February 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, welcomed the decision of 6 February 2002 of the Court of Cassation to order a retrial in the case of **Saad Eddin Ibrahim** and 27 co-defendants. The Special Representative and the Special Rapporteur took the opportunity to inform the Government of Egypt that they had received information according to which Mr. Ibrahim and his co-defendants had

remained in custody pending trial and served a further period of eight and a half months as part of the sentence since their conviction. The Special Representative and the Special Rapporteur appealed to the competent authority to withdraw the charges against them, noting that the charges related to their activities as human rights defenders. If, however, the charges were to be pursued, the Special Representative and the Special Rapporteur urged the Government to guarantee all the safeguards for a fair trial in accordance with article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

194. On 23 May 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the question of torture, sent an urgent appeal regarding nine activists who were reportedly arrested in May 2002 after they announced that they were organizing a peaceful demonstration on the anniversary of the Palestinian massacres of 1984 to protest against alleged massacres committed by Israeli troops in the occupied Palestinian territories. **Manal Khaled**, an editor for an Egyptian TV station, and **Sameh Kamal**, a computer engineer, were reportedly arrested on 5 May 2002 at El Tahrir Square by several plain-clothes policemen. They were reportedly taken to Kasr El Neil Police Station and presented to the State Security Prosecution where they were reportedly charged with possessing documentation and publications - reportedly a newsletter and other documents of the Popular Committee of Solidarity with the Palestinian Intifada - that threatened public security. Their whereabouts are reportedly unknown. Fears have been expressed that they may be at risk of torture or other forms of ill-treatment in view of their incommunicado detention at an unknown location. It has also been reported that **Ali Abd El Fatah**, the Secretary-General of the Popular Committee of Solidarity with the Palestinian Intifada, together with **Gamal Mady**, **Ahmed Abd El Hafez** and **Khaled Souleman**, three owners of a publishing house, and **Ahmed Ali** and **Ashraf Ali**, two owners of a printing house, were arrested at their homes on 14 May 2002 by members of the Alexandria State Security Investigation. They were reportedly beaten and insulted during their arrest. They were reportedly brought before the Cairo State Security Investigation and charged with publishing propaganda to disrupt public security. Fears have been expressed that they may also be at risk of torture or other forms of ill-treatment. Finally, it has been reported that **Dr. Gamal Abd El Fatah Abd El Dayeim**, another activist of the Popular Committee of Solidarity with the Palestinian Intifada, was arrested on 13 May 2002 at his pharmacy in Hadayiek, El Maadi, by members of an anti-drugs force from the Directorate of Cairo Security. He was reportedly assaulted, beaten and insulted by the members of the security forces. He was then reportedly taken to the Security Directorate and brought before El Basateen Prosecution. He was reportedly charged with selling expired medicines and with publicizing false news, propaganda and publications that threatened public security. It is believed that the charge of selling expired medicine was used as a pretext to harass him for his political activities. He was reportedly released on 19 May 2002 on bail following a decree by the South Cairo Public Prosecutor.

Communication received

195. By letter dated 6 March 2002, the Government replied to the urgent appeal sent on 26 February 2002 regarding Dr. Ibrahim. The Government informed the Special Representative that the Court of Cassation had ordered a retrial and that Dr. Ibrahim

and his co-defendants had been released pending the retrial. The Government assured the Special Representative that all safeguards for a fair trial would be guaranteed in accordance with Egypt's laws and international obligations.

Observations

196. The Special Representative thanks the Government for its reply. However, she regrets that, at the time of finalisation of the present report, no reply had been received from the Government to her other communications.

El Salvador

Comunicaciones enviadas

Llamamiento urgente

197. El 27 de diciembre de 2002 el Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y la Representante Especial enviaron un llamamiento urgente en relación con la seguridad de **Beatrice Alamanni de Carrillo**, procuradora para la Defensa de los Derechos Humanos y el personal de su oficina. De acuerdo con las informaciones recibidas, desde el 16 de diciembre de 2002, la Sra. Alamanni de Carrillo habría recibido varias amenazas de muerte anónimas a su oficina a través de facsímiles indicando "muerte a la procuradora". Las amenazas podrían estar relacionadas con la intervención de la procuradora en los incidentes ocurridos en el Penitenciaría Central La Esperanza, durante los que murieron dos agentes de la Policía Nacional Civil (PNC) y un reo. Según la información proporcionada, la procuradora habría criticado públicamente la actuación y el operativo policial durante el amotinamiento. Asimismo, el Director de la PNC y el Fiscal General de la República habrían acusado a la procuradora de obstruir la acción policial y por ende la habrían responsabilizado por la muerte de los policías. De acuerdo con las informaciones recibidas miembros de la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos (PDDH) estarían siendo hostigados e intimidados por miembros de la PNC desde que ocurrieron los hechos.

Ethiopia

Communications sent

198. On 20 August 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the question of torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, sent an urgent appeal regarding **Million Tumato**, a medical doctor at the Sidama zone health office, **Mengistu Gonsam**, acting director of the Sidama Development Corporation, a non-governmental development organization, **Game Gatiso**, **Beshu Tulu** and **Mesfin Kitessa**, businesspeople, **Girma Chuluke**, Chair of the Sidama zone assembly, **Tongola Torba**, Chair of the Aroressa district assembly, **Tekele Dulo**, and hundreds of others. They were reportedly detained in Awassa in a second wave of arrests which allegedly began in late July 2002 in connection with a peaceful demonstration held on 24 May 2002. The detainees are said to include elected government officials from the ruling regional party, the Sidama People's Democratic Organization, as well as supporters of the opposition Sidama Liberation Movement who have reportedly claimed that the

elections of May 2000 were unfair. Those arrested are said to belong to the Sidama ethnic group and have reportedly been accused of instigating a demonstration which opposed a government proposal to make Awassa a federal city while retaining it as the regional capital, and to move the Sidama zone capital to another town. These plans were said to have been opposed on the grounds that it would decrease Sidama's influence in local government. The detainees are reportedly being held incommunicado without charge or trial. Many of them are believed to have been detained without charge for the expression of non-violent opinions.

Communication received

199. On 8 November 2002, the Ethiopian Government replied to the urgent appeal sent on 20 August 2002. The Government informed the Special Representative that the above-mentioned persons were held for having allegedly committed the following crimes: (a) instigating and organizing the illegal demonstration that took place on 24 May 2002 in Awassa and inciting the violence between the security forces and the illegal demonstrators; and (b) participating in the murder of Fotola Witola, Head of the Sidama People's Democratic Organization, his driver, and one of the two teachers who were in the same vehicle, wounding the other and completely destroying the Government-owned vehicle as the victims were returning from a teachers' meeting in Leku, capital of Shebedino Woreda, on 23 July 2002 at around 5:30 p.m. The Government added that the detainees had been arrested on the grounds of a reasonable suspicion that they had committed a crime that could entail a sentence of at least more than one year in prison and following due process of law, as provided by the Criminal Procedure Code of Ethiopia and the Constitution. The Government assured the Special Representative that the detainees were in good condition and informed her that the International Committee of the Red Cross had visited them. The Government further assured the Special Representative that, despite allegations to the effect that hundreds of people had been arrested in Awassa, there were only few people detained in connection with the events. The Government finally informed the Special Representative that Game Tatiso had been released on bail.

Observations

200. The Special Representative thanks the Government for its reply.

Georgia

Communications sent

201. On 15 July 2002, the Special Representative sent an urgent appeal concerning an attack on the Liberty Institute offices and several human rights defenders working in Georgia. According to the information received, at around 3 p.m. on 10 July 2002, the office of the Institute was attacked by approximately 15 persons. Reports indicate that several members of the Institute were injured, among them **Levan Ramishvili**, Director of the Institute, **David Zurabashvili**, **Sozar Subeliani**, **George Meladze**, **Giga Prangishvili** and **Dali Tskitishvili**. The attackers are reported to have destroyed the computer equipment and the office furniture.

202. On 22 July 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on the question of torture and the Special Rapporteur on the human rights of migrants, transmitted an urgent appeal regarding **Nugzar Sulashvili**, Chairman of the International Union "Centre for Foreign Citizens' and Migrants' Rights and Security" (FCRS), a human rights organization based in Tbilisi. For the last two years, Mr. Sulashvili has reportedly been documenting and denouncing the involvement of government officials in the trafficking of persons. On 15 July 2002 at about 11 a.m., Mr. Sulashvili, his wife and daughter were reportedly victims of an armed attack at their house. The attacker, an alleged member of the secret services, reportedly intended to kill them. He was reportedly arrested but released immediately afterwards without any investigation having been initiated. According to the information received, Mr. Sulashvili and his family, as well as other members of the FCRS, have in the past been victims of threats and several acts of harassment. The offices of the organization have also reportedly been vandalized on several occasions.

203. On 6 November 2002, the Special Representative sent a communication according to which the Marneuli regional office of the non-governmental organization "For the Protection of Human Rights of Prisoners of Georgia" was reportedly burgled on 19 November 2001. According to the information received, the printer, the human rights violations records and various documents submitted by the public were stolen. This burglary allegedly followed an earlier one in the personal offices in Tbilisi of Giorgi Lagidze, head of the organization, on 15 May 2001. Various documents were also reportedly taken on that occasion. According to sources, the police were reluctant to investigate.

Communications received

204. By letter dated 19 September 2002, the Government transmitted information provided by the Prosecutor-General's Office according to which on 15 July 2002, Mr. Sulashvili's wife complained to the Vake-Saburtalo district police station that their neighbour had rushed into their flat and threatened them with a knife. An investigation into this incident was subsequently carried out by the second police department of Vake-Saburtalo district. The case was considered a civil matter and sent to Vake-Saburtalo Court where it was pending at the time of the Government's reply. Information according to which the perpetrator was arrested and later released could not be confirmed by the Prosecutor's Office. Regarding allegations of previous acts of harassment, the Prosecutor's Office said that under its instruction and after having questioned Mr. Sulashvili, the Vake-Saburtalo and Ristavi prosecutor's offices re-examined the case and the Vake-Saburtalo district police were requested to take measures to prevent any actions threatening the physical integrity of Mr. Sulashvili's family.

Observations

205. The Special Rapporteur thanks the Government of Georgia for its reply. She regrets, however, that at the time of finalization of the present report she has yet to receive a response to her other communications.

Guatemala

Comunicaciones enviadas Llamamientos urgentes

206. El 8 de febrero de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con **Ovidio Paz Bal**, asesor jurídico para la oficina de Sololá de la organización Defensoría Indígena, quien habría estado recibiendo llamadas telefónicas anónimas en las que se le amenazaba de muerte desde el 26 de enero de 2002. Según la fuente, el Sr. Paz Bal habría recibido hasta 10 llamadas de este tipo en un sólo día. El Sr. Paz Bal habría denunciado esos hechos al Procurador de Derechos Humanos, a la Misión de Verificación de Naciones Unidas en Guatemala (MINUGUA), y a COPREDEH. Se informa también que Dionisio Camaja Sánchez, profesor de la escuela primaria de Uspantán, en El Quiché, y activista de derechos humanos de la organización Grupo de Apoyo Mutuo (GAM), habría recibido amenazas de muerte. El 7 de febrero de 2002, habría recibido en su domicilio una nota anónima escrita a mano en la que se le “aconsejaba” abandonar Uspantán o sería “quemado a pura gasolina”. El Sr. Camaja Sánchez ya habría recibido amenazas de muerte con anterioridad y habría sido atacado en diciembre de 2000 junto con otros miembros de la organización GAM. Las amenazas de muerte en contra del Sr. Camaja Sánchez fueron denunciadas ante el Procurador de Derechos Humanos, la MINUGUA y la COPREDEH. Las fuentes nos informan que las denuncias ante los organismos arriba mencionados no habrían sido acompañadas de medidas por las autoridades policiales o judiciales.

207. El 26 de marzo de 2002, la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con las amenazas contra Monseñor **Alvaro Ramazzini**, obispo de la Diócesis de San Marcos, y el sacerdote **Juan José Aldaz Donamaría**, párroco de San José el Rodeo, Diócesis de San Marcos, presuntamente con relación a su labor de defensa y acompañamiento de las organizaciones campesinas e indígenas de la región. Según las informaciones recibidas, el 22 de febrero de 2002, Ana Alicia de Barrios, promotora de salud, habría informado que dos hombres armados habrían preguntado por el sacerdote Juan José Aldaz Donamaría. Cuando la promotora les habría indicado que desconocía dónde se encontraba el sacerdote, los individuos se retiraron en un vehículo, al que también se subió otro hombre que los esperaba fuera de las oficinas. Se informa de que el hecho habría sido denunciado ante la MINUGUA, con sede en Quetzaltenango, y ante el Ministerio Público. El 24 de febrero, el sacerdote habría denunciado que era víctima de amenazas contra su vida, al parecer relacionadas con su trabajo como coordinador de un programa de ayuda a familias repatriadas. El 1.º de marzo, el automóvil del sacerdote, dentro del que se encontraba un disquete y pruebas de la denuncia presentada, habría sido robado en ciudad de Guatemala. El sacerdote Aldaz Donamaría habría señalado que el vehículo no tenía ningún valor comercial y habría reiterado que el robo tenía relación con las amenazas de muerte en su contra. Los informes agregan que el 17 de marzo, tres oficinas de la Casa del Obispado de San Marcos habrían sido allanadas, entre ellas la oficina de la Contabilidad de la Pastoral de la Tierra. La caja fuerte habría sido abierta forzosamente, lo que habría ocasionado pérdidas por un total de 300.000quetzales. El dinero robado pertenecería a las comunidades atendidas por la Pastoral de la Tierra. Al parecer las computadoras de esta misma oficina habrían sido manipuladas. El 18 de marzo se habrían recibido en diferentes oficinas de la Casa Diocesana llamadas anónimas diciendo: "lo que está pasando no es nada a lo que puede suceder y que Monseñor se cuide". Por fin, el 20 de marzo las oficinas de la Asociación para el Avance de las

Ciencias Sociales en Guatemala (AVANCSO) habrían sido allanadas alrededor de las 16.30 horas. Los agresores, luego de golpear y amenazar con arma de fuego al guardián, habrían destruido las puertas de varias oficinas donde se trabajan los temas relativos al campesinado y a las publicaciones. Los agresores no habrían robado nada. Estas amenazas se sumarían a la grave situación de inseguridad en la que se encuentra Monseñor Ramazzini a raíz de la ocupación el 26 de febrero por alrededor de 1.500 campesinos de las instalaciones y las oficinas administrativas de la finca San Luis, situada en Malacatán, San Marcos. De acuerdo con las informaciones recibidas, se trataba de una medida de presión para que las autoridades del Fondo de Tierras (FONTIERRAS) diesen respuesta a las solicitudes de compra de propiedades y regularizasen la situación de los campesinos. Monseñor Ramazzini habría jugado un papel protagónico en beneficio de los campesinos pobres, brindándoles asesoría jurídica en las negociaciones que hacen con los dueños de las fincas y también en los procesos judiciales. Se informa de que los finqueros de la localidad y el presidente de la Cámara del Agro de Guatemala al parecer habrían acusado públicamente a Monseñor Ramazzini de haber incitado a la ocupación de las tierras. Poco después, una radioemisora de San Marcos habría recibido una llamada anónima que anunciaba que "tenía preparada una sorpresa y que iban a golpear a la Iglesia (católica) en donde más le dolía".

208. El 17 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación del periodista **David Herrera**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 10 de abril de 2002, el Sr. Herrera se dirigía a recoger a un periodista de la National Public Radio (NPR) estadounidense cuando habría sido capturado por cuatro hombres que describió como de estilo militar. Los hombres lo habrían obligado a subir a su propio automóvil y le habrían amenazado con matarlo. Sin embargo, el Sr. Herrera habría conseguido saltar del automóvil en marcha y escapar, pero habría perdido todos los documentos que llevaba consigo, incluido su pasaporte. A consecuencia de lo sucedido, habría tenido que ser hospitalizado para recibir tratamiento psicológico. Se informa de que desde luego seguiría viviendo escondido. Cuando salió para sacar un nuevo pasaporte y obtener un visado para salir del país, lo habrían seguido dos hombres armados. Por consiguiente, el Sr. Herrera habría vuelto a ocultarse. Dicho secuestro estaría relacionado con el trabajo del Sr. Herrera en ayuda de periodistas y extranjeros que visitan Guatemala, muchos de ellos para investigar cuestiones de derechos humanos. En efecto, los agresores le habrían pedido cintas de entrevistas sobre cuestiones delicadas realizadas el día anterior con la ayuda del periodista americano de la NPR. Los dos periodistas habrían pasado una semana investigando una serie de cuestiones de derechos humanos (tales como el reciente homicidio de un miembro de un nuevo partido político, en lo que pareció ser una ejecución extrajudicial, o el asalto lanzado recientemente por el Departamento de Operaciones Antinarcóticas de Guatemala contra el poblado de Chocón, Livingston, en el que murieron al menos dos personas). Al día siguiente, se informa de que las autoridades guatemaltecas, antes de llevar a cabo investigación alguna y sin entrevistar ni al Sr. Herrera ni al periodista de la NPR, habrían declarado que dicha agresión había sido un mero robo de automóvil.

209. El 30 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias sobre las amenazas de muerte contra el sacerdote **Rigoberto Pérez Garrido**. Según informes, el 23 de abril de 2002, el Sr. Garrido habría recibido unas amenazas telefónicas en las cuales le ordenarían que dejara sus investigaciones. Estas amenazas

estarían relacionadas con las actividades del Sr. Garrido para respaldar las exhumaciones en su parroquia de Nebaj que proporcionarían pruebas cruciales contra las autoridades gubernamentales supuestamente implicadas en las matanzas de poblaciones indígenas ocurridas durante el conflicto. Además, dichas intimidaciones podrían estar relacionadas con los esfuerzos del Sr. Garrido para que se lleve a cabo una investigación sobre el incendio que se habría declarado en su parroquia el 21 de febrero, y que al parecer habría sido provocado. En el incendio habría se destruido la información sobre 35 matanzas recogida por la Iglesia católica entre 1980 y 1983 en la zona de Nebaj.

210. El 8 de mayo de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias respecto a respecto a **Domingo Yaxón Guarcax**, miembro del Movimiento de Jóvenes Mayas (MOJOMAYAS), afiliado a la Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala (CONAVIGUA). De acuerdo con las informaciones recibidas, cuatro hombres le habrían forzado a entrar en un coche negro a las 13.30 horas del 3 de mayo, en el centro urbano de la ciudad de Guatemala. Se informa igualmente que el Sr. Yaxón Guarcax habría sido desnudado, sus ojos habrían sido vendados, habría sido herido con un cuchillo de bolsillo y aun golpeado repetidamente de manera que habría sido dejado inconsciente cerca de una funeraria. Además, habría recibido amenazas de muerte en caso que continuara trabajando para la organización CONAVIGUA. El Sr. Guarcax habría visto un coche negro siguiéndole durante las semanas previas al ataque. Se acredita que el ataque habría sido una tentativa de intimidar al Sr. Guarcax y otros miembros participando en la investigación de violaciones de derechos humanos cometidas por el Ejército guatemalteco durante la guerra civil.

211. El 13 de mayo de 2002, la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con miembros de la Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de Violencia en las Verapaces, Maya Achí (ADIVIMA). De acuerdo con las informaciones recibidas, **Jesús Tecú Osorio, Carlos Chen Osorio, Pedrina Burrero López y Juan de Dios García Xajil** habrían recibido amenazas de muerte. Unas personas desconocidas les habrían llamado en las oficinas de ADIVIMA así como en su domicilio amenazándoles con matarlos si siguen adelante con sus actividades dentro del ADIVIMA que consisten en exhumar de fosas comunes clandestinas los cadáveres de personas supuestamente masacradas por el Ejército durante el conflicto civil de Guatemala y en llevar ante la justicia a los responsables de las matanzas. Se informa de que estas amenazas se habrían denunciado a la Fiscalía Distrital de Salamá, Baja Verapaz, a quien se habría pedido que las investigue.

212. El 4 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a las amenazas de muerte e intimidaciones en contra de dos exempleados de la tipografía nacional, Mario Antonio Castro Barrientos y Cesar Haroldo Posadas Méndez, así como contra los miembros de sus familias. Según las informaciones recibidas, estas amenazas estarían relacionadas con el caso de la tipografía nacional en el cual los Sres. Castro Barrientos y Posadas Mendez serían testigos clave. En efecto, se informa de que ambos habrían sido involucrados en la impresión de 500.000 volantes y 50.000 carteles que contenían expresiones difamatorias y acusaciones en contra de Jorge Eduardo Briz Abularach, presidente de la Cámara de Comercio de Guatemala. De acuerdo con las informaciones recibidas, tales afiches habrían sido encargados por Juan Francisco

Reyes López, Vicepresidente de la República, tras su asistente personal, Luz Méndez de Barrios. Los informes añaden que en enero de 2002, Cesar Augusto Rodas, jefe de talleres de la tipografía nacional, habría sido asesinado (llamamiento urgente enviado por la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias el 22 de febrero de 2002). Ambos seguirían siendo perseguidos por hombres desconocidos a pesar de las medidas cautelares otorgadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos al Sr. Castro Barrientos, y a pesar de la inclusión del Sr. Posadas Méndez en el programa gubernamental de protección de testigos. Vivirían escondidos y aterrorizados, enfermos, sin posibilidad de trabajar y sin recursos suficientes.

213. El 11 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias sobre las amenazas de muerte que habrían recibido algunos miembros de organizaciones de derechos humanos después de su encuentro con la Representante Especial cuando viajó a Guatemala del 26 al 31 de mayo de 2002. Según las informaciones recibidas, el 7 de junio de 2002, una carta firmada por un grupo que se hace llamar "Guatemaltecos de verdad" dirigida a un grupo de 11 defensores de derechos humanos calificados de "enemigos de la patria" habría sido enviada por fax o depositada en distintas organizaciones de derechos humanos y medios de comunicación. En la misma, se amenazaría de muerte y se insultaría violentamente a **Clara Arenas, Miguel Angel Albizurez, Miguel Angel Sandoval, Nery Rodenas, Frank LaRue, Mario Polanco, Abner Guoz, Marielos Monzón, Ronaldo Robles, Rosa María Bolaños y Helen Mack**. Se acusaría a estos defensores, considerados como los primeros de una lista que podría extenderse, de haber desprestigiado la imagen del país, en particular por el hecho de haberse entrevistado con la Representante Especial, quien visitaba en el país. Se informa de que el coordinador de la Alianza contra la Impunidad, donde se habría recibido una de estas cartas, estaría tratando de denunciar estas amenazas ante el Fiscal General Carlos de León ya que la anunciada Fiscalía Especial para los defensores de derechos humanos aún no está funcionando. En este marco, se expresa la más profunda preocupación por la seguridad y la integridad física y moral de los defensores de los derechos humanos anteriormente mencionados.

214. El 8 de agosto de 2002, la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura en relación con **Luz Margoth Tuy Jiatz**. De acuerdo con las informaciones recibidas, la Sra. Tuy Jiatz, miembro de la Procuraduría Auxiliar de Derechos Humanos en el departamento de Sololá, estaría detenida desde el 16 de julio de 2001. La Policía Nacional Civil habría acusado a la Sra. Tuy Jiatz de fomentar disturbios después de su participación en manifestaciones el 26 de marzo de 2001, razón por la cual habría sido detenida brevemente en abril de 2001. Desde entonces, la oficina de la Procuraduría estaría vigilada por hombres desconocidos y habría recibido varias llamadas amenazando de muerte a sus empleados. Se informa de que a pesar de haber pedido medidas alternativas para evitar su encarcelamiento mientras espera su juicio y para poder quedarse con sus tres niños, la Sra. Tuy Jiatz habría sido detenida otra vez el 16 de julio. Esta detención y las amenazas estarían relacionadas con las actividades de la Sra. Tuy Jiatz relativas a su investigación sobre el asesinato del líder indígena Teodoro Saloj en octubre de 2000 que resultó en la acusación de nueve policías. Se teme por la salud de la Sra. Tuy Jiatz ya que habría tenido un ataque de ansiedad mientras estaba encarcelada.

215. El 26 de agosto de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias sobre las intimidaciones y amenazas de muerte en contra de la antropóloga **Victoria Sandfor**, de la Universidad Católica de Amsterdam (Países Bajos), y de los periodistas **David González** y **Wesley Boxed**, del periódico norteamericano *New York Times*. De acuerdo con las informaciones recibidas, la Sra. Sandfor y los periodistas Sres. González y Boxed habrían sido intimidados y amenazados de muerte por el kaibil del Ejército Valentin Chen Gómez, cuando inquirían sobre el sitio de las exhumaciones que realizan la Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de la violencia Maya Achí en un cementerio clandestino ubicado en el Instituto Experimental en Rabinal, Baja Verapaz, donde habrían sido sepultadas más de 600 personas masacradas en el año 1981 supuestamente por el Ejército y grupos paramilitares. Estas amenazas estarían relacionadas con la labor investigativa y de información sobre las violaciones de los derechos humanos durante el conflicto armado de la Sra. Sandfor y de los Sres. González y Boxed.

216. El 29 de agosto de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la independencia de jueces y magistrados sobre la situación de peligro en la cual se encuentra el abogado **Roberto Romero**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 23 de agosto de 2002, el Sr. Romero habría recibido amenazas de muerte anónimas por teléfono. El autor de las llamadas le habría dicho: “verdad que vos sos el cantante del grupo”, haciendo supuestamente referencia al hecho de que el Sr. Romero es el representante legal de la Fundación Myrna Mack, organización de derechos humanos establecida tras el asesinato de Myrna Mack Chang. Muy poco después de esas llamadas, un grupo de individuos no identificados habría abierto fuego contra la casa del abogado en la ciudad de Guatemala sin que nadie fuera herido en el ataque. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades del Sr. Romero, que lleva el caso contra los presuntos responsables que ordenaron el asesinato de la antropóloga Myrna Mack Chang, muerta en 1990. Se informa de que el 3 de septiembre va a iniciarse en la ciudad de Guatemala el juicio contra el general Edgar Augusto Godoy Gaytán, el coronel Juan Guillermo Oliva Carrera y el coronel Juan Valencia Osorio, acusados de estar detrás del asesinato de Myrna Mack Chang. El sistema interamericano de derechos humanos habría recomendado que el Sr. Romero y los miembros de la Fundación Myrna Mack reciban protección del Estado guatemalteco, pero el Estado aún no se la habría proporcionado.

217. El 30 de septiembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con la situación de peligro en la cual se encuentra el personal de las oficinas locales de la **Procuraduría de Derechos Humanos (PDH)** en varias localidades de Guatemala, a raíz de amenazas por ex miembros de Patrullas de Autodefensa Civil (PAC). De acuerdo con las informaciones recibidas, los ex miembros de las PAC habrían acusado a varias Procuradurías Auxiliares de Derechos Humanos de intentar impedir que el Gobierno les compense por el servicio que prestaron durante el conflicto. En efecto, la PDH estaría preocupada por el hecho de que el Gobierno, que no ha puesto en práctica el programa de resarcimientos a las víctimas de violaciones de derechos humanos establecido en los acuerdos de paz, esté al mismo tiempo accediendo parcialmente a las exigencias de los ex miembros de las PAC, quienes habrían sido responsables de algunas de las atrocidades de derechos humanos más graves cometidas

durante los años de conflicto. Desde luego, varios ex miembros de PAC habrían amenazado por escrito con ocupar y luego quemar las oficinas de la PDH de las localidades de Barillas, Nentón y Huehuetenango (departamento de Huehuetenango), Santa Cruz del Quiché (departamento de El Quiché), Salamá (departamento de Baja Verapaz), Sololá (departamento de Sololá), San Marcos (departamento de San Marcos), Cobán (departamento de Alta Verapaz), y Santa Elena y Poptún (departamento de El Petén) si no se cumplen en un plazo de 30 días sus exigencias de que se les compense el servicio que desempeñaron en las PAC durante el largo conflicto civil de Guatemala.

218. El 9 de octubre 2002 la Representante Especial, la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y la Relatora Especial sobre los derechos humanos de los migrantes enviaron una comunicación en relación con **Egon Hidalgo Salvador y Salvador**, de la Pastoral de la Movilidad Humana de la Diócesis de San Marcos, quien habría sido objeto de repetidas amenazas de muerte el 27 de septiembre y el 1.º de octubre de 2002 por parte de una persona que no se habría identificado. Dicha persona le habría comunicado que si no dejaba de realizar actividades relacionadas con la protección de los derechos humanos de los migrantes en la zona, podría sufrir consecuencias graves tales como la muerte. De acuerdo con la información recibida, la Pastoral de Movilidad Humana de la Diócesis de San Marcos trabaja juntamente con la Oficina de Derechos Humanos de la Casa del Migrante en proyectos de sensibilización, información y formación sobre el fenómeno migratorio. También llevarían a cabo actividades directamente dirigidas a aquellas personas que deciden emigrar para informarlas sobre sus derechos y alertarlas sobre los riesgos de su decisión.

219. El 22 de noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas en relación con las amenazas de muerte que habrían recibido por escrito los habitantes de la plantación **Nueva Cabrican y los miembros del Comité de Desarrollo Campesino (CODECA)** a partir de septiembre de 2002. Según la información recibida, **Erasmus Sánchez Lapop**, activista agrario del departamento sur occidental de Suchitepéquez, habría sido asesinado después de organizar a los campesinos para que defendieran su derecho a las tierras comunales. El 3 de noviembre de 2002, hacia las 16.00 horas, dos hombres, desde un automóvil con cristales tintados, habrían disparado y matado a Erasmus Sánchez Lapop. Su esposa, que habría estado en las cercanías, habría reconocido a los dos hombres y habría llamado a la policía, que los habría detenido. Erasmus Sánchez Lapop habría pertenecido a una comunidad quiché maya de 125 familias. En agosto de 2001, la comunidad habría comprado la plantación Nueva Cabrican, en Mazatenango, departamento de Suchitepéquez, y se habría asentado en ella. Según la información recibida, la comunidad habría estado en conflicto con el alcalde local, entre otros, por la propiedad de la tierra. Erasmus Sánchez Lapop, junto con otros 12 miembros de la comunidad, todos ellos miembros de CODECA, habría organizado a los campesinos para que defendieran su derecho a la tierra comunal. Erasmus Sánchez Lapop habría sido el organizador más activo y había recibido varias amenazas de muerte por escrito. Dos meses antes de su muerte habría recibido la que sería su última amenaza: una carta que contenía una bala que, según indican los informes, desde entonces se habría identificado como perteneciente a alguien cercano al alcalde.

220. El 26 de noviembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales,

sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas en relación con la situación del líder indígena y coordinador de la Defensoría Q'eqchi', programa de justicia de la Asociación Estoreña para el Desarrollo Integral (AEPDI), **Jorge Mocúa Caal**, y la situación de la población civil del pueblo de El Estor, Izabal. Según la información recibida, una niña de 12 años habría desaparecido el día 6 de noviembre. Ella habría sido encontrada muerta asfixiada en un tanque de agua en las afueras de El Estor. Algunas informaciones señalaron que el Sr. Carlos Panamá, un taxista, habría estado involucrado en el homicidio de la niña. Por lo tanto, él habría huido de El Estor con su familia. El día 8 de noviembre, después del entierro de la niña, una turba se habría formado y habría quemado la casa del Sr. Panamá junto con tres vehículos de su propiedad. La turba habría aseverado que la Policía Nacional Civil (PNC) había permitido la huida del Sr. Panamá. Además, los líderes de la turba habrían reclamado que el homicidio de la niña fuera investigado y el autor procesado. Según la misma información, el 12 de noviembre habría habido disturbios civiles y la turba habría destruido la subestación y otros edificios, así como equipo, una motocicleta y un camión de patrulla de la PNC. Fue señalado que los agentes de la PNC se habrían fugado dejando a la población civil sin protección alguna. Como consecuencia, la turba habría tomado control sobre las armas de la Policía y otro equipo en la subestación. Se alega que a las 18.00 horas ese día, Jorge Mocúa Caal habría recibido una llamada en su casa de residencia avisándole que la turba en mención iba a llegar y ajusticiarlo. Jorge Mocúa Caal sería conocido en El Estor por su liderazgo en la AEPDI, su oposición a los linchamientos y al resarcimiento exigido por los ex Patrulleros de Autodefensa Civil (PAC). Los informes indican que el dirigente se habría visto obligado a abandonar el lugar junto con su familia y que actualmente, se encontrarían escondidos. Además se informó que en la mañana del 13 de noviembre ningún agente habría llegado para proteger a la población civil. Como resultado, la población civil habría quedado en manos de dirigentes de ex PAC y partidarios que habrían organizado los disturbios.

Cartas de alegación

221. El 24 de julio de 2002, la Representante Especial envió una comunicación en relación con los siguientes casos:

222. La Representante Especial fue informada de que la noche del 21 de julio de 2002 personas no identificadas se habrían introducido a las oficinas de cinco organizaciones sociales, entre las cuales se encontrarían tres organizaciones de derechos humanos y dos de acompañamiento internacional. Dichas personas habrían robado equipo de computación con información sobre el trabajo de éstas. Las organizaciones de derechos humanos que habrían sido afectadas serían la **Coordinadora Nacional de Derechos Humanos de Guatemala (CONADEHGUA)**, la **Instancia Multi-institucional por la Paz y la Concordia** y el **Centro Internacional para las Investigaciones en Derechos Humanos**, las cuales estarían realizando un trabajo de documentación de violaciones a derechos humanos. Además, se informa de que la noche del 14 de julio personas no identificadas habrían también robado el equipo de computación que contenía importante información acerca del problema de tierras, de otras dos organizaciones con sede en Jutiapa: **la Asociación de Campesinos de Jutiapa y la Asociación de Mujeres Campesinas y no Campesinas**. De acuerdo con la información recibida, el robo del equipo de computación de organizaciones de derechos humanos parecería estar siendo utilizado como una táctica para la intimidación de las organizaciones de derechos humanos.

223. De acuerdo con la información recibida, el 20 de mayo de 2002, las oficinas de la **Coordinadora de Asociaciones y Organizaciones de Desarrollo Integral (CASODI)**, con sede en el municipio de Chichicastenango, departamento de El Quiché, habrían sido allanadas. La información recibida indica que computadoras de la Coordinadora habrían sido destruidas, ocasionando la pérdida de importante información en los archivos electrónicos sobre el trabajo de la organización en el municipio. Los informes agregan que desde hace varios años la Coordinadora viene trabajando para el impulso del desarrollo y el bienestar de la población y participación ciudadana en el municipio.

224. También se ha recibido información sobre amenazas e intimidaciones a personas afiliadas a la **Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG)**. El 27 de febrero de 2002 se habría recibido una nota anónima en la cual se amenazaba de muerte a once personas, cuatro de las cuales laboran en la FAFG, y que habrían figurado como peritos en los informes que se rinden al Ministerio Público por las investigaciones antropológicas forenses que se realizan en Guatemala. De acuerdo a la información recibida, el 7 de marzo se habrían recibido además llamadas telefónicas amenazando de muerte a las personas que aparecen en la lista de la nota anónima del 27 de febrero. Dichas amenazas habrían sido oficialmente notificadas a la Fiscalía y a COPREDEH.

225. Durante el transcurso del año 2002, **Juana Contreras** (esposa de una persona aparentemente detenida ilegalmente y posteriormente desaparecida en 1983), quien es representante del **GAM** en el municipio de Tiquisate, Escuintla, habría recibido amenazas de muerte a causa de su trabajo en Los Amates, Izabal. La Sra. Contreras es originaria de Los Amates, municipio donde el GAM también realiza trabajo organizativo para el movimiento de familiares de personas desaparecidas. La Sra. Contreras ha visitado Los Amates en reiteradas ocasiones en el transcurso del año 2002, con el objeto de impulsar la exhumación de personas que fueran masacradas en aquel municipio. La Sra. Contreras habría recibido amenazas directamente con armas de fuego y le habrían expresado verbalmente que la privarían de su vida y libertad, tanto a ella como a su familia. Las amenazas recibidas por la Sra. Contreras provendrían por parte de seis ex integrantes del escuadrón de la muerte Mano Blanca durante los años setenta y miembros de la G-2 identificados por nombre. A pesar de haber denunciado reiteradamente estos hechos ante las autoridades, éstas no habrían hasta el momento actuado para protegerla. Se indica además en la información recibida, que **otros integrantes del GAM** en el municipio de Los Amates, se encontrarían también amenazados y se teme por su seguridad e integridad.

226. Se ha informado también acerca de amenazas, intimidaciones y hostigamiento contra dirigentes y miembros del **Comité de Unidad Campesina (CUC)**. De acuerdo a la información recibida, **Arturo Caniz**, promotor del CUC en la ciudad de Guatemala desde enero del presente año, estaría bajo vigilancia y habría sido víctima de amenazas y hostigamiento por el trabajo que realiza junto con la organización campesina. El 19 de febrero de 2002, el Sr. Caniz habría sido interceptado por cuatro hombres que iban en un automóvil blanco, marca Toyota Corolla, de vidrios polarizados cuando iba manejando por la Calzada de la Paz. Los cuatro hombres habrían estado fuertemente armados y le habrían pedido su documentación. Después de revisar sus documentos, le habrían insultado y amenazado diciéndole: “deja de estar metido en babosadas”. Las amenazas continuarían por escrito y por teléfono. El 30 de abril el Sr. Caniz habría recibido dos anónimos con frases amenazantes y el 1.º de mayo se repetirían los anónimos, los cuales fueron metidos por la ranura debajo de la puerta de su casa. Se informó de que pese a

realizarse denuncias ante MINUGUA, el Ministerio Público y la PNC, ninguna investigación se habría abierto. El 11 de mayo, el Sr. Caniz habría nuevamente sido perseguido por dos motoristas, quienes al darle alcance le habrían tomado al menos cuatro fotos. Después de las amenazas recibidas, el 13 de mayo de 2002, el GAM habría presentado un recurso de exhibición personal para que se garantizara la seguridad del Sr. Caniz.

227. Se recibió además información acerca de intimidaciones y amenazas que a finales del año 2001 otros **miembros del CUC** de la comunidades de Morales, Izabal, habrían sufrido. **Tránsito Ramírez**, de la comunidad de Cerritos Morales Izabal, **Maria Antonia Asencio** y **Romeo López Muñoz**, dirigentes del CUC en el municipio de Los Amates, habrían recibido amenazas de muerte. El 28 de mayo de 2002, Ramón Pos y Carlos Hernández, ambos campesinos, habrían sido amenazados por hombres del Ejército, quienes les pidieron que abandonaran la finca San Basilio en Río Bravo, Suchitepéquez, o de lo contrario los sacarían a balazos. Desde el 31 de enero de 2002, el grupo de campesinos que mantiene ocupada la finca estaría sufriendo amenazas que se habrían intensificado a raíz de una verificación que se habría llevado a cabo en mayo de 2002.

228. También se recibió información acerca de intimidaciones, amenazas y persecuciones que habría sufrido recientemente **Rosalina Tuyuc Velásquez**, coordinadora de **CONAVIGUA**. El 20 de marzo de 2002, la Sra. Tuyuc Velásquez habría abordado un bus extraurbano en la Calzada Roosevelt, luego a pocas cuadras un carro se habría atravesado en frente del bus, bajando de éste dos hombres jóvenes quienes se subieron al bus. Los hombres no le habrían dirigido la palabra pero la miraban y se reían fuertemente de ella. El 21 de marzo, la Sra. Tuyuc Velásquez habría tomado otro bus de la misma ruta pero en un horario diferente, en el cual se encontraban los mismos hombres quienes nuevamente la habrían mirado fijamente y se habrían reído de ella nuevamente. A raíz de los hechos, la Sra. Tuyuc Velásquez habría cambiado de ruta y horario para retornar a su casa. Durante el mes de marzo, habría además expresado su preocupación en relación con la seguridad de sus hijos, quienes habrían sido abordados y también observados por hombres no identificados. Los informes agregan que la Sra. Tuyuc Velásquez desde los años ochenta habría sido objeto de persecución, supuestamente por soldados del Ejército, por haber pertenecido y trabajado con cooperativas agrícolas, cooperativas de mujeres y como catequista. Además, el padre de la Sra. Tuyuc Velásquez habría sido secuestrado por efectivos militares en 1982 y su esposo, Rolando Gómez Zotz, habría desaparecido en el año 1985 y hasta el momento su paradero sería ignorado. Finalmente, los informes agregan que amenazas y persecuciones habrían sido denunciadas en los tribunales de justicia.

229. Información adicional recibida indica que el 3 de mayo de 2002 **Domingo Yaxón Guarcax**, mensajero de **CONAVIGUA** y sobrino de la dirigente Rosalina Tuyuc, habría también sido víctima de un ataque. El Sr. Yaxón habría sido interceptado por dos individuos cuando iba caminando por la octava avenida y sexta calle de la zona uno de la ciudad de Guatemala. Los dos individuos, se habrían bajado de un carro negro, con vidrios polarizados, le habrían amenazado con arma de fuego y lo habrían subido al automóvil. Los individuos le habrían cuestionado acerca de su lugar de trabajo y le habrían golpeado en el estómago y un brazo. Después de desnudarlo, golpearlo y lastimarlo con un objeto punzo cortante, lo habrían dejado tirado en la zona 1, sin haberle robado nada, a pesar de que habría tenido en sus bolsillos dinero en efectivo y cheques que se disponía a depositar en el banco. Un llamamiento urgente sobre el caso, junto con la Relatora Especial sobre

ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, se habría enviado con anterioridad al Gobierno de Guatemala con fecha 14 de mayo de 2002 (G/SO 214 (53-14) GUA-2002-T-GRX-1).

230. Según información recibida, un trabajador de la **Fundación Rigoberto Menchú Tum** habría sido asesinado. **Guillermo Ovalle**, contador de la Fundación durante siete años, habría sido asesinado el 29 de abril de 2002, cuando habría ido a comprar comida al pequeño restaurante Las Delicias. La información indica que dos hombres ingresaron en el lugar y luego de ubicar a algunos de los comensales en el interior del local y revisarlos, los hombres habrían disparado alrededor de 25 tiros. Los hombres no habrían tomado nada de valor, a pesar de haber revisado las billeteras de las personas presentes. Dos personas resultaron heridas y el Sr. Ovalle resultó muerto. De acuerdo a la información recibida, la Fundación Menchú habría recibido, al mismo tiempo del incidente, cuatro llamadas telefónicas con música fúnebre.

231. Se ha recibido además información acerca de recientes amenazas, intimidaciones y hostigamiento en contra del personal de la **Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado (ODHA)**. La información recibida indica que miembros de la sección jurídica de la ODHA, abogados de la querellante adhesiva en el caso de Monseñor Gerardi, habrían sido objeto de constantes amenazas. Además, el 7 de mayo de 2002, **Teresa Laines Reynoso** y **Rosa Elena Ramírez Leiva**, digitalizadoras del Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica (REMHI), habrían también sufrido amenazas y hostigamiento cuando habrían salido de las instalaciones de la oficina, por individuos que tocaban la bocina en forma insistente. Según los informes, las dos señoras habrían cruzado la calle cuando uno de los hombres, quien portaba un arma de fuego en la mano, descendió del carro dirigiéndose hacia ellas. Ellas habrían corrido hacia la sede de la oficina sin dar marcha atrás. Esta intimidación se sumaría a las amenazas que habrían recibido otros miembros de la ODHA durante el presente año, entre ellos el director de la Oficina, Nery Rodenas. Se agrega que posteriormente se recibió en la sede de la ODHA, el 15 de mayo, una llamada en la cual cuestionaban la presencia en la oficina de Rosa Elena Ramírez Leiva.

232. Los informes agregan que otros miembros del REMHI habrían sido víctimas de hostigamientos y amenazas. También se informa de que el día 21 de febrero de 2002, alrededor de las tres de la madrugada, la casa parroquial de Santa María Nebaj habría sido incendiada. El Padre Rigoberto Pérez Garrido, párroco de Nebaj, habría presentado una denuncia ante el Ministerio Público, pero desde entonces habría empezado a recibir amenazas. El 23 de febrero, el Padre Rigoberto habría recibido una llamada telefónica y una voz de hombre le habría dicho: "si seguís investigando, te vas a morir". El día 27 de febrero, una persona que dijo ser representante del Ministerio Público habría visitado al Padre Rigoberto en Santa Cruz del Quiché, indicándole que iba de parte de la Fiscalía General y que venía con el fin de comunicarle que no siguiera investigando el caso del incendio de la casa parroquial porque el mismo habría sido un accidente. Los informes agregan que el 25 de abril, el informe del análisis del incendio habría sido presentado al Ministerio Público, en el cual se habría confirmado que el incendio no habría sido accidental. Según los informes, la quema de la casa parroquial de la localidad estaría directamente vinculada con la exhumación de un cementerio clandestino realizada por la CAFCA en días anteriores, y las osamentas fueron guardadas en la iglesia. Un llamamiento urgente sobre el caso del sacerdote Pérez Garrido, junto con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, se habría enviado

con anterioridad al Gobierno de Guatemala con fecha 30 de abril de 2002 (G/SO 214 (53-14) GUA-2002-EX - D2S-1).

233. El 20 de marzo de 2002, cuatro oficinas de la AVANCSO, en tres de las cuales se encuentran los estudios del trabajo del campesinado, habrían sido allanadas por personas desconocidas. De acuerdo a la información recibida, el agente de seguridad de las oficinas habría declarado que los individuos le habrían dicho que no querían hacerle daño y que no iban a robar nada. El hecho habría sido denunciado ante el Ministerio Público el día 9 de abril. Además se indica que miembros de AVANCSO estarían siendo víctimas de intimidaciones, hechos que fueran anteriormente señalados en el llamamiento urgente de la Representante Especial en carta de fecha 19 de octubre de 2001 (G/SO 214 (108)).

234. El 18 de julio de 2001 la casa de **Alba Liluvina Valdez Sosa**, de 46 años de edad, empleada de la **Alianza para el Desarrollo Juvenil Comunitario**, habría sido allanada por desconocidos que habrían registrado detenidamente la casa sin extraer ningún objeto de valor. Al día siguiente, un individuo con apariencia de guardaespaldas habría preguntado en el vecindario de la Sra. Valdez por una licenciada morena y alta que tenía dos hijos en la universidad, todas características que coinciden con la persona de la Sra. Valdez. La Sra. Valdez solicitó la intervención del Procurador de los Derechos Humanos, acudiendo a su sede el 20 de julio de 2001. El 23 de julio habría sido amenazada y vapuleada y le habría sido robado equipo de trabajo. Seguidamente, el 21 de agosto se habrían recibido en el Centro de Educación y Promoción de los Derechos de la Niña y el Niño, establecimiento perteneciente a la Alianza para el Desarrollo Juvenil Comunitario, una hoja con las palabras “Alba y supervisores poco les queda para revolcarse en la porquería. Ya falta poco para eliminarlos”. Además, se indica que los incidentes podían tener relación con el trabajo de la sra. Valdez sobre los efectos que la contaminación por plomo había causado en los infantes y escolares en la zona.

235. Según información recibida, el día 19 de noviembre de 2001 a las 17.30 horas, cuatro afiliados de la **Coordinadora por la exigibilidad de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales (COODESC)**: **Carlos Alberto Tamup Canil**, trabajador del Proyecto de Desarrollo Santiago (PRODESSA) de 27 años, **Lorenza Laynes Reynoso**, trabajadora de la **Fundación Menchú Tum** de 29 años, **Pascual Pérez Jiménez**, secretario técnico de COODESC de 38 años y **Lucía Xiloj Cuin**, secretaria de COODESC, al salir de una reunión de COODESC, habrían sido fotografiados por un hombre desconocido. Dicho hombre se habría luego subido a un auto con vidrios polarizados, el cual estaría ocupado por cuatro personas, y habría conducido de manera lenta y amenazante antes de irse por otra calle.

236. Información recibida indica que el 29 de febrero de 2000, en la Ciudad de Puerto Barrios, departamento de Izabal, habrían dado muerte a balazos a **Erwin Aroldo Ochoa López** y **Julio Armando Vásquez Ramírez**. El Sr. Ochoa trabajaba como asesor jurídico del **Consejo Nacional de Áreas Protegidas (CONAP)** y realizaba una investigación sobre talas ilícitas en la región de Punta de Manabique en Puertos Barrios, Izabal, y el Sr. Vásquez trabajaba como asistente administrativo del CONAP en la misma región. La información recibida indica que en 2002, el Ministerio Público habría cerrado temporalmente la investigación del crimen debido a falta de resultados.

237. Según información recibida, miembros de **ADIVIMA**, habrían recibido amenazas. **Carlos Chen Osorio**, encargado de la Comisión de Derechos Humanos de la Asociación,

Pedrina Burrero López, promotora de la Asociación, y **Juan de Dios García Xajil**, administrador de la Asociación, habrían recibido bastantes llamadas telefónicas amenazándoles por el trabajo que realizan. La información destaca entre las llamadas, las que se habrían recibido los días 26 y 27 de febrero, 5, 13 y 29 de marzo, 1.º de abril, 1.º de mayo, más recientemente, el 5 de mayo de 2002. El 1.º de abril se habrían escuchado disparos cerca de la casa del Sr. Osorio y el día 2 de mayo se habrían escuchado disparos cerca de la casa de la Sra. Burrero. Se informa de que se habría registrado una denuncia por las amenazas recibidas ante el Fiscal Auxiliar del distrito el 8 de mayo. Un llamamiento urgente sobre este caso, junto con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, se habría enviado con anterioridad al Gobierno de Guatemala con fecha 13 de mayo 2002 (G/SO 214 (53-14)). La Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Ginebra habría recibido, con fecha 8 de julio de 2002, una nota de la Misión Permanente de Guatemala ante la Organización de las Naciones Unidas en Ginebra (388/DH/2002 M-11), por medio de la cual COPREDEH habría informado acerca de las diligencias iniciadas para la investigación de dichas amenazas. Dado que al momento de presentar dicho informe COPREDEH no habría aún recibido la información solicitada al Ministerio Público y PNC sobre dichas investigaciones, la Relatora Especial agradecería que el Gobierno de Guatemala le informe acerca del estado actual de dichas diligencias y la situación de seguridad de las personas afiliadas a ADIVIMA.

238. Según los informes, el 2 de abril de 2001 las oficinas de los programas de Reinserción Social y Laboral, Educadores de Calle y Apoyo Legal de Asociación **Casa Alianza** habrían sido allanadas por desconocidos y 12 expedientes de niños de la calle, además de varias cámaras fotográficas, habrían sido robadas. Se informa de que el caso fue referido al Ministerio Público sin haber obtenido resultados concretos. Se informa además de que el 7 de marzo de 2002 habrían vuelto a allanar las oficinas de Casa Alianza y habrían sido robados 19 expedientes de niños de la calle. Se informa de que el caso se habría trasladado al Ministerio Público, sin haber obtenido resultados concretos hasta mayo de 2002. Además, se informa de que varios trabajadores de Casa Alianza habrían sido objeto de recientes amenazas. El 8 de mayo de 2002, **Mirza Evelyn Juárez Cavaría**, coordinadora del programa de Reinserción Social y Familiar, habría también sido víctima de un supuesto asalto cuando caminaba por la cuarta avenida y cuarta calle de la zona 1 de la ciudad de Guatemala, alrededor de las 12.30 horas. Después de haber visitado el programa de apoyo legal de Casa Alianza, un individuo armado, que manejaba un vehículo color beige con placas de circulación P-224278, habría intempestivamente detenido el auto y se habría bajado de éste, apuntándole con el arma en la cabeza, pidiéndole que entregara su teléfono celular y luego se habría marchado.

239. Se informa además de que el 5 de febrero de 2002 cinco individuos fuertemente armados habrían entrado nuevamente en las oficinas de **Casa Alianza**, preguntado por **Leonel Asdrubal Dubon Bendfeldt**, quien no se encontraba presente. Los individuos se habrían alejado amenazando con buscar y matar al Sr. Dubon. El 16 de mayo de 2002, a **Manases Salazar Lopez**, educador de Casa Alianza, se le habrían también acercado dos individuos desde un auto y le habrían amenazado con un arma, exigiéndole que entregara su teléfono celular y el biper. Acto seguido, uno de los dos individuos habría girado amenazas en contra de los dirigentes de Casa Alianza diciéndole: “y dígales a los que dirigen en Casa Alianza que se callen”.

240. La Relatora Especial recibió además información acerca de los siguientes casos de violencia contra mujeres:

241. **Juana Trinidad Ramírez de Vega** habría sido asesinada el 5 de febrero de 2002, en la aldea La Libertad Río Dulce, municipio de Livingston, departamento de Izabal. De acuerdo a la información recibida, dicha muerte estaría relacionada con sus actividades de promoción de salud, prevención y erradicación de la violencia contra las mujeres y la organización de las mujeres para propiciar el desarrollo comunitario. Por otro lado, el 10 de marzo de 2002, alrededor de las 14.00 horas, **Emma Julieta Cruz Paz de Alvarado**, profesora y presidenta de la Junta Directiva del **Grupo de Mujeres Asociación Mujer vamos adelante**, de San Miguel Tucurú del departamento de Alta Verapaz, habría sido secuestrada por dos hombres cuando descendía del transporte extraurbano que la conducía del municipio San Miguel Tucurú a la ciudad de Guatemala. Al día siguiente, ella habría sido liberada bajo la advertencia de que debería cesar sus actividades en beneficio de las mujeres.

242. La Representante Especial recibió también información sobre amenazas, hostigamientos y asesinatos en contra de población campesina:

243. Los informes agregan que **José Benjamín Pérez González** habría sido asesinado en la Finca Lanquin II, Morales, Izabal, el 8 de marzo de 2002, cuando trabajaba la tierra en posesión de la comunidad de Lanquin II. Se indica que la comunidad habría sido objeto de desalojo extrajudicial, en el cual habría participado directamente el personal de seguridad de dicha finca y agentes de la PNC. Además, José Ángel Perdomo, Roberto Méndez Miguel y Alicia Belteton, miembros de la comisión negociadora de 757 campesinos de Lanquin II, habrían recibido amenazas de muerte.

244. **Sarbelio Ramos Hernández**, miembro de la **Asociación Campesina de Los Cerritos**, Morales, Izabal, habría sido asesinado el 15 de abril de 2001 en momentos en que los propietarios de la finca Las Quebradas pretendían impedir a la comunidad campesina de Los Cerritos iniciar la preparación y siembra de los terrenos para cultivo de granos. El Sr. Hernández habría recibido disparos de arma de fuego cuando se dirigía hacia sus labores en un camino cercano a su comunidad. Los informes agregan que desde hace treinta años, la comunidad de Los Cerritos sobrevive gracias a los cultivos que realiza en los terrenos que se encuentran en disputa, pues la adjudicación del Estado a través del INTA concedida a la Comunidad, no está legalmente establecida. La investigación de la muerte del Sr. Ramos estaría a cargo del Ministerio Público de Izabal y, de acuerdo con la información recibida, el Ministerio Público habría encontrado dificultades en la investigación. Se informó también sobre el caso de **Eugenio García**, también miembro de la Comunidad de Los Cerritos, quien el 27 de septiembre de 2001 habría sido asesinado camino al área de cultivo. Dicha muerte habría sido causada por miembros de "seguridad" de la finca Las Quebradas, quienes habrían actuado en complicidad con elementos de la PNC de Morales, Izabal. Según la información recibida, los antecedentes de este caso son los mismos del caso anterior, dentro del contexto de la lucha por la recuperación de los terrenos despojados por los administradores y propietarios de la finca Las Quebradas.

245. Por otro lado, la Representante Especial ha tenido conocimiento de ataques en contra de sindicalistas, entre los cuales, se detallan los siguientes:

246. De acuerdo a la información recibida, **Patricia Rosidelia Velásquez Orozco**, secretaria del **Sindicato de Trabajadores de Salud**, filial de Malacatán, San Marcos, habría recibido amenazas y habría sido víctima de despotismo por parte de las autoridades del Hospital Nacional de Malacatán y del Ministerio de Salud Pública, a raíz de las denuncias que el sindicato habría realizado en relación supuestos actos anómalos suscitados dentro del mencionado Hospital. La Sra. Orozco habría sido removida de su puesto de trabajo en Malacatán y trasferida a la sede del Centro de salud del municipio de Concepción Tutuapa, aparentemente en contra del derecho de inamovilidad que gozaría por formar parte del sindicato en cuestión.

247. El 14 de febrero de 2002 alrededor de las 11.00 horas, **Miguel Ángel Ochoa González**, directivo de la **Unión de Pilotos Profesionales y de Transporte Pesado de Carga por Carretera**, habría sido secuestrado por tres individuos en un vehículo de color beige, en la 10 calle y 13 avenida, zona 4 de Mixco. De acuerdo con la información recibida, los individuos le habrían dicho en el vehículo: “estas manipulando a los pilotos, ¿quién es el otro que anda con vos?; si continuas con esto, te vas a morir” y posteriormente, le habrían abandonado cerca del Puente El Naranjo, próximo a ciudad capital. **Wilson Armelio Carreto López**, también directivo de la Unión de Pilotos, habría sido amenazado el 15 de febrero de 2002, cuando desconocidos habrían llegado a su casa a dejarle un anónimo con la siguiente advertencia: “señores directivos de la Unión de Pilotos: les hacemos de su conocimiento que si ustedes continúan manipulando a los pilotos para que se unan a su organización van a ser eliminados físicamente. Srs., Wilson Armelio Carreto López y Miguel Ochoa González se lo estamos advirtiendo”. Las amenazas habrían sido denunciadas a la PNC, en la Sección de Investigación Criminal (SIC); Procuraduría de los Derechos Humanos; Comisión Presidencial de los Derechos Humanos; Fiscalía de Delitos contra Periodistas y Sindicalistas del Ministerio Público; y MINUGUA. Los informes agregan que el secuestro del Sr. Ochoa y las amenazas de muerte que habrían recibido Miguel Ángel Ochoa González y Wilson Armelio Carreto López, estarían relacionados con las actividades de organización de los pilotos del servicio pesado y del transporte urbano. Finalmente, el Sr. López habría sido despedido de la empresa Cowley Line Servicio porque estaría organizando a los trabajadores de dicha empresa.

248. El 26 de julio de 2001 **Telma Hernández**, de 35 años de edad, integrante del **Comité Unidos por Mixco (CUM)**, habría sido agredida y amenazada cuando estaba manifestando junto a miembros de la Asociación de Estudiantes de la Universidad (AEU) de San Carlos de Guatemala y miembros del magisterio nacional, sobre la sexta avenida y 18 calle de zona 1. Al ser informados los manifestantes que el secretario general de la AEU habría sido detenido por elementos de la PNC, un grupo de manifestantes se habría dirigido rumbo a la Avenida Petapa pero a la altura de la Aguilar Batres habrían notado que en un local emanaba humo y ella, junto con otra persona, se habría acercado al lugar. De acuerdo a la información recibida, ella habría sido sorpresivamente agredida en las piernas por una mujer policía y posteriormente, al caerse al suelo, otro agente policial le habría dado golpes provocándole serias agresiones. Los informes agregan que posteriormente ella habría sido ingresada a empujones a un pick-up de la PNC, donde la habrían continuado agrediendo y amenazando de muerte camino de la comisaría n.º 14 de la Avenida Petapa. En seguida, ella habría sido transportada hasta el Centro de Detención Preventiva para Mujeres Santa Teresa de la Zona 18. Agregan los informes que miembros de la Asamblea de Organizaciones Sindicales y Populares, entre las que se encuentra el CUM, habrían realizado las acciones necesarias para que se le otorgase libertad simple

luego de haber pagado una multa. Posteriormente, el 29 de julio de 2001, la Sra. Hernández habría sido víctima de un secuestro cuando caminaba hacia la iglesia del pueblo en la octava avenida de Colinas de Minerva, zona 11 del municipio de Mixto. Uno de los hombres que la habría atrapado la habría amenazado diciéndole: “se trata de la mujer de la foto [...] que ya no molestará y que les advirtiera (aparentemente refiriéndose a los manifestantes) que si no desistían, los matarían” y otro le habría indicado que “el mayor Byron Barrientos le exige que deje de chingar y que le diga a todos los dirigentes del movimiento que en el otro Gobierno los mataría, pues existen videos y datos personales de toda la familia”. Luego de que uno de los hombres en el auto habría intentado abusar de ella sexualmente, la habrían dejado en la Colonia Los Alpes, en San Lucas Sacatepequez. Según la información recibida, ella habría presentado denuncias a la Procuraduría de los Derechos Humanos, el 31 de julio, y al Ministerio Público, el 2 de agosto.

249. Según la información recibida, en 2001 y 2002 miembros de la **Unión Sindical de Trabajadores de Guatemala (UNSITRAGUA)**, habrían sido víctimas de hostigamiento y amenazas. El 6 de junio de 2001, entre las 13.00 y las 14.30 horas aproximadamente, se habrían recibido en la organización llamadas telefónicas con mensajes: “señorita, es una advertencia, si manifiestan algo en contra del Gobierno se las van a ver” y “les vamos a tirar una bomba y van a morir hijos de...”. Según la información recibida, los representantes de UNSITRAGUA habrían intervenido en el caso de la Empresa Agrícola Industrial Cecilia a fin de apoyar en la intermediación entre los patronos y los trabajadores. Desde el 16 de mayo de 2002, los directivos sindicales del Sindicato de Trabajadores de la finca Santa Cecilia y anexos habrían recibido amenazas. Además se indica que periodistas de la Radio Victoria, en especial el periodista **Leonel Mejía Melgar**, quien habría difundido información acerca del problema de los trabajadores y trabajadoras de la finca Santa Cecilia, estarían también siendo objeto de amenazas.

250. Se ha recibido también información acerca de hostigamiento, persecución, represalias y amenazas en contra de los miembros del **Comité Ejecutivo y Consejo Consultivo del Sindicato de Trabajadores de la Dirección General de Migración de la República de Guatemala (STM)**. En particular, la información indica que **Juan Fidel Pacheco Coc**, secretario general, habría sido víctima de amenazas de muerte de manera sistemática a raíz de las denuncias de corrupción, de mala gestión y no cumplimiento de acuerdos laborales, presentadas en nombre del STM. Además, los miembros **Jaime Roberto Reyes Gonda**, secretario de finanzas, **Rodolfo Quiñónez Mendoza**, secretario de formación, y **Lily Marisol Navarro Méndez**, secretaria de conflictos, habrían también sido víctimas de represalias. El 13 de marzo de 2001, el vehículo que tiene asignado el sindicato habría sufrido serias averías mecánicas inexplicables, parando la marcha debido al bloqueo de las llantas y el volante. Los informes agregan que el mecánico habría dicho que sería imposible que dichos tornillos y pines de seguridad de las varillas de dirección se hubiesen caído solos y que dichas averías podrían haber provocado un accidente fatal. Al día siguiente, el Sr. Pacheco habría recibido una llamada telefónica, contestada por su esposa, y a quien una voz masculina le habría dicho: “usted es la esposa, dígame a ese hijo de puta que lo vamos a matar. Tenemos controlado a sus hijos y a usted, los vamos a asesinar y a ese hijo de puta si no se va del país en pocos días lo mataremos porque está chingando mucho con ese su sindicato”, cortando luego la llamada. Las amenazas habrían sido denunciadas al Ministerio Público, MINUGUA, COPREDEH, Procuraduría General de la Nación y a la Federación Nacional de Sindicatos de Trabajadores del Estado de Guatemala (FENASTEG).

251. También se indica que el 6 de abril de 2001, **Ingrid Janeth Casasola Catalana** habría encontrado en las paredes de las oficinas del STM carteles con insultos al sindicato, especialmente al secretario general del sindicato, supuestamente iniciando una campaña nacional de desprestigio. Según la información recibida, el 16 de mayo de 2001, compañeros afiliados habrían comentado que estaban siendo presionados para que renunciaran del sindicato. El 25 de junio, **Luis Mendizábal**, director de migración, habría sido destituido como consecuencia de las numerosas denuncias de tráfico de ilegales y actos de corrupción recibidas por el Ministro de Gobernación. Los informes agregan que ante la destitución de las autoridades de migración, el hostigamiento y las amenazas de muerte en contra el Sr. Pacheco Coc habrían aumentado. El 14 de julio de 2001, el secretario general Juan Pacheco habría además recibido en su celular, una llamada anónima en la que le habrían dicho: “hijo de puta, te vamos a matar”. Las amenazas se habrían dado incluso en contra de miembros de su familia.

252. Por otro lado, **Miguel Ángel Gómez de León**, afiliado al **Sindicato de Trabajadores de la Municipalidad de Chichicastenango**, habría recibido amenazas de muerte el 14 de julio de 2000, presuntamente por el alcalde municipal y miembros de su corporación. Se indica que el Sr. Gómez habría sido despedido de su trabajo a raíz de las denuncias de actos de corrupción y malversación de fondos que estaría cometiendo el alcalde municipal. De acuerdo a la información recibida, el Juzgado de Primera Instancia de Trabajo y Previsión Social de Quetzaltenango habría ordenado la reinstalación del Sr. Gómez al trabajo. Los informes agregan que previo a la reinstalación, el alcalde habría instruido a los miembros de la corporación municipal que organizaran una manifestación, la cual se habría concretado el 10 de enero de 2002. Se indica que los manifestantes habrían buscado al Sr. Gómez con el fin de “lincharlo”, pero no lo habrían encontrado. Las amenazas habrían sido denunciadas en el departamento del Quiché, ante el Ministerio Público, la Procuraduría de los Derechos Humanos y MINUGUA.

253. El 11 de septiembre de 2002, la Representante Especial y el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura enviaron una comunicación en relación con el siguiente caso:

254. El Relator Especial y la Representante Especial han recibido información sobre **Israel Orrego**, trabajador de OASIS, una organización que trabaja para la prevención del VIH/SIDA y la defensa de los derechos humanos de las minorías sexuales, que habría sido agredido por efectivos de la PNC en la ciudad de Guatemala el 22 de marzo de 2001. Una mujer policía lo habría puesto contra una pared y le habría hecho preguntas sobre sus preferencias sexuales mientras lo habría registrado. A continuación habría sido registrado por otro hombre policía y otro le habría propinado un golpe seco en la espalda. Se indica además, que antes de retirarse, uno de los agentes de la policía se habría excusado por las molestias ocasionadas por sus compañeros. El día siguiente, otros miembros de OASIS, **Gonzalo Pérez** y **Olga Morales**, habrían sido también abordados por la misma patrulla de la PNC y habrían sido puestos contra una pared y registrados detenidamente, incluyendo su ropa interior, por dos agentes de la policía. Al protestar por este trato, una mujer policía le habría agarrado por las nalgas. Estos hechos habrían ocurrido mientras dichas personas realizaban una ronda de información sobre prevención de VIH/SIDA, sobre preservativos y centros de atención en salud y atención legal.

255. El 2 de octubre de 2002, la Representante Especial envió una comunicación en relación con los siguientes casos:

256. La Representante Especial fue informada de que el 23 de agosto de 2002 **Roberto Romero**, abogado que lleva el caso contra tres oficiales del Ejército presuntos responsables de ordenar el asesinato de la antropóloga Myrna Mack, muerta en 1990, habría recibido amenazas de muerte anónimas por teléfono. Momentos después individuos no identificados habrían abierto fuego contra la casa del Sr. Romero, donde se encontraban sus dos hijas. Ambas se habrían refugiado en una habitación y habrían alertado a sus padres de lo acontecido. El 14 agosto de 2002 la Corte Interamericana de Derechos Humanos resolvió pedir medidas provisionales de protección para Helen Mack, directora de la Fundación Myrna Mack, y los integrantes de la misma, por las reiteradas amenazas de muerte que ella y miembros de su organización habrían recibido. Según la información proporcionada, la casa del Sr. Romero debía ser protegida por la policía.

257. Según la información recibida, la noche del 27 al 28 de agosto de 2002 habrían sido allanadas las instalaciones del **Movimiento Social por la Niñez**. Según la información recibida durante el presunto allanamiento, desconocidos habrían registrado documentación, robado archivos, disquetes y computadoras. El evento reportado se habría producido días después de la reunión que el Movimiento sostuvo con Susana Villarán, Relatora de la Niñez de la Organización de Estados Americanos (OEA) en visita oficial al país y en el momento en que la Corte de Constitucionalidad de Guatemala habría resuelto favorablemente la entrada en vigencia del Código de la Niñez y la Juventud.

258. También se ha recibido información según la cual el personal de la **PDH de Huehuetenango**, entre ellos **Rolando Noriega, Erick Villatoro Letona, Rubén Ríos y Gerson Palacios**, habría recibido una serie de amenazas de muerte anónimas tanto en sus casas como en las oficinas de la institución. El 24 de agosto de 2002, desconocidos habrían realizado siete disparos de arma de fuego en frente de las oficinas de la PDH, donde reside Rolando Noriega actualmente. En junio y julio de 2002 Gerson Palacios habría denunciado que en varias ocasiones una camioneta negra lo habría seguido y que hombres desconocidos habrían estado observando su casa.

Comunicaciones recibidas:

259. El 15 de abril de 2002 el Gobierno de Guatemala informó, respecto a las amenazas de muerte contra el **obispo Alvaro Ramazini** y el **padre José Aldaz Donamaría**, que les está brindando las medidas de seguridad necesarias (seguridad perimetral en sus lugares de residencia, en su iglesia católica y en la radio Voz de la Buena Nueva donde trabajan) para proteger sus vidas e integridad física. Además, el Ministerio Público está investigando los hechos intimidatorios en contra de las personas arriba mencionadas. El 9 de octubre de 2002 el Gobierno proporcionó información adicional en relación con este caso. El Gobierno informó de que el 20 de junio, la comisaría nacional civil de San Marcos estaba proporcionando vigilancia perimetral en los lugares que el obispo frecuenta desde el 13 de marzo. En cuanto al padre Donamaría, la policía civil del municipio de San José El Rodeo le está proporcionando seguridad perimetral desde el 6 de marzo. La Fiscalía de Derechos Humanos continúa con las investigaciones.

260. Respecto a las amenazas contra el profesor **Dionisio Camajá Sánchez** por parte de Martina Méndez, María Ajcop Vicente y María Pú Sarat, el Gobierno informó que funcionarios de la COPREDEH solicitaron al comisario de la estación n.º 71 de la PNC de San Miguel Uspantán de El Quiché que se le brinde la protección necesaria para

resguardar la vida e integridad física del ofendido. De igual manera, el Ministerio Público continúa con las investigaciones para tener elementos de prueba en contra de las personas presuntamente responsables y ponerlas a disposición de los tribunales para dilucidar su situación jurídica.

261. El 29 de mayo de 2002 el Gobierno de Guatemala envió una comunicación respecto a las amenazas de muerte dirigidas en contra del **sacerdote Rigoberto Pérez Garrido** y el incendio de la parroquia del municipio de Nebaj, Quiché, el Gobierno informó que el Ministerio Público está investigando estos hechos intimidatorios. Además, la PNC en Nabaj implementó medidas de seguridad a favor de la Iglesia católica y de la casa parroquial de dicha jurisdicción. Al mismo tiempo, la COPREDEH está recabando información sobre estos hechos.

262. El 6 de junio de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente de fecha 4 de junio relativo a las amenazas de muerte contra ex empleados de la Tipografía Nacional y miembros de sus familias. El Gobierno informó de que ha realizado los trámites pertinentes para la ampliación de medidas cautelares a favor de **Santiago Quevedo, Mario Castro, Edgar López, César Posadas y Edgar García**, conforme con el requerimiento de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. El Gobierno informó que el Sr. López salió del país el 30 de abril. En cuanto a **César Posadas y Edgar García**, no ha sido posible localizarles y diligenciar las medidas de protección en su favor.

263. El 8 de julio de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente conjunto enviado el 13 de mayo relativo a amenazas de muerte contra **miembros de ADIVIMA**. El Gobierno informó que la COPREDEH procedió a coordinar la investigación requiriendo información al Ministerio Público y PNC a efecto de esclarecer tales amenazas. Asimismo, la COPREDEH llamó a la subcomisaría de la Policía Nacional del municipio de Rabinal, Baja Verapaz, que informó que está prestando seguridad perimetral a los miembros de ADIVIMA. El 14 de octubre, el Gobierno de Guatemala proporcionó información suplementaria relativa a las medidas de seguridad perimetral a favor de los miembros de la ADIVIMA. Se informó también de que el 27 de junio, la Fiscalía Central del Ministerio Público se presentó al juzgado de primera instancia penal para pedir que se tomen medidas para adelantar la investigación del presente caso. El 9 de diciembre el Gobierno envió una ampliación de sus informes sobre ADIVIMA, detallando en particular las medidas adoptadas por el Gobierno con relación al tema de las amenazas. El Gobierno indica, entre otros, que se ha sugerido a las altas autoridades del Ministerio de Gobernación y del Ministerio Público emitir notas circulares en las que se informe al personal sobre la sensibilidad político-social que representan estos casos, a fin de que los encargados de los mismos tengan contacto inmediato con las personas amenazadas, debiendo ejecutar cuantas diligencias estén a su alcance y que sean pertinentes para la averiguación, resguardo o protección. Tanto la Sección Especial de la PNC, el Ministerio Público y COPREDEH han realizado visitas domiciliarias que evidencian el interés del Gobierno sobre el caso, profundizar la investigación hasta arribar a hipótesis o conclusiones posibles. Se ha brindado presencia policíaca en los alrededores de las residencias y/o lugares de trabajo de las personas amenazadas con agentes capacitados en este tipo de tratamiento, que brinden confianza y que puedan reaccionar inmediatamente al ocurrir un imprevisto. El Ministerio Público, a través de las Fiscalías Especiales de reciente creación, dirige todos los actos de la investigación (Fiscalía de Delitos contra Periodistas y Sindicalistas, Fiscalía de Delitos cometidos contra Operadores de Justicia; Fiscalía de delitos cometidos contra los miembros o integrantes de grupos pro

derechos humanos, derechos indígenas, de la sociedad civil y organizaciones no gubernamentales, Fiscalía. Contra el crimen organizado, Fiscalía de la Mujer, Fiscalía contra la Corrupción, en proyecto: creación de Fiscalía en contra de la discriminación a los indígenas). El Director de la PNC ha creado dentro de la estructura organizativa de la institución una sección especial para investigar casos de amenazas en contra de activistas de derechos humanos y sociales la que se complementa con sus respectivos homólogos en el Ministerio Público y en el Organismo Judicial, con lo que se evidenciaría de manera global la voluntad del Estado para atender tal problemática. Se está coordinando la integración de un grupo interinstitucional par atender las denuncias de amenazas.

264. El 17 de julio de 2002, el Gobierno de Guatemala respondió al llamamiento urgente enviado el 8 de febrero relativo a amenazas de muerte contra **Ovidio Paz Bal**. Según el Gobierno, la COPREDEH del departamento de Sololá entrevistó a Ovidio Paz Bal. La COPREDEH luego procedió a solicitar a la PNC que se le brinde protección perimetral así como a su familia.

265. El 16 de septiembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente enviado el 8 de agosto relativo a **Luz Margoth Tuy Jiatz**, que habría sido detenido por su participación en los incidentes del 26 de marzo de 2001. Según la COPREDEH, se constituyó en acusador el alcalde Felipe Piy Petzey en contra de Luz Margoth Tuy Jiatz, quien fue sindicada de los delitos siguientes: sedición, instigación a delinquir, reuniones y manifestaciones ilícitas, desorden público y usurpación de atribuciones. El 16 de agosto de 2002, el juzgado de primera instancia penal del departamento de Sacatepéquez ordenó la libertad inmediata de Luz Margoth Tuy Jiatz. En cuanto a las amenazas en su contra, la COPREDEH constató que no existe denuncia alguna y que no se puede identificar a las personas responsables de estas amenazas.

266. El 4 de octubre de 2002 el Gobierno de Guatemala envió dos comunicaciones relativas a los casos de **Francisco Javier Méndez Gámez**, auxiliar municipal de derechos humanos de Coatepeque, y **Dionisio Godínez** y **personal de Casa Alianza**, así como información relativa a **Leonel Asdrúbal Dubón Bendfel** y **Mirza Evelyn Juárez Chavarría**.

267. En el caso de Francisco Javier Méndez Gámez, el Gobierno informa de que se realizaron diversas gestiones por parte de COPREDEH para conocer la naturaleza de las amenazas contra él y su familia y las medidas de protección, así como de investigación realizada por las instituciones competentes. El Sr. Méndez Gámez aceptó la seguridad perimetral que se le ofreció por parte de la PNC, aunque no presentó denuncia del caso a la Fiscalía del Ministerio Público de Coatepeque porque no confiaba en que la misma actuara con imparcialidad en el presente caso y estaba considerando presentarla en la Fiscalía de la ciudad capital. Asimismo indicó que como las amenazas en contra de su persona y su familia persistían había solicitado su traslado para laborar en la sede de la PDH en la ciudad capital, a partir del 3 de junio. En atención a lo anterior COPREDEH envió nota al Departamento de Personal de la PDH, solicitando información al respecto. La PNC sigue brindando seguridad perimetral y COPREDEH continúa con sus investigaciones.

268. El Gobierno informó de que el 8 de octubre de 2001, elementos del SIC Sección Contra Homicidios de la PNC entrevistaron a Hector Augusto Dionisio Godínez, de Casa Alianza, quien manifestó que el día 10 de septiembre de 2001, cuando se conducía en

compañía de otros compañeros a su oficina en un jeep con el logo de Casa Alianza fue interceptado por un automóvil de color verde con placas P-346108 y que ese mismo día recibió una llamada telefónica en su casa de habitación con voz masculina profiriendo amenazas. El 5 de noviembre se informó que la PNC esta brindando las medidas de seguridad conforme a lo solicitado, mediante patrullajes perimetrales durante las horas hábiles de trabajo en los alrededores de las oficinas de Casa Alianza. Se obtuvo información indicando que la placa mencionada no está registrada como placa actual, anterior o invalidada y todo hace sospechar que se trata de placas falsas. La Agencia Fiscalía n.º 6 informó que el caso fue archivado por no contar con las suficientes pruebas que ayuden a individualizar a los responsables, asimismo por la poca colaboración prestada en cuanto al ofendido en presentar testigos mencionados por él en su oportunidad.

269. En el caso de Leonel Asdrúbal Dubón Bendfel el Gobierno informó de que la Fiscalía Distrital de Sacatepequez realiza la investigación para dar con los responsables de las amenazas. Hasta el momento las pesquisas realizadas arrojaron resultados negativos sobre el hecho.

270. En el caso de Mirza Evelyu Juárez Chavarría el Gobierno informa de que, de conformidad con las investigaciones llevadas a cabo por el SIC de la Sección Contra Robos y Atracos de la PNC, se solicitó a la base de datos y solvencias de vehículos de este Servicio la solvencia del vehículo con placas de circulación P-224278, en el cual circulaban los presuntos responsables del robo. Se identificó el vehículo correspondiente y el nombre bajo el cual está registrado. Se siguen realizando las investigaciones pertinentes del caso para dar con los responsables del hecho.

271. El 9 de octubre de 2002, el Gobierno de Guatemala informó sobre el caso de **Matilde González Izas y familia** (E/CN.4/2002/106 párrs. 184 y 190). A partir del 18 febrero, la Comisaría n.º 11 de la PNC fue asignada para proporcionar las medidas de protección a la Sra. González Izas en el lugar donde labora en horario de trabajo de 08.00 a 20.00 horas, en turnos rotativos, y la forma en que se rinde el servicio es fija. En esta misma fecha la Comisaría n.º 13 nombró elementos de la Estación n.º 135 del municipio de Fraijanes de la PNC que cubren el servicio de forma esporádica las 24 horas del día, con una unidad vehicular y dos elementos que cubren el sector en diferentes horarios, de igual forma lo hace la unidad de supervisión de dicha Estación en los alrededores de su residencia.

272. El 9 de diciembre de 2002 el Gobierno de Guatemala envió información relacionada con las comunicaciones enviadas en el caso de **Luis Roberto Romero Rivera** y del **Movimiento Social por la Niñez**.

273. El Gobierno informa de que en relación con el atentado de que fue objeto el asesor jurídico Luis Roberto Romero Rivera, de la Fundación Myrna Mack Chang, por personas desconocidas que pasaron disparando en los alrededores de su residencia el 23 de agosto de 2002, COPREDEH solicitó al Ministerio de Gobernación la ampliación de medidas de seguridad con carácter urgente para resguardar la vida e integridad física, de conformidad con lo requerido por la Corte Interamericana de Derechos Humanos el 14 de agosto. Con fecha 3 de septiembre, la Subdirección del Servicio de Operaciones de la PNC remitió un informe detallado de la forma en que se le ha brindado seguridad, asimismo de la seguridad proporcionada mediante el desarrollo del juicio oral y público que dio inicio el 2

de septiembre del caso Myrna Mack Chang. Estas incluyen patrullajes perimetrales en sitios estratégicos, seguridad perimetral en los alrededores de la Sala de Vistas de la Corte Suprema de Justicia consecuentemente a dar inicio al debate oral y público contra los acusados de ser los autores intelectuales del asesinato de Myrna Mack Chang y seguridad personal a Luis Roberto Romero Rivera, a cargo de cuatro elementos vestidos de particular del Servicio de Protección y Seguridad de la PNC.

274. En relación con el presunto allanamiento de las oficinas del Movimiento Social por la Niñez, el Gobierno de Guatemala informó de que el día de los hechos se presentó en las instalaciones del Movimiento Social la Fiscalía Especial de Derechos Humanos y los investigadores del SIC, quienes tomaron huellas dactiloscópicas de los lugares que fueron allanados por individuos desconocidos. Hasta la fecha, la investigación de la Fiscalía Especial de Derechos Humanos ha encontrado que no existen elementos probatorios que coadyuven con la pesquisa o individualicen a los imputados.

275. En la misma fecha, el Gobierno de Guatemala envió su respuesta relativa a las presuntas amenazas de ex miembros de las PAC contra personal de varias oficinas locales de la PDH. Se informa de que COPREDEH procedió en su momento a coordinar la investigación del caso, requiriendo información al Ministerio Público, Sección de Investigación Criminológica de la PNC y a las delegaciones departamentales de COPREDEH, con el objeto de que se lleven a cabo investigaciones tendientes a verificar los hechos descritos e informen de si en algún momento se ha brindado seguridad y protección a las personas afectadas, siguiendo a la espera de los informes del Ministerio Público y la PNC. Personal de COPREDEH se presentó a las oficinas de las Auxiliaturas de la PDH mencionadas en la comunicación con el fin de verificar tales amenazas, entrevistando directamente a las personas que laboran en esas oficinas. En las oficinas ubicadas en el departamento de Santa Cruz Quiché informaron de que en el mes de agosto de 2002 se enteraron de que en el municipio de Santa María Nebaj, ex miembros de las PAC estaban organizando una manifestación en contra de la PDH y MINUGUA, por considerar que estaban en su contra por oponerse a que el Gobierno les compense por los servicios que prestaron durante el conflicto armado interno; dichas instituciones solicitaron presencia policiaca en ese lugar, por lo que llegaron elementos del pelotón antimotines quienes rodearon la plaza central, sin embargo la manifestación que iba a realizarse, por razones que se desconocen no se llevó a cabo. Constituidos en los Departamentos de Salamá Baja Verapaz y Cobán, Alta Verapaz, se entrevistó al personal de la PDH quienes informaron que solo fueron rumores y que no se recibió ninguna amenaza por escrito o por otro medio, no obstante se informó al Procurador de los Derechos Humanos, quien denunció la situación al Ministerio Público, específicamente a la Fiscalía n.º 2, que es la encargada de conocer de los delitos que se cometen contra miembros o activistas de derechos humanos. Se recibió informe de la delegación de COPREDEH en el departamento de Sololá, en el que se indica que en ningún momento se presentó denuncia ante el Ministerio Público y la PNC. Miembros del personal encargado de la delegación de COPREDEH en Huehuetanango, informaron que se entrevistaron con la PNC de Santa Cruz Barillas y Nentón, informando que el lo que va del 2002 no se ha recibido ninguna denuncia sobre amenazas de ex miembros de las PAC, indicando además que por razones que se desconoce las oficinas de la PDH en Nentón permanecen cerradas. En el Petén COPREDEH informó que se constituyó en los municipios de Santa Elena y Poptún indicando que las amenazas fueron sólo rumores, al igual que en el departamento de San Marcos. La Fiscalía n.º 2 continúa las investigaciones, con el fin de esclarecer el presente caso. COPREDEH concluye que luego de las investigaciones realizadas, que los

miembros de las PDH citadas en ningún momento fueron objeto de amenazas o intimidación por parte de las ex PAC y que solo se trató de rumores en relación con el movimiento surgido de las exigencias de estas personas. Por ello, se cree que hay pocas posibilidades de que se repitan estos incidentes, en virtud de que los Gobernadores Departamentales en representación del Gobierno llevan a cabo la negociación con los ex PAC en relación con la indemnización reclamada.

276. El 10 de diciembre de 2002 el Gobierno de Guatemala envió el informe del Estado de Guatemala en relación con la situación de la antropóloga **Victoria Sanford** y los periodistas **David González** y **Wesley Boxed**. Se informa de que el 10 de agosto de 2002 llegaron a la aldea Xococ del municipio de Rabinal, Baja Verapaz, las personas arriba mencionadas, con el fin de entrevistarse con el alcalde auxiliar de dicha aldea, cuando fueron víctimas de agresiones verbales y amenazas por parte de Faustino Chen Enríquez, quien trabaja como agente de seguridad privada. COPREDEH procedió en su momento a coordinar la investigación requiriendo información al Ministerio Público y la PNC, específicamente la SIC. El 18 de octubre se informó de los siguientes resultados de la investigación realizada por el SIC:

277. Según los testimonios recabados, el 10 de agosto de 2002 alrededor de las 17.30 horas se encontraba un grupo de personas reunidas en el centro de la aldea Xococ para tratar el tema de proyectos en beneficio de esa aldea, cuando de un bus descendieron dos hombres y una mujer a quienes se acercó Faustino Chen Enríquez tratando de agredirlos verbalmente diciéndoles que si eran guerrilleros que se fueran porque por culpa de ellos su progenitor estaba en la cárcel, las personas huyeron del lugar para evitar ser agredidas. Según el informe del SIC el nombre del agresor es Faustino Chen Enríquez y no Valentín Chen Gómez como se indica en la comunicación enviada por la Relatora Especial y la Representante Especial el 30 de agosto de 2002. Esta persona es originaria de la población en referencia, no es kaibil del Ejército y aparentemente trabaja como agente de seguridad en la ciudad capital. Se informa de que al momento de la agresión a los periodistas se encontraba bajo los efectos del alcohol.

278. La Fiscalía del Ministerio Público informó que no pidió medidas cautelares a favor de los afectados, puesto que después de los hechos partieron a su lugar de origen y que no obstante haberse tomado declaración a estos y a diferentes testigos, no comparecieron al Ministerio Público. Se confirmó a través de MINUGUA que las personas salieron del país. El Ministerio Público mantiene abierto el expediente relacionado y continúa con las investigaciones respectivas para esclarecer el presente caso. La PNC está prestando apoyo al equipo de antropología forense que realiza exhumaciones en el Instituto Nacional de Educación Básica Experimental (INEBE) del municipio de Rabinal, a quien presta la debida protección y seguridad. Las personas agredidas en el caso no pertenecen al grupo de antropólogos que trabajan en las exhumaciones del municipio de Rabinal y en ningún momento se presentaron a la subestación a solicitar apoyo y protección.

279. El 31 de diciembre de 2002, el Gobierno de Guatemala transmitió sus respuestas relativas a la situación de **Juan Pacheco Coc** y miembros de **UNISITRAGUA**. El Ministerio Público informó de que no existe ninguna persona sindicada sobre las amenazas en el caso de **UNISITRAGUA**. Se informa de que se realizaron diversas acciones para la averiguación, entre las cuales: el Ministerio Público recibió el detalle de las llamadas proporcionadas por la empresa TELGUA, y no se comprobó la existencia de llamadas telefónicas de amenazas, y solicitó informe de la SIC de la PNC. El Gobierno

añade que en el caso (amenazas) del Comité Ejecutivo del Sindicato de Trabajadores de Migración y Juan Fidel Pachecho Coc el Ministerio Público informó de que no existe ninguna persona individualizada como sindicado. Dentro de las diligencias realizadas por el Ministerio Público se encuentra un oficio que contiene despliegue de llamadas provenientes de TELGUA, no aparece reporte de las supuestas llamadas de amenazas, un oficio a la SIC de la PNC para que investiguen los extremos denunciados y cita al ofendido para una ampliación de su declaración.

Observaciones

280. La Representante Especial agradece al Gobierno de Guatemala las respuestas que ha enviado a sus comunicaciones y queda la espera de aclaraciones en los casos a los que aún no ha sido posible responder. En seguimiento a la solicitud de invitación que la Representante Especial cursó al Gobierno el 24 de abril de 2001, ésta recibió una invitación oficial para visitar el país. En este contexto, la Representante Especial quisiera señalar que el informe de su visita a Guatemala (realizada del 26 de mayo al 1.º de junio de 2002) ha sido presentado en el 59.º período de sesiones de la Comisión con la signatura E/CN.4/2003/104/Add.2. En su informe la Representante Especial indica de manera general que la situación de los derechos humanos en el país sigue deteriorándose a pesar de algunas iniciativas positivas del Gobierno para hacer frente a las violaciones de derechos humanos. El informe incluye un análisis detallado de la situación de los defensores de derechos humanos en el país y las recomendaciones de la Representante Especial frente a la actual coyuntura.

Haiti

Communications envoyées

281. Le 18 juillet 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a envoyé un appel urgent concernant **Sylvie Bajoux**. Selon les informations reçues, le 16 juillet 2002 aux alentours de midi, trois hommes armés seraient entrés dans la maison de Sylvie et Jean-Claude Bajoux dans le quartier de Pégyville à Port-au-Prince et auraient attaché et battu les trois employés s'y trouvant. Ils auraient ensuite menacé Sylvie Bajoux avec un pistolet, l'auraient assommée puis jetée à terre. Sylvie et Jean-Claude Bajoux auraient été attaqués en raison de leurs activités au sein du Centre œcuménique des droits humains. Ils seraient régulièrement victimes d'attaques et de menaces.

282. Le 5 novembre 2002, la Représentante spéciale a transmis une communication au sujet de **Patrick Merisier**, animateur radio et militant pour la Coalition nationale des droits des Haïtiens, qui aurait été blessé par balle à la poitrine et au bras gauche le 22 février 2002. Selon les informations reçues, Patrick Merisier attendait d'être servi dans un restaurant de Port-au-Prince vers 14 heures lorsque deux hommes auraient pénétré dans l'établissement et tiré dans sa direction avant de prendre la fuite sur une motocyclette. Il semblerait, selon les informations reçues, que l'attentat contre Patrick Merisier serait le résultat de ses activités de défense des droits de la personne. Vers la fin décembre 2001, une bande d'individus non identifiés auraient lancé des pierres sur le bâtiment abritant la station de radio où travaille Patrick Merisier. En janvier 2002, des tracts anonymes lui ordonnant de cesser ses activités de surveillance des droits de

la personne ainsi que ses émissions de radio auraient été déposés devant son domicile. Un autre observateur de la Coalition, **Berthony Philippe**, vivrait dans la clandestinité après avoir reçu des menaces similaires. Par ailleurs, deux semaines avant l'attentat, la Coalition aurait diffusé un rapport dans lequel elle accusait des membres actifs du parti politique de Fanmi Lavalas d'être impliqués dans des actes de violence commis dans le bidonville de La Saline. Ce rapport mentionnait, entre autres, que les responsables de ces actes n'avaient pas été poursuivis en justice en raison de leurs liens avec le parti au pouvoir. La Représentante spéciale tient à souligner que l'attaque armée contre Patrick Merisier fait suite à celle en mars 1999 contre Pierre Espérance, ancien directeur de la Coalition, au sujet duquel un appel urgent a été envoyé par la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires le 14 novembre 2001 (E/CN.4/2002/74/add.2, par. 274).

Observations

283. La Représentante spéciale regrette qu'au moment de la finalisation de ce rapport, aucune réponse du Gouvernement ne lui soit parvenue.

Holy See

Communication sent

284. On 2 December 2002, the Special Representative transmitted an urgent appeal regarding **Don Vitaliano Della Sala**, a priest serving in the parish of San Giacomo in the region of Sant' Angelo à Scala, who has reportedly been removed from his functions. It is alleged that the decision to remove him was taken by Bishop Tarcisio Giovanni Nazzaro and was motivated, in part, by the participation of Don Vitaliano Della Sala in a "gay pride" march in defence of the human rights of homosexuals.

Observations

285. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received.

Honduras

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

286. El 5 de diciembre de 2001 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados en cuanto a las amenazas de muerte y frecuente hostigamiento en contra de Christian Callejas, actualmente coordinador regional en el Litoral Atlántico del Comité para la Defensa de los Derechos Humanos en Honduras (CODEH). Se informa de que hasta junio de 2001 el Sr. Callejas era asesor jurídico en la oficina Regional Norte del CODEH, con sede en la ciudad de San Pedro Sula, donde llevaba casos ante los tribunales de justicia por abusos contra los derechos humanos; se supone que estas amenazas estarían relacionadas con las demandas que el Sr. Callejas ha introducido contra agentes del Estado comprometidos en abusos y violaciones de los derechos humanos. De acuerdo con las

informaciones recibidas, a partir de los primeros días del mes de octubre, el Sr. Callejas, quien empezó a trabajar en las oficinas de CODEH en el Litoral Atlántico, habría sido hostigado y amenazado de muerte, por parte de personas desconocidas quienes dispararían un arma de fuego al aire en frente de su casa. Los informes agregan que el 8 de noviembre de 2001 habría recibido una llamada a su celular y al contestarla, habría oído un disparo en las afueras de su casa. Además, el 20 de noviembre, a las 16.30 horas, el Sr. Callejas habría recibido una llamada de Mauricio Mejía, agente técnico de la Dirección General de Investigación Criminal (DGIC), amenazándolo de muerte con relación a la acción judicial que el Sr. Callejas está llevando a cabo contra el hermano del Sr. Mejía, Juan Ramón Mejía, por el delito de lesiones contra el menor Edwin Peña.

Cartas de alegación

287. El 3 de octubre de 2002 la Representante Especial y la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron una comunicación en relación con los siguientes casos:

288. La Representante Especial y la Relatora Especial fueron informadas de que el 26 de agosto de 2002 desconocidos habrían asesinado a **J. Santos Callejas**, tesorero de una directiva regional del CODEH y **coordinador de la Oficina del Defensor de la Niñez en la alcaldía del municipio de la Másica**, Atlántida. Según informaciones proporcionadas, algunos sujetos le habrían disparado utilizando fusiles AK-47, cuando salía de la escuela en la que prestaba sus servicios como alfabetizador. Según la información proporcionada el Sr. Callejas atendía a las víctimas de la violencia presuntamente perpetrada por redes criminales y terratenientes en la región.

289. Según informaciones proporcionadas a la Representante Especial y la Relatora Especial, tras la visita de esta última a Honduras varios miembros de la organización **Xibalba** habrían sido intimidados y amenazados por desconocidos que se desplazan en vehículos con vidrios polarizados. En este contexto **Sandra Isabel Romero Barahona**, encargada de relaciones públicas en Xibalba habría sido víctima de un intento de asesinato y repetidas amenazas. Según las informaciones proporcionadas a raíz de estos incidentes, Sandra Isabel Romero Barahona se habría sentido en la obligación de salir de Honduras para pedir asilo en México.

Observaciones

290. La Representante Especial lamenta no haber recibido respuestas a las comunicaciones enviadas al Gobierno de Honduras.

India

Communications sent

291. On 2 July 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, arbitrary or summary executions, transmitted an urgent appeal regarding **Peer Noor ul Haq**. Mr. ul Haq reportedly received death threats after he agreed to testify against police officers accused of being responsible for deaths in custody in Srinagar. According to the information received, Mr. ul Haq was arrested on 19 June 1999 after he lodged a complaint that certain police officers had

taken bribes. He was detained for 10 days during which he was allegedly tortured. On the night of 23 June 1999, Ghulam Matto and Javid Shah, two men arrested by the police and put into the same cell as Mr. ul Haq, reportedly heard screaming from another cell which they believed to be the sound of a third man being tortured. Shortly after the screaming stopped, a senior police officer took Ghulam Matto and Javid Shah away. It has been reported that neither man was seen alive again, and their bodies were found in a village 70 miles away. The body of the third man, Nazir Gikar, was allegedly recovered from Dal Lake in Srinagar. A group of police officers have reportedly been charged with the killings. Since Mr. ul Haq came forward as a witness, he and his family have reportedly been threatened by the police. It was reported that on 25 June, members of the Criminal Investigation Department visited his home in order to threaten him and his family. It was reported that although the State Human Rights Commission and the High Court of Jammu and Kashmir ordered that he be given police protection in 1999, no such protection has ever been given.

292. On 15 July 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the question of torture and the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression, transmitted an urgent appeal regarding four Nepalese nationals detained in India: **Partha Chettri, Maheshwar Dahal, Aditi Shah (f)** and **Moti Prasad**. The four were reportedly arrested by the Special Branch of the New Delhi Police at 5.30 p.m. on 11 July 2002. They have reportedly been taken close to the border in readiness for deportation to Nepal where it is feared that they may be at risk of torture and other forms of ill-treatment. It is believed that the four had been attending a meeting of the Akhil Bharatiya Nepali Ekta Samaj (India-Nepal People's Solidarity Organization), along with other human rights activists from India. The Akhil Bharatiya Nepali Ekta Samaj is a public forum which has been publicizing human rights violations committed by Nepalese security forces in the context of the ongoing Maoist "people's war". According to the information received, the Indian and Nepalese authorities consider the organization to be sympathetic to the Communist Party of Nepal (CPN) (Maoist). A habeas corpus petition has reportedly been filed on the behalf of the four in the High Court in New Delhi. The High Court has reportedly ordered the Home Ministry and the Police Commissioner, Delhi, to stay the deportation until 15 July 2002. It is not known whether this order has been respected.

293. On 24 October 2002, the Special Representative, jointly with the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, transmitted an urgent appeal regarding **Lachit Bordoloi**, journalist and Chairman of Manab Adhikar Sangram Samiti (MASS), a human rights organization working in a conflict situation in Assam. According to the information received, Mr. Bordoloi was reportedly the target of acts of intimidation and threats to his life as a result of the publication in September 2001 of a series of articles in the *Asomiya Protidin*, an Assamese daily published from Guwahati, Assam. The articles allegedly highlighted the malpractices and corruption of Lungria Ding, the local Superintendent of Police of Nagaon.

294. On 9 October 2002, the Special Representative transmitted a letter of allegation regarding the following cases.

295. On 17 March 2002, seven policemen from the Commercial Street Police Station in Bangalore reportedly entered and inspected the office of Sangama, a resource centre for sexual minorities, particularly *khotis*, *hijras* and homosexual and bisexual men. While noting that Sangama was doing “good work”, the policemen reportedly warned the employees that they could not allow *hijras* to meet in their office and insisted that *hijras* could only meet outside Bangalore city. Representatives from diverse human rights organizations, including the Peoples’ Union for Civil Liberties-Karnata, Vimochosa, Manasa and Sangama, reportedly held a meeting with the Deputy Commissioner of Police in Bangalore. The Commissioner allegedly called the local police station and ordered officials to stop harassing Sangama. However, according to sources, on 31 March 2002, the police barred various individuals, including human rights activists and *hijra* and *khoti* community members, from entering the Sangama office. The police also initially restricted entry to employees. Arvind Narrain, a lawyer from the alternative Law Forum, and Elavarthi Manohar, an activist at Sangama, reportedly met an inspector, Mr. M.S. Hussein, to ask for an explanation but were simply told that *hijras* could not meet in the Sangama office. He allegedly refused to answer any questions about the legality of the action and said that such queries should be directed to higher officials.

296. **Navleen Kumar (f)**, a human rights activist involved in the defence of Adivasis’ land rights, was reportedly stabbed to death on the terrace of her flat at Nellasopara on 19 June 2002. According to the information received, Ms. Kumar was for the last three months before her death the target of grave threats and acts of intimidation by individuals alleged to belong to a network of developers, builders, bureaucrats and politicians who have been illegally appropriating tribal land over the last 20-25 years. On 30 June, four men were reportedly arrested by officers of the crime branch of the Thane rural police in connection with her killing. They were reportedly remanded in judicial custody on 8 July. It appears that since Ms. Kumar’s death, several other activists have received death threats for speaking out on the killing and for their continued work in favour of Adivasis’ rights. One of them is **Vivek Pandit**, a member of Shramjeen Sanhathana, an organization closely connected with restoring Adivasis’ land rights.

297. **Dr. Tushar Kant Joshi**, an internationally recognized expert in occupational and environmental health, was reportedly not reappointed as the Director of the Centre for Occupational and Environmental Health at Lok Hospital in Delhi this year. According to the information received, the decision may be linked to Dr. Joshi’s refusal to stop calling public attention to the environmental and health hazards related to the use of asbestos. It has been reported that various actors who had been persistent in their efforts to silence Dr. Joshi intervened with the Ministry of Health, which is responsible for approving the annual renewal of Dr. Joshi’s employment contract with the hospital.

Communication received

298. By letter dated 22 October 2002, the Government replied to the urgent appeal sent on 19 January 2001 regarding **Irom Sharmila** (see E/CN.4/2002/106, annex, para. 199). The Government informed the Special Representative that Ms. Sharmila was arrested on 24 November 2001 “while she was trying to commit suicide by fasting to death at PDA Complex at Porompat near J.N. Hospital, Imphal under

Porompat P.S. She was demanding the removal of Armed Forces Special Power Act (Assam and Manipur, 1958) from the State of Manipur". With clearance from the medical officer from J.N. Hospital, Ms. Sharmila was formally arrested. The same day she was produced before the Court of Chief Judicial Magistrate, Imphal. While in police custody, Ms. Sharmila was interrogated. According to the authorities she disclosed that she had been convicted earlier for the same offence by the magistrate at Imphal East. Thus it is apparent that Irom Sharmila was a habitual offender who had been frequently trying to commit suicide by fasting unto death. On 24 November 2001 the Chief Magistrate of Imphal ordered her remanded into judicial custody for 15 days. As per the instructions of the court, she was administered nasal feeding at J.N. Hospital before being taken to jail. She has since been held in custody in Manupur Central Jail, Sajiwa. On 5 March 2002 a medical officer found that her condition was stable.

Observations

299. The Special Representative thanks the Government for its reply. She regrets, however, that at the time of finalisation of the present report, no response had been received from the Government to her other more recent communications.

Indonesia

Communications sent

300. On 15 March 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal regarding **Nasrullah Ibrahim** and **Muhammad** and **Riza Pahlevi**, all members of the human rights organization Solidarity for Victims of Human Rights Abuse (Solidaritas Persaudaraan Korban Pelanggaran Hak Asasi Manusia, or SPKP HAM). The three were believed to be held at the regional police headquarters (Markas Polisi Daerah, Mapolda) in Banda Aceh, Aceh Province. According to the information received, they were arrested by uniformed police officers at 9.30 p.m. on 12 March 2002 at Mr. Ibrahim's house in Seumet village, Montasik subdistrict, Aceh Besar district. The following day, at around 1.30 p.m., the police reportedly returned to the house and confiscated a computer. The reason for their arrest is not known, but when the police returned, an officer reportedly asked Mr. Ibrahim's wife where weapons were stored in the house, to which she replied that there were no weapons. It is reported that human rights activists who went to the regional police headquarters to inquire about the three were told that they were not in police custody. In view of the incommunicado nature of their detention at an unknown location, fears have been expressed that they may be at risk of torture and other forms of ill-treatment.

301. On 22 March 2002, the Special Representative sent an urgent appeal regarding **Koes Sofyan**, head of the South Aceh branch SPKP HAM. According to the information received, Mr. Sofyan was arrested in Aceh on 14 March 2002 by two men believed to be members of the Special Forces Command (Kopassus) and detained in Blang Pidie subdistrict, South Aceh district. However, local human rights organizations were reportedly told by officials from the Blang Pidie subdistrict Military Command (Koramil) that Mr. Sofyan was not being held there. His arrest is allegedly connected with the arrest on 12 March 2002 of Mr. Ibrahim and Mr. and

Mrs. Pahlevi, who were reportedly released on 16 March 2002 after being held for four days at the regional police headquarters Mapolda, and on whose behalf an urgent appeal was sent on 15 March 2002. In view of the incommunicado nature of Mr. Sofyan's detention at an unknown location, fears have been expressed that he may be at risk of torture and other forms of ill-treatment.

302. On 23 July 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention transmitted an urgent appeal regarding **Zikrillah** and **Nasrudin** who are reportedly being held in military detention in Aceh Province. On 6 July 2002, Zikrillah, a volunteer with the People's Network for Human Rights Monitoring in Pidie District (Jaringan Rakyat Pemantau HAM (JRP HAM)), was reportedly taken from his home in Beuracan, Mereudu subdistrict, Pidie, during military operations to capture members of the armed opposition movement, the Free Aceh Movement (GAM). According to the information received, Zikrillah was taken to Koramil where he was interrogated and forced to admit that he was a member of GAM. He is reportedly not a member of GAM and may have been detained solely because of his human rights activities. He was later moved, together with a man called Nasrudin and two others who had also been held at Koramil, to a temporary military post established by troops from the Army Strategic Command (Kostrad) in the village of Dayah Jambe, also in Mereudu subdistrict. The two unnamed men were subsequently released. It was reported that while in detention, Zikrillah was threatened because of the advocacy of a local human rights group on his behalf. Zikrillah and Nasrudin are still detained and fears have been expressed that they may be at risk of torture and other forms of ill-treatment.

303. On 2 October 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent an urgent appeal regarding acts of intimidation and harassment against activists working with the Institute for Human Rights Study and Advocacy (ELS-HAM) in Papua Province and Jakarta. According to the information received, on 28 September 2002, the Jakarta office of ELS-HAM received an anonymous telephone call warning staff members to "be careful." In addition, staff in the office of Jayapura and Mimika, Papua Province, allegedly said that the office was under surveillance by unknown people. These threats appear to be connected to a press release issued by ELS-HAM on 25 September in which the organization stated that there were indications that Kopassus may have been involved in an attack near the PT Freeport Indonesia gold and copper mine in Tembagapura, Mimika district, Papua, on 31 August 2002. The Indonesian military reportedly threatened to sue ELS-HAM for slander in connection and accused the organization in the local media of being a political pro-independence organization.

304. On 14 October 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent an urgent appeal regarding **Alberth Rumbekwan**, head of ELS-HAM, who has reportedly received death threats as a result of his human rights activities. On 9 October, an unidentified person reportedly told him on the phone, "If you want to stay safe, don't make phone calls or send e-mails anywhere. If you want to stay safe, from now on don't get involved." On 11 October, at around 12.30 p.m., two men armed with knives reportedly forced open the gate in front of the ELS-HAM office and broke open the main door. The two men reportedly entered every room and spent 30 minutes

destroying books, documents and other items in the office. They reportedly took computer disks and a number of ELS-HAM documents. ELS-HAM activists, who hid in the bathroom, reportedly heard the two men saying that the person they were looking for was not there. Fears have been expressed that they were looking for Alberth Rumbekwan.

305. On 4 December 2002, the Special Representative sent an allegation letter regarding the following cases.

306. On 29 March 2001, **Teungku Al-Kamal**, a member of the Coalition for Human Rights (Koalisi NGO-HAM Aceh), was reportedly shot dead in Sawang subdistrict, South Aceh, together with his lawyer, Sufrin Sulaiman, and their driver, Amiruddin. According to the information received, the killings occurred as the three were returning from the South Aceh Police Resort (Polres) where Mr. Al-Kamal had been summoned as a suspect in a case of criminal defamation of the police. In February 2001, Mr. Al-Kamal had reportedly helped human rights organizations rescue five women who had allegedly been raped by members of Police Mobile Brigade (Brimob). After the case was made public, the police reportedly launched an investigation targeting all human rights workers and journalists involved in the initial rescue efforts. According to sources, there has been no full investigation into the killings of Mr. Al-Kamal, Mr. Sulaiman and Amiruddin and no one has been charged.

307. During Brimob led operations in Wasior subdistrict, which started in June 2001, human rights monitors were reportedly prevented from travelling to the area. A joint team, consisting of Church representatives and Manokwari-based NGOs, reportedly attempted to visit the area in early July 2001, but was reportedly told by the local police chief (Kapolres) that "their security could not be guaranteed" - a phrase alleged by sources to be an implicit threat. Another team reportedly managed to negotiate permission for a two-day visit to Wasior in October 2001, but was reportedly confronted on their arrival by some 20 members of Brimob firing shots into the air.

308. In June 2001, **Yan Christian Warinussy**, the Director of the legal aid organization Legal Aid, Research, Investigation and Development (Penelitian, Pengkajian dan Pengembangan Bantuan Hukum - LP3BH), was reportedly threatened with death after he wrote a letter of complaint to the chief of police in Manokwari to protest against the beating of his clients while in detention. According to the information received, on or about 22 June 2001 in Manokwari Polres, after a visit to six detainees, Mr. Warinussy was reportedly called back to the compound by a police official. Upon his return, he reportedly found the six detainees lined up outside their cell with some seven police officers, including Brimob members. At that point, Mr. Warinussy was reportedly asked by a Brimob officer why he had written the letter and where he had got the information. The detainees were then reportedly asked who had been beaten. After one of them reportedly answered that he had been hit on the back of the head, the Brimob officer reportedly took out his pistol and said, "If you make false reports I will shoot you and your lawyer". He reportedly threw the letter of protest on the ground, stepped on it and said, "The legal aid foundation is talking nonsense. If you want to report to international organizations or to journalists, I am not afraid".

309. On 24 August 2001, **Dayan Dawood**, chancellor of Syiah Kuala University in Banda Aceh, was reportedly shot dead after he made an offer to mediate in the conflict between the Government and separatists of the Free Aceh Movement. According to the information received, Professor Dawood was a leading Acehnese intellectual who opposed violence and believed in forging peace through reconciliation between the separatist movement and the government.

310. On or about 8 September 2001, **Yusuf Usman**, volunteer for the Human Rights NGO Coalition, was reportedly shot dead by armed men near his house in Leungpeut village in Simpang Ulim district in Aceh. According to the information received, Mr. Usman was dragged out of his house and shot dead about 25 metres from his home. The perpetrators are alleged to be Indonesian soldiers.

311. On 13 March 2002, at around 1.30 p.m., the Jakarta Office of the Commission for Missing Persons and Victims of Violence (Kontras) was reportedly ransacked by an estimated 100 persons calling themselves the "Solidarity Group for the Families of the Victims of Bloody Cawang" (Kelompok Solidaritas Keluarga Korban Cawang). According to the information received, several staff members were beaten, kicked and attacked with broken glass. **Munir**, the founder of Kontras, was reportedly personally attacked in his office by five or six persons. He reportedly managed to escape with minor injuries. Many of the computers were also reportedly destroyed and vital documents relating to human rights abuses around Indonesia stolen. According to the information received, the attackers arrived at the Kontras office in nine minibuses and 12 private cars, armed with stones, hammers, rocks and cudgels. They reportedly shouted abuse against Munir and Kontras staff member Usman Hamid, both of whom were reportedly members of the Commission of Inquiry into human rights violations in Trisakti and Semanggi (KPP HAM Trisakti Semanggi). Three police officers reportedly arrived at the office but took no action to end the attack, although Kontras had reportedly asked for police protection the day before. Fears have been expressed that the purpose of the attack may have been to intimidate Kontras into abandoning its investigation into the deaths of student activists who were killed during the Trisakti and Semanggi incidents. On 11 March, two days prior to the attack, Kontras, together with families of the student activists, had staged a peaceful demonstration outside the home of General Wiranto, the former Chief of the Indonesian Armed Forces, to protest against the refusal of senior military figures to face questioning by the Commission of Inquiry. According to the information received, seven people charged in connection with the attack on the Kontras office reportedly went on trial on 17 April 2002.

312. Members of the Urban Poor Consortium (UPC), an organization that campaigns for the rights of the urban poor, including against the forcible eviction and the confiscation of their means of livelihood such as *pedi* cabs, were reportedly attacked on two separate occasions in March 2002. The first attack occurred on 13 March while the UPC was demonstrating in front of the city hall in central Jakarta to protest against the failure of the city governor to prevent severe flooding earlier in the year and to demand compensation for those made homeless by the floods. According to sources, supporters of the governor, calling themselves the Betawi Brotherhood Forum (FBR), arrived on dozens of motorcycles and cars and forced the protestors to disperse. They reportedly pointed a sword at **Wardah Hafidz**, the UPC Chairperson, and beat one of the protestors who was trying to protect her. The second attack

reportedly took place on 28 March 2002 at the premises of the National Commission for Human Rights (Komisis Nasional Hak Asasi Manusia, Komnas HAM), where UPC members had reportedly gathered to ask for Komnas HAM's support for *pedi* cab drivers in Jakarta. While Ms. Hafidz was delivering a speech to around 100 protestors who had gathered outside Komnas HAM's office, members of FBR reportedly arrived with wooden sticks and knives. UPC members were reportedly kicked and trampled. One of the attackers reportedly threatened Ms. Hafidz by holding a knife to her throat. According to sources, 47 people were reportedly injured, 15 of whom were taken to hospital. On 29 March 2002, the police reportedly detained seven members of the FBR in connection with the attacks on the UPC.

313. Since July 2002, **Raihana Diani**, the head of the Acehese Democratic Womens' Organization (Organisani Perempuan Aceh Demokratik, ORPAD), a women's rights organization which carries out advocacy for the political, social and economic empowerment of women, has reportedly been detained in Banda Aceh Police Resort (Polres). According to the information received, Raihana Diani was arrested with six other members of the organization during a peaceful protest in which the group demanded political reform and the resignation of the president and vice-president. The six others were reportedly released the following day but three of them were reportedly summoned as witnesses against Raihana Diani. According to the information received, Raihana Diani is facing charges of insulting the president under articles 134 and 137 of the Indonesian Criminal Code (KUHP) which carry maximum prison sentences of six years and one year and four months respectively. Sources allege that these charges have been often used to detain and imprison human rights defenders in Indonesia.

Communications received

314. In a reply dated 11 October 2002, the Government informed the Special Representative that Zikrillah and Nasruddin were both taken for questioning on 26 June 2002 in the course of security measures carried out to guarantee the day-to-day security of the community against sporadic criminal acts committed by members of the Free Aceh Movement (GAM). In the absence of any conclusive evidence as to their involvement in any criminal activity and in view of their young age, both were released within a few days. Nasrudin was released on 29 June 2002. However, at the request of his father who feared for his safety, the security authorities took him under their protection. The Government indicated that Zikrillah, was released on 7 July 2002. On 9 August 2002, however, following complaints by Zikrillah and his family that he had received death threats from GAM, the security authorities placed him under their protection. The Government response goes on to indicate that since that time, at their families' insistence, both Zikrillah and Nasrudin have voluntarily remained under the protection of the security authorities. They are not considered as detainees. Moreover, at no time during their detention were they subjected to any form of torture, or to cruel, inhuman or degrading treatment.

Observations

315. The Special Representative thanks the Government for its reply. She remains concerned, however, by apparent inconsistencies in the details provided which suggest that Zikrillah and Nasruddin were initially detained on suspicion of being

affiliated with GAM but that they subsequently remained in the hands of the authorities so as to be protected from GAM. In addition, the Special Representative regrets that at the time of finalization of the present report she has yet to receive a response to her other communications.

Iran (Islamic Republic of)

Communication sent

316. On 20 August 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on torture transmitted an urgent appeal concerning the lawyer **Nasser Zarafchan**, on behalf of whom urgent appeals had been sent on 11 January 2001 and 18 October 2001 by the Special Representative, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Representative on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran, and a communication was sent on 30 April 2002 by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers. According to the information received, Mr. Zarafchan was detained on 8 August 2002 pending the hearing of his appeal against a decision of the Military Court of Tehran on 16 July 2002. This decision reportedly confirmed the sentence of five years of imprisonment and 70 lashes and a five-year suspension from legal practice, which had been imposed by the Military Tribunal of Tehran on 19 March 2002. According to the information received, this sentence was based upon the charges of "possession of firearms and alcohol" and the "dissemination of confidential information," the latter charge being related to statements made by Mr. Zarafchan regarding the trial of several Iranian writers and activists who were murdered in 1998 (known as the "serial murders" case). It is alleged that his suspension from practice is contrary to Iranian law which gives that power to the Lawyers' Disciplinary Courts. Although Mr. Zarafchan is suffering from liver cancer, he has reportedly been subjected to medical tests to determine whether he could undergo the carrying out of the flogging sentence.

Observations

317. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received from the Government.

Iraq

Communication sent

318. On 7 May 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Iraq, sent an urgent appeal concerning **Safia Taleb Al Souhail (f)**, publisher of the *Al Manar Al Arabi* newspaper and Advocacy Director for the Arab and Islamic World at the International Alliance for Justice. According to the information received, in late April 2002, a special messenger brought documents

containing threats to Ms. Al Souhail in Jordan, warning her that she would suffer the same fate as her father, Sheikh Taleb Al Souhail, former leader of the Bani Tamim tribe who was assassinated by Iraqi diplomats in 1994. Ms. Al Souhail's family in Beirut and Amman also reportedly received death threats by telephone. It is alleged that these threats emanated from Iraqi Government Intelligence "Al Moukhabart" in retaliation for Ms. Al Souhail's denunciation of the human rights violations committed by the Iraqi Government as well as her request to the Lebanese authorities to reopen her father's file, closed after the Iraqi perpetrators who admitted having committed the crime received diplomatic immunity. The threats could also be an act of reprisal for a conference organized by Ms. Al Souhail on 9 March 2002 in Jordan during which she reportedly called for the impeachment of the Iraqi Vice-President, Ibrahim Al Douri, and the Iraqi leadership. According to the information received, the Iraqi Government offered to return to Ms. Al Souhail's family confiscated money and land in Baghdad in exchange for her silence, threatening that a refusal would have serious consequences for her and her family. Further, following Ms. Al Souhail's contribution to a series of articles on her father's assassination published on 12 April 2002 in *Azzaman*, a London-based Arabic newspaper, a letter of intimidation allegedly sent by Iraqi intelligence under the name of the Bani Tamim tribe was reportedly published in *Azzaman* on 24 April 2002 and on the Al Nahrain web site two days later. The letter reportedly threatened that if anything happened to leaders of the Beni Tamim tribe and, in particular, to the Al Souhail family, it would be the fault of the author of the articles.

Communication reçue

319. Par lettre datée du 4 juin 2002, le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que les autorités iraqiennes compétentes avaient établi, après vérification et enquête, que les allégations concernant Sofia Taleb Al-Souhail étaient sans fondement. Le Gouvernement a ajouté que Sofia Taleb Al-Souhail avait apparemment voulu exploiter les mécanismes des droits de l'homme à des fins politiques. Enfin, le Gouvernement a dit espérer que les rapporteurs spéciaux ne permettaient pas à quiconque d'utiliser leurs mandats à des fins politiques et de propagation d'allégations de nature à pouvoir nuire aux relations entre les rapporteurs spéciaux et l'Iraq.

Observations

320. La Représentante spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse.

Israel

Communications sent

321. On 5 April 2002, the Special Representative together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention sent an urgent appeal regarding a raid in the offices of Al-Haq, a Palestinian human rights organization. According to the information received, on 30 March 2002, Israeli forces entered and searched the premises of Al-Haq, located in the city of Ramallah, as well as those of the Health, Development, Information and Policy Institute located next door. Computer and technical equipment as well as sensitive materials, including confidential legal files, sworn affidavits and reports from victims of abuse, were

reportedly damaged, destroyed or stolen. According to reports, an appeal has been brought by Al-Haq before the Israeli authorities requesting permission to inspect and close the office, which remains open. Fears have been expressed for the safety of **Yasser Al-Dissi**, an Al-Haq employee, who has reportedly been arrested by the Israeli military forces and detained at Ofra Camp in the West Bank.

322. On 15 July 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention transmitted an urgent appeal regarding the alleged arrest of **Yousef Mahmoud Towreeg** by the Israeli military forces on 14 July 2002. According to the information received, Mr. Towreeg, an Al-Haq fieldworker and 32 years of age, was returning home to Nablus after visiting Al-Haq's offices in Ramallah when the taxi in which he was travelling was stopped at the Doma checkpoint, near the villages of Doma and Kusrine between Ramallah and Nablus. After checking the identification cards of all passengers, the soldiers at the checkpoint reportedly ordered Mr. Towreeg to get out of the car. They then reportedly tied his hands and put him in a military jeep. The car was reportedly allowed to continue its way soon thereafter. Fears have been expressed for the safety of Mr. Towreeg as no information regarding his whereabouts is reportedly available. It is believed that he may have been arrested in connection with his human rights work.

323. On 13 September 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture sent an allegation letter regarding **Dr. Mustafa Barghouti**, President of the Union of Palestinian Medical Relief Committees (PRCS). Dr. Barghouti was reportedly arrested on 2 January 2002 after a press conference to which an international delegation, including members of the European Parliament (MEPs) and delegates from the United States and European countries, participated. According to the information received, Dr. Barghouti was arrested on the grounds that he had no Israeli pass to enter Jerusalem. He was reportedly detained for several hours at the Moscobiyyeh Detention Centre in Jerusalem before being released at al-Ram checkpoint between Jerusalem and Ramallah. Dr. Barghouti was reportedly beaten at al-Ram checkpoint, as a result of which he reportedly suffered a fractured kneecap and various lacerations and bruises on his face and body. Some international delegates, including MEP **Luisa Morgantini**, who protested against new attempts to arrest Dr. Barghouti, also reportedly suffered bruises and other injuries.

324. On 2 December 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention sent an urgent appeal regarding the arrest and detention of **Abed Rahman al-Ahmar**, a field researcher with the Palestinian Human Rights Monitoring Group. According to the information received, at 4 a.m. on 22 November 2002, members of the Israeli security forces entered Mr. al-Ahmar's house in the Daheishe refugee camp, proceeded to shoot in the air and ordered everyone to leave the house before searching it for several hours. Approximately 30 persons, including women and children, were reportedly kept outside in the cold at gunpoint for about three hours. According to the information received, Allegra Pacheco, Mr. al-Ahmar's wife and an attorney who works for the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNWRA), identified herself to the security forces and was allowed into the house. It is reported that the security forces stated that they were looking for a relative of Mr. al-Ahmar, but as they did not find him, they

were going to arrest Mr. al-Ahmar instead, explaining that they wanted to question him for a short time. Mr. al-Ahmar was then reportedly taken to the Etzion Detention Centre, where his detention was been extended for 11 days and set to end on 3 December 2002. According to the information received, Mr. al-Ahmar was being held in harsh conditions, was not allowed a daily walk outside and that both he and some other detainees are forced to sleep on the floor in the cold. According to the information received, Mr. al-Ahmar has not been questioned so far on anything other than his marriage to Ms. Pacheco. Furthermore, Mr. al-Ahmar was reportedly not given food during the day, although he explained that he was not fasting during Ramadan. Furthermore, he was reportedly not receiving proper medical care or the medication he has to take on a regular basis despite reports that he is suffering from severe back and stomach pain. His fragile health reportedly results from the torture to which he was reportedly subjected by the General Security Services (GSS) while he was in detention during the first intifada. According to the information received, Ms. Pacheco visited Mr. al-Ahmar at the Etzion Detention Centre and Attorney Lea Tsemel was appointed to represent him and filed a request on 27 November 2002 with the Beit El Military Court demanding that he be released on bail.

325. On 8 November 2002, the Special Representative sent an allegation letter regarding an alleged policy of obstructing internationals, as well as Israelis and Palestinians, from witnessing and protesting against human rights violations allegedly committed during actions by Israeli security forces in the occupied territories, or from providing assistance to the victims of such violations. In particular, she has received information according to which the ability of medical personnel to provide emergency medical services was reportedly significantly curtailed by the Israeli authorities during and following Operation Defensive Shield. On many occasions, ambulance teams have reportedly been obliged to negotiate their way through Israeli checkpoints or to wait several hours for a clearance order from authorities. In some instances, Israeli soldiers reportedly ignored the clearance orders and simply denied access to ambulances. Moreover, in major cities such as Ramallah, Bethlehem, Jenin, Nablus and Tulkarem, emergency operations were reportedly blocked for hours or for days on numerous occasions, thereby denying the population access to medical services. The Special Representative has also received information according to which the Palestinian Red Crescent society was subjected to systematic interference in its functions by Israeli authorities. According to the information received, obstructive measures included denial of access to ambulances, undue delaying of ambulances, detention and ill-treatment of ambulance teams and armed attacks on ambulances. The following cases involving medical personnel or other human right defenders were brought to the attention of the Government of Israel.

326. On 18 January 2002 around noon, **Thoraya Alayan**, human rights defender for the Palestinian Society for the Protection of Human Rights and the Environment (LAW), was reportedly hit in the chin by a rubber-coated metal bullet while she was demonstrating against the incursion of Israeli forces into Ramallah. According to the information received, it was not the first time that Ms. Alayan was a victim in an incident involving Israeli forces. On 3 November 2000, she and Hosam Rajab, another field researcher for LAW, were reportedly hit by rubber-coated metal bullets while they were monitoring a demonstration in Ramallah. Further, on 11 December 2000, Ms. Alayan and Amer al-Arouri were reportedly attacked by Israeli soldiers while they were filming a Palestinian vehicle that had reportedly been stoned by settlers

from the Ofra colony near Ramallah. Both were reportedly injured and their videotapes were confiscated. Again, on 8 January 2001, while investigating the killing of 11-year-old Omar Faruq Khaled in the Balou' area in Ramallah, Ms. Alayan was reportedly shot at from an Israeli army watchover 200 metres away from the spot where Omar Faruq Khaled was killed.

327. On 7 March 2002, the house of **Khader Shkirat**, General Director of LAW, was reportedly besieged by Israeli security forces. According to the information received, at around 6.15 p.m. on that day, an estimated 150 members of the Israeli security forces, including members of a special Israeli intelligence unit, border police and army troops, sealed off the Palestinian neighbourhood of Jabel Mukaber, placed the residents under a military curfew and surrounded Mr. Shkirat's house. The officers of the intelligence unit reportedly ordered Mr. Shkirat to find and bring out a fugitive alleged by them to be hiding in his basement, or to evacuate the house with his family before it was bombed. Mr. Shkirat reportedly refused to move and took his family to one of the rooms in the back of the house. The officers of the intelligence unit then reportedly gave him an ultimatum to come with them for interrogation or the unit would move into the house. Mr. Shkirat reportedly gave himself up and was brought to the Israeli police station in Jabel Mukaber. During the interrogation, the Israeli forces reportedly claimed that they had found a fugitive in the basement of the house, although none of the members of Palestinian and Israeli human rights NGOs and representatives of diplomatic consulates reportedly present at the scene witnessed the presence of the alleged fugitive. When Mr. Shkirat was returned to his house, Israeli forces reportedly brought dogs into the house, purportedly for further security checks. Shortly thereafter, Mr. Shkirat and his brother, who were accompanied by Israeli lawyer Lea Tsemel, were reportedly taken for questioning. They were reportedly released some time later. According to sources, Israeli forces withdrew from Jabel Mukaber at around 10.30 p.m. but returned to the area after officials of European Union consulates had left the scene. They reportedly surrounded the house once again, preventing anyone from entering, before finally leaving the scene for good in the early morning hours.

328. On 31 March 2002, the Minister of the Interior reportedly ordered border officers to bar entry into Israel of all foreign nationals who were affiliated with Palestinian NGOs and solidarity organizations. In particular, it was reported that on 6 April 2002, authorities at Ben Gurion airport in Tel Aviv reportedly detained and threatened to deport **Sadiki Kaba** and **Driss el Yazami**, respectively the President and Secretary-General of the *Fédération internationale des ligues des droits de l'homme*, as well as **Henri Leclerc**, the former President of the *Ligue des droits de l'homme*. According to the information received, the three were due to take part in a press conference in Jerusalem on human rights violations resulting from Israeli incursions into the occupied Palestinian territories. They were reportedly detained for four hours before several Palestinian and Israeli human rights organizations succeeded in securing their release. According to the information received, the three had all the necessary documentation, including valid visas.

329. On 4 March 2002, **Dr. Khalil Sulieman**, head of the PRCS emergency medical service in Jenin, was reportedly killed in an attack on his ambulance while he was attempting to rescue a nine-year-old girl. Three other PRCS paramedics, **Taher**

Samuri, Mohammed Alaweh and Mahmoud Al Saadi, were also reportedly injured in the attack.

330. On 7 March 2002, Israeli soldiers reportedly fired on two PRCS ambulances that were traveling to Tulkarem refugee camp to evacuate wounded individuals. According to the information received, **Ibrahim Mohammad Assad**, the driver of the first ambulance, had received permission from the Israeli authorities to drive the ambulance into the area. After driving about 750 metres, the ambulances reportedly came under heavy fire from a tank and Mr. Assad was reportedly shot in the shoulder. According to the information available, as he exited the ambulance and attempted to take cover from gunfire in the other ambulance, an Israeli tank commander reportedly ran after him and shot him in the forehead. Three other medics, **Safiyah Balbisi, Ra'ed Ghaleb Yasin** and **Mahmoud Hussein Bijawi**, were reportedly severely injured by shrapnel during the attack.

331. On 2 April 2002, the PRCS was reportedly forced to suspend its ambulance services in Ramallah after nine of its staff members, including the PRCS President, **Younis Al-Khatib**, were reportedly detained for seven hours by the Israeli army. According to the information received, three PRCS ambulances were responding to urgent calls in Ramallah at around 8 a.m. when five tanks and personnel carriers reportedly blocked their way, one of them reportedly positioning itself behind the ambulances to prevent a possible retreat. Several soldiers then reportedly surrounded the ambulances with their weapons pointed at the PRCS team members, confiscated the batteries from their radios and phones and ordered them to get out of the vehicles. Soldiers then reportedly ordered the teams members to lie on the ground and to lift their clothing one by one to prove that they were not carrying weapons or explosives. Mr. Al-Khatib, was allegedly ordered to go with the soldiers to inspect the ambulances, which were reportedly found to be in full compliance with regulations. At this stage, two additional PRCS staff members accompanied by two ICRC delegates reportedly arrived on the scene. Like their colleagues, they were reportedly ordered out of their vehicles and their phones were reportedly disabled. One ICRC delegate reportedly tried to negotiate with the soldiers but was allegedly told to keep quiet and to leave the scene with his companion. Following their departure, the two PRCS staff members were reportedly searched and forced to crawl along the ground to join the other PRCS members. Once all together, the nine PRCS members were reportedly ordered to crawl approximately 50 metres and to sit on the wet road between the tanks. While crawling, soldiers reportedly shot over their heads, threatening to kill them. Soldiers then reportedly collected all identity cards and handcuffed them with plastic straps. The PRCS members reportedly remained sitting in the rain for 2 1/2 hours during which the soldiers reportedly used them as human shields while bombarding an occupied Palestinian building. Explosions in the building reportedly resulted in flying glass and debris which reportedly hit the PRCS team. After the explosion, the PRCS personnel were reportedly transported in three tanks in which several of them were abused and physically assaulted. Soldiers in two of the three tanks reportedly pointed their weapons at the PRCS members' head and threatened to kill them. In the third tank, blankets were reportedly put around the detainees. Shortly thereafter, still handcuffed and blindfolded, all the PRCS members were reportedly made to walk outside in the rain and mud for half an hour. They were then reportedly ordered to sit down on their knees with their heads down and their hands still tied behind their backs. According to the information received, the PRCS

members reportedly remained in this position for nearly two hours before being led in two groups to an unidentified office where they were reportedly interrogated by an intelligence officer. Some of them were then reportedly released and transported by taxi to the Kalandia checkpoint where they were reportedly allowed to pass through one at a time after intense negotiations with the ICRC. According to sources, three PRCS members reportedly required hospitalization for hypothermia after the events. Three others have reportedly remained in custody. As of June 2002, their whereabouts and conditions were still unknown to the PRCS and ICRC.

332. **Ziad Mahmoud Al Tarafi**, a PRCS first aid volunteer, was reportedly detained for 16 days in Ofra camp near Beitunia. According to the information received, on 16 April 2002, Mr. Al Tarafi and a colleague were driving an ambulance back to a station when Israeli soldiers pointed their weapons at the ambulance and ordered them out. After having checked their identity cards and released his colleague, the soldiers reportedly ordered Mr. Al Tarafi to take off his PRCS uniform and attached his hands with plastic handcuffs. The soldiers then reportedly took Mr. Al Tarafi in an armoured personal carrier to a place beside the nursing college in the Em Al Sharayet area of Al Bireh. There, the soldiers reportedly blindfolded Mr. Al Tarafi and two other civilians and took them to a room inside the college where they reportedly beat them for half an hour. The soldiers then reportedly took the three to the outside of Ofra camp which they were reportedly held blindfolded for several hours before being admitted by the guards. Three days after his arrival at the camp, soldiers reportedly blindfolded and handcuffed Mr. Al Tarafi again and took him by bus together with other prisoners to an unidentified place for interrogation. Mr. Al Tarafi was then reportedly returned to the camp. Several days later, Mr. Al Tarafi was reportedly taken again to the same unidentified place where he was reportedly interrogated a second time. He was reportedly released two days later.

333. On 21 April 2002, Israeli troops stationed at Qalandia checkpoint, north Jerusalem, reportedly opened fire at an ambulance belonging to Khaled Maternity Hospital in Ramallah. According to sources, the ambulance driver **Shaher Saleh** was driving a patient to Al Maqased Hospital in Jerusalem. One hundred metres before reaching Qalandia checkpoint, Israeli troops reportedly opened fire at the ambulance, hitting the windscreen with several bullets. Mr. Saleh was reportedly injured by shrapnel in the eyes and the patient in the hands.

334. On 27 June 2002 at around 4 p.m., a PRCS team that was transporting by ambulance two patients from Ramallah Hospital to their homes in Jenin was reportedly detained and assaulted by Israeli soldiers. According to the information received, emergency medical technicians (EMTs) **Mahmoud Al-Karami**, **Mahmoud Rabaiiah** and **Fadi Jara** were on route to pick up another patient at Al-Maqassed Hospital when they were reportedly stopped by Israeli soldiers in Jerusalem and ordered out of the vehicle with their patients. One of the patients, recovering from heart surgery, was reportedly placed in the street under the sun, causing him severe discomfort. The soldiers then reportedly grabbed the EMTs by the necks and shook them. They also reportedly hit them with their rifles on the legs and in the stomach. Then, the soldiers, joined by police and border guards, reportedly ordered the EMTs to stand facing a wall and proceeded to search the ambulance and to remove the medicine and supplies. An Israeli bomb expert who was brought to the scene reportedly took everything apart in the ambulance. According to the information

received, the soldiers reportedly continued to harass the EMTs for over three hours, allegedly taking turns at hitting and swearing at them. At one point, Mr. Jara reportedly tried to intervene on behalf of one of the patients, but the soldier allegedly replied "I want you all dead, so I don't care about you." A patient who had had leg surgery was reportedly hit on the leg by the soldiers causing some of the sutures to tear and bleed. He was reportedly forced to remain standing for three hours after which the soldiers and the police reportedly took him, the other patient and the EMTs to Mesqubia Prison (Russian Compound) in Jerusalem. While in detention, a Magen David Adom ambulance reportedly arrived at the compound for an unrelated case and Israeli soldiers reportedly asked the medics to examine the Palestinian patients. The Magen David Adom medics reportedly confirmed the patients' medical status. After intervention by the ICRC, the team and their patients were reportedly released at 9 p.m.

335. On the evening of 1 July 2002, Israeli tanks reportedly fired at two PRCS ambulances and rolled over one of them, completely destroying it. Both ambulances were reportedly parked in a lot of the Khalil Sulieman Hospital in Jenin. According to the information received, no one was in the ambulances at the time of the attack.

336. On 11 August 2002, "Adalah", the Legal Centre for Arab Minority Rights in Israel, reportedly learned through the media that an investigation into the activities of the organization was to be initiated by the Registrar of Associations. According to the information received, Adalah was reportedly not given any official notification of such a decision until 22 August 2002. Further, the Registrar of Associations reportedly did not approach Adalah to request information or documents before announcing its decision to the media. A letter of protest sent on the same day by Adalah to the Attorney General and other State authorities has reportedly not been answered. According to the information received, the investigation was to be carried out into the alleged undertaking of activities beyond the scope of Adalah's mandate and alleged concerns related to financial mismanagement and Adalah's affiliation with a political party. Fears have been expressed that the decision of the Registrar of Associations may in fact be linked to Adalah's involvement in many recent high-profile litigation cases on behalf of the Arab minority. According to sources, the decision followed a break-in into Adalah's offices in Shefa'amr on 20 July 2002 during which computer hard disks, laptop computers, a digital camera, tape recorders, videotapes, cash and checks were reportedly stolen but other valuable equipment left behind.

Communications received

337. By letter dated 5 August 2002, the Government replied to the allegation letter sent on 26 September 2001 regarding Dr. Eyad El-Sarraj (E/CN.4/2002/106, annex, para. 222). The Government informed the Special Representative that the relevant Israeli authorities had found that no request for a permit to exit Israel in order to attend the workshop in Rome had been submitted by Dr. El-Sarraj. The Government added that at the request of the High Court of Justice Division of the State Attorney's Office, Dr. El-Sarraj's departure from Israel in order to travel to London during the month of July 2001 had been approved. Dr. El-Sarraj had left Israel on 18 May 2001 and returned on 12 June 2001 and left once again for London on 3 July 2001 and returned on 15 July 2001. With regard to the allegation that Dr. El-Sarraj was

prevented from leaving Gaza to be interviewed by the BBC, the Government indicated that no request to leave Gaza had been found. The Government noted, however, that between the months of May and July, Dr. El-Sarraj had visited London twice during which time the BBC could easily have interviewed him.

Observations

338. The Special Rapporteur thanks the Government for its reply. She regrets, however, that at the time of finalization of the present report she has yet to receive a response to her other communications.

Kazakhstan

Communication sent

339. On 11 November 2002, following up on an urgent appeal sent on 18 July 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression transmitted an urgent appeal regarding **Sergei Duvanov**, the chief editor of the news bulletin "Human rights in Kazakhstan and in the world" published by the Kazakhstan-based International Bureau for Human Rights and the Rule of Law. According to the information received, Mr. Duvanov was taken into custody on 28 October 2002 and officially charged with rape on 6 November 2002. His arrest reportedly occurred just before he was supposed to travel abroad to discuss publicly the human rights situation in Kazakhstan. It is alleged that the charges brought against him are arbitrary and aimed at dissuading him from undertaking his activities in defence of human rights. Since 29 October, Mr. Duvanov has reportedly been on hunger strike to protest against his detention. His health condition has reportedly deteriorated drastically. According to the information received, the arrest and detention of Mr. Duvanov followed a series of acts of intimidation. On 28 August 2002, he was reportedly attacked and severely beaten by three unidentified persons in front of his home in Almaty. The attack reportedly took place shortly before he was scheduled to travel to Warsaw to attend the annual human rights conference of the Organization for Security and Cooperation in Europe. A judicial investigation has reportedly been opened into the assault. Further, on 9 July 2001, Mr. Duvanov was reportedly summoned to the Almaty office of the National Security Committee and told that a criminal case had been brought against him by the General Prosecutor's office for "infringing the honour and dignity of the President."

Communication received

340. By letter dated 22 November 2002, the Government informed the Special Representative that on 29 August 2002, law enforcement bodies instituted criminal proceedings in connection with the beating of Sergei Duvanov by unknown persons. The Government stated that an inquiry team was set up to conduct the investigation and that a range of investigative measures were being taken in order to throw light on this offence. The Government noted that a medical examination showed that the journalist had suffered slight bodily harm which did not prevent him from taking part in a Human Dimension Implementation Meeting in Warsaw in September. Secondly, the Government also informed the Special Representative that the proceedings that were instituted in June in connection with the publication on the Internet of an article containing material insulting the Head of State were dropped on 3 October 2002.

Thirdly, the Government confirmed that Mr. Duvanov was taken into custody for 10 days on 31 October and officially charged with rape on 6 November 2002 under article 120 of the Criminal Code. The Government informed the Special Representative that the criminal proceedings were instituted on the basis of a statement made by the victim and her mother as well as preliminary inquiries. Although Mr. Duvanov denied the charges, the Government noted that the testimony of the victim and of the witnesses, material evidence gathered and the findings of biological forensic tests proved that the accused was guilty as charged. The Government added that the accusations to the effect that the measures taken against Mr. Duvanov were politically motivated were groundless and aimed at influencing the proceedings. In this regard, the Government referred to a statement made by the public defense committee on 1 November in which supporters of the journalist disavowed the suggestions that the case was political in nature and officially acknowledged that the Kazakh authorities were not involved in the institution of criminal proceedings. Finally, the Government declared itself ready to receive experts from international organizations, including the United Nations, who wish to familiarize themselves with the files of the investigation and the findings of the biological forensic tests carried out in the case of Sergei Duvanov. At the request of the United States, consideration is currently being given to the possibility of releasing Mr. Duvanov subject to an undertaking not to leave the area while the investigation is continuing.

Observations

341. The Special Representative thanks the Government for its reply.

Kenya

Communications sent

342. On 24 May 2002, the Special Representative and the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal regarding **Dr. Moses Njue**, the Central Provincial Pathologist in Nyeriand, and **Dr. Andrew K. Gachie**, a pathologist for the Independent Medico-Legal Unit (IMLU), a non-governmental partner of the International Rehabilitation Centre for Victims of Torture. Both have reportedly been threatened for making a finding of torture in a post mortem report concerning Paul Kimani Wambiru. Mr. Wambiru was reportedly found dead on 25 March 2002 in Nyeri, shortly after police allege having released him from the Nyeri police station. On 4 April 2002, the post mortem inquiry conducted by the two above-mentioned doctors concluded that Mr. Wambiru had suffered serious injuries inflicted upon him by blunt objects while in police custody. As a result, five policemen were reportedly arrested and charged with murder. On 24 April 2002, the accused persons allegedly requested a second post mortem examination which was reportedly conducted by Dr. Olumbe, the Chief Government Pathologist. Acting in his private capacity, Dr. Olumbe reportedly concluded that the cause of death was brain inflammation. On 2 May 2002, the Director of Medical Services, Dr. Richard Muga, and the Permanent Secretary, Ministry of Health, Professor Julius Meme, called a press conference during which they reportedly threatened to de-register Dr. Moses Njue and Dr. Gachie for lying about the cause of Mr. Wambiru's death. The following day, Dr. Njue and Dr. Gachie were reportedly summoned to the Ministry of Health and asked to

harmonize their report with Dr. Olumbe's findings. Upon their refusal, the two were again reportedly threatened with de-registration and Dr. Njue was threatened with dismissal as Central Provincial Pathologist. On 8 May 2002, a third post mortem examination ordered by the Attorney General reportedly confirmed the torture-related injuries. On 19 May 2002, Dr. Njue reportedly complained publicly of having been threatened by the Central Investigating Department and of having received death threats. Shortly afterwards, the Director of Medical Services reportedly announced that doctors working in the civil service or in universities could no longer carry out post mortem examinations for the IMLU. This decision, which interferes with the professional independence of doctors in Kenya, is believed to be a threat to the administration of justice in the case of Paul Kimani Wambiru and other cases of suspected torture.

343. On 5 November 2002, the Special Representative and the Special Rapporteur on torture transmitted an urgent appeal according to which on 26 October 2002, in Nakuru, five officers of the Criminal Investigation Department (CID) raided the offices of the HUREDICA Violence Victims Organization, a non-governmental organization that documents and files claims on behalf of victims of acts of violence. According to the information received, the squad broke into the offices alleging that the premises were being used to print counterfeit Kenyan currency, but no evidence was reportedly found to support this allegation. The officers reportedly confiscated documents and files containing evidence on the ethnic violence reported by the organization. Although the CID reportedly committed itself to returning the documents on 4 November 2002, concerns have been expressed about the use that can be made of the information they contain. Moreover, the CID officers reportedly arrested three HUREDICA officials: the acting Chairman, **Kinuthia**, the organizing secretary, **Joseph Kairo Mbugua**, and the Njoro area representative, **John Ikuma Kariuki**. The three were reportedly interrogated for over six hours during which it is alleged that they were intimidated into abandoning any claims filed against the Government and individuals involved in acts of violence. It is reported that they were released soon after. Further, on 1 November 2002, at around 7 p.m., a contingent of 16 police officers reportedly raided the offices of Muslims for Human Rights in Mombasa. After attempts to access computers, police officers reportedly confiscated sensitive documents and files containing information on the Likoni/Kaa Ya Bombo clashes in 1997. The offices reportedly remained under armed surveillance until the following day. According to the information received, the two incidents followed the release on 18 October 2002 of the Akiwumi Commission of Inquiry report on politically instigated violence. This report reportedly holds military, government and law enforcement officers responsible for numerous human rights violations that took place in the country between 1991 and 1998. Fears have been expressed that other incidents of harassment against human rights defenders might occur in the future.

Observations

344. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply to her communications had been received from the Government.

Kyrgyzstan

Communications sent

345. On 4 April 2002, the Special Representative transmitted an urgent appeal concerning the Kyrgyz Committee for Human Rights (KCHR) in Bishkek. According to the information received, on 20 March 2002, the KCHR office was broken into by alleged employees of the Ministry of Agriculture and Water Farming under pressure from the President's Office and the National Security Services. The equipment was reportedly thrown on the floor in front of the office door, thus preventing staff from entering their offices to pursue their human rights activities. About two weeks earlier, on 12 and 13 March 2002, the KCHR in Bishkek had reportedly been visited by representatives from the Ministry of Agriculture and Water Farming who informed staff without any written instruction that they should vacate their office before 19 March. On 14 February 2002, another order to the same effect was reportedly sent by the Ministry to the KCHR. These orders are reportedly connected to the free legal consultations offered by KCHR lawyers, as well as to the complaints and petitions received by them concerning alleged violations of human rights. In this regard, reference should be made to the urgent appeal sent on 25 January 2001 regarding the alleged sealing of the KCHR office and the seizure of its bank accounts.

346. On 4 October 2002, the Special Representative sent an allegation letter regarding the following cases.

347. On 17 September 2001, **Adymamat Kadyrbekov**, KCHR member in the Jalal-Abad region, was reportedly arrested on 12 June 2001 and given a three-year suspended prison sentence for "use of violence in resistance to the representative of authority". An urgent appeal regarding this arrest was sent jointly by the Special Representative and the Special Rapporteur on torture on 18 June 2001. According to the information received, Mr. Kadyrbekov's trial was unfair. The senior official who conducted the investigation allegedly falsified evidence and exerted pressure on witnesses in order to obtain false statements. The judge further allegedly disregarded evidence adduced by the defence. According to the information received, Mr. Kadyrbekov continued to be under surveillance by militia following his trial. Three weeks after the judgement, on 7 October 2001, masked men believed to be members of the militia reportedly burst into Mr. Kadyrbekov's house in Susak and beat him, warning him not to file a complaint about his sentence.

348. On 24 October 2001, **Ravshan Gapirov**, Director of the Kara-Suu Human Rights Centre "Justice and Truth", was reportedly sentenced to 13 years' imprisonment for "hooliganism", "insulting representatives of State authorities" and drug possession. According to the information received, the charges against Mr. Gapirov were fabricated in reprisal for his human rights activities. The day on which the charges were laid against him, Mr. Gapirov is reported to have had a dispute concerning his human rights activities with the vice-prosecutor, Abdrash uulu Kamil, in the Karasui Prosecutor's Office. Sources allege that police officials planted drugs in Mr. Gapirov's bag on this occasion. It has been reported that hiding drugs on individuals is frequently used as a pretext to bring serious charges against them. On 25 January 2001, the Special Representative sent an urgent appeal regarding charges of "hooliganism" against Mr. Gapirov for having protested against the arrest of several human rights activists during a conference in September 2001 in Kara-Suu.

349. It is alleged that in January 2002, authorities attempted to cover up the circumstances surrounding the death of **Sheraldy Nazarkulov**, an economist and human rights defender. According to the information received, Mr. Nazarkulov died on 6 February 2002 in municipal hospital No. 4 in Bishkek after a 21-day hunger strike in support of Deputy Azimbek Beknazarov who was arrested on 5 January 2002. Once his death became publicly known, the hospital was reportedly surrounded by members of the National Security Service, the Prosecutor's Office and the Ministry of Internal Affairs, who did not allow anyone to enter the hospital, including Mr. Nazarkulov's relatives, human rights defenders and the press. The relatives who tried to enter the hospital were reportedly arrested and brought to the Department of Internal Affairs in Bishkek where they were allegedly threatened into keeping silent about these events. According to the information received, the authorities reportedly exerted pressure on the doctors in the hospital to provide a certificate showing that Mr. Nazarkulov's death was not a result of his hunger strike. According to the information received, on 5 February 2002, in a separate incident, a collection of petitions containing over 17,600 signatures in support of the release of Deputy Beknazarov was stolen from a car on its way to Bishkek by the police.

350. On 17 March 2002, the Kyrgyz special police forces reportedly opened fire on a crowd of demonstrators who had gathered to call for the release of Deputy Beknazarov, then in custody awaiting the verdict in his trial on charges alleged to be politically motivated. According to the information received, an estimated 500-2,000 protesters were on their way to the village of Kerben, in Aksy district in southern Jalal Abad province, when the district prosecutor, the head of the district administration and the head of the district police department blocked their route in near Boz-Piek at around 4 p.m. The police reportedly began beating some demonstrators and seized **Tursunbek Akunov**, Chairman of the Human Rights Defence Movement of Kyrgyzstan. Demonstrators allegedly demanded for his immediate release and started throwing stones. The police then reportedly opened fire, killing five persons and wounding several others. According to the information received, a governmental commission was set up to inquire into the events.

351. On 16 May 2002, **Ramazan Dyryldaev**, Chairman of KCHR, **Alexandr Fomenko** and **Mamasadyk Jakyshev**, KCHR lawyers, **Kachklyn Bulatov (f)**, KCHR coordinator for the Naryn region, and **Tursunbek Akunov** were reportedly arrested together with more than 90 people as they gathered for a demonstration in front of the Parliament in Bishkek. According to the information received, police began to detain dozens of people as they peacefully assembled at about 8.30 a.m. to express their opposition to the decision to cede disputed territory to China and to ask for the truth regarding the persons responsible for the violent repression of the demonstration that had taken place on 17 March 2002. According to the information received, police took the detainees to the Pervomai district police department where they were charged with "violating public order". During the night following their arrest, many detainees were allegedly beaten. As a result, some of them had to be hospitalized, including **Mamasadyk Jakishev**. According to the information received, the demonstrators were released on 17 May 2002.

352. On 20 November 2002, the Special Representative and the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression sent an urgent appeal regarding **Tursunbek Akunov**, Chairman of the Human Rights Defense Movement of Kyrgyzstan.

According to the information received, Mr. Akunov was arrested on 16 November 2002 and sentenced by the Lenin district court of Bishkek to 10 days imprisonment for having taking part in a march of protest. Approximately 1000 protesters from Aksy, Kara-Kuldja, Uzgen, Nooken, Suzak and Tash-Komur of Jalal-Abad provinces reportedly decided to gather in Bishkek on that day to ask for the identification and sanctioning of the persons responsible for the events committed on 17 March 2002 in the village of Aksy. They also reportedly wanted to protest against the barring of former deputy Prime Minister Usen Sydykov from taking part in the Parliamentary elections. It is reported that the police decided to hinder the protestors to access Bishkek and arrested 130 people. They were all but Mr. Akunov released on the same day and left in the Suusamyр Valley. Concerns have been expressed that the arrest of Tursunbek Akunov might be related to his human rights activities.

Observations

353. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply to her communications had been received from the Government.

Liberia

Communications sent

354. On 29 April 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on torture, the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention transmitted an urgent appeal regarding **Tiawan Gongloe**, a human rights lawyer. According to the information received, on 21 April 2002, Mr. Gongloe was stopped in his car by police and taken to police headquarters. After briefly being questioned and threatened with death, he was allegedly stripped naked and severely beaten throughout the night. In the morning, he was reportedly unable to stand or sit. As a result of the treatment he received, Mr. Gongloe reportedly had difficulty hearing from one ear, his left eye was swollen and bloodied and his head and body were said to be badly bruised. After pressure was exerted by lawyers, the police reportedly brought him to Cooper Hospital. Although no charges have been brought against him, Mr. Gongloe appears to have been arrested in connection with a speech he gave in March 2002 at a conference in Guinea on peace in the Mano River Union, which was printed in *The Analyst* newspaper. Mr. Gongloe's speech reportedly dealt with ways in which civil society groups could play a role in attaining peace in the Mano River Union. It also reportedly condemned the use of violence by the State. On the day of Mr. Gongloe's arrest, the Government reportedly ordered *The Analyst* closed down. Fears have been expressed that Mr. Gongloe may be at risk of further torture or other forms of ill-treatment.

355. On 30 September 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture, the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention sent an urgent appeal regarding **Sheikh K. M. Sackor, Hassan Bility, Mohammad Kamara and Ansumana Kamara**. According to the information received, Sheikh Sackor, the

Executive Director of Humanist Watch, was reportedly arrested on 25 July 2002 and his whereabouts have since then remained undisclosed. Mr. Bility, a journalist and human rights defender on behalf of whom the Special Rapporteurs on torture and on freedom of opinion and expression had intervened on 27 June and 12 July 2002, has reportedly been detained incommunicado for more than three months. While reports suggest that he has been moved between various places of detention, the authorities have allegedly consistently failed to make public where he was being held. Mr. Bility, who suffers from malaria, is allegedly denied access to medical care. Mr. Kamara and Mr. Kamara, who were reportedly arrested together with Mr. Bility on 24 June 2002 by two men in plain clothes believed to be members of the Criminal Investigation Division of the National Police, are believed to be held at the National Security Agency. All four men have reportedly been accused of belonging to the armed opposition group Liberians United for Reconciliation and Democracy. None of them has, however, reportedly been charged with any offence. Writs of habeas corpus filed by lawyers on their behalf have reportedly been blatantly disregarded. All four are now said to be on trial under military jurisdiction.

Observations

356. The Special Representative regrets that at the time of the finalization of the present report, no reply to her communications had been received from the Government.

Maroc

Communications reçues

357. Par lettre datée du 4 avril 2002, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent envoyé le 3 avril 2001 concernant **Noumri Brahim** et **Mahmoud Elhamed** (E/CN.4/2002/106, annexe, par. 295). Le Gouvernement a confirmé que Noumri Brahim et Mahmoud Elhamed avaient été interpellés par la police des frontières le 24 mars 2001 à l'aéroport de Casablanca. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que la police avait trouvé en possession des intéressés des documents à caractère subversif contenant des informations propagandistes dénigrant l'image du Maroc et destinées à des commanditaires installés à l'étranger pour porter préjudice à l'ordre et à la sécurité du Royaume. Le Gouvernement a ajouté que les enquêtes avaient révélé que Noumri Brahim et Mahmoud Elhamed avaient déjà fait l'objet d'une condamnation pour activité subversive et que les mesures prises à leur encontre étaient motivées juridiquement. Le Gouvernement a enfin précisé que Noumri Brahim et Mahmoud Elhamed jouissaient de leur liberté de circulation et que Noumri Brahim avait vraisemblablement participé à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme à Genève.

358. Par lettre datée du 21 mai 2002, le Gouvernement a fourni des renseignements supplémentaires concernant les membres de l'Association marocaine des droits de l'homme et les autres personnes ayant été poursuivies devant le tribunal de première instance de Rabat pour organisation d'une manifestation non autorisée et attroupement sur la voie publique susceptible de menacer la sécurité publique (voir l'appel urgent envoyé le 3 avril 2001 par la Représentante spéciale). Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que les personnes susmentionnées

ont été condamnées à une peine de trois mois de prison ferme et une amende de 3 000 dirhams chacun. Le 21 novembre 2001, ce jugement a cependant été annulé par la cour d'appel de Rabat et les intéressés acquittés.

Observations

359. La Représentante spéciale remercie le Gouvernement pour ses réponses. Elle accueille favorablement l'acquiescement des membres de l'Association marocaine des droits de l'homme.

México

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

360. El 3 de diciembre de 2001 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas en cuanto a los defensores de los derechos humanos **Manuel Gómez Hernández** y **Juan Gómez Hernández**, miembros de la familia Gómez Hernández así como miembros de la comunidad indígena de la Colonia Los Ángeles de Chiapas. Se informa de que Manuel y Juan Gómez Hernández habrían trabajado con el Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, que habría denunciado el desplazamiento forzado de los miembros de las comunidades indígenas en los Altos de Chiapas. El 16 de noviembre de 2001, los hermanos Hernández habrían indagado ante la Comisión Estatal de los Derechos Humanos por un miembro de la Colonia Los Ángeles, Salvador Díaz, quien habría sido detenido ese día por la Policía Judicial del Estado (PJE). Al día siguiente, la PJE habría ido al domicilio de Manuel Gómez Hernández a interrogarle. El Sr. Hernández habría decidido esconderse mientras su familia seguiría siendo vigilada por caciques locales supuestamente asociados a la PJE. Asimismo, miembros de la comunidad Colonia Los Ángeles habrían sido amenazados por caciques locales quienes habrían declarado que iban a matar a los hermanos Hernández. El Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas habría solicitado a la Comisión Nacional de Derechos Humanos y a la Procuraduría General de Justicia del Estado que tomara medidas para garantizar la seguridad de los hermanos Hernández, de su familia y de la comunidad indígena de la Colonia Los Ángeles de Chiapas.

361. El 20 de diciembre de 2001 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas en relación con el caso de **Ramón Pérez Peñate**, defensor de los derechos humanos de los pueblos indígenas y miembro de la Red de Defensores Comunitarios, en Tila, Estado de Chiapas. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 8 de diciembre, en el municipio de Tila, hacia la medianoche, el Sr. Pérez estaba durmiendo cuando presuntos paramilitares del grupo Paz y Justicia, habrían encendido su casa. A pesar de los graves daños materiales, se informa de que el Sr. Pérez Peñate pudo salir ileso. El ataque al Sr. Pérez Peñate estaría relacionado con su trabajo como defensor comunitario y específicamente con las acciones que se encuentra realizando para la localización de personas que desaparecieron en la zona norte de la entidad chiapaneca durante las confrontaciones entre integrantes del grupo Paz y Justicia y

bases de apoyo del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN). Cabe señalar que este ataque se realiza en el contexto dentro de una serie de amenazas, ataques y hostigamiento que desde hace seis meses habrían recibido miembros de la Red de Defensores Comunitarios, incluso el Sr. Pérez, al parecer debido a su labor en la denuncia y defensa de violaciones a los derechos humanos en distintas comunidades indígenas del Estado de Chiapas.

362. El 17 de enero de 2002, el Representante Especial envió un llamamiento urgente en relación con **Pedro Raúl López Hernández**, presidente de la Comisión de Derechos Humanos del Estado de Chiapas, quien seguiría siendo víctima de amenazas y hostigamiento. En este sentido, el 18 de diciembre de 2001 el Sr. López Hernández habría sido amenazado en la carretera de Tuxtla Gutiérrez a San Cristóbal de Las Casas por cuatro personas desconocidas que viajaban en una camioneta. Además, se informó de que el 14 de enero de 2002 su domicilio particular así como la camioneta que es propiedad de la Comisión habrían sido objeto de disparos, siete de los cuales habrían impactado en los cristales de la recámara de su hija menor. De acuerdo con la información recibida, personas extrañas habrían vigilando constantemente el domicilio del Sr. López Hernández quien habría recibido llamadas anónimas por teléfono. Estos hechos podrían estar relacionados con su oposición a que se consulte forzosamente al Gobernador constitucional de la provincia Estado de Chiapas antes de que la Comisión emita recomendaciones públicas. Asimismo, se alega que existiría en su contra una campaña de difamación a través de los medios masivos de comunicación por parte de Pablo Salazar Mediguchia, Gobernador constitucional de la provincia Estado de Chiapas y de Cesar Chávez Castillo.

363. El 25 febrero de 2002, la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias con respecto a las presuntas amenazas y hostigamiento contra **Fernando Ruiz Canales**, presidente del Consejo para la Ley y los Derechos Humanos. Según la información recibida, el 15 de febrero, el Sr. Ruiz Canales habría sido objeto de seguimiento por parte de una patrulla de policía en la cual se encontraba Humberto Téllez Rivera, comandante de la Policía Preventiva del Distrito Federal. Después de seguirlo hasta un Banco, el comandante habría procedido a interrogar a la escolta del Sr. Ruiz Canales, constituida de miembros de la Procuraduría General de la República (PGR). Se informa también que los días 16 y 17 de febrero el Sr. Ruiz Canales habría recibido amenazas de muerte por teléfono. Asimismo, el 19 de febrero, el Sr. Ruiz Canales y sus escoltas habrían sido cercados en una sucursal de Banco Banamex por varias patrullas de la Secretaría de Seguridad Pública del Distrito Federal bajo el pretexto que se encontraban personas armadas en el banco. Según los informes, estos hechos estarían relacionados con el trabajo del Sr. Ruiz Canales, que consiste en acudir a los lugares donde la policía habría cometido presuntas detenciones ilegales y otras violaciones de derechos humanos para investigar las circunstancias de lo sucedido y proporcionar asesoramiento legal a las víctimas. En este sentido cabe recordar el llamamiento urgente enviado el 7 noviembre de 2001 por la Representante Especial junto con la Relatora Especial respecto a las amenazas de muerte que recibieron el Sr. Ruiz Canales y otros defensores de los derechos humanos tras el asesinato de la abogada de derechos humanos Digna Ochoa. Por carta fechada el 1.º de noviembre de 2001, el Gobierno de México informó que la PGR brindó protección con escoltas para las víctimas y que se inició una investigación sobre los hechos.

364. El 27 de febrero de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias. Según las informaciones recibidas, el 19 de febrero, **Reyna Pérez Hernández**, miembro del Centro de Apoyo al Movimiento Popular Oaxaqueño e integrante del Consejo Popular Indígena de Oaxaca Ricardo Flores Magon (CIPO-RFM), habría llegado a su casa y encontrado que alguien habría entrado en ella y la habría destrozado. Los asaltantes habrían dejado una nota en la que se profería una amenaza de muerte y que la tendrían bajo estrecha vigilancia en relación con la labor que desempeña en la CIPO. Asimismo **Raúl Gatica**, líder de CIPO-RFM, también habría recibido amenazas de muerte. Según los informes, el Sr. Gatica habría recibido una carta supuestamente firmada por las autoridades municipales y conteniendo amenazas contra su vida. El Sr. Gatica ya habría sido amenazado, en enero de 2001, por el presidente municipal de Tenetze de Zaragoza. Tal amenaza habría venido precedida de la detención ilegal, por parte de las autoridades municipales, de 46 miembros y simpatizantes del CIPO-RFM que habrían sido torturados para obligarlos a firmar un acuerdo comunitario.

365. El 25 de marzo de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias a propósito de las presuntas amenazas de las que habrían sido víctimas **Bárbara Zamora** y **Pilar Noriega**, abogadas de derechos humanos y estrechas colaboradoras de Digna Ochoa, destacada abogada de derechos humanos asesinada el año pasado en la ciudad de México. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 18 de marzo, la Sra. Zamora habría recibido un mensaje de correo electrónico amenazador cuyo tono y estilo habrían sido similares a unos mensajes recibidos desde 1996 por la difunta Digna Ochoa. Además, se informa de que habría recibido llamadas telefónicas amenazadoras en 2001 en las cuales se escuchaban sonidos de disparos, gritos y música de réquiem. A pesar de que la Sra. Zamora habría denunciado ante la Procuraduría General de Justicia del Distrito Federal (PGJDF) estas últimas amenazas, no se habría identificado a los responsables. Sin embargo, las autoridades se habrían ofrecido a asignarle un guardaespaldas. Según las informaciones recibidas, en octubre de 2001, tras la muerte de Digna Ochoa en las oficinas que compartía con la Sra. Zamora, la Corte Interamericana de Derechos Humanos habría pedido al Gobierno mexicano que tomara medidas de protección para garantizar la seguridad de varios defensores de los derechos humanos en peligro, incluida Bárbara Zamora y Pilar Noriega, quien trabajó con Digna Ochoa en casos muy destacados. Por fin, se alega que la Sra. Zamora y otros destacados defensores de los derechos humanos habrían criticado enérgicamente a las autoridades, después de que llegaron a los medios de comunicación nacionales filtraciones que parecían indicar que la investigación iba a concluir que Digna Ochoa se había suicidado, y que no habría sido asesinada. En este contexto, la Representante Especial y la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias agradecen al Gobierno de México su respuesta al llamamiento urgente enviado el 23 de octubre de 2001 juntamente con el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura pidiendo protección para Bárbara Zamora y Pilar Noriega (E/CN.4/2002/106). Sin embargo, expresan de nuevo su profunda preocupación por su seguridad e instan al Gobierno de México a que adopte medidas de protección adicionales para garantizar la integridad y la vida de ambas mujeres.

366. El 10 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias a propósito de la situación de **Leonel Guadalupe Rivero**, abogado de derechos humanos miembro del grupo Tierra y Libertad, quien habría escapado por poco de ser

agredido el 6 de abril de 2002. De acuerdo con las informaciones recibidas, los dos guardaespaldas aguardaban al Sr. Guadalupe Rivero delante de su casa en la Ciudad de México, a las 06.10 horas, cuando tres hombres se habrían aproximado a ellos, fingiendo estar borrachos. Los tres hombres habrían agredido a los guardaespaldas, los habrían golpeado y les habrían quitado sus armas. Según los informes, habrían preguntado a los guardaespaldas a quién estaban esperando y les habrían dicho que, cuando llegara, iban a matarlo. En marzo de 2000, la casa del Sr. Guadalupe Rivero habría sido asaltada, y en mayo de ese mismo año alguien habría arrojado piedras contra sus ventanas. Según los informes, esos actos de intimidación estarían relacionados con el trabajo del abogado en defensa de los estudiantes universitarios en huelga así como con varios casos destacados de derechos humanos, en algunos de los cuales trabajaba la difunta abogada de derechos humanos Digna Ochoa. Se recibió información de que el Gobierno mexicano asignó los guardaespaldas para proteger al Sr. Guadalupe Rivero tras el asesinato de Digna Ochoa, a petición de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. La asociación de abogados de derechos humanos, Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL) habría solicitado a la Corte Interamericana de Derechos Humanos que pida al Gobierno que refuerce la protección que se está brindando a este abogado.

367. El 7 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a las presuntas amenazas de muerte e intimidaciones en contra de **Joaquín Flores Félix**, miembro de la organización Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan A. C., en el Estado de Guerrero. El 27 de marzo, el Sr. Flores Félix habría recibido una llamada telefónica amenazando a su hija y a su ex esposa. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 2 de mayo se habría producido un incendio en el apartamento de su ex esposa; sin embargo, no se pudieron esclarecer las circunstancias de este incendio. Al recibir los días siguientes varias amenazas telefónicas, el Sr. Flores Félix decidió denunciarlas ante la Procuraduría General del Distrito Federal. Se teme por la seguridad del Sr. Flores Félix Estas ya que estas amenazas estarían relacionadas con sus actividades para la defensa de los pueblos indígenas del Estado de Guerrero.

368. El 11 de junio de 2002 la Representante Especial envió otro llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias sobre las amenazas de muerte y hostigamiento en contra de Fernando Ruiz Canales. Según la información recibida, **Fernando Ruiz Canales** habría salido del país el 8 de marzo de 2002 para garantizar su seguridad ya que habría recibido amenazas, y habría regresado a México el 8 de mayo tras haber sido informado de que existía una investigación de la PGR y del Centro de Investigación y Seguridad Nacional (CISEN) sobre sus actividades, ya que se consideraba "sospechoso" por haber salido del país. Sin embargo, según un correo electrónico enviado el 13 de mayo por la Comisión Nacional de Derechos Humanos, no existiría tal investigación ni por parte de la Procuraduría, ni por parte del CISEN. De acuerdo con las informaciones recibidas, este rumor habría sido generado por policías de la Procuraduría, en particular los que integraron la escolta que habría sido asignada al Sr. Ruiz Canales cuando se habría encontrado amenazado de muerte, al igual que otros cuatro defensores en un mensaje anónimo enviado a los medios de comunicación nacionales el 27 de octubre de 2001. Según los informes, desde su regreso a México, el Sr. Ruiz Canales sería objeto de graves amenazas y hostigamiento. El 11 de mayo, al salir de su domicilio, un auto sin placas de circulación con dos personas a bordo le habría seguido a distancia. Al día siguiente, alrededor de las 23.00 horas, una camioneta le habría seguido nuevamente a distancia, y al llegar a un cruce, el conductor

habría intentado bloquear su paso. Tres hombres habrían bajado entonces de la camioneta, dos de los cuales llevaban uniforme de policías preventivos del Distrito Federal. Al parecer, uno de ellos llevaba una pistola, lo cual habría motivado la huida del Sr. Ruiz Canales. Por fin, los informes añaden que el 4 de junio de 2002, éste habría encontrado en el buzón de su domicilio una cruz hecha con papel rojo y en la cual estaba escrito el siguiente mensaje: "Fernando Ruiz descansa en paz (1970-agosto de 2002)". Estas amenazas estarían relacionadas con un editorial del Sr. Ruiz Canales del día 15 de mayo de 2002 publicado en una página web sobre el caso de Guillermo Vélez, quien falleció tras ser torturado por policías judiciales federales.

369. El 21 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas en relación con las presuntas amenazas contra **Juan Anzaldo Meneses**, miembro de Ce-Acatl, grupo de defensa de los derechos de los indígenas. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 12 de junio de 2002, el Sr. Meneses regresaba en su coche de una manifestación pacífica que Ce-Acatl había ayudado a organizar ante la Suprema Corte de Justicia de la Nación cuando habría sido interceptado por unos hombres que viajaban en una camioneta. Se informa de que el Sr. Meneses les habría preguntado si eran agentes de la policía municipal o de la del Estado y, al parecer, ellos le habrían respondido que eran policías del Estado. Estos hombres le habrían pedido que les mostrara sus documentos de identidad y habrían registrado su automóvil. Luego, le habrían llevado a un lugar desconocido, mientras uno de ellos le habría mantenido sujeto con una llave de cabeza y le habría cubierto los ojos. Según los informes, durante el breve trayecto, el hombre que conducía habría afirmado que no era policía. Los informes indican que también habrían preguntado al Sr. Meneses sobre su trabajo y su familia. Por fin, le habrían dejado en libertad robándole su tarjeta de crédito y ordenándole que condujera todo recto y que se callara o, de lo contrario, le dispararían. El Sr. Meneses habría denunciado el incidente al Ministerio Público en La Paz al día siguiente. El grupo Ce-Acatl habría denunciado ataques contra sus vehículos en tres ocasiones diferentes en el pasado.

370. El 23 de Julio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados en relación con **Arturo Requensens Galnares**, miembro de la organización Acción de Cristianos para la Abolición de la Tortura (ACAT-México), quien habría sido objeto de amenazas y actos de hostigamiento por su trabajo de defensa en casos de tortura, desapariciones forzadas y ejecuciones extrajudiciales. De acuerdo con la información recibida, el Sr. Requensens se encuentra actualmente trabajando en el caso de Jesús Ángel Gutiérrez Olivera, quien el 14 de marzo de 2002 fuera detenido y posteriormente desaparecido, según se afirma, por policías judiciales, sin que hasta la fecha se tengan noticias de su paradero. Se indica además que el 16 de julio, el Sr. Requensens habría notado la presencia, en frente de su casa, de una camioneta con vidrios polarizados sin placas, al interior de la cual se encontraban seis personas. Asimismo, el 17 de julio, habría recibido en su teléfono celular un mensaje en el que se escucharía claramente el accionar de un arma de cartucho.

371. El 13 de septiembre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales,

sumarias o arbitrarias sobre la situación de peligro en la cual se encontrarían **Francisco Cortez Pastenes, ex agente de la Policía Judicial del Estado, y su familia**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 14 de agosto de 2002, unos hombres presuntamente pertenecientes a la Policía Judicial del Estado y ex colegas del Sr. Cortez, le habrían esperado delante de su casa, y le habrían apuntado con un arma en un intento de detenerlo. El Sr. Cortez habría conseguido escapar en su automóvil seguido por los policías. Se habría dirigido al centro de Chilpancingo, donde habría buscado refugio en la Comisión de Defensa de los Derechos Humanos (CODDEHUM) del Estado de Guerrero. Estas amenazas estarían relacionadas con el hecho que habría hecho públicos datos importantes que presuntamente implicaban a ex colegas y a otros altos funcionarios del Estado en delitos graves, como la “desaparición” de Faustino Jiménez. Dicha información facilitada habría permitido a la CODDEHUM emitir una recomendación a las autoridades en relación con nueve presuntos casos de “desaparición” ocurridos en el Estado, entre ellos el de Faustino Jiménez. La presión nacional e internacional ejercida en torno a estos casos habría dado lugar finalmente a que se emitieran órdenes de detención contra dos agentes de la PJE en relación con la “desaparición” de Faustino Jiménez. Sin embargo, la demora en emitir las órdenes de detención y el hecho de que, al parecer, se habría advertido previamente a los agentes acusados habría permitido a éstos ocultarse y evitar la detención.

372. El 17 de octubre de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias. Según la información recibida, Pedro Raúl Hernández, presidente de la Comisión de Derechos Humanos del Estado de Chiapas, seguiría siendo víctima de amenazas. El 10 de octubre de 2002, se habría dirigido a una farmacia cercana a su domicilio sin escoltas (asignados desde enero de este año), a quienes les hubiera pedido que no lo acompañaran por dirigirse a un lugar cercano. En el trayecto habría sido interceptado por tres individuos quienes lo habrían amenazado con arma de fuego y propinado golpes en el cuerpo y el rostro, diciéndole que “dejara de atacar al Gobierno del Estado”. Un llamamiento urgente sobre la situación del Sr. Hernández fue enviado al Gobierno de México el 17 de enero de 2002.

Cartas de alegación

373. El 7 de octubre de 2002 la Representante Especial envió alegaciones en los siguientes casos:

La Representante Especial fue informada de que el 18 de junio de 2002 **Rogel del Rosal**, dirigente de la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Huasteca Potosina (COCIHP), habría sido detenido sin orden de arresto por cinco individuos vestidos de civil. Según la información recibida, éstos le habrían tapado la boca para impedir que gritara y de inmediato lo habrían subido a un vehículo de color gris. Posteriormente se informó de que la detención habría sido realizada por elementos de la PGR y que el Sr. del Rosal habría sido liberado el 19 de junio, 24 horas después de su arresto. Según la información recibida, el Sr. del Rosal, se ha caracterizado por su trabajo a favor de los derechos de los campesinos en la región de la Huasteca Potosina.

374. Se recibió información según la cual el 19 de febrero de 2002 **Victoria Caravero Vallina**, portavoz de la organización Coordinadora Juarense en Pro de la Mujer, habría sido asaltada junto con su madre cuando se encontraban cerca de su casa. Se informó de que debido a sus actividades en defensa de los derechos humanos de las mujeres, la Sra.

Caravero Vallina habría recibido numerosas amenazas telefónicas desde principios de 2002.

375. El 26 de octubre de 2001 **Abel Barrera**, director de la Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan, habría sido informado de que alguien planeaba matarlo. Ese mismo día el Centro Miguel Agustín Pro Juárez de Derechos Humanos (Prodh) habría solicitado a la Secretaría de Gobernación la adopción de medidas de protección para Abel Barrera. Según la información proporcionada, el 4 de diciembre, el Sr. Barrera habría sido interceptado por agentes de la PGR en las calles de Tlapa, Guerrero, quienes lo habrían interrogado e intimidado. También se recibió información indicando que el 17 de diciembre de 2001 el Sr. Barrera habría recibido un oficio de la Secretaría de Gobernación donde habría sido informado de que su caso ya había sido turnado a la PGR para que ésta le brindara la protección necesaria. Según la información proporcionada el 30 de diciembre de 2001 se habrían designado dos policías para la protección del mismo. Sin embargo se alega que dichos policías no habrían sido dotados de recursos suficientes para acompañarle en todas sus actividades como defensor de derechos humanos.

376. El 19 de febrero de 2002, **Francisco Cruz Pérez**, miembro de la Red de Defensores Comunitarios por los Derechos Humanos (RDCDH), habría tratado de visitar a cinco personas que habrían sido detenidas arbitrariamente por presuntos paramilitares de San Jeronimo Tulijá y que habrían sido remitidas a las oficinas del Ministerio Público de Palenque, Chiapas. Según la información proporcionada, las personas habrían sido torturadas durante su detención y el Sr. Cruz Pérez sólo habría podido hablar momentos breves con uno de los detenidos, ya que éstos habrían sido trasladados de manera expedita por las autoridades del Ministerio Público de Palenque, a Tuxtla Gutiérrez. Según la información recibida, como consecuencia de su acción en favor de los presuntos detenidos, el Sr. Cruz Pérez habría sido víctima de amenazas de muerte por parte del presunto grupo paramilitar.

377. Según la información recibida, **Jesús Navarrete Castellanos** y **Evangelina Navarrete**, hermanos y dirigentes del Sindicato de la Coordinación Nacional de Electricistas (CNE), habrían sido víctimas de amenazas y ataques en el contexto de sus actividades como sindicalistas independientes. Se alega que en reiteradas ocasiones ambos habrían sido amenazados a través de llamadas anónimas y que habrían sido amenazados directamente por dirigentes del Sindicato Único de Trabajadores Electricistas de la República Mexicana (SUTRUM). El 12 de junio de 2002, se alega que la Sra. Navarrete habría recibido varias llamadas falsas a su trabajo en las que se le habría informado de que debía presentarse a la escuela de su hija porque le había pasado algo grave. Según la información recibida, el 14 de junio Axel Rivero Navarrete, de 13 años, hijo de Jesús Navarrete, habría sido asaltado por desconocidos que le robaron, a punta de pistola, las llaves de su casa sin interesarse por otras pertenencias de valor. El 26 de julio se reporta que Axel Rivero Navarrete también habría sido seguido por una furgoneta de vidrios polarizados. Según la información recibida, el CNE habría ido denunciando estas amenazas a la PGJDF desde mayo de 2002.

Comunicaciones recibidas

378. El 16 de enero de 2002, el Gobierno de México envió informaciones suplementarias en el caso de **Aldo González** y **Melina Hernández** (E/CN.4/2002/106

párrs. 248 y 292). Según la información proporcionada, el 4 de enero 2002 se llevó a cabo una reunión entre los peticionarios y las autoridades del Gobierno de Oaxaca, con el objeto de discutir la forma de implementar medidas cautelares dirigidas a salvaguardar la vida e integridad de los mismos. Al mismo tiempo se invitó a los peticionarios a prestar su colaboración en el marco de la averiguación previa iniciada, para la que se les había girado cuatro citatorios desde el 27 noviembre de 2001, dirigidos a recabar información que permita integrar dicha averiguación. En la reunión antes mencionada se hizo de conocimiento de los peticionarios que no era posible acceder a su petición de obtener teléfonos celulares como parte de las medidas de seguridad, debido a que no existe en el Estado ninguna compañía con cobertura en la zona en que ellos realizan sus actividades. Se les comunicó que el Estado no cuenta con los medios para un vehículo y un sistema de circuito cerrado. El Gobierno del Estado ofreció a los peticionarios proporcionarles custodia policiaca las 24 horas. Dicho ofrecimiento fue rechazado por los peticionarios. Por su parte el Gobierno estatal ofreció servir de enlace con organismos gubernamentales encargados de la protección de los derechos humanos. Los peticionarios ponderarán dicho ofrecimiento.

379. El 21 de enero de 2002, el Gobierno de México comunicó que el 14 de julio de 2001, a las 12.30 horas, fue detenido **Gerardo Cabrera González** por elementos del Ejército mexicano pertenecientes al 19 Batallón de Infantería con residencia oficial en Petatlán, Estado de Guerrero (E/CN.4/2002/106 párrs. 242, 260, 269 y 287). La detención fue efectuada en las inmediaciones del poblado Banco Nuevo, municipio de Petatlán, en donde el Sr. Cabrera González fue interceptado por dichos elementos, quienes se percataron que llevaba un objeto envuelto en una cobija, lo que resultó ser un fusil AK-47, calibre 7.62X39 mm, con un cargador puesto con treinta cartuchos útiles del mismo calibre, con dos cargadores más para la misma arma conteniendo cada uno 20 cartuchos del mismo calibre y una carabina calibre 30-30. En la misma fecha el Sr. Cabrera González fue puesto a disposición en la Agencia Única del Ministerio Público de la Federación, con sede en Zihuatanejo, Guerrero, con el fin de que fuera iniciada la averiguación previa correspondiente. Lo anterior motivó el inicio de una averiguación previa, dentro de la cual se practicaron diligencias necesarias que acreditaron el cuerpo del delito y la probable responsabilidad penal del Sr. Cabrera González. El 16 de julio de 2001 la averiguación previa fue consignada con detenido al Juzgado Tercero Distrito. En el Juzgado Tercero se radicó bajo causa penal, en donde el juez que conoce de dicha causa después del análisis de las constancias ofrecidas por el Ministerio Público, y con respeto a las garantías de audiencia y de defensa del inculpado, determinó la existencia de elementos suficientes para procesar al Sr. Cabrera González por delito de violación a la Ley Federal de Armas de Fuego de Uso Exclusivo, del Ejército, Armada y Fuerza Aérea y en consecuencia se le dictó auto de formal prisión el 16 de julio de 2001. La causa penal iniciada se encuentra en trámite. Adicionalmente, en los archivos de la Procuraduría General de Justicia del Estado se encontraron otras averiguaciones en las que se encuentra involucrado el Sr. Cabrera González como presunto responsable: En la causa penal 102-1/2000 se libró orden de aprehensión en su contra por el delito de abigeato, cometido en agravio de Faustino Rodríguez Sánchez. Dicha causa se tramita ante el Juzgado Segundo de Primera Instancia del Distrito Judicial de Azueta, Guerrero. En la causa penal 107/2000-2 se libró orden de aprehensión en su contra por los delitos de homicidio calificado y lesiones, cometidos en agravio de Isabel Rodríguez Manrique y Monico Díaz Torrez, así como de Faustino Rodríguez Sánchez. Por el segundo de los ilícitos, dicha causa penal se tramita ante el Juzgado Primero de Primera Instancia del Distrito de Azueta, Guerrero.

380. El 23 de enero de 2002, el Gobierno de México comunicó que se inició un acta administrativa por los presuntos actos de hostigamiento cometidos en contra de **Marina Patricia Jiménez Ramírez** en la Subprocuraduría de Justicia de Zona Altos, en San Cristóbal de las Casas, Chiapas (E/CN.4/2002/106 párrs. 244 y 273). Esta fue remitida a la Dirección de Asuntos Relevantes de la Procuraduría, la cual depende del Procurador General de Justicia del Estado de Chiapas. El Ministerio Público obtuvo información proveniente del agente de la Policía Judicial del Estado auxiliar en la investigación referente al nombre de la persona que presuntamente requirió información sobre los viajes que realizaría la Sra. Jiménez Ramírez. A partir de declaraciones se logró detallar los rasgos físicos de los presuntos responsables y se designó un perito en materia de retrato hablado. El Gobierno de México agrega “como puede apreciarse de la información antes referida, las autoridades locales competentes han dado la importancia que merecen los presuntos actos de molestia” cometidos contra la Sra. Jiménez Ramírez. Asimismo, se están realizando las diligencias necesarias, tendientes a identificar y dar con el paradero de los presuntos responsables.

381. El 31 de enero de 2002 el Gobierno de México envió una comunicación en relación al caso de **Pedro Raúl López Hernández** en la que se informa de que el 16 de enero de 2002 el Procurador General de Justicia del Estado de Chiapas sostuvo una reunión con el Sr. López Hernández en la que se acordó que se implementarían medidas de seguridad en el domicilio del mismo y en las oficinas de la Comisión, con vigilancia constante por parte de elementos de la policía. De igual forma, se puso a su disposición un grupo de agentes para el resguardo personal de su esposa y sus hijas. En esa misma fecha, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos decretó la adopción de medidas cautelares a favor del Sr. López Hernández y su familia, con vigencia de seis meses.

382. El 12 y el 21 de febrero de 2002 el Gobierno de México envió comunicaciones en relación con el caso del **general José Francisco Gallardo Rodríguez** (E/CN.4/2002/106 párr. 243). En ellas informa de que el 7 de febrero de 2002 fue puesto en libertad “en virtud que las dos penas que se encontraba compurgando le fueron reducidas al tiempo que llevaba en prisión. Esto significa que dichas penas, que sumaban un total de 28 años, 8 meses de prisión, se consideran como satisfechas”. El Gobierno informó de que la liberación del Sr. Gallardo Rodríguez fue posible en virtud del acuerdo suscrito entre el Presidente de la República, Vicente Fox Quesada, mediante el cual concedió la reducción de las penas impuestas, con fundamento en los artículos 89, fracción I de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, y los artículos 123, 178 y 871 del Código de Justicia Militar. Estos dos últimos prevén el otorgamiento de dicho beneficio como una atribución exclusiva del titular del Ejecutivo Federal. La decisión adoptada permite a su vez que, de considerarlo pertinente, el Sr. Gallardo Rodríguez pueda interponer las acciones procesales que considere procedentes ante los órganos jurisdiccionales nacionales. Adicionalmente desde el momento mismo de la liberación, se brinda al Sr. Gallardo Rodríguez protección personal con carácter preventivo, con un guardia a cargo de elementos de la Policía Federal Preventiva.

383. El 18 de marzo de 2002 el Gobierno de México comunicó que en el caso de Ramón Pérez Peñate, la Comisión Estatal de Derechos Humanos inició un expediente de queja en donde se investiga tanto el incendio al domicilio de Ramón Pérez Peñate como las amenazas que ha recibido. El 25 de enero de 2002, la Comisión dictó medidas cautelares, solicitando al Secretario de Seguridad Pública, al Procurador General de Justicia y al

Presidente Municipal de Tila, Chiapas, que garantice la integridad física del Sr. Pérez Peñate. De igual forma la Comisión solicitó se atiende, a través del diálogo, el conflicto interno que se ha generado en el ejido en el cual vive el Sr. Pérez Peñate. La Comisión Nacional de Derechos Humanos también inició un expediente de queja que se encuentra en etapa de integración.

384. El 29 de abril el Gobierno de México comunicó información en relación con el caso de Leonel Guadalupe Rivero Rodríguez. Según la misma, de conformidad con el contenido del acta levantada el 6 de abril de 2002 ante el agente del Ministerio Público del Fuero Común en Ecatepec de Morelos, Estado de México, y con la Tarjeta Informativa rendida ante Titular de la Agencia Federal de Investigación por Immer Sánchez Morelos y Alberto Manuel Burciaga Olvera, agentes federales que hasta esa fecha fungían como escoltas de Leonel Guadalupe Rivero Rodríguez se encontraban en el vehículo que les fuera asignado para prestar el servicio de escoltas, cuando fueron amenazados por tres sujetos que los sometieron, los registraron, los cuestionaron acerca del motivo de su presencia en el lugar de los hechos y los privaron de sus pertenencias, a uno de ellos de su arma de cargo y a otro lo encerraron en la cajuela del vehículo referido. La PGR manifiesta que las lesiones sufridas por los agentes fueron leves y que al parecer se trata de un asalto por descuido, consecuencia del incumplimiento de las normas de seguridad por parte de los agentes federales, de donde se desprende que no hubo intención alguna de agredir o hacerle saber algún tipo de mensaje al Sr. Rivero Rodríguez. La PGR también señala que de manera inmediata fueron enviados otros dos agentes para relevar permanentemente a los dos agentes involucrados en el incidente. Se dio inicio a la averiguación previa por el delito de robo.

385. El 1.º de julio de 2002, el Gobierno de México comunicó que la Comisión de Defensa de los Derechos Humanos del Estado de Guerrero no cuenta con ningún antecedente sobre las supuestas amenazas inferidas en contra de Joaquín Flores Felix y miembros de su familia, toda vez que según la queja, los hechos habrían ocurrido en el Distrito Federal, según lo informó Abel Barrera Hernández, Director del Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan, A. C. La PGJDF informó de que la Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal inició una queja en la que solicitó a la PGJDF tomar las medidas precautorias de conservación a favor de Joaquín Flores Felix y su familia. La PGJDF informó que el 24 de mayo de 2002, recibió en sus instalaciones al Sr. Flores Felix y a su esposa, quienes manifestaron que en esa misma fecha elementos de la Coordinación de Policía Judicial de la Fiscalía Desconcentrada en Coyoacán se presentaron en su domicilio a fin de concertar la implementación de acciones tendientes a proteger la vida e integridad física de él y su familia. El Sr. Flores Felix manifestó su conformidad con la medida y con la atención proporcionada por esa Coordinación.

386. El 1.º de octubre de 2002, el Gobierno de México informó en relación con el caso de **Arturo Requenses Galnares** que el 17 de junio de 2002 éste se constituyó ante la Fiscalía Especial para la Seguridad de las Personas e Instituciones a fin de presentar su denuncia. La Fiscalía Especial referida inmediatamente determinó asignarle un agente del Ministerio Público adscrito al área de derechos humanos de la PGJDF, para que asesorara y acompañara al Sr. Requenses Galanares en su comparecencia ante las autoridades ministeriales. Como consecuencia se dio inicio a una averiguación previa por los delitos de amenazas y hostigamiento. Se dio intervención inmediata a la Policía Judicial del Distrito Federal a fin de que practicara las diligencias tendientes a aportar nuevos elementos que permitan a la autoridad ministerial, citar a comparecer al o a los probables

responsables. Se le otorgó de motu proprio y de manera preventiva las medidas de protección consistentes en protección personal a cargo de elementos de la Policía Judicial de la Dirección de atención de Delitos relativos a la Privación Ilegal de la Libertad de la PGJDF, durante sus traslados en la Ciudad de México y mantener protección en el domicilio de Arturo Requenses Galnares y en las oficinas de la organización ACAT-México, por conducto de elementos de la Policía Judicial del Distrito Federal. Se estudia la posibilidad de instalar un sistema de circuito cerrado en las oficinas donde labora el Sr. Requenses Galnares, si así lo permite la partida presupuestal; darle intervención inmediata a los peritos en materia de fonometría para que procedieran a evaluar el correo de voz de teléfono celular del Sr. Requenses Galnares a fin de determinar el probable emisor del mensaje en el que se escucha el ruido como de un motor que va de menos a más y un ruido similar al que se produce cuando se corta cartucho de un arma. Se mantiene protección en el domicilio de Guadalupe Galnares, madre de Arturo Requenses Galnares, por conducto de policías judiciales de la PGJDF. Sin embargo, el Gobierno de México requiere que ésta comparezca ante la Fiscalía para la Seguridad de las Personas e Instituciones de la PGJDF a solicitar las medidas. Para esos efectos, al igual que con su hijo, el Gobierno de México se comprometió a asignarle un Ministerio Público adscrito al área de derechos humanos de la PGJDF para que la asesore y acompañe antes, durante y después de su comparecencia. En relación al trabajo que el Sr. Requenses Galnares realiza en torno a la presunta desaparición de Jesús Ángel Gutiérrez Olvera el Gobierno de México informó, en una comunicación fechada el 5 de noviembre de 2002, que Jesús Ángel Gutiérrez Olvera presuntamente fue privado de su libertad por dos agentes de la Policía Judicial del Distrito Federal y por otras doce personas armadas en la Colonia Doctores de la Ciudad de México, sin que hasta la fecha se conozca su paradero. La PGJDF inició la averiguación previa y realizó las diligencias tendientes a esclarecer los hechos en torno a la aparente desaparición. La PGJDF determinó declinar su competencia a favor de la PGR, toda vez que de las diligencias realizadas se desprendieron elementos suficientes para establecer la posible participación de agentes federales de investigación en el asunto mencionado. La averiguación previa referida se encuentra actualmente en integración. Por otro lado, con fecha 11 de octubre de 2002, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos solicitó al Gobierno de México la implementación de medidas cautelares a favor de Leonor Guadalupe Olvera López, madre de Jesús Gutiérrez Olvera, Sandra Gutiérrez Olvera, Oscar Gutiérrez Olvera y Paola Gutiérrez Olvera, hermanos del mismo, así como de Ernesto García Garrido, testigo de los hechos denunciados. Dichas medidas de protección fueron acordadas en consulta con los interesados en una reunión con representantes de la Secretaría de Gobernación y la Secretaría de Relaciones Exteriores y consisten básicamente en proporcionar custodia a las personas mencionadas. Asimismo las autoridades acordaron informar a los familiares del Jesús Gutiérrez y a sus representantes, tanto de las actuaciones relativas a las medidas cautelares, como de los avances de la investigación.

387. Los días 11 y 19 de noviembre de 2002 el Gobierno de México envió comunicaciones en relación al caso de **Jesús y Evangelina Navarrete Castellanos**. El Gobierno de México comunicó que los hechos a los que se refiere la denuncia en el caso del Sr. Navarrete Castellanos son parcialmente ciertos. Informa de que el 28 de mayo de 2002, el Sr. Navarrete Castellanos fue citado en las oficinas de la Comisión Federal de Electricidad (CFE) para firmar un contrato individual el que establecía que quedaría definitivamente adscrito al área de ingeniería civil, ubicada en Tenayuca, Estado de México, situación ante la que se inconformó negándose a firmar dicho contrato. En esa misma fecha el Sr. Navarrete se entrevistó con el Delegado Sindical de Contabilidad y

Presupuesto a quien le solicitó una explicación del cambio de adscripción sin su consentimiento, quien le contestó que era cosa de Víctor Fuentes del Villar, Secretario de Trabajo de la CFE, quien al ingresar a las oficinas de dicha Comisión comenzó a agredir al Sr. Navarrete. Tanto Jesús como Evangelina Navarrete Castellanos son parte de la Coordinadora Nacional de Electricistas (CNE), órgano a través del cual se han expresado las inconformidades referidas y que, a decir suyo, trabaja por la democratización del Sindicato Único de Trabajadores Electricistas de la República Mexicana (SUTERM). Los interesados afirman que el 14 de junio, el hijo de Evangelina Navarrete, Axel Rivero Navarrete, de 13 años, al subir a un autobús en la parada Indios Verdes, se percató de que también subió un joven desconocido, que lo asaltó exclusivamente a él. Asimismo, se alega que el 26 de junio, al salir de la escuela, lo siguió una camioneta con vidrios polarizados y placas LSE 15-57 del Estado de México, siguiéndolo por varias cuadras por lo que tuvo que irse con sus compañeros. La PGJDF inició en junio de 2002 una averiguación en contra de Víctor Fuentes del Villar, por delito de amenazas, por lo que fue citado a presentarse a la PGJDF, sin que hasta la fecha se haya presentado. Se está a la espera de que el Sr. Navarrete presente sus testigos de los hechos y ratifique su escrito. Se está a la espera de información de psicología y las diligencias que se desprendan de ésta. El Gobierno de México aclara que el SUTERM no es una autoridad del Gobierno de México, sino una agrupación de trabajadores que funciona dentro la regulación laboral mexicana, pero que no puede considerarse como autoridad para los efectos de la posible violación de derechos humanos, ya que no depende de ningún órgano del poder público. Además agrega que el Gobierno de México se encuentra realizando las gestiones necesarias para consignar a quien resulte responsable de las amenazas alegadas y con ello brindar a los interesados una administración de justicia eficaz, con el fin de que se castigue a los que llevaron a cabo tales hechos.

388. El 11 de noviembre de 2002 el Gobierno de México envió una comunicación en relación con el caso de **Juan Anzaldo Meneses**. Según la misma, el 21 de junio de 2002, la Comisión de Derechos Humanos del Estado de México (CODHEM) recibió una queja refiriendo presuntas violaciones a los derechos humanos de Juan Anzaldo Meneses, al parecer atribuibles a servidores públicos de la PGJE. Se determinó presentar una queja y dar inicio a las investigaciones y trámites correspondientes. Por su parte, la Dirección General de Responsabilidades de la Procuraduría inició una averiguación previa. En virtud de la misma, se desprende que podrían estar involucrados servidores públicos con cargo de elementos de Policía del Estado, la cual también se encuentra en integración. Por otro lado la PGJEM informó que se encuentra abierta una investigación previa derivada de la denuncia iniciada por Juan Anzaldo Meneses, por el delito de robo en interior de vehículo, la cual se encuentra en etapa de integración.

389. En una comunicación de fecha 19 de noviembre 2002 el Gobierno de México envió información relacionada con diversas comunicaciones enviadas por la Representante Especial:

390. El Gobierno informó de que el 28 de junio 2002 la Comisión Nacional de Derechos Humanos inició una queja en la que aparece como agraviado **Rogel del Rosal Valladares**, que culminó por orientación al quejoso, ya que ese organismo nacional no encontró evidencias suficientes para considerar que existió violación de sus derechos humanos. Se estableció que su detención fue conducida en cumplimiento de una orden de aprehensión dictada por la autoridad judicial competente. Se está a la espera de la información de la

391. Después de búsquedas exhaustivas, las Comisiones Estatal y Nacional de Derechos Humanos no encontraron información relativa al caso de **Victoria Caraveo Vallina**. La Comisión Nacional de Derechos Humanos tampoco encontró información relativa al caso de **Francisco Cruz Pérez** en sus archivos. Se está a la espera de información de la Procuraduría General de Justicia y de la Comisión Estatal de Derechos Humanos del Estado de Chiapas, en caso del último.

392. En el caso de **Abel Barrera Hernández**, el Gobierno de México informa de que los hechos a los que se refiere la denuncia son correctos y que la autoridad señalada como responsable es la PGR. Añade que se desconoce a los autores de las amenazas contra el Sr. Barrera y que únicamente se podría inferir que las mismas y el hostigamiento son el resultado del trabajo que Abel Barrera realiza como presidente del Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollán, A. C. La PGR continúa realizando las diligencias necesarias para el esclarecimiento de los hechos, bajo el número 150/CH2/2001. El Gobierno de México también informa de que la Comisión Interamericana de Derechos Humanos decretó medidas cautelares a favor de Abel Barrera el 21 de diciembre de 2001 y que como resultado de ello, el 30 de diciembre de 2001 la PGR implementó un servicio de escolta en el Estado de Guerrero para la protección del Sr. Barrera. En virtud de que la escolta proporcionada no cuenta con vehículo, el Sr. Barrera ha solicitado al Gobierno de México un vehículo. Al respecto, los especialistas en seguridad establecen que resulta innecesario el otorgamiento de un vehículo, ya que al no conducir el peticionario su propio automóvil ocasionaría que uno de los agentes fuera designado sólo para conducir la unidad y el otro para la seguridad.

393. En una comunicación de 19 de noviembre de 2002 el Gobierno de México informó que en vista a las amenazas inferidas contra **Fernando Ruiz Canales** y sin mediar solicitud expresa de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, el Gobierno decidió otorgarle diversas medidas de protección como una mera acción preventiva de seguridad, la cual se hizo consistir en una escolta conformada por elementos de una corporación policiaca federal para su acompañamiento. Desde el 1.º de noviembre de 2001 la Unidad Especializada contra la Delincuencia Organizada dependiente de la PGR inició una averiguación previa. El 17 de marzo de 2002, el Sr. Ruiz Canales solicitó el retiro de la escolta debido a que abandonó el país. En junio se le reanuda el servicio de escolta a su favor, una vez se tuvo conocimiento que se encontraba de nuevo en el país. En agosto de 2002 el Sr. Ruiz Canales solicitó le fuera retirada la escolta, toda vez que nuevamente decidió salir del país.

394. En una comunicación fechada el 19 de noviembre de 2002 el Gobierno de México remitió información en torno a la acción urgente conjunta enviada en el caso de **Reyna Pérez Hernández** y **Raúl Gatica**. Se informa de que Reyna Pérez Hernández presentó una denuncia ante la Procuraduría General de Justicia del Estado de Oaxaca (PGJ Oaxaca) con fecha 19 de febrero de 2002, por el delito de robo, refiriendo que con esa fecha, al regresar de su comunidad de origen se percató de que la puerta de su domicilio se encontraba abierta y de que le habían robado varios objetos y utensilios personales, por lo que la autoridad ministerial realizó la inspección correspondiente del lugar. Reyna Pérez Hernández nunca logró acreditar la propiedad, la posesión y la preexistencia de los objetos que señala le fueron robados, así como la falta posterior de los mismos, a pesar de haber

sido requerida en 19 ocasiones para que contribuya al esclarecimiento de los hechos, presente testigos o permita la práctica de diligencias o levantamientos periciales, sin que hasta la fecha haya comparecido. En su denuncia ante el PGJ-Oaxaca no refirió haber recibido amenaza alguna y mucho menos por medio de una nota. Ante la Comisión Estatal de Derechos Humanos de Oaxaca (CEDH-Oaxaca) Reyna Pérez Hernández nunca manifestó que en la nota que dejaron en su casa quienes aparentemente llevaron a cabo el robo le habían indicado que la tendrían bajo estrecha vigilancia con relación a la labor que desempeña en el CIPO. Por último el Gobierno de México informa de que no se tiene constancia alguna de denuncia presentado por el Sr. Gatica Bautista en el caso de las presuntas amenazas de las que fuera víctima.

395. Con fecha 18 de diciembre de 2002 el Gobierno de México comunicó detalles sobre la investigación que se lleva a cabo por el asesinato de Digna Ocha (E/CN.4/2002/106, párrs. 245 a 247 y 268). El Gobierno informa de que el 1.º de agosto el Subprocurador de Averiguaciones Previas Centrales de la PGJDF entregó formalmente a la Fiscalía Especial del caso la averiguación previa. Actualmente ésta se integra de un total de 11.266 hojas contenidas en 26 tomos. El equipo de trabajo de la Fiscalía Especial para el caso Digna Ochoa está integrado de seis ministerios públicos y sus respectivos oficiales secretarios; tres peritos en las especialidades de criminalística, patología y fotografía (supervisados por un prestigiado asesor externo); un grupo de policía judicial, integrado por un jefe de grupo y cinco agentes investigadores. Se han llevado a cabo las siguientes diligencias: 192 declaraciones, 149 peritajes en las diversas especialidades, 106 informes de policía judicial y 56 inspecciones ministeriales. Además se practicaron diligencias en los Estados de Guerrero, Michoacán y Veracruz. Por cuanto al método a utilizar en esta investigación, el Ministerio Público que estaba encargado de la misma se centró en tres líneas de investigación, que son: militares, guerrero y línea de entorno social, laboral y familiar. Del estudio de la averiguación previa se ha desprendido la necesidad de continuar realizando algunas declaraciones y además se tiene contemplado llevar a cabo diligencias en los Estados de Guerrero, Michoacán, Veracruz y Yucatán, lugares en donde por el momento se ha solicitado envío de información. Por otra parte en el área pericial se cuenta con la asesoría externa de un prestigiado criminalista, así como de diversos profesionales externos que emitirán sus opiniones con relación a las materias de criminalística de campo, balística, genética, así como estudio psicoanalítico de personalidad y análisis de su entorno social y personal. En el expediente se encuentra agregada la constancia de las observaciones hechas por el consultor internacional, quien fuera designado por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos para conocer, evaluar y formular recomendaciones a la investigación que hasta el mes de febrero se había llevado a cabo. Cabe señalar también que se solicitó a las autoridades militares y de seguridad nacional del Gobierno mexicano toda la información que involucrara o fuera relativa con Digna Ochoa, tanto de los asuntos de los que conoció y en los que estaban involucrados elementos de la milicia, como lo inherente a su persona, bajo la consideración de que se trataba de alguien que era integrante de una organización no gubernamental. En el aspecto laboral se ha venido recabando la información inherente para determinar, en su momento, los casos en que participó Digna Ochoa, lo cual permitirá establecer la intervención que tuvo en cada uno de ellos.

Observaciones

396. La Representante Especial agradece al Gobierno de México las detalladas y exhaustivas respuestas a sus comunicaciones. La Representante Especial recibió con

beneficiario la información relativa a la puesta en libertad del General José Francisco Gallardo Rodríguez y las medidas adoptadas desde su liberación para brindarle protección personal con carácter preventivo. La Representante Especial recibe con interés la información relativa a la investigación que se realiza por el asesinato de Digna Ochoa y solicita al Gobierno que le siga informando sobre el desenlace de este proceso. Por otra parte, la Representante Especial reitera su interés en recibir información relativa a la situación de Francisco Cortez y de seguir recibiendo informaciones relativas a la situación de los defensores de los derechos humanos mencionados en este informe que son víctimas de amenazas y a quienes el Gobierno de México brinda medidas de protección.

Namibia

Communication sent

397. On 20 September 2002, the Special Representative and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent an urgent appeal regarding **Phil Ya Nangoloh**, the head of the Namibian National Society for Human Rights. On 30 May 2002, Mr. Nangoloh was reportedly warned by an anonymous caller to be very careful as there was a plan by Tshirumbu's people to kill him by means of a staged car crash for his criticisms of the human rights record of the Government. It has been reported that the term "Tshirumbu's people" is understood to mean the National Intelligence Agency, led by Peter Tsheehama, also known as Peter Tshirumbu. According to the information received, Mr. Nangoloh filed a complaint but the police failed to investigate the threats. It has been reported that the plan to assassinate Mr. Nangoloh has precedents. In November 2000, an anonymous letter addressed to the *Windhoek Observer* reportedly stated that if Mr. Nangoloh was to continue his human rights activities, he might well have a car accident. Other threats against Mr. Nangoloh have reportedly been uttered during radio programmes in 2000 and 2001.

Observations

398. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received from the Government.

Nepal

Communication sent

399. On 21 March 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention sent an urgent appeal regarding the arrest of **Shyam Shrestha**, editor of *Mulyankan Monthly*, **Dr. Mahesh Maskey**, a member of the central coordination committee of the Intellectuals Solidarity Group, and **Pramod Kafle**, Chairperson of the Group for International Solidarity (GRINSO-Nepal). According to the information received, on 16 March 2002, Mr. Shrestha, Dr. Maskey and Mr. Kafle were stopped by security personnel and detained at Tribhuvan International Airport in Kathmandu. The three were reportedly about to board a flight to New Delhi to take part in a conference on the current conflict between Maoist rebels and the Nepalese Government. It is

reported that the current whereabouts of the three are unknown and that their families have not been allowed to see them. In view of the incommunicado nature of their detention at an unknown location, fears have been expressed that they may be at risk of torture and other forms of ill-treatment while in detention.

Communication received

400. By letter dated 10 April 2002, the Government informed the Special Representative that Shyam Shrestha, Dr. Mahesh Maskey and Pramod Kafle had been released on 26 March 2002.

Observations

401. The Special Representative thanks the Government for its reply. She further welcomes the release of Shyam Shrestha, Dr. Mahesh Maskey and Pramod Kafle.

Nicaragua

Comunicación enviada Llamamiento urgente

402. El 3 de mayo de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente en relación con informaciones recibidas que indican que el 17 de abril de 2002, las oficinas de Casa Alianza en Managua habrían recibido una llamada telefónica amenazando con empezar a asesinar a los niños de la calle “ de la misma forma en que lo hacen en Guatemala y Honduras” y al personal de Casa Alianza. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de esta organización para procesar judicialmente a los policías que detengan ilegalmente a los niños de la calle. Los informes añaden que Casa Alianza habría tratado sin éxito de rastrear la llamada y habría notificado a las autoridades del incidente. Esta es la primera amenaza de muerte recibida por el programa de Casa Alianza en Nicaragua.

Observaciones

403. La Representante Especial lamenta no haber recibido respuesta del Gobierno de Nicaragua.

Nigeria

Communication sent

404. On 18 October 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression transmitted an urgent appeal regarding **Isioma Ojughana (f)** and **Ijeoma Nwachukwu (f)**, two members of the Civil Liberties Organization (CLO) based in Lagos. On 4 October 2002, a member of the State Security Services (SSS) reportedly visited the CLO offices and ordered Ms. Ojughana and Ms. Nwachukwu to report immediately to the SSS headquarters. This visit was reportedly followed up, on the same day and on 8 October 2002, by phone calls from SSS members ordering the women to present themselves to the SSS authorities. Some of these phone calls were alleged to be threatening in nature. According to the information received, these alleged acts of intimidation were the

result of a document written by the two women detailing human rights violations in Nigeria which was included in a book entitled *Hope betrayed? A Report on Impunity and State-Sponsored Violence in Nigeria* published recently by the World Organisation against Torture and the Nigerian Centre for Law Enforcement Education. Copies of the book sent to Nigeria for local distribution have reportedly been seized by customs officials in Lagos.

Observations

405. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received from the Government.

Pakistan

406. On 1 July 2002, the Special Representative transmitted an urgent appeal regarding **Tahir Khalil**, a Christian lawyer working at the National Commission for Justice and Peace. On 28 May 2002, Mr. Khalil's wife reportedly received a call at home from someone who presented himself as Shabir Basra. He allegedly threatened the whole family with death if Mr. Khalil continued to plead the case of Ranja Masih, a Christian reportedly charged with blasphemy against Islam under section 295-C of the Penal Code. According to the information received, the threats were reported the next day to the Senior Superintendent of Police. On 8 June 2002, unidentified men reportedly called at Mr. Khalil's house inquiring about his whereabouts. A few hours later, a stranger roaming around Mr. Khalil's residence was allegedly arrested by the police. It has been reported that Mr. Khalil and his family are receiving police protection as long as the authors of the threats have not been brought to justice.

407. On 30 September 2002, the Special Representative jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent an urgent appeal regarding the killing of seven staff members of the Institute for Peace and Justice in Karachi. According to the information received, on 25 September 2002, unidentified gunmen entered the third-floor offices of the Institute and shot their victims in the head. The police reportedly said that the victims had their hands tied and their mouths covered with tape. In addition, the spokesperson of the organization reportedly alleged in a statement to the press that some documents and files were missing from the office after the incident. Concerns have been expressed for the well being of another person who was allegedly injured during the attack and who is now in critical condition. It is reported that this attack might be linked with the murder of the former chairperson of the Institute, Ivan Moon, four months previously. The Institute has been operating for the past 30 years, focusing on helping the poorest sections of society, working to obtain basic employment rights for municipal and textile workers and running programmes with local human rights groups.

408. On 8 November 2002, the Special Representative sent an allegation letter regarding the following cases.

409. On 10 January 2001, at around 4 p.m., Father Arnold Heredia and Aslam Martin, respectively former Executive Secretary and project coordinator of the Committee for Justice and Peace, were reportedly arrested together with 16 other

people in Karachi while taking part in a demonstration against the blasphemy laws and their alleged use against religious minorities. According to the information received, an estimated 300 protesters were on their way to the house of the Governor of Karachi when the security forces reportedly threw tear gas and began to beat some of them. As a result, Father Heredia and many others were reportedly injured. He and Mr. Martin reportedly remained in detention until 16 January 2001.

410. In October 2001, offices of several non-governmental organizations as well as houses of social workers located in the North-West Frontier Province were reportedly attacked, burnt and demolished by alleged members of a fundamentalist organization protesting against the United States-led military campaign in Afghanistan. The local authorities reportedly remained passive in the face of these incidents, allegedly refusing in some instances to register complaints against the culprits. The following incidents were reported.

411. On 8 October 2001, a mob reportedly attacked the office of the Women and Children Welfare Organization in Takhat Bai and reportedly destroyed equipment and furniture. Some culprits from the local village, armed with rifles, further reportedly attacked the house of Zakia Rehman, the General Secretary of the organization. She and her father were reportedly confined to a room at gunpoint while their belongings were reportedly looted and set on fire. They reportedly managed to escape. Although the names of the culprits and details of the damage were reportedly given to the authorities, the police have reportedly not registered any report of the attack.

412. On 8 October 2001, the office of the Salik Rural Development Foundation in Takhat Bai was reportedly attacked by a violent mob composed of members of the Jamiat Ulma-e-Islam (JUI) religious party, the dominant party in NWFP, and local clerics. Further, the house of Jehanzeb, one of the social workers, was reportedly set on fire.

413. On 11 October 2001, staff members of the Swabi Welfare Organization in Sawabi were reportedly obliged to flee for their lives after their five offices were reportedly attacked and demolished. According to the information received, the local administration had warned staff members to close their offices and houses and move to a safe place, refusing to take any responsibility in case of any mishap.

414. On 8 October 2001, the office of the Human Survival Development Centre in Bajor, an organization that works for the rehabilitation of victims of mines, was reportedly attacked by an estimated JUI party worker armed with batons and iron rods. The attackers reportedly destroyed everything in the office and took valuables. The police have reportedly refused to provide protection to the victims.

415. In a press statement issued on 11 September 2002, the Director-General of the Rangers, Major-General Hussein Mehdi, reportedly declared that strict measures would be taken against illegal and anti-State NGOs and those that are creating rifts between tenants of the Okara Military Farms and the military farm administration. He also further reportedly declared that after the elections, he would recommend that the Government check the accounts of NGOs besides taking notice of their activities. According to the information received, the press statement was reportedly issued after a number of NGOs, including the Human Rights Commission of Pakistan, visited the

Okara Military Farms to hold an inquiry into the alleged killings and disappearances of tenants who had protested against their forced eviction.

Observations

416. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communications had been received from the Government.

Panamá

Carta de alegación

417. El 2 de octubre de 2002 la Representante Especial envió una comunicación en relación a la información recibida que indica que la madrugada del 14 de agosto de 2002 habrían sido allanadas las oficinas del **Servicio Paz y Justicia (SERPAJ)**. Según la información proporcionada, los que habrían allanado las oficinas, habrían robado equipos electrónicos y de funcionamiento administrativo, así como importantes documentos de investigación y archivos. Según estas informaciones, entre los documentos presuntamente robados se encontraban informes relativos a una investigación sobre el tráfico de armas en la región y en Panamá y 200 ejemplares de una reciente publicación sobre armas livianas en el país. También habrían sido sustraídos videos relacionados a las actividades de la organización. La SERPAJ habría interpuesto una denuncia ante la Policía Técnica Judicial de la Ciudad de Panamá el 15 de agosto.

Observación

418. La Representante Especial aún no ha recibido respuesta a su comunicación.

Paraguay

Comunicación enviada

Llamamiento urgente

419. El 13 de junio de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación a las amenazas de muerte y hostigamiento en contra de **María Noguera**, presidenta de la Asociación de Familiares de Víctimas del Servicio Militar Obligatorio (AFAVISEM) y miembro de una comisión intergubernamental que investiga los abusos cometidos contra reclutas. Se informa de que el 19 de mayo, la Sra. Noguera habría recibido una llamada amenazando a su hijo de 16 años, quien podría tener problemas mientras cumpla su servicio militar. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de la Sra. Noguera, cuyo otro hijo murió a los 17 años mientras cumplía su servicio militar, para investigar los abusos cometidos contra reclutas. Se informa de que el 17 de mayo habría acudido al hospital militar para obtener el testimonio de un joven recluta que habría sido agredido sexualmente en el cuartel de Curuguaty, en el departamento de Canindiyú. Por último, los informes añaden que las llamadas telefónicas amenazadoras habrían continuado; además, individuos no identificados estarían vigilando la casa de la Sra. Noguera.

Comunicación recibida

420. El 20 de noviembre de 2002 el Gobierno de Paraguay envió un informe sobre las medidas adoptadas por el Estado paraguayo en relación a las amenazas de muerte y hostigamiento en contra de la Sra. Noguera. Informa de que el 9 de agosto de 2002 el viceministro de Justicia, Julio Duarte Van Humbeck, mantuvo una reunión con la Sra. Noguera y su representante legal, Raquel Talavera, del Centro por la Justicia y el Derecho Internacional. Con posterioridad a la citada reunión, el entonces Ministro de Justicia, Diego Abente Brun, solicitó al Ministro del Interior, Victor Manuel Hermosa Sagaz, la protección policial para la Sra. Noguera. Al mismo tiempo, el Ministerio de Justicia y Trabajo puso a disposición de la misma un aparato electrónico para identificar las amenazas que recibe a través de medios telefónicos.

421. El Ministerio Público, tomando en consideración las informaciones recibidas por el Ministerio de Relaciones Exteriores y por la Comisión de Derechos Humanos de la Cámara de Senadores del Congreso Nacional, resuelve iniciar la investigación sobre las denuncias de coacción y amenazas hechas por la Sra. Noguera. Como primera medida se dispuso su comparecencia a fin de prestar declaración testifical y se remitió oficio al comandante de las Fuerzas Armadas solicitando que las fuerzas públicas tomen las medidas de seguridad necesarias para preservar los derechos de la Sra. Noguera.

Observaciones

422. La Representante Especial agradece al Gobierno de Paraguay la respuesta enviada en relación con este caso y solicita que el Gobierno la siga informando sobre el estado de la investigación en curso.

Perú**Comunicaciones enviadas****Llamamientos urgentes**

423. El 19 de diciembre de 2001 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a las amenazas y hostigamiento de que sería víctima Juana Edelmira Ortega Montes, viuda de Aliaga, al parecer, por miembros de las fuerzas de seguridad, en Lima. De acuerdo con las informaciones recibidas, la Sra. Ortega Montes habría interpuesto una denuncia penal el 7 de marzo de 2001 contra efectivos de la Fuerza Aérea del Perú (FAP), a quienes acusaría de haber torturado y asesinado a su esposo, Juan Carlos Aliaga Mera, técnico de segunda en la FAP. Se informa de que su cuerpo sin vida habría sido encontrado el 27 de septiembre de 2000, en horas de la mañana, en una garita de vigilancia del Grupo Aéreo N° 8, en el Callao. Los informes agregan que a partir del momento de la denuncia de la Sra. Ortega Montes se habrían iniciado una serie de amenazas y hostigamiento contra ella, entre los que se cuentan amenazas de muerte por teléfono, intimidaciones por hombres armados, vigilancia por hombres quienes trabajarían supuestamente con su ex marido. De acuerdo con las informaciones recibidas, estos actos de hostigamiento en contra de la Sra. Ortega Montes pretenderían entorpecer las investigaciones que se siguen por la muerte de su esposo ante el 6° Juzgado Penal del Callao. Además, los informes agregan que se habrían solicitado garantías personales para la Sra. Ortega Montes. Sin embargo éstas le habrían sido denegadas por la policía,

argumentando que la Sra. Ortega Montes no había identificado plenamente a las personas que supuestamente amenazaban su integridad física y que ella no había podido señalar tampoco la institución para la cual se supone trabajan las personas que la amenazan y hostigan.

424. El 22 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en relación con las presuntas amenazas de muerte de las que habría sido víctima Margarita Patiño Rey Sánchez. Se informa de que, desde el 13 de abril de 2002, la Sra. Sánchez recibiría llamadas telefónicas amenazándola de muerte. De acuerdo con las informaciones recibidas, alguien habría envenenado a los dos perros de la Sra. Sánchez, en lo que parece ser un acto flagrante de intimidación. Estas amenazas estarían relacionadas con la denuncia por la Sra. Sánchez delante de la Comisión de Verdad y Reconciliación del nombre de los miembros de las fuerzas de seguridad que asesinaron presuntamente a su marido en 1989, el periodista Hugo Bustíos Saavedra, cuando se dirigía a investigar un homicidio cometido por el Ejército en la provincia de Huanta. Hugo Bustíos era un periodista independiente que informaba sobre violaciones de derechos humanos cometidas por las fuerzas de seguridad a finales de los años ochenta, así como sobre los delitos cometidos por los grupos armados de oposición en la región.

Carta de alegación

425. El 3 de octubre de 2002 la Representante Especial y la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron una comunicación en el siguiente caso:

426. Según informaciones recibidas, el 31 marzo de 2001 fue asesinado **Godofredo García Baca**, líder campesino que se oponía al desarrollo de un proyecto minero en el valle de San Lorenzo y Tambogrande, en Piura. Godofredo García Baca era fundador y presidente de la Asociación de Productores del Valle, así como miembro del Frente de Defensa de Tambogrande y del Comité Directivo Regional del Foro Ecológico de la Región Piura. Según las informaciones proporcionadas el asesinato de Godofredo García Baca podría haberse motivado por sus actividades como activista y opositor del proyecto minero de la compañía Manhattan Minerals, que desde 1997 habría intentado establecerse en la zona.

Comunicaciones recibidas

427. El 20 de noviembre de 2002 el Gobierno del Perú transmitió un informe del Consejo Nacional de Derechos Humanos en relación con el caso de Godofredo García Baca en el que confirma que los hechos resumidos en la denuncia son correctos. Se añade que el fiscal provincial provisional de la Primera Fiscalía Provincial Mixta de Sullana, Piura, con fecha 19 de junio de 2001 formuló denuncia penal contra Meléndez Zapata Atoche como autor del delito de homicidio y robo agravado en agravio de Godofredo García Baca y como autor de robo agravado en agravio de Ulises García Baca. El Segundo Juzgado Penal de Sullana mediante resolución de fecha 27 de junio de 2001 abrió instrucción contra Meléndez Zapata Atoche por el delito de homicidio simple en agravio de Godofredo García Baca. El auto en mención es apelado con fecha 3 de julio de 2001, por el fiscal provincial provisional de la Primera Fiscalía Provincial Mixta de Sullana,

Piura, apelación concedida con fecha 18 julio de 2001, subiendo a la Sala Penal de la Corte Superior de Justicia de Piura.

Observaciones

428. La Representante Especial agradece la comunicación enviada por el Gobierno del Perú.

Philippines

Communication sent

429. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Benjaline Hernandez** (f), Deputy Secretary-General of the Southern Mindanao office of the human rights organization Karapatan and Vice-President for Mindanao of the College Editors Guild of the Philippines, who was reportedly shot dead on 5 April 2002, along with three companions, all reported to be local residents. According to the information received, Ms. Hernandez was visiting the Arakan Valley on that day in order to conduct research into the impact of the peace process on the local community and to investigate reports of killings of civilians. She and the three local residents were reportedly about to eat lunch in a hut in Sitio Bukatol, Barangay Kinawayan, when members of the Citizen Armed Force Geographical Unit (CAFGU) and the 7th Battalion/12th Special Forces Company of the Armed Forces of the Philippines opened fire on the building, forcing the occupants to run outside. According to sources, the CAFGU and military personnel forced Ms. Hernandez and two of her companions to lie on the ground and shot them at close range as they pleaded for their lives. The third companion reportedly tried to run away but was fatally wounded a few metres away from the hut. It has been reported that Ms. Hernandez was shot as a result of her human rights activities.

Observations

430. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received from the Government.

Republic of Korea

Communication sent

431. On 17 September 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on the rights of migrants notified the Government that they had received information on the alleged arrest on 2 September 2002 of **Kabir Uddin, Mohammad Bidduth** and **11 other Bangladeshi workers** in Songseng Industrial Zone, Masok district. Mr. Uddin and Mr. Bidduth were reportedly leaders of the Bangladeshi migrants' community and members of the Equality Trade Union-Migrants Branch. According to the information received, they participated in a sit-in inside the Myongdong cathedral from 28 April to mid-July 2002 in order to protest against the Government's migration policy. It was reported that upon arrest, they were taken to Namyang-ju police station where they were allegedly questioned about their supposed

involvement in a recent rally opposing the Government's migration policy. According to the information received, Mr. Uddin and Mr. Bidduth were handcuffed and beaten up while in custody. They were believed to be detained in Hwasu Detention House, in Suwon, two hours away from the outskirts of Seoul.

Communication received

432. By letter dated 9 December 2002, the Government informed the Special Representative that **Kabir Uddin** and **Mohammad Bidduth** were arrested during an operation against irregular migrants conducted by agents of the Ministry of Justice, the National Intelligence Service and the Namyang-ju police station. When the law enforcement agents asked the residents of a building in the Songsang Industrial Zone - known for housing a number of Bangladeshi irregular migrants - to show their passports, Mr. Uddin and Mr. Bidduth resisted the search. In order to prevent them from escaping, the law enforcement agents decided to handcuff them. The Government certified that they were not beaten. Both migrants, along with 11 Bangladeshi workers who did not possess valid passports, were taken to Namyang-ju City Hall. Since the 11 Bangladeshi migrants had previously reported their irregular stay in the country to the relevant authorities, they were subsequently released. Since Mr. Uddin and Mr. Bidduth had not done so, a deportation order against them had been issued on 3 September 2002. The two men were transferred to a protection facility for foreigners located in Hwasung, Kyunggi-do, where they were held until 21 November 2002. They were released upon the promise that they would leave the country within three months. No complaint in connection with the allegations submitted by the Special Representative had been lodged.

Observations

433. The Special Representative thanks the Government for its prompt and detailed response.

Russian Federation

Communications sent

434. On 27 September 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention sent an urgent appeal regarding **Said-Emin Saidarovitch Magaziev**. According to the information received, Mr. Magaziev was arrested and taken to an unknown location by unidentified Russian federal troops during the night from 17 to 18 September 2002 from Zakan-Yurt village, Achkoi-Martanovsky district, Chechnya. His relatives are said to have inquired into the location of his detention with various Russian official bodies to no avail. According to the information received, Mr. Magaziev had already been detained by the military authorities on suspicion of theft and kept in the Achkoi-Martanovsky temporary office of the Ministry of the Interior from 9 to 11 September 2002. Given the fact that he is the nephew of Lidia Yusupova, the head of the Grozny office of the Human Rights Centre "Memorial", fears have been expressed that his arrest may be an attempt to put pressure on the Memorial staff in Chechnya. In view of the incommunicado nature of

his detention at an unknown location, fears have been further expressed that Mr. Magaziev may be at risk of torture and other forms of ill-treatment.

435. On 27 September 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention also sent an urgent appeal regarding several acts of intimidation directed at Memorial. On 18 July 2002, Russian military officers reportedly entered the premises of the Memorial office in Grozny in the absence of its staff. Twice in July 2002, masked members of the federal forces in Chechnya also reportedly entered by force and at night the house of **Shamil Tangiev**, a staff member of the Grozny Memorial office. Further, in August 2002, the premises of the Grozny office were reportedly kept under surveillance by unidentified persons who allegedly recorded the time of arrival and departure of the office staff and visitors. This surveillance reportedly obliged Memorial to temporarily close its legal reception room in August 2002. The surveillance is reported to have ended in September after Memorial publicly expressed its concern.

436. In a separate but related matter, on 21 August 2002, Ministry of the Interior officers reportedly detained **Said-Husen Itzlaev**, brother of the head of the Urus-Martan office of Memorial, Dokki Itzlaev. Said-Husen Itzlaev was reportedly taken to the Urus-Martan district office of the Ministry of the Interior and transferred the next day to the temporary detention unit (police holding cell) in Grozny. He was reportedly accused of planning to kill policemen. According to the information received, after Memorial sent a letter of protest to the public prosecutor of the Chechen Republic, it became clear that the accusation was unfounded and Said-Husen Itzlaev was released on 22 August 2002. During his stay in the temporary detention unit, he was reportedly severely beaten. Fears have been expressed that these various incidents may be part of a pattern of attempts to obstruct the human rights work of Memorial.

437. On 29 November 2002, the Special Representative sent an allegation letter regarding the following cases.

438. During the process of renewal of the registration non-governmental organizations in 1999, authorities reportedly refused to renew the registration of a large number of human rights and environmental organizations on trivial pretexts. Many denials were reportedly accompanied by a demand to remove the words "human rights protection" from the names and by-laws of the organizations. Among the organizations affected were reportedly the Environment and Human Rights Coalition, the Glanost Defence Foundation, the Glanost Non-Governmental Foundation, the Memorial Human Rights Centre, the Moscow Human Rights Research Centre, the International Protection Centre, the Soldiers' Mothers of Russia Movement, the Civil Assistance and Hotline. It is alleged that authorities used the renewal of registration requirement as a means to hinder the work of human rights defenders.

439. Since 1999, the Russian Foreign Ministry has reportedly denied an entry visa to Greenpeace international coordinator and nuclear expert **Tobias Munchmeier** of Germany. Mr. Munchmeier reportedly opposed plans to transfer plutonium from a plant in Hanau, Germany, to Russia. He was also reportedly active in a Greenpeace campaign against the import of spent nuclear fuel for burial in Russia.

440. Since 2000, the Russian Foreign Ministry has reportedly denied an entry visa to **Johan Topfer**, an expert in civil society development and member of a number of German non-governmental organizations.

441. In January 2001, **Pavel Kazanetsky** of Poland, leader of the Institute for Democracy in Eastern Europe East European branch, was reportedly deported from Sheremetyevo-II airport. According to the information received, Mr. Kazanetsky was supposed to attend the All-Russian Emergency Congress for Human Rights in Moscow. It is alleged that he was denied entry because of his activities as the head of the programme of support to non-governmental organizations in Belarus and his assistance in the development of an independent press and free trade unions in Belarus.

442. Since June 2001, the Russian Foreign Ministry has reportedly denied an entry visa to **Ekerhard Maas** of Germany, an advocate for peace in Chechnya and director of the German-Caucasus Society.

443. In 2001, the Krasnodar Krai-based organization Mothers Advocating for the Rights of Detainees, Defendants and Convicts was reportedly evicted from its office for an alleged breach of regulations. Following the eviction, all of the documents collected by the organization, including complaints, statements and testimonies, were reportedly dumped outside the building. According to the information received, the eviction followed the publication by the organization of information regarding acts of torture and inhuman punishment by enforcement officers of people in custody.

444. On 1 October 2001, in Novorossiysk, lawyer and environmentalist **Mikhail Konstantinidi** was reportedly sentenced to five years of imprisonment by the Oktyabrsky Court for the illegal provision of legal services. Fears have been expressed that the real motive for Mr. Konstantinidi's conviction may be related to his reported participation in the environmental movement over the last 10 years. During this period, Mr. Konstantinidi and non-governmental organizations reportedly won a few important legal victories, including a ban on the construction of units within 100 metres of the shoreline and on the transportation of dangerous substances via Novorossiysk. Mr. Konstantinidi has also reportedly played a significant role in a campaign to end plans by the Caspian Pipeline Consortium to build a sea terminal to transport oil to other countries, a project that allegedly exposes the coastal city of Novorossiysk to serious environmental hazards.

445. On 19 February 2002, the house of **Ruslan Kutayev**, co-Chairman of the Russian-Chechen Friendship Society and local human rights monitor for the Moscow Helsinki Group, was reportedly broken into and burglarized by elements of the Provisional Police Department in Urus-Martan. According to the information received, the burglars took the money Mr. Kutayev had received from the Moscow Helsinki Group to conduct his monitoring work as well as books.

446. On 24 May 2002, the Department of Justice in Krasnodar Krai reportedly launched judicial proceedings against the Krasnodar Human Rights Center (KHRC) to have its activities suspended for three years. According to the information received, this legal action followed the publication of a report on the human rights situation in

Krasnodar Krai in partnership with the Moscow Helsinki Group. The authorities reportedly accused the organization of having exceeded its mandate by evaluating the activities of government bodies and by disseminating false information for the purpose of presenting a negative portrayal of the law enforcement and other government agencies. In the years 1999-2000, the same group of human rights defenders was reportedly subjected to strong pressure and harassment by the authorities, which reportedly led to the closure of the former Krasnodar Krai Human Rights Association, predecessor of the KHRC.

447. On 25 June 2002, **Vadim Krarastelyov** and **Alexey Kravchenko**, respectively leader and secretary of the School of Peace Foundation, were reportedly called to a meeting in Krasnodar Krai with Alexander Shustenkov, a government official and head of the Krasnodar Krai international relations department, to discuss the hunger strike of Meskhetian Turks in the village of Kiyevskoye. Since 22 June 2002, the School of Peace Foundation has reportedly been among the leading human rights organizations disseminating information about the hunger strike. According to the information received, Mr. Kravchenko, who went alone to the meeting, was received by Mr. Shustenkov, his deputy and an unidentified man alleged to be a Federal Security Service agent. During the meeting, Mr. Kravchenko was reportedly told that as soon as the federal law on combating extremist activity was adopted, it would be used against the School of Peace Foundation and others who disagree with Governor Tkachov's alleged policy with regard to Meskhetian Turks, Roma and Kurds. On the same day, television channels funded by the regional authorities reportedly announced that "the hunger strike in the village of Kiyevskoye was organized by extremists from the Vatan International Society of Meskhetian Turks assisted by Vadim Karastelyov, leader of the School of Peace Foundation, with money received from foreign countries," an act allegedly qualified in the television broadcasts as "gross interference in the internal affairs of Krasnodar Krai". On 1 July 2002, two officers from the regional Department against Organized Crime reportedly went to the office of the School of Peace Foundation and, referring to a phone call from their supervisors in Moscow, ordered to be shown the Charter of the organization, the lists of its members and of its sources of funding. They did not have a warrant. Since 3 July 2002, Mr. Kravchenko has reportedly been followed by unidentified men.

448. In July 2002, the Department of Justice reportedly launched legal proceedings to close the Vatan International Society of Meskhetian Turks, registered in the city of Abinsk, Krasnodar Krai, for non-compliance with its Charter. According to the information received, the suit was filed after **Savar Tedorov**, the head of the organization, sent a letter to President Vladimir Putin asking him to take urgent measures to stop the increasing ethnic discrimination against Meskhetian Turks in Krasnodar Krai, to reaffirm their status as Russian citizens, to put an end to the official media campaign against them and to stop plans for their forcible deportation.

Communications received

449. By letter dated 11 December 2002, the Government informed the Special Representative that Mr. Magaziev had been detained on 10 September 2002 during a special operation in the village of Zakan-Yurt to check compliance with rules governing the registration of residence and presence of citizens. The Government explained that Mr. Magaziev was placed in police custody because he had no

documents on him confirming his identity. He was released the following day upon identification. The Government added that he did not lodge any complaint relating to his arrest or the conditions of his detention. With regard to the alleged events of 18 September 2002, the Government clarified that Mr. Magaziev was abducted from his home and taken to an unknown location by unidentified masked persons carrying automatic weapons. The Government informed the Special Representative that the Achkhoi-Martanovsky inter-district procurator's office had instituted criminal proceedings on 28 September 2002 and that investigations were being carried out. The Government stated that no evidence connecting the abduction of Mr. Magaziev to the human rights activities of Lidia Yusupova had been found.

450. By letter dated 11 December 2002, the Government informed the Special Representative that on 18 July 2002, Ms. Yusupova had addressed a complaint to the military commander of Leninsky district in Grozny to the effect that military personnel had cut open the entrance door of the legal unit of the Memorial human rights center, broken the door of one of its offices, and carried out an unauthorized inspection of the premises. The complaint called for compensation in the amount of 5,000 rubles. The following day, the Leninsky district Internal Affairs office in Grosny received another complaint of similar content in which Ms. Yusupova called for criminal proceedings to be instituted. The Government noted that neither of the complaints linked the incidents to the activities of Memorial. In response to the complaints, the Leninsky district Internal Affairs office in Grosny carried out an inquiry which established that at 9 a.m. on 18 July 2002, military personnel carried out operations in houses located along Pobeda and Mayakovsky streets in order to discover caches of arms and munitions and the whereabouts of members of illegal armed groups and to disarm explosive devices. During this operation, it became necessary to examine a flat where the office of Memorial is located. The Government noted that their actions were fully in keeping with the Terrorist Act which grants persons participating in counter-terrorist operations the right to enter without hindrance into residential and other premises or areas. Finally, on 18 July 2002, an investigator from the Leninsky district Internal Affairs office investigations department concluded that no damage of the scale indicated by Ms. Yusupova had been caused during the operation. Therefore, on 28 July 2002, the Leninsky district Internal Affairs office, with the concurrence of the Grozny Procurator, decided not to institute criminal proceedings. Ms. Yusupova was however informed that she could apply to the Grozny military court for compensation under civil law.

451. As regards the alleged introduction in Mr. Tangiev's house, the Government informed the Special Representative that a security check on the house of Mr. Tangiev was carried out on 12 June 2002 to determine whether citizens living there had registered their residence. The Government informed the Special Representative that the incident was not related to the activities of Memorial. Finally, the Government informed the Special Representative that there had been no official report to the law enforcement authorities that the office of Memorial had been the subject of unauthorized surveillance.

452. In relation to the detention of Said-Husen Itzlaev (S.-Kh. Itslaev), the Government informed the Special Representative that a preliminary investigation had established that on 21 August 2002, Said-Husen Itzlaev was detained by officers from the District Internal Affairs Office to obtain information about his missing brother,

Said-Selim Itslaev, who had gone into hiding after refusing to stop at a car checkpoint. The officers forcibly took Said-Husen Itzlaev to the police lock-up at the Urus-Martanovsky district Internal Affairs office. During the investigation, physical force was used against him. On 22 August 2002, he was taken to the base of the special Ministry of Internal Affairs militia for the Chechen Republic in Grozny. He was released shortly thereafter and no charges were brought against him for attempts on the life of militia personnel. The Government assured the Special Representative that the detention of Said-Husen Itslaev was not connected with the human rights activities of his other brother, Dokki Itslaev. The Government added that on 26 September 2002, criminal proceedings were launched against unidentified militia personnel for acts exceeding their authority.

Observations

453. The Special Representative thanks the Government for its detailed responses. The Special Representative notes her deep concern that physical force was used against Said-Husen Itzlaev during an investigation by the authorities. In addition, she regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her other communications had been received from the Government. The Special Representative notes, however, that an additional response was received from the Government prior to publication of this report but that insufficient time was available for the Russian text original to be translated and for the response to be incorporated here.

Saudi Arabia

Communication sent

454. On 1 August 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the question of torture, sent an urgent appeal regarding **Sa'd bin Sa'id Zua'ir**, and his father, **Dr. Sa'id bin Zua'ir**. Sa'd bin Sa'id Zua'ir was reportedly arrested at Riyadh airport by the General Intelligence al-Mabahith al-Amma Police in mid-July, and has since reportedly been detained incommunicado. According to the information received, Sa'd bin Sa'id Zua'ir had planned to travel to Qatar to take part in a current affairs program broadcast by Al-Jazeera television in order to raise awareness about his father's detention in Saudi Arabia. His father, Dr. Sa'id bin Zua'ir, the former head of the Department of Information at Imam Muhammad Ibn Sa'ud University, was reportedly arrested for his criticism of the Government in early 1995 and has since reportedly been held without charge or trial in al-Ha'ir prison outside Riyadh. He has allegedly refused an offer of release in exchange for an undertaking to cease political activities. Fears have been expressed that he may be at risk of torture and other forms of ill-treatment.

Observations

455. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received from the Government.

Slovakia

Communication sent

456. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Colombus Igboanusi**, a Nigerian citizen and lawyer working with the Bratislava-based League of Human Rights Activists and involved in work to combat racist attacks against, particularly, Roma, non-white Slovaks and dark-skinned foreigners in Slovakia. According to the information received, Colombus Igboanusi was followed home from his office by a group of men on the evening of 20 October 2001. They reportedly tried to force the door open but then ran away when Colombus Igboanusi started shouting for help by the window. On the following day, police officers reportedly inspected Colombus Igboanusi's flat but refused to provide him protection due to lack of personnel. Several minutes after the police officers left, unidentified persons reportedly broke a window of his ground-floor flat. They again apparently fled as Colombus Igboanusi began shouting for help. Police officers reportedly came a second time, conducted a rudimentary investigation and left. According to sources, the police provided him with an alarm for his flat. On 23 October 2001, Colombus Igboanusi was reportedly summoned to a local police station where he was questioned, inter alia, about the status of his organization, as well as "whether it was a member of the United Nations". On the morning of 25 October 2001, the lock on the door of his office had reportedly been tampered with, apparently in an effort to break in. In November 2001, a pamphlet entitled "Citizen's Initiative-Resistance 2001" which, among other things, called explicitly for the immediate expulsion of Colombus Igboanusi was reportedly presented to members of the European Roma Rights Centre. An investigation against unknown persons in connection with this leaflet was allegedly opened by the General Prosecutor on 12 November 2001. Finally, on 25 and 27 November, Jan Slota, head of the True Slovak National Party (PSNS), reportedly called for the expulsion of Colombus Igboanusi from Slovakia on the grounds that he had committed the crime of slander, "spreading alarming reports" and "defaming the Republic of Slovakia", reportedly for "applying a double standard when evaluating the acts of Roma and non-Roma". In February 2002, Jan Slota and the Poprad district police reportedly charged Colombus Igboanusi with obstructing an investigation by influencing Roma to give false statements and with trying to damage the image of Slovakia by saying that the police were against Roma. The charges were reportedly dropped after an interrogation of Colombus Igboanusi by the police. Finally, in August 2002, the PSNS reportedly threatened to file a complaint against Colombus Igboanusi after he made a public statement qualifying as unconstitutional a PSNS petition against the construction of social housing for Roma in the municipality of Dobsina.

457. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Alexander Patkolo**, chairman of the political party Romani Initiative of Slovakia. According to the information received, Jan Slota, the aforementioned head of the True Slovak National Party, filed a criminal complaint against Alexander Patkolo for "spreading alarming reports" in connection with his efforts to seek justice for Romani women allegedly sterilized without informed consent. Alexander Patkolo had earlier reportedly presented documents to the police alleging that two named Romani women had been sterilized without informed consent in the years 1995 and 1999, respectively.

Communications received

458. In its reply dated 15 November 2002, the Government confirmed in substance the facts regarding Columbus Igboanusi. The Government informed the Special Representative that, following the attempt to break into Columbus Igboanusi's apartment, the police immediately initiated criminal proceedings. Independently of the police, the General Prosecution Office issued an order to the Bratislava I District Prosecution Office to invite Columbus Igboanusi to provide in person detailed information relating to the crime. On the basis of the information supplied and the police files, the prosecutor issued an order to bring criminal proceedings against unknown perpetrators for the "attempted violation of domestic freedom committed in collaboration." Although these criminal proceedings are to be suspended, the Government informed the Special Representative that the police will continue to search for the perpetrators. Continuous personal protection, however, was not granted to Columbus Igboanusi since the conditions for such protection were not being met. With regard to the attempted break-in into Columbus Igboanusi's office, the Government informed the Special Representative that "unauthorized entry, or attempted entry, into an office at a place of work was not a crime." However, the Government informed the Special Representative that Columbus Igboanusi's request for protection of the building that housed the League of Human Rights Activists with police surveillance equipment had been approved.

459. Regarding the accusations of obstructing an investigation, the Government informed the Special Representative that the Office of the Prosecutor General had conducted an enquiry into allegations that Columbus Igboanusi had attempted to obstruct an investigation into the Karol Sandrei case. One of the main initiators of the enquiry was J. Slota, at that time a member of the National Council of the Slovak Republic. Since the Prosecutor General concluded that no attempt by Columbus Igboanusi to interfere with the investigation was made, the matter was closed. As for the the pamphlet calling for the expulsion of Columbus Igboanusi, the Government informed the Special Representative that on 12 November 2001, the Office of the Prosecutor General instructed the subordinate District Prosecution Office to issue an order for the commencement of criminal proceedings for the crimes of attacking a State authority, of inciting nationalist, racist, and ethnic hatred and of libel. During the course of the investigation, a number of witnesses were questioned and analyses were carried out to determine the type of computer, printer or software used. The analyses, as well as the questioning of the witnesses, failed to lead to the perpetrator's detection. The criminal procedures were therefore suspended on 30 June 2002. The police, however, are continuing to search for the perpetrator. Finally, the Government confirmed that the Real Slovak National Party brought criminal charges against Columbus Igboanusi on 21 March 2002 for the suspected perpetration of the crime of incitement, according to section 164 of the Criminal Code. After carrying out a review of the complaint, the Investigator of the Regional Bureau of Investigation of the Police Force saw no reason to begin criminal proceedings and dismissed the case on 23 July 2002. As for Alexander Patkolo, the Government informed the Special Representative that no charges had been brought in connection with the alleged illegal sterilization of Roma women since both recorded cases of suspected bodily harm were shown to be groundless.

Observations

460. The Special Representative thanks the Government for its prompt and detailed reply.

Sri Lanka

Communication sent

461. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Nimal Punchihewa**, a senior lawyer for the National Human Rights Commission of Sri Lanka (NHRC). According to the information received, Nimal Punchihewa was the victim of an act of intimidation by a senior police official on 22 January 2002, while conducting an inquiry into a complaint of illegal arrest against three police officers. Upon entering the inquiry room as a witness, the Assistant Superintendent of Police, Ranmal Kodituwakku, reportedly challenged the authority of the Commission, claiming that it had no right to investigate the matter. Nimal Punchihewa reportedly requested Ranmal Kodituwakku to leave the room, upon which the latter allegedly replied that he would take with him the three other police officers subjected to the inquiry. He is reported to have left the room with the three police officers, threatening that "we will attend to this tomorrow. I will make complaints." According to information received, Ranmal Kodituwakku attempted without success to summon Nimal Punchihewa to the police station for a police inquiry. He also reportedly tried to intimidate Nimal Punchihewa by taking down the license number of his car. It has been alleged that since its inauguration in 1994, the NHRC has been under heavy pressure from individuals alleged to be law enforcement officials and politicians.

Communications received

462. By letter dated 16 April 2002, the Government transmitted to the Special Representative additional information regarding the case of **Thivyan Krisnasamy (Thivyan Krishnaswamy)** (see E/CN.4/2002/106, annex, paras. 323 and 324). The Government informed the Special Representative that, in January 2002, in pursuance of ongoing efforts to resolve the conflict in the North East and with the view to creating a suitable environment in which fruitful negotiations could take place between the Government and the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), the Attorney-General began to withdraw indictments filed against persons whose involvement in terrorist activity was minimal. As a result, on 22 February 2002, the indictment against Thivyan Krisnasamy for having failed to provide information regarding LTTE terrorist activity was withdrawn. Further, on 15 March 2002, the High Court of Jaffna discharged Thivyan Krisnasamy in the two other cases pending against him after witnesses failed to appear in Court.

Observations

463. The Special Representative thanks the Government for the information sent to her. She regrets, however, that at the time of the finalization of the present report, no reply to her communication had been received from the Government.

Sudan**Communication sent**

464. On 23 July 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on the question of torture and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal concerning **88 people** who were reportedly condemned to death by the "special" or "emergency" court in the city of Nyala on 17 July 2002. According to the information received, they were facing death by hanging or crucifixion and had seven days to appeal to the Chief Justice of Nyala District, southern Darfur Province, Western Sudan. According to the information received, these people were tried without proper legal representation and some were reportedly tortured before trial. The request of their defence lawyers for medical examinations to be carried out on those who were allegedly tortured was reportedly refused. In protest at this decision and the court's refusal to let them question prosecution witnesses, the defence lawyers reportedly withdrew from the court on 2 July 2002. According to the information received, the 88 are part of a group of at least 130, mostly from the Rizeigat community in southern Darfur, who were arrested on 6 May 2002. They were reportedly charged with crimes relating to murder, armed robbery and public disturbance. They are allegedly convicted of having participated in the recent clashes between the Rizeigat and the Maalyia ethnic groups in Al-Tabet, Southern Darfur, which killed at least 10 people. There are allegations that the Maalyia could now be supported by the Sudanese Government as a proxy militia in the civil war in southern Sudan.

465. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Tahani Ibrahim Ahmed (f)**, a first-year student at the College of Technological Science in Omdurman and member of the Sudanese Victims of Torture Group (SVTG). According to the information received, Ms. Ibrahim Ahmed was suspended for 12 months from the college on 2 February 2002 for forming a human rights group together with other students and organizing a symposium to commemorate the international day for human rights. Before being readmitted to the college, Ibrahim Ahmed will reportedly have to sign a pledge to behave in accordance with the Student Discipline and Code of Conduct Act (2002), which prohibits students from taking part in human rights and political organizing. Should she decide to pursue her human rights activities, the college authorities reportedly warned her that she would be dismissed. According to the information received, Ms. Ibrahim Ahmed's suspension may be part of a crackdown on human rights and political activities in educational establishments by the Government of Sudan.

466. On 4 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding **Faisal Algabir Mohamed**, a member of the Sudanese Victims of Torture Group (SVTG) and the Khartoum Centre for Human Rights, who was reportedly ordered to report for interrogation to security forces headquarters on 29 October 2001. According to the information received, Faisal Algabir Mohamed was interrogated for two hours about his activities with SVTG and the Khartoum Centre. He was also reportedly questioned about a letter of complaint he wrote to the Minister of Justice in which he asked for the restitution of his personal belongings confiscated by the security forces at the time of his arrest in June 2001. The Special Representative notes

that this interrogation is the latest in a series of arrests, detentions and interrogations to which Faisal Algabir Mohamed has been subjected, allegedly in connection with his human rights activities. An urgent appeal regarding the arrest in June 2001 of Faisal Algabir Mohamed and the confiscation of his personal belongings was sent jointly by the Special Representative, the Special Rapporteur on the question of torture and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, on 21 June 2001 (E/CN.4/2002/106, annex, para. 329). Another urgent appeal regarding an interrogation by the security forces in mid-October 2001 was also sent by the Special Representative and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan on 19 October 2001 (E/CN.4/2002/106, annex, para. 330).

Observations

467. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communications had been received from the Government.

Syrian Arab Republic

468. On 22 April 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the question of torture and the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding **Aref Dalilah**, a former dean of the faculty of economics of Aleppo University and an active member of the preparatory committee of the Civil Society Forum, which campaigns for human rights, political participation and freedom of expression in the Syrian Arab Republic. In September 2001, Aref Dalilah was arrested in Damascus along with four other persons on behalf of whom the Special Representative and the Special Rapporteurs had intervened on 14 September 2001. Aref Dalilah was reportedly charged by the Supreme State Security Court, with among other things, attempting to change the Constitution by illegal means. During the first the week of April 2002, he was reportedly taken from his cell in Sednaya Prison to a hospital in Damascus. He was allegedly suffering from deep vein thrombosis. It is reported that he was returned to prison before receiving any medical treatment. Fears have been expressed over his health if he does not receive urgent and appropriate medical treatment.

Communications received

469. By letter dated 4 February 2002, the Government replied to the urgent appeal sent on 15 November 2001 (see E/CN.4/2002/106, annex, para. 334). The Government informed the Special Representative that Aktham Naisseh was not the President of the Syrian Committee for Human Rights and that he and his friend Dunia Khawla (f) had not been prevented from leaving Syria at any time.

470. By letter dated 14 March 2002, the Government replied to the urgent appeal sent on 13 August 2001 regarding Mamun al-Humsi (Ma'mun Al-Homsi) (see E/CN.4/2002/106, annex, para. 332). The Government informed the Special Representative that the security authorities had informed the Prosecutor General that Mamun al-Humsi had committed grave offences against the security of the State and the public authorities. After permission to institute legal proceedings was granted by the President of the People's Assembly, Mamun al-Humsi was arrested and handed

over for questioning on a number of counts. The Government assured the Special Representative that the requisite guarantees were afforded to preserve Mamun al-Humsi's dignity. He was permitted to engage 10 lawyers and be visited by members of his family and friends. He was also provided with medical care, medication and treatment free of charge. Mamun al-Humsi was found guilty at the end of an open trial attended by representatives of Western countries and international news agencies. Ma'mun Al-Humsi's appeal to the Court of Cassation is pending.

Observations

471. The Special Representative thanks the Government for its reply. She still, however, awaits a reply to her other communications.

Tanzania

Communication received

472. By letter dated 26 June 2002, the Government replied to the urgent appeal sent on 30 November 2001 regarding Rugemeleza Nshalla, Tundu Lissu and Augustine Mrema (see E/CN.4/2002/106, annex, para. 336). The Government informed the Special Representative that before the arrest of the three above-mentioned persons, an investigation team had been sent to Bulyanhulu to inquire into allegations that a number of artisanal miners had been buried alive in Bulyanhulu. Despite the findings of the team refuting the allegations, LEAT launched campaigns through the media insisting that there had been a massacre in Bulyanhulu. As a result, the Government requested LEAT to co-operate in finding out the truth. Upon failure to cooperate and to put an end to the campaigns, charges of sedition were brought against the three and their premises were searched in conformity with the laws and in presence of independent witnesses and representatives of the suspects. Only relevant documents and videotapes were seized at this occasion. The suspects were taken to the police station for interrogation and were released thereafter on bail. None of them was required to report daily to the police station. The Government stressed that the basis of the search and arrest of the three suspects was not the press conference of 19 November 2001, during which LEAT called for an international commission of inquiry to investigate the purported massacre in Bulyanhulu, but the sedition charges only. The Government added that investigations into the alleged killing could be best conducted by the police force and if there was any need for an independent commission of inquiry, the latter was not to assume police duties but to assist the police in its investigations. Finally, the Government noted that it did not intend to de-register LEAT unless guided by strong reasons to do so and that the three were free to conduct their activities within the premises of the law.

Observations

473. The Special Representative thanks the Government for its reply.

Tunisie

Communications envoyées

474. Le 8 avril 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, a transmis un appel urgent concernant le juge **Mokhtar Yahyaoui**. Selon les informations reçues, la police des frontières de l'aéroport de Tunis-Carthage aurait sur ordre du Ministère de la Justice empêché le juge Mokhtar Yahyaoui de prendre l'avion à destination de Genève le 4 avril 2002. Révoqué le 29 décembre 2001 pour avoir dénoncé l'absence d'indépendance judiciaire dans son pays, le juge Mokhtar Yahyaoui se rendait à Genève sur invitation de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) pour exposer à la Commission des droits de l'homme la situation des magistrats et avocats en Tunisie, de même que pour présenter le Centre pour l'indépendance de la justice.

475. Le 6 mai 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la question de la torture et le Président et Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, a transmis un appel urgent concernant **Zouhair Yahiaoui**, le fondateur et principal animateur du site Internet TUNeZINE consacré aux libertés fondamentales en Tunisie. Selon les informations reçues, Zouhair Yahiaoui aurait été arrêté le 14 juin 2002 vers 19h00 sur son lieu de travail. Il aurait ensuite été conduit à son domicile où sa chambre aurait été fouillée et son matériel informatique confisqué. Les six policiers en civil ayant pénétré sa maison n'auraient présenté aucun document ni donné le motif de leur intervention. Depuis son arrestation, la famille de Zouhair Yahiaoui n'aurait reçu aucune nouvelle et le lieu de sa détention serait toujours inconnu. Cette détention secrète laisse craindre, selon les sources, des actes de torture et autres formes de mauvais traitements. Selon les informations reçues, le site Internet TUNeZINE, censuré en Tunisie, servirait à la diffusion d'informations sur la situation des libertés fondamentales en Tunisie et disposerait de deux forums de discussion libre. A la veille du référendum du 26 mai 2002 portant sur la réélection du président de la République, une conférence nationale virtuelle aurait en particulier été tenue. TUNeZINE aurait par ailleurs été l'un des premiers sites à diffuser le 6 juillet 2001 la lettre ouverte du juge Mokhtar Yahyaoui dans laquelle ce dernier critiquait le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire.

476. Le 30 août 2002, la Représentante spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a envoyé un appel urgent concernant **Lasad Jouhri**. Défenseur des droits des détenus politiques, Lasad Jouhri aurait notamment soutenu la grève de la faim commencée le 26 août 2002 par des détenus politiques afin de marquer le dixième anniversaire d'un procès militaire au terme duquel 265 personnes supposées membres du mouvement islamiste non autorisé Al Nahda auraient été condamnées à de lourdes peines de prison. Selon les informations reçues, le 28 août 2002 à 10h30 du matin, alors que Lasad Jourhi venait de quitter le bureau de l'avocat Mohamed Nouri, cinq hommes en civil lui auraient demandé de produire ses documents d'identité. Après que Lasad Jourhi leur ait demandé de s'identifier, les cinq hommes auraient commencé à le rouer de coups, le frappant plus particulièrement sur sa jambe droite déjà partiellement paralysée à la suite de tortures subies en détention entre 1991 et 1994. Selon les informations reçues, un policier chargé de la circulation aurait tenté de s'interposer, mais les assaillants l'auraient sommé de s'en aller en lui indiquant qu'ils étaient eux-mêmes policiers. Les cinq policiers auraient quitté la scène, laissant Lasad Jouhri gisant dans son sang et

incapable de marcher. Lasad Jouhri aurait été transféré à l'hôpital où ses blessures auraient été soignées. Il serait constamment l'objet d'intimidations, de harcèlement et de menaces de mort.

477. Le 30 octobre 2002, la Représentante spéciale a envoyé un appel urgent concernant **Sadri Khiari**, membre du secrétariat du Raid-Attac Tunisie, qui aurait entamé le 25 octobre 2002 une grève de la faim de trois jours pour protester contre l'interdiction de voyager dont il serait l'objet depuis juillet 2000. **Philippe Corcuff**, membre d'Attac-France, le soutenait dans son action en signe de solidarité. A six reprises, Sadri Khiari aurait été empêché de quitter le territoire sans que le Ministère public n'ait pu confirmer l'existence de poursuites judiciaires contre lui malgré les demandes de ses avocats. Selon les informations reçues, le 27 octobre 2002, la police aurait emmené Philippe Corcuff et l'aurait conduit à l'aéroport de Tunis d'où il aurait été expulsé vers la France. Quelques heures après, six policiers en civil se seraient présentés au domicile de Sadri Khiari et l'aurait emmené de force. Sadri Khiari aurait été retenu cinq heures avant d'être relâché sans poursuite judiciaire. Ces faits seraient intervenus un jour après le refoulement à l'aéroport de Tunis d'une mission d'enquête de la Commission internationale des juristes (CIJ) mandatée pour enquêter sur la situation de la magistrature et du barreau en Tunisie, à l'invitation de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH).

478. Le 4 octobre 2002, la Représentante spéciale a informé le Gouvernement qu'elle avait reçu des renseignements selon lesquels les défenseurs des droits de l'homme, particulièrement les défenseurs des droits des détenus politiques, seraient la cible d'une stratégie de répression systématique des forces policières. Elle a attiré l'attention du Gouvernement sur les cas suivants :

479. Le 28 janvier 2001, les autorités tunisiennes auraient refusé sans motif l'accès au territoire tunisien à **Me Eric Plouvier**, avocat mandaté par l'Observatoire pour la protection des droits de l'homme et le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme pour observer le procès de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) devant s'ouvrir le lendemain. Une notification écrite de cette interdiction lui aurait été refusée. Selon les informations reçues, Me Eric Plouvier aurait fait l'objet de pressions de la part des autorités tunisiennes à Paris avant son départ pour la Tunisie.

480. Le 29 janvier 2001, des forces policières auraient été déployées à l'entrée de l'immeuble abritant le siège de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) afin d'interdire la tenue d'une rencontre de solidarité à la LTDH, poursuivie en justice depuis le 27 novembre 2000. Selon les informations reçues, les policiers auraient empêché les invités de pénétrer dans l'immeuble, malmenant certaines adhérentes et sympathisants de l'association.

481. Dans la nuit du 26 au 27 octobre 2001, le cabinet du **Bâtonnier Béchir Essid** aurait été cambriolé et saccagé par un groupe de personnes non identifiées. L'ensemble du contenu des tiroirs aurait été fouillé et éparpillé sur le sol. Selon les informations reçues, le cambriolage aurait été perpétré par la police «politique» en réaction à certaines déclarations publiques prononcées par le Bâtonnier Béchir Essid dans l'après-midi du 26 octobre 2001 à l'occasion d'une réunion de solidarité avec Mohamed Moadia au siège de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH).

Dans son allocution, le Bâtonnier Béchir Essid aurait dénoncé les règlements de compte politiques par voie judiciaire et exigé la libération de tous les prisonniers politiques, le retour des exilés ainsi que la promulgation d'une amnistie générale. Selon les informations reçues, les cambriolages nocturnes perpétrés par la police « politique » en signe de représailles à des activités de défense des droits de la personne se seraient multipliés dans les dernières années.

482. Tôt le matin du 25 janvier 2002, des forces policières auraient encerclé le siège de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) à Tunis afin d'empêcher la tenue en début d'après-midi d'une réunion de soutien à Hamma Hammami. Selon les informations reçues, les forces policières, déployées en grand nombre, auraient empêché les membres du Comité directeur de la LTDH ainsi que d'autres militants qui devaient participer à la réunion de se rendre au siège de l'organisation. Ces prétendus actes d'intimidation s'inscriraient dans une stratégie de répression systématique contre les activités de la LTDH au soutien de prisonniers politiques. Le 19 janvier 2002, des forces policières auraient encerclé le siège de la section de la LTDH à Sfax afin d'empêcher la tenue d'une réunion organisée dans le cadre d'une journée de solidarité à Hamma Hammami. Les membres du Comité directeur auraient été contraints de tenir la réunion dans la rue. Deux d'entre eux, **Me Habib Ziadi** et **Neji Marzouk**, auraient été molestés au cours de confrontations brutales avec les forces policières. Le jour suivant, soit le 20 janvier 2002, une réunion prévue dans les locaux de la section de la LTDH à Bizerte en soutien à Mohamed Moadda, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) en grève de la faim à la prison civile de Tunis, n'aurait pas été tenue pour des raisons similaires. Par ailleurs, durant la même semaine, les forces de police auraient investi les domiciles de plusieurs membres de la LTDH dont ceux de **Mondher Khalfoui** et **Hamadi Zoghbi**, membres respectivement de la section de Monastir et de celle d'El Omran.

483. Par ailleurs, le 21 janvier 2002, des forces policières auraient encerclé le domicile de **Salah Hamzaoui**, président du Comité national de soutien à Hamma Hammami (CNSHH) et empêché toute personne d'y pénétrer. Salah Hamzaoui aurait de plus été mis en demeure par le commissaire de police de ne tenir aucune réunion de solidarité chez lui. Cet avertissement aurait été donné au lendemain de la publication d'un communiqué dans lequel Salah Hamzaoui appelait tous les démocrates et progressistes à assister aux réunions de solidarité avec Hamma Hammami.

484. Le 2 février 2002, au cours du procès de Hamma Hammami et de ses camarades, **Me Mokhtar Trifi**, président de la LTDH, aurait été menacé de représailles par le chef de la police «politique». Dans la nuit du 6 au 7 février 2002, le cabinet de Me Mokhtar Trifi aurait été cambriolé. L'ensemble du contenu des tiroirs aurait été fouillé et éparpillé sur le sol.

485. Le 30 mars 2002, au procès de Hamma Hammami et de ses camarades, des policiers en civil auraient attaqué des membres du collectif de défense de Hamma Hammami, président et fondateur du Parti communiste des ouvriers de Tunisie. Selon les informations reçues, les membres du collectif seraient intervenus auprès des policiers pour qu'ils laissent entrer dans l'enceinte du tribunal une quinzaine d'observateurs internationaux qui attendaient à l'extérieur. Selon les informations reçues, les policiers auraient alors attaqué sans raison apparente des membres du collectif: **Me Bochra Hamida**, avocate et ancienne présidente des Femmes

démocrates, aurait été violemment jetée à terre et battue par deux policiers; **Omar Mestiri**, membre du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) aurait été violemment battu; **Me Jamedline Bida**, avocat et ancien secrétaire général du Conseil des avocats, auraient également été battu au visage alors qu'il tentait de porter secours à Omar Mestiri; **Me Safouane Ben M'Rad**, avocat, aurait été battu; **Me Hayat El Jazar**, avocate, aurait reçu des crachats au visage et des insultes.

Communications reçues

486. Par lettre datée du 22 août 2002, le Gouvernement de la Tunisie a répondu à l'appel urgent transmis le 6 juin 2002 au sujet de **Zouhair Yahiaoui**. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que les propriétaires d'un « publinet » (cyber-café) avaient porté plainte pour vol auprès de la police judiciaire en soutenant que les lignes téléphoniques de leur officine avaient été utilisées à leur insu par leur employé Zouhair Yahiaoui. Le Gouvernement a ajouté que l'enquête menée avait confirmé que l'employé avait utilisé frauduleusement les lignes téléphoniques et avait permis d'établir que l'intéressé avait utilisé frauduleusement le réseau Internet en vue de créer un site pour diffuser des pseudo-informations graves, commettant par le fait même un délit de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public. Au nombre des fausses nouvelles et des appels de nature à porter préjudice aux intérêts supérieurs du pays figuraient : a) une nouvelle faisant état de l'incursion d'un commando venu de l'étranger pour attaquer un site stratégique du pays et qui aurait provoqué la mort de sept agents de la police nationale; et b) une nouvelle alléguant l'exécution d'attentats contre les personnes et les biens dans certains sites touristiques, notamment un attentat à la bombe contre un hôtel à Sousse. D'après le Gouvernement, la première nouvelle a troublé la sécurité publique dans la capitale tandis que la seconde a occasionné, outre une panique qui a dépassé les limites de la ville de Sousse, des préjudices matériels importants suite à l'évacuation des clients de l'hôtel et à leur relogement dans d'autres établissements. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que le prévenu avait comparu le 8 juin 2002 devant le Tribunal correctionnel de Tunis pour répondre de deux affaires distinctes, la première en vertu des articles 84 du Code des télécommunications et 264 du Code pénal et la seconde en vertu des articles 49 du Code de la presse et 306 bis du Code pénal. Le Gouvernement a assuré la Représentante spéciale qu'en application de l'article 13 du Code de procédure pénale, la famille du prévenu avait été aussitôt informée de son arrestation et de son lieu de détention. Ses avocats avaient également été, conformément à la loi, autorisés à lui rendre visite. Le Gouvernement a informé la Représentante spéciale que le Tribunal avait, sur la base des aveux du prévenu et sur les documents saisis et reconnus par ce dernier comme émanant de lui, condamné l'inculpé le 20 juin 2002 à un an et quatre mois d'emprisonnement dans la première affaire et à un an de prison dans la seconde. L'inculpé et le Ministère public ayant interjeté appel, la Cour a, le 10 juillet 2002, réduit la peine prononcée dans la première affaire à un an d'emprisonnement et confirmé le jugement rendu dans la seconde affaire. Le Gouvernement a ajouté que le condamné purgeait actuellement sa peine à la prison civile de Tunis dans les conditions normales spécifiées par la législation régissant les prisons et ce, en conformité avec les normes internationales applicables en la matière. Le Gouvernement a enfin informé la Représentante spéciale que le détenu recevait régulièrement la visite des membres de sa famille et qu'il s'était pourvu en cassation dans les deux affaires.

Observations

487. La Représentante spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse. Elle tient à exprimer son inquiétude concernant, notamment, la situation des avocats défenseurs des droits de l'homme. Elle regrette à cet égard qu'aucune réponse ne lui soit parvenue à ses autres communications.

Turkey

Communications sent

488. On 14 October 2002, the Special Representative sent a communication regarding the following cases.

489. On 5 November 2001 at around 3 p.m., approximately 1,000 members of the special police forces reportedly carried out an operation against hunger strikers on a "death fast" who were protesting in the Istanbul neighborhood of Küçükarmutlu against the transfer of prisoners into F-type cells, where acts of torture are allegedly perpetrated. According to the information received, members of the police forces reportedly forced their way into the neighbourhood with armoured vehicles, breaking down barricades erected by the protesters and throwing gas bombs. Police members then reportedly entered houses with their automatic weapons and batons and pulled out protestors who were already seriously weakened by months of hunger strike. According to sources, four protesters, namely **Arzu Güler**, **Sultan Yildiz**, **Brüilent Durgaç** and **Baris Tas**, died during the operation and at least 14 others were wounded. A large number of people were also reportedly arrested and taken into custody. It has been reported that lawyers were not allowed to observe the autopsies of the corpses that were removed by police members from a house that burnt during the raid. Reports and eyewitnesses indicate that gunshots were heard and bullet marks were found on the front doors of several houses.

490. The Diyarbakir Centre for the Rehabilitation of Victims of Torture of the Human Rights Foundation of Turkey (HRFT) was reportedly the object of an investigation following the search of its premises on 7 September 2001 (see urgent appeal sent on 11 September 2001 by the Special Representative, E/CN.4/2002/106, annex, para. 368). According to the information received, the members of the Centre were first informed of the grounds of the investigation on 25 October 2001 when they reportedly received a letter from the Chief Public Prosecution Office accusing them of "aiding and sheltering members of the PKK terrorist organization" and "establishing a treatment centre without permission and possessing banned publication." On 26 November 2001, **Sezgin Tanrikulu**, director of the HRFT Diyarbakir branch, was reportedly fined for having "established a treatment centre without permission". Sezgin Tanrikulu allegedly refused to pay the fine and a case was reportedly opened against him at the Diyarbakir Penal Court of Peace No. 2. On April 19, the Diyarbakir Penal Court of Peace No. 2 reportedly acquitted Sezgin Tanrikulu. It has been alleged that the investigation conducted into the activities of the centre as well as the ensuing suit against Sezgin Tanrikulu were part of an attempt to frustrate the work of the organization. In a separate but allegedly related incident, two Turkish civil servants who worked as doctors at the Centre were forced to leave the city of Diyarbakir and take up positions elsewhere by order of the Diyarbakir Governorate. **Dr. Recai**

Aldemir was reportedly exiled on 17 October 2001 and **Dr. M. Emin Yuksel** in June 2001.

491. On 30 November 2001, the Bingöl branch office of the Human Rights Association of Turkey (IHD) was reportedly raided by the police. According to the information received, the police confiscated application forms filled by victims of alleged human rights violations in the province, monthly reports, IHD headquarters bulletins as well as press statements by the head of the branch. Staff members were reportedly threatened and insulted by the police who allegedly attempted to arrest **Ridvan Kizgin**, chairman of the branch, and two other staff members. It has been reported that the Bingöl branch has been raided four times since its opening on 12 April 2001. Also, on 30 November 2001, Ridvan Kizgin was reportedly suspended from chairmanship of IDH Bingöl branch by a decision of the Governor of Bingöl under section 45 of the “Law on Associations”, on the grounds that he had allegedly refused to allow police officers to videotape a training program in the IHD branch on the occasion of the International Day against Violence against Women on 25 November 2001. This decision was reportedly revised in early January 2002. On 3 December 2001, a letter signed by the deputy governor of Batman was reportedly sent to the IHD branch in Batman to inform the board of the branch that seven of its members were suspended on the grounds that they had been subject to judicial proceedings or had been sentenced.

492. **Ridvan Kizgin** and **Feyzi Akbulut**, chairman and secretary of the Bingöl branch of the Human Rights Association (IHD), were reportedly detained on 25 January 2002, following their attendance as observers at a press conference convened by the legal pro-Kurdish political party People’s Democracy Party (HADEP) in commemoration of the first anniversary of the disappearances of Serdar Tanis and Ebubekir Deniz. Sixty-six HADEP party members were also reportedly taken into detention at the same time but all except six were reportedly released. On 26 January, Ridvan Kizgin and Feyzi Akbulut were reportedly remanded to prison after being charged with violation of the Law on Meetings and Demonstrations. On 20 February, a preliminary hearing at a court of first instance reportedly ruled that Ridvan Kizgin and Feyzi Akbulut should remain in prison until their trial.

493. On 6 June 2002, **Alp Ayan**, psychiatrist and member of the Center for the Rehabilitation of the Victims of Torture of the Human Rights Foundation of Turkey (HRFT) as well as Mehmet Barinki, Aegean Regional Representative and board member of LIMTER-IS trade union, were reportedly sentenced to one year imprisonment by the Criminal Court No 4 for having allegedly “insulted the Ministry of Justice” contrary to section 159 of the Turkish Penal Code. Alp Ayan and Mehmet Barinki, both active members of the Izmir Platform against Cells, were reportedly charged of the offence after they read a press statement to encourage the public to react to the conditions of detention of prisoners in F-type prisons.

494. In a separate procedure, **Alp Ayan**, as well as **Ecevit Piroglu**, members of the executive board of the Human Rights Association (IHD), and two other persons, reportedly risk a sentence of up to six years of imprisonment for “having insulted the Turkish armed forces” and for “having insulted the Ministry of Justice”. According to the information received, the four were reportedly charged under section 159 of the Turkish Penal Code after they took part, on 10 February 2002, in a protest meeting

against the conditions of detention of prisoners in F-type prisons. On that occasion, Alp Ayan reportedly read a press release denouncing numerous acts of torture in F-type prisons, as well as the killing of several prisoners on 19 December 2000 during the transfer of several inmates into those prisons. He also reportedly accused the Ministry of Justice and the state police of being responsible for the death of the 36 inmates that were killed during the operation.

Communications received

495. By letter dated 8 March 2002, the Government of Turkey replied to the urgent appeal transmitted on 26 October 2001 regarding Saban Dayanam (see E/CN.4/2002/106, annex, para. 373). The Government informed the Special Representative that the Beyoglu Directorate of Security had investigated the alleged police break-in of Saban Dayanam's flat. The Government reported that Saban Dayanam had not personally witnessed the alleged incident but had heard about it from his wife who had in turn heard about it from Mustafa Ertürk, father of the landlord. Following the investigation made into Mustafa Ertürk's statement, it was established that the police had not gone to Saban Dayanam's flat on the day of the alleged incident.

496. By letter dated 15 March 2002, the Government of Turkey provided updated information regarding the allegation transmitted on 19 October 2001 (see E/CN.4/2002/106, annex, para. 372). The Government informed the Special Representative that a judgment of nonsuit had been delivered by the competent court in the case demanding the closure of the Human Rights Association and that the judgment, having not been appealed is final.

Observations

497. The Special Representative thanks the Government of Turkey for its replies. She was pleased to learn that the request to close the Human Rights Association was dismissed. However, she remains concerned by the human rights issues raised in her other communications and that, at the time of finalizing of the present report, she had yet to receive a response from the Government to these communications.

Uzbekistan

Communications sent

498. On 3 May 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the question of torture, sent an urgent appeal regarding **Yuldash Rasulov**, a member of the Kashkadarya regional department of the Human Rights Society of Uzbekistan (HRSU). According to the information received, Yuldash Rasulov was reportedly arrested on 24 May 2002 by the Ministry of Interior (MVD) forces and transferred to Tashkent where he was reportedly put in detention in the basement of the MVD. Fears have been expressed for the physical integrity and health of Yuldash Rasulov in view of the death in the same detention center in July 2001 of Shavrik Ruzimuradov, chairman of the Kashkadarya regional department of HRSU. It is further reported that on 27 May 2002, Tashkent police dispersed a small

demonstration against Yuldash Rasulov's arrest and detention near the building of MVD. Some demonstrators, including **Nakhtiyor Khamraev**, chairman of the Jizzak regional department of HRSU, and **Yodgor Turlibekov**, member of Kashkadarya department of HRSU, were reportedly arrested and transferred to the Yakkasaray Regional Department of Interior. Nakhtiyor Khamraev was reportedly hit in the abdomen during the transfer. According to the information received, the two were released after **Talib Yakubov**, chairman of HRSU, intervened on their behalf at the Yakkasaray Regional Department of Interior.

499. On 3 June 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal concerning **Mr. Yuldash Rasulov**, member of the Kashkadarya regional department of the Human Rights Society of Uzbekistan (HRSU) who was reportedly arrested by the Ministry of Interior (MVD) forces on 24 May 2002 and was allegedly transferred to Tashkent and put in detention in the basement of the MVD.

500. Fears have been expressed for the physical integrity and health of Mr. Y. Rasulov in view of the death in the same detention center in July 2001 of Mr Shavrik Ruzimuradov, Chairman of the Kashkadarya regional department of HRSU

501. It is reported that on 27 May 2002, Mr. Talib Yakubov, Chairman of HRSU, joined by M Nakhtiyor Khamraev, Chairman of the Jizzak regional department of HRSU and Mr. Yodgor Turlibekov, member of HRSU Kashkadarya department, decided to hold a peaceful picket near the building of MVD, against the unlawfulness of Mr Rasulov's arrest and detention. While M. Yakubov was asked by Colonel Tashmatov to enter into a building to talk with him, they were reportedly arrested by the police and transferred to the Yakkasaray Regional Department, transfer during which Mr. Khamraev was allegedly hit in the abdomen. According to the information received, when M. Yakubov learned what happened, he went to the Yakkasaray Regional Department of Interior and obtained the release of the three detainees.

502. On 17 September 2002, the Special Representative, together with the Special Rapporteur on the question of torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, sent an urgent appeal regarding **Elena Urlaeva**, a member of the HRSU on behalf of whom the Special Representative had sent urgent appeals on 22 February 2001 and 15 March 2001 and one allegation on 1 October 2001. According to the information received, Elena Urlaeva was arrested by police on 27 August 2002 while she was demonstrating outside the Ministry of Justice to demand that the Tashkent court decision of 5 June 2002 ordering her forced treatment in a psychiatric hospital be overturned. According to the information received, Elena Urlaeva was reportedly detained at the Mirza Uglubekski district police station and subsequently transferred to the Tashkent psychiatric hospital for compulsory treatment. Since the beginning of her detention, Elena Urlaeva has reportedly been given psychiatric drugs which have led to the overall deterioration of her health. Concerns have been expressed that Elena Urlaeva's forced detention in a psychiatric hospital may be connected to her human rights activities. In 2001, by order of the Ministry of Justice, Elena Urlaeva was reportedly detained in a psychiatric hospital for over two months, allegedly to prevent her from continuing her human rights activities (see E/CN.4/2002/106, annex, par. 397).

Communications received

503. By letter dated 10 October 2002, the Government informed the Special Representative that the Ministry of Internal Affairs had been informed in the course of a criminal investigation that Yuldash Rasulev was the head of the "Wahhabi" extremist religious organization operating in the Kashkadarya region. Beginning in 2001, Yuldash Rasulev, with the assistance of Makhmadzhon Khatamovich Khalilov, one of the leaders of the Islamic Movement of Uzbekistan (IMU), has been organizing a channel for transferring young people abroad to undergo subversive/terrorist training. With the authorization of the Taskent City Procurator's Office, Yuldash Rasulev was arrested and is now being prosecuted on criminal charges.

Observations

504. The Special Representative thanks the Government for its response. She regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her other communications had been received from the Government.

Venezuela

Comunicaciones enviadas

Llamamientos urgentes

505. El 27 de diciembre de 2001 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a Marcos Esteban Mister y Roberto Tovar Pacheco, en Caracas. Marcos Esteban Mister y Roberto Tovar Pacheco son los padres de dos jóvenes que fueron asesinados, al parecer por varios miembros de la Policía Metropolitana, el 30 de junio de 2000. Se informa de que ambos hombres estarían amenazados de muerte desde que decidieron denunciar el ajusticiamiento de sus hijos. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 9 de diciembre de 2001, un funcionario de la Policía Metropolitana llamado Alí Gómez, acompañado de varios hombres, habría llegado al domicilio del Sr. Tovar Pacheco ubicado en el barrio San Blas de Petare. Los policías le habrían amenazado con armas de fuego en dos oportunidades. Los informes agregan que ese mismo día, hacia las 21.00 horas, el mismo Alí Gómez, habría vigilado desde su coche al Sr. Esteban Mister en frente de su domicilio. Habría bajado lentamente el vidrio para mirar de manera desafiante al Sr. Esteban Mister y luego habría abandonado el lugar rápidamente. Estas amenazas estarían relacionadas con la reconstrucción del asesinato de los hijos de los Sres. Pacheco y Blas, realizada el día 14 de noviembre de 2001. Se informa de que a la reconstrucción de los hechos habrían asistido los efectivos de la Policía Metropolitana que estuvieron presentes el día del ajusticiamiento de los dos jóvenes y la fiscal 45, Irma Pazos de Fuenmayor. Los informes agregan que después de un año y seis meses del ajusticiamiento de los dos jóvenes, aún no se habrían establecido responsabilidades, por lo cual los familiares estarían dispuestos a continuar con la denuncia hasta llegar a un juicio en donde se compruebe la presunta responsabilidad penal de los ocho miembros de la Policía Metropolitana que han sido acusados.

506. El 25 de abril de 2002 la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con la Relatora Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias en cuanto a las presuntas llamadas telefónicas y mensajes de correo electrónico amenazadores que habría recibido Liliana Ortega, presidenta del Comité de Familiares de Víctimas (COFAVIC). Según las informaciones recibidas, el 18 de abril la Sra. Ortega habría recibido en las oficinas de COFAVIC unas llamadas y correos electrónicos amenazando de muerte a Liliana Ortega y a otros miembros de COFAVIC. Estas amenazas estarían relacionadas con el trabajo del COFAVIC para documentar las numerosas violaciones de derechos humanos que se habrían cometido contra las personas que se manifestaron en Caracas contra el Gobierno entre el 11 y el 13 de abril. Se informa de que junto con otras organizaciones de derechos humanos nacionales e internacionales, COFAVIC habría pedido públicamente que se lleven a cabo investigaciones independientes e imparciales para esclarecer todos los niveles de responsabilidad en la violencia y para llevar ante la justicia a los responsables. Según informes, el 19 de abril la Comisión Interamericana de Derechos Humanos habría dictado medidas cautelares en favor de la Sra. Ortega y otros miembros de COFAVIC y habría pedido a las autoridades venezolanas que tomen medidas para garantizar la seguridad de todos ellos.

Comunicaciones recibidas

507. El 8 de abril de 2002, el Gobierno de Venezuela envió una comunicación en relación con las presuntas amenazas de muerte y hostigamiento de los que habrían sido víctimas Marcos Esteban Mister y Roberto Tovar Pacheco. El Gobierno informa de que el Ministerio Público asignó comisión al Fiscal 45° del Ministerio Público de Circunscripción Judicial del Área Metropolitana de Caracas y al Fiscal 20° del Ministerio Público con competencia plena a nivel nacional, para que conjunta o separadamente realicen las diligencias que estimen pertinentes. El 19 de diciembre de 2001 se declaró procedente el decreto de medidas de protección a las víctimas y sus respectivos grupos familiares y, en consecuencia, acordó vigilancia continua por parte de funcionarios de policía. El Ministerio Público señaló que los representantes fiscales comisionados para actuar en el referido caso han manifestado que para emitir su acto conclusivo se requiere resultado de la prueba de reconstrucción del presunto ajusticiamiento de los hijos de los dos denunciados realizada el 14 de noviembre de 2001.

508. Por carta de fecha 10 de junio de 2002, el Gobierno de Venezuela contestó al llamamiento urgente relativo a **Liliana Ortega**. El Gobierno informó de que el 19 de abril de 2002, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos dictó medidas cautelares - implementadas por el Gobierno- para proteger la vida e integridad física de la Sra. Ortega y otros miembros de la COFAVIC, tales como **Yris Medina, Maritza Romero, Gilda Páez, Alicia de González** y **Carmen Mendoza**, así como la protección de las oficinas de COFAVIC. Tales medidas también consisten en llevar a cabo una investigación exhaustiva de los actos de intimidación y amenazas recibidas por las referidas ciudadanas. Dichas medidas cautelares tienen una vigencia de seis meses hasta octubre de 2002; una vez transcurrido dicho término y consideradas las observaciones de las partes, se debía de decidir si era procedente prolongar las medidas.

Observaciones

509. La Representante Especial agradece la información enviada por el Gobierno de Venezuela.

Viet Nam

Communication envoyée

510. Le 9 octobre 2002, la Représentante spéciale a envoyé une communication au sujet du père **Nguyen Van Ly Thadeus**. Le 19 octobre 2001, le père Nguyen Van Ly Thadeus, défenseur des libertés religieuses au Viet Nam, aurait été condamné par le tribunal populaire de la province de Thua Thien-Hue à une peine de 15 ans d'emprisonnement et 5 ans de détention probatoire. Selon les informations reçues, le père Nguyen Van Ly Thadeus aurait été reconnu coupable de «sabotage de la politique de solidarité nationale» pour avoir présenté au Congrès américain un témoignage écrit dénonçant la politique de répression religieuse des autorités vietnamiennes. Il aurait de plus été reconnu coupable de «désobéissance à mise en résidence surveillée» pour avoir continué à célébrer les messes dans sa paroisse malgré un jugement du 9 mai 2001 lui interdisant de pratiquer des fonctions religieuses. Selon les informations reçues, le procès du père Nguyen Van Ly Thadeus aurait été tenu à huis clos et n'aurait duré qu'une seule journée. Le père Nguyen Van Ly Thadeus n'aurait pu choisir son avocat ni préparer sa défense puisqu'il aurait été maintenu au secret à son domicile depuis son arrestation le 17 mai 2001 (voir la communication envoyée le 26 septembre 2001 par la Représentante spéciale, E/CN.4/2002/106, annexe, par. 408). Le père Nguyen Van Ly Thadeus aurait de plus fait l'objet d'une violente campagne de dénigrement dans la presse officielle dans les mois précédant son procès.

Communication received

511. On 12 November 2002, the Government of Viet Nam replied indicating that Father Nguyen Van Ly Thadeus was not a human rights defender but rather a person who had committed serious crimes against public order and the laws of Viet Nam. The Government affirmed that Father Nguyen Van Ly Thadeus was tried by the provincial court of Thua Thien-Hue in October 2001 and was sentenced to 15 years of imprisonment and five years of administrative probation. It stressed that the trial was carried out in strict compliance with the law on criminal procedure. The Government added that Father Nguyen Van Ly Thadeus had already been sentenced to 10 years of imprisonment in 1983. The Government further informed the Special Representative that Father Nguyen Van Ly Thadeus was disciplined twice, in 1977 and 1981, by the Vietnam Catholic Church.

Observations

512. The Special Representative thanks the Government of Viet Nam for its reply. She nevertheless remains concerned about the fairness of Father Nguyen Ly Thadeus' trial, particularly regarding the nature of the crimes reproached to him and the legal guarantees that were afforded to him as an accused person.

Zimbabwe

Communications sent

513. On 18 January 2002, the Special Representative sent an urgent appeal regarding the passage through the Zimbabwean Parliament of the Public Order and Security Bill (POSB). The POSB is designed to amend three existing statutes and to replace the Law and Order (Maintenance) Act. It renders the advocacy of, or engaging in peaceful acts of, civil disobedience a criminal offence, punishable by imprisonment for up to 20 years. It also criminalizes "coercing or attempting to coerce the Government", the word "coercing" being defined to include "constraining, compelling or restraining" through "civil disobedience or resistance to any law, whether such resistance is active or passive." It is also reported that anyone who engages in, advocates or organizes acts of civil disobedience, or threatens to do so, may be subject to prosecution under this clause. It also reportedly criminalizes "publishing or communicating false statements prejudicial to the State" and making a public statement with the intention to, or knowing there is a risk of, "undermining the authority of or insulting" the President. This prohibition includes statements likely to engender "feelings of hostility towards" the President, cause "hatred, contempt or ridicule" of the President, or any "abusive, indecent, obscene or false statement" about him personally, or his office. Fears have been expressed that human rights defenders who denounce human rights violations committed by government agents or officials might easily be considered as "undermining public confidence in the security forces," or "undermining the authority of the President". It is also alleged that the bill strictly regulates the organization and conduct of public gatherings.

514. On 4 October 2002, the Special Representative transmitted an allegation letter expressing her concerns regarding the fact that human rights activists had reportedly been the target of violent attacks, threats and acts of intimidation by the members and supporters of the ruling Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-PF). She also expressed her concerns regarding an alleged campaign of slander against several human rights organizations with the alleged purpose of portraying them as politically motivated and involved in political violence. The following cases were brought to the attention of the Government.

515. On April 7 2001, **Tawanda Hondora**, a lawyer and the chairperson of Zimbabwe Lawyers for Human Rights, was reportedly brutally attacked by members of the ZANU-PF and the Zimbabwe Republic Police. According to the information received, Tawanda Hondora and two other lawyers had planned on that day to go to a rural area in order to investigate allegations of police assaults against witnesses in the court case challenging the election result in the district. Upon arriving in the area, the lawyers observed an assault on one of the witnesses, Mr. Chivanga, by a group of 30 ZANU-PF supporters in full view of police officers standing near by. When the groups of assailants saw the lawyers, they started to chase them and caught Tawanda Hondora. They reportedly kicked, slapped and whipped him and hit him on the head with a stone. They then reportedly forced Tawanda Hondora to sing ZANU-PF slogans and brought him to the police station. At the police station, Tawanda Hondora and Mr. Chivanga were reportedly extensively searched and interrogated about their relationship to the Movement for Democratic Change (MDC). They were reportedly beaten by constables in the presence of the Assistant Inspector. Two other lawyers who came to the police station to secure Tawanda Hondora's release were reportedly detained as well. The Assistant Inspector then reportedly proceeded to lecture the lawyers about the evils of the MDC, threatening to call war veterans and the army to further assault the lawyers.

516. **Johannes Mudzingwa**, a member of ZimRights, was reportedly assaulted in Gokwe North on 13 December 2001 by young ZANU-PF members and war veterans. According to the information received, Johannes Mudzingwa had just returned from a stay in Kwe Kwe when a group of young people besieged his house and asked him where he had been in November. When he answered that he had been in Kwe Kwe, the two youngsters reportedly ordered him to show his membership card of the Movement for Democratic Change (MDC). Johannes Mudzingwa allegedly replied that he was not a member of this party nor any other party but only a human rights activist. The ZANU-PF party members then reportedly took Johannes Mudzingwa to the bush near an area known as Farai Mongondo where they alerted the surrounding villages in order to attract more ZANU-PF members. Several reportedly came and questioned Johannes Mudzingwa, accusing him of supporting the MDC. The local Secretary of ZANU-PF, a war veteran, reportedly told the youngsters to “deal” with Mr. Mudzingwa and some 20 of them took turns in beating him with their fists, feet, chains, logs and other weapons for over four hours. Mr. Mudzingwa was reportedly released after having signed a document and paid a “protection fee” of Z\$ 1,500. Although the events were reported to the police, no investigation has reportedly been undertaken.

517. In January 2002, Amani Trust, a health professionals’ organization whose activities consist of providing medical and psychological support to victims of torture, was reportedly accused by several State-owned newspapers of funding covert operations against the ZANU-PF, of being financially linked to the MDC and of using shelters for victims of torture as torture chambers and MDC killer cells. According to the information received, Amani Trust has become a special target of the Government as a result of its efforts at monitoring and reporting on human rights violations in Zimbabwe. On 19 June 2002, during a meeting between senior officials from the Ministry of Health and Child Welfare and members of Amani Trust, the organization was reportedly threatened of closure should it continue to expose human rights violations.

518. On 29 August 2002, **Dr. Frances Lovemore (f)**, Medical Director of Amani Trust, was reportedly arrested in Harare by the officers of the Law and Order section, Harare Central Police Station, and charged with “publishing or communicating false statements prejudicial to the State.” According to the information received, Dr. Frances Lovemore’s charges stemmed from some statements made to foreign press in which she denounced politically motivated rape committed by supporters of the ruling party. Dr. Frances Lovemore was reportedly interviewed in the absence of her lawyer who was reportedly barred from the interview room. She was further reportedly moved from Harare Central Police Station to Warren Park Police Station whilst her lawyers were attempting to apply for her release. The latter were allegedly threatened with physical harm when they questioned Dr. Lovemore’s removal after 5 p.m. and insisted on remaining with her. Dr. Lovemore was reportedly released on 30 August 2002 after all charges were dropped.

Observations

519. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to the above communications had been received from the

Government. She remains concerned by violent attacks reportedly suffered by human rights defenders and which appear to be part of a policy of repression. She will continue to watch the situation and seek the cooperation of the Government for the implementation of the Declaration on the Rights and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms.

Palestinian Authority

Communication sent

520. On 8 July 2002, the Special Representative and the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal regarding **Khaidar Ghanem**, a 39-year-old B'Tselem fieldworker who is currently in the custody of the Palestinian Preventive Security apparatus. He was reportedly arrested on 3 July in Gaza and is believed now to be under interrogation for collaboration. Fears have been expressed that he may have been arrested in connection with his work at B'Tselem, in particular collecting testimonies from Palestinian residents on alleged human rights violations in the Rafah area of the Gaza Strip, and that he may be at risk of torture and other forms of ill-treatment in view of the incomunicado nature of his detention.

521. On 30 October 2002, the Special Representative together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent another urgent appeal regarding **Mr. Ghanem**. According to the information received, he was allegedly convicted of "collaboration" with the Israeli authorities and sentenced to death on 28 October 2002 by the State Security Court in Gaza. The death sentence imposed on Mr. Ghanem must be ratified by President Arafat, after which he could be executed at any time. According to the information received, his trial lasted 2 1/2 hours. He was represented by a court-appointed lawyer. A number of Palestinian lawyers in Gaza reportedly refused to represent clients before the State Security Court on the grounds that the trials are unfair. The charges of "collaboration" were apparently linked to the killing of Jamal 'Abd al-Qader 'Abd al-Razeq, a Fatah leader, and three others who were shot dead by the Israeli Defence Forces near the Morag junction in Gaza on 22 November 2000. According to reports, Mr. Ghanem was convicted mainly on the basis of his own confession, with little other evidence.

522. On 29 November 2002, the Special Representative informed the Palestinian Authority that she had received information according to which on 19 November 2001, lawyers of the Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) were reportedly denied access to Gaza Central Prison. According to the information received, the lawyers submitted a request to the administration of the prison on 18 November 2001 to visit 19 political prisoners legally represented by PCHR. On 19 November 2001, the lawyers were reportedly informed by the prison administration that lawyers' visits were prohibited by order of Major-General Ghazi El-Jabalai, Chief of Police. According to the information received, the prohibition came while PCHR lawyers were preparing the detainees' legal defence.

Observations

523. The Special Representative regrets that, at the time of the finalization of the present report, no reply to her communications had been received.

Appendix

Submission of allegations to the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders

Overview

At its fifty-sixth session, the Commission on Human Rights requested the Secretary-General to appoint a special representative on human rights defenders (resolution 2000/61 of 26 April 2000). Ms. Hina Jilani (Pakistan) was appointed in August 2000. Her work on the mandate, which began in September 2000, is based largely on the Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms (General Assembly resolution 53/144 of 9 December 1998).

The Declaration recognizes that the definition of a human rights defender must be broadly understood as encompassing also those striving for the promotion, protection and realization of social, economic and cultural rights, as well as civil and political rights. As the Special Representative stated in her first annual report (E/CN.4/2001/94), she believes that the ambit of her mandate is broad enough to include, for example, those defending the right to a healthy environment, promoting the rights of indigenous peoples, or engaging in trade union activities. The mandate of the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders, as set out in Commission on Human Rights resolution 2000/61, is:

- (a) To seek, receive, examine and respond to information on the situation and the rights of anyone, acting individually or in association with others, to promote and protect human rights and fundamental freedoms;
- (b) To establish cooperation and conduct dialogue with Governments and other interested actors on the promotion and effective implementation of the Declaration;
- (c) To recommend strategies better to protect human rights defenders.

Any individual, group, non-governmental organization, intergovernmental agency or government organization with reliable knowledge of human rights violations against human rights defenders is encouraged to bring the relevant information to the attention of the Special Representative in writing. The Special Representative will transmit information she considers credible and reliable to the Government concerned and request that it respond with its comments and observations.

Because of the wide range of groups and individuals that send allegations to the Special Representative, those submitting complaints are encouraged to provide information regarding their own human rights work.

While there is no formal procedure for the submission of allegations, certain details must be provided to enable the Special Representative to bring the appropriate cases to the attention of the Governments concerned as soon as possible. The information required includes the identity of the alleged victim, the alleged violation, the perpetrator(s), and the steps, if any, taken by the authorities. Complaints must be made in writing and sent to:

**The Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders
Office of the High Commissioner for Human Rights**

United Nations

1211 Geneva 10, Switzerland

FAX: (41 22) 917 90 06

Guideline for submissions

The following outline should be followed, to the extent possible, by those wishing to submit allegations of violations against human rights defenders.^a

1. Information regarding the alleged victim

- Full name^b
- Age
- Sex
- Profession or occupation
- Place of residence (or origin, if relevant to the violation suffered)
- The victim's affiliation, if any, with an organization, association or group engaged in human rights work
- Name of the organization, association or group
- Name of the person heading the organization, association or group
- Nature of human rights work the individual performs

If the alleged violation is against an organization:

- Name of the organization
- Nature of the human rights work/activities it is engaged in

- Territorial scope of its work (national, regional, international)
- Affiliations with other human rights organizations, if any
- Name of person(s) heading the organization

Additional information on the history of the work the individual or organization has performed, if submitted, may be helpful in assessing the complaint/allegation.

2. Nature of the alleged violation

All relevant information regarding the violation allegedly committed against the human rights defender, or organization, association or group, including:

- Date
- Place
- Description of the events/incident
- Nature of violation suffered or threatened

The information must indicate the connection of the alleged violation to human rights activities performed.

If the violation involves or includes the arrest and/or imprisonment of an individual or group of human rights defenders, information is required on:

- Identity of the authority involved (individual and/or ministry and/or department)
- Date and place of arrest
- Any circumstances under which the arrest was made that are relevant to the violation
- Nature of charges, if any, and the legal statute invoked
- Potential penalties the individual or group faces
- Place of detention, if known
- Term of detention
- Information on the provision of access to legal counsel and family members

- Steps taken to seek administrative or judicial remedy, nature of the remedy sought, legal entity before which proceedings have been taken, and stage or result of such proceedings

If the defender is being prosecuted in the courts for any activity in defence of human rights or related activity, or as a consequence of such activity:

- The date and location of the trial
- The court hearing the case
- The relevant appeal procedures
- The penalties the group or individual faces

3. Perpetrator(s) of the alleged violation

- Name(s), if known
- If they are members of the security forces, their rank, functions, the unit or service, etc., to which they belong
- If they are members of a civil defence group, paramilitary or other forces or an armed group, details on whether or how these groups relate to the State (e.g. cooperation with the State security forces, including information on chains of command, if available, State collusion with or acquiescence in their operations)

4. Steps taken by or on behalf of the victim or organization to seek a remedy at the national level

- All relevant information regarding whether a complaint was filed
- If so, when, where, by whom and before which authority

5. Steps taken by the concerned authorities

- Whether or not an investigation or inquiry into the alleged violation has been initiated and/or concluded
- If so, by which authority, ministry or department of the Government
- Progress and status of the inquiry or investigation at the time of submission of the allegation

- Whether or not the investigation or inquiry has resulted in charges or other legal action
- If so, the reason why the result is unsatisfactory
- Measures, if any, taken to protect person(s) under threat

6. The violation alleged may not be the result of one incident or event, but may be a continuing violation owing to conditions, policies, practices or laws that obstruct the promotion, protection and/or realization of human rights

In such cases submissions must include:

- All relevant information regarding such conditions, policies, practices or laws
- The nature of the prejudice suffered by an individual or group(s) working for the defence of human rights because of the above
- Methods used to impede the work of human rights defenders on the basis of the above conditions, policies, practices or laws
- Agencies (State, non-State) employed to harass, intimidate and/or injure human rights defenders on the basis of these conditions or in implementing such laws, practices and policies
- Possible measures that can be taken to remedy the situation
- Any action taken by individuals or groups at the national level to reverse the conditions, policies and practices or for reform of the laws that are contrary to the rights recognized by the Declaration

Notes

^a This guideline is not final. Comments and suggestions are welcome.

^b **Please note in the submission if the name of the alleged victim SHOULD NOT be transmitted to the Government. Names of alleged victims will remain confidential IF REQUESTED.**